

7 actualités: Le retour de la question politique

7 Le refus

13 **Eustache Kouvélakis**: Le triomphe de la politique

15 dossier: sciences, recherche, démocratie

21 SCIENCES ET OPINIONS

21 **Madeleine Bensaude-Vincent**: L'opinion dans la science?

26 **Samuel Johsua**: Sciences et progrès, nouveaux regards sur la démocratie

39 **Isabelle Stengers**: Quand le progrès scientifique risque de devenir farce

48 RECHERCHE, BREVETS, PRODUCTION SOCIALE DES SCIENCES

48 **Jacques Testart**: Recherche et chercheurs en mouvement

58 **Dominique Pestre**: À propos du nouveau régime de production, d'appropriation et de régulation des sciences

68 **Philippe Pignarre**: Le moment est venu d'être modestes

76 **Alan Sokal**: Sciences et marché des savoirs

84 **Roberto Di Cosmo**: Aidez-nous à protéger le logiciel libre du brevet

89 **Pierre Sonigo**: L'individu et le finalisme en biologie

95 hommage à pierre naville, sociologue critique

96 **Pierre Rolle**: Vies de Pierre Naville

107 **Pierre Rolle**: Retour sur Le Nouveau Léviathan

119 Lu d'ailleurs

120 **Emmanuel Barot**: Les matérialismes et leurs détracteurs

128 **Denis Guedj**, Derrière le rideau

133 **Antoine Artous**, Constitution et démocratie

138 **Recensions critiques**, sur Eustache Kouvélakis, Groupe Marcuse, Daniel Singer, Maurice Godelier (par Nicolas Vieillescazes, Michaël Löwy, Michel Husson, Antoine Artous)

147 répliques et controverses

148 A nos amis allemands

152 **Antoine Artous**, Capitalisme sorcier?

163 **Joan Nestor**, Le meilleur et le pire

177 flâneries politiques

Sophie Wahnich

CONTReTEmPS

CONTReTEmPS

Sciences, recherche, démocratie

└ Le retour de la question politique

└ Hommage à Pierre Naville

Gilbert Achcar
Madeleine Bensaude-Vincent
Philippe Corcuff
Denis Guedj
Samuel Johsua
Dominique Pestre
Philippe Pignarre
Pierre Rolle
Alan Sokal
Isabelle Stengers
Jacques Testart
Sophie Wahnich



9 782845 971554

ISBN : 2-84597-155-9
ISSN : 1633-597X
Numéro quatorze
septembre 2005
19 €

textuel

textuel

CONTR^TeMPS

numéro quatorze, septembre 2005

Sciences, recherche, démocratie

└ **Le retour de la question politique**

└ **Hommage à Pierre Naville**



CONTRETEMPS

numéro un, mai 2001

Le retour de la critique sociale Marx et les nouvelles sociologies

numéro deux, septembre 2001

Seattle, Porto Alegre, Gênes Mondialisation capitaliste et dominations impériales

numéro trois, février 2002

Logiques de guerre Dossier : Émancipation sociale et démocratie

numéro quatre, mai 2002

Critique de l'écologie politique Dossier : Pierre Bourdieu, le sociologue et l'engagement

numéro cinq, septembre 2002

Propriétés et pouvoirs Dossier : Le 11 septembre, un an après

numéro six, février 2003

Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes

numéro sept, mai 2003

Genre, classes, ethnies : identités, différences, égalités

numéro huit, septembre 2003

Nouveaux monstres et vieux démons : Déconstruire l'extrême droite

numéro neuf, février 2004

L'autre Europe : pour une refondation sociale et démocratique

numéro dix, mai 2004

L'Amérique latine rebelle. Contre l'ordre impérial

numéro onze, septembre 2004

Penser radicalement à gauche

numéro douze, février 2005

À quels saints se vouer ? Espaces publics et religions

numéro treize, mai 2005

Cité(s) en crise. Ségrégations et résistances dans les quartiers populaires

numéro quatorze, septembre 2005

Sciences, recherche, démocratie

© Les éditions Textuel, 2005

48, rue Vivienne

75002 Paris

ISBN : 2-84597-155-9

ISSN : 1633-597X

Dépôt légal : septembre 2005

CONTRETEMPS

numéro quatorze, septembre 2005

Sciences, recherche, démocratie

└ Le retour de la question politique

└ Hommage à Pierre Naville

Ouvrage publié avec le concours
du Centre national du livre.

textuel

Directeur de publication :
Daniel Bensaïd

Comité de rédaction :

Gilbert Achcar ; Hélène Adam ; Christophe Aguiton ; Antoine Artous ; Daniel Bensaïd ;
Sophie Bérout ; Sebastian Budgen ; Véronique Champeil-Desplat ; Sébastien Chauvin ;
Karine Clément ; Philippe Corcuff ; Léon Crémieux ; Jacques Fortin ; Renée-Claire Glichtzman ;
Janette Habel ; Michel Husson ; Bruno Jotin ; Samuel Johsua ; Razmig Keucheyan ; Sadri Khiari ;
Eustache Kouvélakis ; Thierry Labica ; Sandra Laugier ; Stéphane Lavignotte ; Ivan Lemaître ;
Claire Le Strat ; Michaël Löwy ; Alain Maillard ; Lilian Mathieu ; Philippe Mesnard ; Braulio Moro ;
Sylvain Pattieu ; Willy Pelletier ; Philippe Pignarre ; Nicolas Dot-Pouillard-Qualander ; Isabelle Richet ;
Violaine Roussel ; Sabine Rozier ; Ivan Sainsaulieu ; Catherine Samary ; Patrick Simon ;
Francis Sittel ; Josette Trat ; Enzo Traverso ; Emmanuel Valat ; Sophie Wahnich.

numéro quatorze, septembre 2005

7 actualités : Le retour de la question politique

- 7 Le refus
- 13 **Eustache Kouvélakis** : Le triomphe de la politique

15 dossier : sciences, recherche, démocratie

- 21 SCIENCES ET OPINIONS
 - 21 **Madeleine Bensaude-Vincent** : L'opinion dans la science ?
 - 26 **Samuel Johsua** : Sciences et progrès, nouveaux regards sur la démocratie
 - 39 **Isabelle Stengers** : Quand le progrès scientifique risque de devenir farce
- 48 RECHERCHE, BREVETS, PRODUCTION SOCIALE DES SCIENCES
 - 48 **Jacques Testart** : Recherche et chercheurs en mouvement
 - 58 **Dominique Pestre** : À propos du nouveau régime de production, d'appropriation et de régulation des sciences
 - 68 **Philippe Pignarre** : Le moment est venu d'être modestes
 - 76 **Alan Sokal** : Sciences et marché des savoirs
 - 84 **Roberto Di Cosmo** : Aidez-nous à protéger le logiciel libre du brevet
 - 89 **Pierre Sonigo** : L'individu et le finalisme en biologie

95 hommage à pierre naville, sociologue critique

- 96 **Pierre Rolle** : Vies de Pierre Naville
- 107 **Pierre Rolle** : Retour sur Le Nouveau Léviathan

119 Lu d'ailleurs

- 120 **Emmanuel Barot** : Les matérialismes et leurs détracteurs
- 128 **Denis Guedj**, Derrière le rideau
- 133 **Antoine Artous**, Constitution et démocratie
- 138 **Recensions critiques**, sur Eustache Kouvélakis, Groupe Marcuse, Daniel Singer, Maurice Godelier (par Nicolas Vieillescazes, Michaël Löwy, Michel Husson, Antoine Artous)

147 répliques et controverses

- 148 A nos amis allemands
- 152 **Antoine Artous**, Capitalisme sorcier ?
- 163 **Joan Nestor**, Le meilleur et le pire

177 flâneries politiques
Sophie Wahnich

Le refus

À un certain moment, face aux événements publics, nous savons que nous devons refuser. Le refus est absolu, catégorique. Il ne discute pas, ni fait entendre ses raisons. C'est en quoi il est silencieux et solitaire, même lorsqu'il s'affirme, comme il le faut, au grand jour. Les hommes qui refusent et qui sont liés par la force du refus, savent qu'ils ne sont pas encore ensemble. Le temps de l'affirmation commune leur a précisément été enlevé. Ce qui leur reste, c'est l'irréductible refus, l'amitié de ce Non certain, inébranlable, rigoureux, qui les tient unis et solidaires.

Le mouvement de refuser est rare et difficile, quoique égal et le même en chacun de nous, dès que nous l'avons saisi. Pourquoi difficile? C'est qu'il faut refuser, non pas seulement le pire, mais un semblant raisonnable, une solution qu'on dirait heureuse. En 1940, le refus n'eut pas à s'exercer contre la force envahissante (ne pas l'accepter allait de soi), mais contre cette chance que le vieil homme de l'armistice, non sans bonne foi ni justifications, pensait pouvoir représenter. Dix-huit ans plus tard, l'exigence du refus n'est pas intervenue à propos des événements du 13 mai (qui se refusaient d'eux-mêmes), mais face au pouvoir qui prétendait nous réconcilier honorablement avec eux, par la seule autorité d'un nom.

Ce que nous refusons n'est pas sans valeur ni sans importance. C'est bien à cause de cela que le refus est nécessaire. Il y a une raison que nous n'accepterons plus, il y a une apparence de sagesse qui nous fait horreur, il y a une offre d'accord et de conciliation que nous n'entendrons pas. Une rupture s'est produite. Nous avons été ramenés à cette franchise qui ne tolère plus la complicité.

Quand nous refusons, nous refusons par un mouvement sans mépris, sans exaltation, et anonyme, autant qu'il se peut, car le pouvoir de refuser ne s'accomplit pas à partir de nous-mêmes, ni en notre seul nom, mais à partir d'un commencement très pauvre qui appartient d'abord à ceux qui ne peuvent pas parler. On dira qu'aujourd'hui il est facile de refuser, que l'exercice de ce pouvoir comporte peu de risques. C'est sans doute vrai pour la plupart d'entre nous. Je crois cependant que refuser n'est jamais facile, et que nous devons apprendre à refuser et à maintenir intact, par la rigueur de la pensée et la modestie de l'expression, le pouvoir de refus que désormais chacune de nos affirmations devrait vérifier¹.

Publié en octobre 1958, peu de jours après le retour au pouvoir du général de Gaulle, « porté cette fois, non par la Résistance, mais par les mercenaires », ce court texte de Maurice Blanchot est d'une étrange actualité.

Il a fallu, en effet, une grande et profonde colère pour résister à l'intimidation. Il a fallu une conviction solidement ancrée et chevillée. Tout ce que l'Europe compte de chefs d'États, la France de chefs politiques et religieux, les médias de présentateurs vedettes, s'est ligué pour ringardiser, culpabiliser, insulter le Non. Sa victoire, c'est la revanche de l'arbalète sur le missile, de la planche à clous sur l'ordinateur : il a fallu aller la chercher dans la poussière, quartier par quartier, village par village, texte en main, en argumentant, en démontrant, en faisant confiance au bon sens populaire instruit à la dure école de l'expérience². On comprend l'amertume des éditorialistes. Ils croyaient fabriquer l'opinion, et l'opinion les a giflés. Grave blessure narcissique ! Ils voulaient discréditer un Non de la peur, et ce fut un pauvre Oui apeuré : peur des États-Unis, peur de la Chine, peur de la crise et de l'isolement. Rien de bon ne peut naître de ce cocktail implosif de peur et de mépris.

La lecture de ce vote ne fait pas mystère. Sociologiquement, c'est un vote de classe clair et net contre la politique professionnelle et la caste médiatique. La carte du Non recoupe fidèlement celle du chômage. Deux tiers ou plus des ouvriers, des employés, des jeunes ont rejeté le traité libéral. Dans les quartiers populaires, le Non a atteint des records. Dans certaines localités, la courbe du Non suit même celle des prix de l'immobilier au mètre carré. Les paysans contre la FNSEA, les ouvriers contre les 20 PDG du Medef les mieux payés du CAC 40 pétitionnant pour le oui, le peuple contre la bourgeoisie bourgeoise et ses chiens de garde. Que de bourdes, de morgue, de bonne conscience de la part des dominants !

Au soir de sa première victoire présidentielle François Mitterrand proclamait que la majorité politique avait enfin rejoint la majorité sociale. Aujourd'hui, c'est la fracture politique qui rejoint la fracture sociale. Pour expliquer leur débâcle, les recalés du Oui, de July à Colombani, invoquent un déficit de communication ou de pédagogie. Les bons maîtres penseurs et censeurs n'auraient donc pas été assez clairs pour convaincre les abrutis du travail ? Condescendance. Autisme social. Le 29 mai est pourtant l'illustration de perceptions du monde opposées, de paroles devenues inaudibles l'une à l'autre.

« L'Europe ne fait plus rêver », se désole Jean-Paul Junker. « Les Français n'ont plus envie d'Europe », se lamente Jean-Marie Colombani. Ce n'est pas une question de rêve, mais de réalité têtue ; pas une affaire d'envie, mais de besoin. Le traité prétendait constitutionnaliser la politique libérale subie depuis vingt ans. « Masochiste » (selon July), le Non serait responsable de la

casse du beau Meccano européen ? Il n'a fait pourtant que révéler et précipiter une crise latente qui mûrit depuis longtemps. Le défaut de fabrication était inclus dès l'origine dans le logiciel de la construction libérale. L'Acte unique de 1985 et le traité Maastricht de 1992 excluaient trois événements majeurs :

- la mondialisation libérale a entraîné une concentration des capitaux transnationale qu'europpéenne ;
- l'effondrement soudain des régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est a précipité la question de l'élargissement, politiquement inéluctable, mais lourde de contradictions sociales ;
- la désintégration de l'Union soviétique, l'unification allemande, et la rupture des équilibres précaires de l'après-guerre ont mis à l'ordre du jour un nouveau partage du monde et une nouvelle distribution des alliances.

Se mêlent ainsi les ingrédients d'une crise historique. La panne persistante de croissance a allumé la mèche d'une explosion centrifuge. Les « exceptions nationales » refont surface sous le choc d'une concurrence exacerbée. Seul un changement radical de logique, donnant la priorité aux convergences sociales, démocratiques, et écologiques, par rapport au calcul égoïste des revenus boursiers, pourrait la dénouer. N'en déplaise à ceux qui ont présenté le référendum comme une alternative infernale, pour ou contre l'Europe, nous sommes partisans d'une autre Europe sociale, démocratique, ouverte, et non limitée aux frontières incertaines d'une civilisation judéo-chrétienne. Loin de rapprocher les peuples et d'unir les travailleurs, celle de « la concurrence non faussée » les dresse les uns contre les autres et finit par faire prendre en grippe l'idée européenne elle-même.

Nous avons rejeté un traité qui constitutionnalise l'Europe libérale, poursuit la démolition des solidarités sociales et des services publics, confirme le mandat de la Banque centrale européenne hors de tout contrôle politique, favorise (faute d'harmonisation sociale et fiscale) le dumping social et le développement inégal. Des critères sociaux de convergence et d'harmonisation par le haut (en matière de salaire, d'emploi, de services publics, de protection sociale) constitueraient une mesure de justice sociale élémentaire. Ce serait le meilleur moyen d'éviter le dumping social. De même, il ne saurait y avoir de politique d'emploi efficace à l'échelle européenne sans harmonisation fiscale permettant de financer des services publics européens de qualité, sans rétablir une maîtrise démocratique de l'outil monétaire, sans un relèvement des revenus. Ces critères seraient, il est vrai, de nature à « fausser » la libre concurrence.

Le traité Giscard est mort. Un coup d'arrêt a été donné à l'escalade libérale. L'écho du Non français rend espoir à ceux et celles qui se résignaient à subir la machine capitaliste. La voie est ainsi ouverte pour remettre à plat les trai-

tés, pour mettre au centre la question sociale et la lutte contre le militarisme impérial, pour initier un processus constituant démocratique de refondation. En avril 2006, le Forum social européen d'Athènes sera une étape en ce sens.

Au lieu de montrer qu'ils ont reçu le message, les battus du 29 mai persistent. Un attelage gouvernemental à hue et à dia commence par laver en public son linge sale, tout en confirmant son projet de démolition sociale, en ringardisant sous le label de « modèle social français » les acquis de solidarité, en relançant la fuite en avant sécuritaire. Et la cote présidentielle plonge dans les profondeurs des sondages, comme si le résultat référendaire signifiait une revanche contre « le soviétique à 82 % », élu en 2002 grâce à un tour de prestidigitation électorale. Quant au Parti socialiste, il croit régler une panne de projet par des mesures disciplinaires relevant d'un centralisme bureaucratique caricatural, ne tirant pas plus les leçons du référendum qu'il n'avait tiré celles du 21 avril 2002. Hollande ira-t-il jusqu'à exclure ou dissoudre le peuple socialiste ?

Crise européenne, crise sociale, crise institutionnelle s'additionnent. L'ultime argument pour ébranler des « nonistes » hostiles à l'esprit et à la lettre du traité, fut la peur du vide : il n'existerait pas à gauche de force capable de donner à ce grand refus un débouché politique positif. C'est l'éternel argument du moindre mal, censé faire avaler les pires couleuvres. La réponse à cette rhétorique de la résignation, c'est qu'il faut changer de gauche pour changer la gauche. La campagne référendaire a confirmé l'existence de deux gauches : l'une libérale, « eurocompatible » avec la droite selon Lionel Jospin, l'autre sociale et radicale, fidèle à l'intérêt des travailleurs

Il faut être sourd pour n'entendre dans le Non majoritaire que le « vent qui souffle de longue date, celui d'une révolution nationale, d'une colère contre le monde et contre la démocratie » ! Pour amalgamer, dans « l'ordinaire du Non », le Non chauvin de droite et le Non internationaliste de gauche ! Certains éditorialistes ont même regretté le référendum, convaincus que la ratification parlementaire à 90 % eut été préférable, même si elle devait aggraver le divorce entre la représentation nationale et l'opinion. Que la xénophobie travaille certains secteurs de la société n'est pas nouveau. La vraie nouveauté du 29 mai par rapport à Maastricht, c'est au contraire la montée d'un Non de gauche populaire, antichauvin, antixénophobe, européen autrement. Sa plus grande victoire aura été d'avoir imposé le débat social plutôt que le débat ethnique. C'est la seule voie pour faire reculer le Front national que les gouvernements de droite et de gauche n'ont cessé depuis vingt ans de faire prospérer.

Les mêmes qui s'en affolent prétendaient, en votant Oui, constitutionnaliser au niveau de l'Union les politiques qui ont nourri le phénomène ! Ils vont être

servis. Faute d'avoir pu le dissoudre dans le potage libéral de la concurrence non faussée, le duo-infernal Villepin-Sarkozy entreprend de casser le « modèle social français ». Sans attendre les résultats du référendum, dès le 29 mai, Éric Le Boucher, le Jean-Marc Sylvestre du *Monde*, exhortait les futurs dirigeants à sortir de la paralysie du ni-ni pour accélérer « vers le haut de gamme » et abaisser les impôts pour faire face à la concurrence fiscale (non faussée !). Un gouvernement et un président discrédités ont de fortes chances d'allumer la mèche du baril d'exaspération sociale.

Tous les « Non » ne sont pas de gauche. Il serait imprudent de l'oublier. Mais le Non entrouvre les possibles et rebat les cartes. Discrédité en France, et disqualifié comme représentant du peuple qui s'est exprimé, Chirac doit partir, de même qu'une Assemblée quatre fois désavouée dans les urnes en un an. Il faut tirer les conséquences de la crise institutionnelle : en accentuant la logique présidentielle de la V^e République, en refusant la proportionnelle, en allant vers un système bipartite, les gouvernements de droite comme de la gauche plurielle ont seulement abouti à creuser le fossé entre forces sociales et représentation politique. Face à la nouvelle offensive patronale annoncée, il faut surtout confirmer sur le terrain la résistance exprimée dans les urnes : contre le chômage et la flexibilité, contre les privatisations, pour les services publics de qualité, pour une réforme fiscale radicale, pour une augmentation des revenus, pour défaire les contre-réformes libérales imposées depuis des années.

Le succès du Non de gauche a été le fruit d'une campagne résolument unitaire menée par des militants associatifs (Attac, Copernic), syndicaux, politiques, rassemblés dans les collectifs et les comités. Cette unité doit se poursuivre dans l'action. Elle doit se fonder sur le contenu qui a permis au Non de l'emporter, au lieu de se perdre dans une confuse réconciliation de sommet, comme si le 29 mai n'avait été qu'un moment d'humeur, un cri dans le silence, sans écho ni conséquence durable. Il faut constituer un front unitaire pour combattre la politique d'un gouvernement mortellement blessé, pour donner au Non antilibéral toute sa portée européenne, pour proposer des alternatives au despotisme des marchés au lieu de se lancer prématurément dans les spéculations électorales sur 2007.

Au niveau des partis politiques, le Parti communiste et la LCR ont été, avec les dissidences socialistes et écologistes, les forces motrices de la campagne portée sur maintes tribunes par Besancenot et Buffet. Ils ont une responsabilité particulière pour impulser avec d'autres, dans les comités et les collectifs unitaires, une alternative anticapitaliste, au lieu de lorgner vers une réédition de la « gauche plurielle » œcuménique, Oui et Non confondus, avec en perspec-

Eustache Kouvélakis

Le triomphe de la politique

Cinq thèses après le 29 mai

tive les mêmes désillusions, les mêmes frustrations populaires, et les mêmes sanctions électorales qu'en 2002. À ceux et celles qui, ont hésité à voter Non sous prétexte que n'existait pas (encore) de force capable de lui donner une traduction politique positive, nous aurions pu répondre par le petit poème ironique d'Erich Fried :

*Des perspectives meilleures
s'ouvrent du seul fait que nous
qui n'en avons pas par ailleurs
commençons à le dire ouvertement*

Mais il est faux que nous soyons dépourvus de perspectives, pour l'Europe comme pour la gauche. Les partisans du Oui n'ont cessé de raisonner comme si les gouvernements étaient inamovibles, les rapports de force figés, et le parti socialiste l'horizon indépassable de la gauche. À ce fatalisme, résigné à l'ordre immuable des choses, nous répondons par la détermination à le changer.

Daniel Bensaïd
10 juin 2005

- 1 Maurice Blanchot, *L'Amitié*, Paris, Gallimard, 1992, p. 130
- 2 *Contretemps* a apporté sa contribution à ce patient travail pédagogique en publiant dès février 2004 son n° 9 *L'Autre Europe. Pour une refondation sociale et démocratique*. Ce dossier sur la construction européenne et le projet de traité constitutionnel reste un outil de réflexion très actuel.

1 • Sur la nouveauté de la période

Le résultat du référendum français du 29 mai a été immédiatement ressenti comme un tournant politique majeur, bien au-delà d'une simple consultation électorale, en France mais aussi en Europe et dans le monde. L'onde de choc de l'événement est encore loin d'avoir produit l'ensemble de ses effets, d'où la difficulté, mais aussi l'urgence d'avancer quelques (hypo)thèses d'interprétation et d'intervention sur la période qui s'ouvre. Venant après les élections britanniques et allemandes (victoire à la Pyrrhus de Blair et percée de la gauche radicale, défaite écrasante du SPD en Rhénanie-Westphalie et recomposition dans la gauche syndicale et politique d'outre-Rhin), le « non » français touche la gauche européenne dans l'ensemble de ses composantes. Il s'inscrit lui-même dans un cycle plus large de remobilisation et de contre-offensive populaires au niveau mondial (cf. essentiellement l'Amérique latine, mais aussi la dynamique persistante, du moins « en extension », des mouvements altermondialistes). Pour qualifier de manière plus précise le tournant, il convient de restreindre, dans un premier temps du moins, l'analyse à la France et à la signification du référendum. La première (hypo)thèse est donc la suivante : le 29 mai, le « bloc populaire antilibéral » a touché au cœur le dispositif d'alternance entre la droite classique et la gauche social-libérale qui a permis la mise en place de la restructuration capitaliste de la société française depuis plus de deux décennies. Il est encore trop tôt pour dire si ce dispositif (en tant qu'ensemble de forces politico-sociales à la fois relativement différenciées et interdépendantes) pourra retrouver sa cohérence et sa fonctionnalité. Cela dépendra naturellement, de façon déterminante, de l'action et de la capacité politique du bloc populaire. Ce qui paraît toutefois certain c'est qu'il ne pourra le faire qu'au moyen d'une profonde réorganisation, en payant le coût d'une crise désormais inévitable, et non par un replâtrage superficiel ou une manœuvre tactique comme cela a été le cas jusqu'à présent.

2 • Sur la crise du bloc dominant

Pour mesurer l'étendue de la crise du dispositif politique d'alternance néolibérale, il faut garder à l'esprit que, par son caractère même (remise en cause des compromis sociaux qui assuraient aux classes dominées une forme de participation dans l'« intérêt général »), le néolibéralisme, en France et ailleurs, n'a pu et ne peut produire que des formes de consentement « faibles », passives, essentiellement « par défaut », en s'appuyant donc avant tout sur l'échec et les faiblesses de ses adversaires. Sa base sociale propre n'a guère dépassé les couches entrepreneuriales et certaines fractions supérieures du salariat, essentiellement de l'encadrement et de quelques secteurs limités (la « com », les « nouvelles technologies », la finance, les bénéficiaires de l'accumulation patrimoniale etc.). Minoritaire, cette base a vu de surcroît sa cohérence et sa solidité s'effriter au cours des dernières années, au fur et à mesure de la radicalisation de la restructuration capitaliste néolibérale (« harcèlement dans le travail », « blues des cadres », chômage touchant même les catégories diplômées, compétition accrue entre détenteurs de titres scolaires). Le tout sur fond de trajectoire sociale descendante pour la majorité de la population vivant en France, et plus particulièrement pour les générations qui se sont succédées sur le marché du travail depuis le milieu des années 1970.

L'ensemble de ces processus alimente la crise et la fragilité chroniques du bloc dominant en France depuis le début des années 1980. Le fossé croissant qui sépare les classes populaires et les jeunes des partis politiques, de gauche et de droite, censés les représenter, se creuse. Les dits partis se transforment de leur côté en appareils étroitement professionnalisés, privés de liens organiques avec les couches populaires et presque entièrement absorbés par l'appareil d'État central et local. L'instabilité notoire du système politique français, qui en est la conséquence, s'est traduite par la défaite, au cours des vingt dernières années, de toutes les majorités gouvernementales sortantes au bout d'un mandat.

Sorti victorieux des grandes batailles sociales qui ont jalonné la société française depuis la crise des années 1970 (restructurations industrielles, révolution managériale dans les entreprises, démantèlement partiel de l'État social etc.), le bloc de classe au pouvoir a réussi à surmonter l'érosion des bases de sa domination d'une triple façon :

- En construisant un système d'alternance bipolaire droite libérale/ gauche social-libérale qui assure la continuité des politiques menées et, dans une large mesure, du personnel qui les mène au sein de l'appareil d'État, par-delà les cycles (de plus en plus courts) des alternances au sommet et de l'irruption directe des mouvements sociaux sur la scène politique centrale (décembre 1986, novembre-décembre 1995, printemps 2003, pour ne citer que les moments les plus marquants).

- En déplaçant le centre de gravité du système partidaire et syndical (affaibli et fragmenté) et de l'appareil d'hégémonie culturelle et intellectuelle (essentiellement les médias, l'appareil scolaire échappant dans partiellement à cette logique dans la mesure où il s'est vu confier la promotion symbolique d'une tranche générationnelle issue des classes populaires) vers les « classes moyennes » supposées communier dans le consensus libéral.

- En marginalisant les classes populaires, et avant tout la classe ouvrière, au point de la rendre quasi-invisible dans l'espace public et d'obtenir, dans une large mesure, son exclusion de la représentation politique.

Durant cette période, le « projet européen » a fonctionné comme un ciment permettant de lier l'ensemble de ces mécanismes d'adaptation et de stabilisation systémiques et de façonner l'unité relative de la fraction dirigeante du bloc au pouvoir. Il constituait de ce fait le *point fort* du consensus faible néolibéral. C'est pourquoi le résultat du 29 mai frappe ce dernier en profondeur.

Négativement, tout d'abord, en révélant au grand jour sa fragilité, voire l'absence de toute forme d'adhésion populaire majoritaire au rouleau compresseur du néolibéralisme. C'était certes déjà le cas le 21 avril 2002, mais, à l'époque, la configuration particulière de la compétition électorale avait rendu possible le « sursaut systémique » d'un 2^e tour consensuel au profit de Chirac et l'apparence d'alternance parlementaire « normale » lors des législatives suivantes. Cette fois, la nature même de la consultation (un référendum sur le point stratégique de l'unité du bloc dirigeant) ne laissait aucune marge de ce type. Ce sont donc les piliers du système d'alternance néolibéral qui sont touchés dans leur cohérence. Leurs divisions éclatent au grand jour, et leurs effets, potentiellement dévastateurs, dépassent les logiques particulières des acteurs (symptôme classique des conjonctures de crise). La possibilité d'une crise de régime est désormais envisageable. Elle marquerait un seuil d'irréversibilité dans la crise du bloc dominant.

La droite parlementaire et le PS se débattent dans cette crise, durablement divisés entre : d'une part, une droite gaulliste tentant de préserver quelques restes de compromis social et une droite néolibérale musclée, décidée à en découdre avec les résistances sociales ; de l'autre, entre un social-libéralisme ouvertement assumé (un PS « blairisé », éventuellement allié avec des secteurs de la droite centriste) et des secteurs qui ont basculé du côté du bloc antilibéral, ou misé sur une refonte du système d'alternance sur des bases « intermédiaires ». Le paysage médiatique, et pour une part syndical, paraît presque aussi dévasté que le système partidaire (que l'on songe à la situation dans la CGT et au rôle particulièrement affligeant de la direction Thibault).

Positivement, la séquence politique et sociale qui a conduit au 29 mai a mis un terme à l'attitude de retrait, de passivité et de résignation des classes

populaires qui a permis jusqu'à présent au bloc dominant de redresser à chaque fois la barre. Elle prolonge des tendances préexistantes, en réalité toute l'expérience des luttes de la dernière décennie, aussi bien que, sur la plan électoral, la dynamique annoncée par les résultats de l'extrême-gauche entre 1995 et 2002 ou le vote sanction des régionales de 2004. Ce processus acquiert à présent une extension, une structuration et un ancrage suffisants pour dicter les termes de l'affrontement central (« le social contre l'Europe libérale ») et pour construire une dynamique majoritaire qui relègue l'extrême-droite dans un rôle subalterne.

3 • Sur la repolitisation populaire

Le véritable événement de la séquence référendaire se trouve dans la mobilisation populaire qui s'est saisie des questions politiques à une échelle sans doute inédite depuis les années 1970. Articulant mobilisation par en bas et cadre unitaire « au sommet », entraînant dans ses rangs des militants syndicaux, politiques et associatifs de provenances diverses, souvent non affiliés organisationnellement, débordant en pratique les objectifs des composantes qui en furent partie prenante (sans nier leur rôle), la campagne du non de gauche est parvenue à construire un véritable front antilibéral, capable de porter les revendications vitales des couches populaires au centre de la bataille politique. Une repolitisation, synonyme de clivage, en profondeur de la société française a pu dès lors s'affirmer au cours de ces derniers mois. Ce n'est qu'ainsi que la victoire du non populaire devient intelligible, en dépit du rouleau compresseur médiatique et politique, en dépit de l'absence de véritable soutien des confédérations syndicales, en dépit aussi du boulet que représente la captation durable d'une partie de la révolte et du désespoir ouvriers par l'extrême-droite lepéniste.

C'est aussi la raison pour laquelle ce n'est que la victoire du non qui a réussi à ouvrir une brèche dans le mur politique contre lequel se sont fracassées toutes les luttes des dernières décennies, plus particulièrement l'élan né des grèves de décembre 1995. On peut en ce sens considérer comme irrévocablement dépassé l'aspect « antipolitique » du cycle précédent, déjà malmené par les effets du 21 avril, de la défaite des mobilisations du printemps 2003 et du vote sanction des régionales. La question de la « construction européenne » a fonctionné de fait comme le point de condensation de l'ensemble des contradictions de la conjoncture, mettant au cause la stratégie même du bloc dominant. L'issue de la crise ouverte dépendra de la poursuite et de l'approfondissement de la dynamique populaire. Et la force, ou l'arc de forces qui, au sein du bloc antilibéral, verront s'affirmer leur capacité hégémonique seront celles qui paraîtront les plus capables de porter cette dynamique et de la

transformer en véritable alternative politique, mettant de côté aussi bien les divisions sectaires que la confusion ou la compromission avec le système d'alternance chancelant et discrédité.

4 • Sur le rapport antilibéralisme/anticapitalisme

La campagne et la victoire du 29 mai se sont construites sur la base d'une opposition claire et résolue au libéralisme, dans ses deux variantes possibles et alternativement mises en œuvre. C'est précisément l'exigence d'approfondissement et de stabilisation d'une orientation antilibérale, qui se donne à la fois les objectifs et les moyens de rompre avec le cours actuel des choses, qui conduit à poser la question de la perspective anticapitaliste. De l'intérieur même de la logique de la situation et non comme un programme plaqué de l'extérieur, une rhétorique radicale abstraite, incapable d'agir sur les lignes de fractures réelles de la conjoncture donnée.

Aujourd'hui, après des décennies d'offensive capitaliste, l'élaboration d'une politique antilibérale effective constitue la ligne de démarcation principale départageant, à tous les niveaux, l'ensemble des forces sociales, intellectuelles et politiques. Sa mise en œuvre par un bloc populaire majoritaire au niveau des institutions existantes (y compris gouvernementales) ne peut que conduire à court terme à des affrontements de classes de très grande ampleur. Des affrontements qui aboutiront inévitablement à poser la question de la propriété des principaux moyens de production, d'échange et de communication ainsi que celle de la structure du pouvoir et des appareils d'État. C'est dans ce mouvement que se construira aussi l'espace européen des luttes qui seul peut conduire, à terme, à la construction d'espaces démocratiques « constituants » dépassant le cadre des États-nations existants. On peut considérer à ce propos que chaque cycle de luttes populaires ascendantes à l'échelle européenne a été marqué par des objectifs constituants de ce type, que ce soit les « républiques rouges » des révolutions de 1848 ou le projet d'une Europe des conseils ouvriers qui a saisi l'imagination de millions de travailleurs au lendemain de la première boucherie mondiale, de Turin à Petrograd et de Berlin à Budapest.

5 • Sur le front de classe

C'est donc sur le terrain d'une orientation antilibérale conséquente que se jouera l'hégémonie au sein même du bloc antilibéral. La force politique des révolutionnaires se jugera sur leur capacité d'impulser, à chaque étape de la conjoncture, l'approfondissement de cette orientation *sans* rompre le cadre unitaire du rassemblement populaire, tout particulièrement en direction des forces réformistes, de type social-démocrate classique ou « mouvementiste ». Exercice assurément difficile, mais dont le succès conditionne la mise en

échec de toute reconstitution du système d'alternance néolibéral, dans sa double dimension de marginalisation des forces radicales et des classes populaires.

Car il existe bien une dimension de classe dans ce que nous avons désigné jusqu'à présent comme le bloc populaire antilibéral. Celui-ci est certes majoritaire dans toutes les couches du salariat et de la jeunesse jusqu'au niveau des « cadres supérieurs et professions intellectuelles ». Mais il présente les caractères d'une polarisation de classe très nette, avec un « noyau dur » autour de la classe ouvrière des « cols bleus », qui ont voté non à près de 80 % (et se sont nettement plus mobilisés que d'habitude), et des « cols blancs » (plus de 60 % de non), et un dégradé toujours majoritaire autour des couches intermédiaires du salariat et de la jeunesse.

Compte tenu de l'absence du pôle social-démocrate « classique » en France (organiquement lié au mouvement ouvrier et syndical), c'est de fait aux forces anticapitalistes du front antilibéral qu'incombe la tâche d'une structuration de classe du bloc populaire. La reconstruction de l'hégémonie ouvrière représente aujourd'hui la condition pour faire reculer les divisions internes créées ou amplifiées par la restructuration capitaliste (clivage générationnel, public/privé ou « Français » « immigrés ») et saper durablement l'influence du Front national parmi l'électorat populaire. C'est la structuration d'un front de classe qui peut aussi faire bouger, dans un sens plus productif, les lignes de démarcation entre des forces « classistes » (notamment au sein du PCF et de la CGT), souvent rétives au travail unitaire et repliées sur un horizon « ouvrier », et les forces d'extrême-gauche (essentiellement autour de la LCR), très à l'aise dans le cadre unitaire et la dynamique des mobilisations par en bas, mais à faible implantation et capacité de pénétration en milieu ouvrier.

Constitution d'un pôle anticapitaliste dépassant la fragmentation organisationnelle actuelle et construction d'une politique hégémonique de classe se présentent ainsi comme la double condition du succès d'un front antilibéral capable de conduire les forces populaires à la contre-offensive. Le temps de l'initiative est venu.

Paris, le 6 juin 2005

Dossier : Sciences, recherche, démocratie

Dossier coordonné par
Daniel Bensaïd et Philippe Pignarre



Madeleine Bensaude-Vincent

Professeur d'histoire des sciences, université de Paris X Nanterre

L'opinion dans la science?

La science (au singulier) dans sa prétention à posséder la vérité, ne tend-elle pas à intimider l'opinion et à restreindre la liberté critique de penser? Vieille querelle entre le philosophe et le doxosophe, querelles revisitées sur la frontière incertaine entre la science et la non-science, dont dépend la possibilité même de la controverse démocratique.

« Il n'y a pas de liberté de conscience en astronomie, en physique, en chimie, en physiologie, en ce sens que chacun trouverait absurde de ne pas croire aux principes établis dans ces sciences par les hommes compétents. » Par cette remarque Auguste Comte soulignait le fossé entre le domaine de la science où les savants font autorité et la sphère du politique où s'affrontent les avis, les intérêts et passions de chacun. D'un côté, on parvient à une entente des esprits par consensus autour d'un petit nombre de faits ou principes bien établis. De l'autre, on discute sans fin, on délibère, et l'on parvient au mieux à des compromis mous sous l'emprise des beaux parleurs.

Il va de soi qu'en 1822 le jeune Comte n'aspirait qu'à une chose : faire de la politique une science pour mettre un terme aux luttes de factions, comme aux troubles sociaux qu'elles engendrent. Pas question de faire la révolution dans la rue, de mobiliser les masses ! La révolution sociale passe par la théorie avant d'entrer en pratique. Il fallait confier aux savants le soin de la chose publique. L'arène publique laisserait place à un chœur harmonieux de voix et il n'y aurait plus besoin de recourir à la police ou à l'armée pour que règne l'ordre et la paix. Certes Comte a vite déchanté et renoncé à son projet quand il a réalisé que les savants étaient gens ordinaires avec des passions, et des intérêts qu'ils cultivent pour leur propre profit plutôt que pour le bien public. Néanmoins le constat demeure : le domaine de la liberté de penser s'arrête aux portes de la science. Comme les questions scientifiques exigent une longue préparation très spécialisée, il nous manque forcément les bases pour maîtriser les problèmes, et l'on doit s'en remettre à l'avis de ceux qui savent et, du coup, pensent pour nous. La majorité de la population doit ainsi vivre dans le régime de la croyance, de l'irrationnel, tandis que la science devient de plus en plus distante, lointaine, effrayante. Sacrée par opposition au profane, tandis que la recherche se trouve confinée dans des espaces interdits au public.

Cette délégation de la faculté de juger ou bon sens qui, d'après Descartes, est la chose au monde la mieux partagée, présuppose une relation de confiance à l'égard du jugement des scientifiques. Or paradoxalement cette confiance se fonde sur la conviction que, à l'intérieur des communautés scientifiques, règne la liberté de penser, et que la règle est le libre exercice de l'esprit critique, voire un « scepticisme organisé ». C'est précisément parce que la « république des sciences » est supposée fonctionner comme une démocratie modèle, sans vile passion, sans corruption, qu'elle détiendrait l'autorité ou le pouvoir d'échapper au règne de l'opinion publique. Seuls quelques Jacobins exaltés ont osé contester cette barrière imposée à la sphère de l'opinion publique en dissolvant les académies. Mais les rares tentatives d'une « science sans-culottisée » dépouillée des aspérités mathématiques, construite et discutée par les citoyens en 1790 n'ont même pas convaincu les plus hardis révolutionnaires. Comme une sorte d'État dans l'État, la science constitue dès lors une sorte d'enclave, autonome, à l'abri du jeu politique. Toute tentative d'ingérence des pouvoirs en place – de l'Église ou de l'État – sur le libre jeu des arguments scientifiques est une atteinte insupportable qui soulève un tollé de l'internationale scientifique. L'épisode stalinien de l'affaire Lyssenko sert toujours de vignette pour revendiquer ce droit à l'autonomie. Pourtant, est-il vraiment absurde de vouloir se former une opinion sur des problèmes qui dépassent notre entendement ? D'une part, le monde des sciences n'est pas aussi purifié ni consensuel, unanime que le laisse accroire le modèle idéal sur lequel s'est fondée la confiance aveugle dans le « il est prouvé scientifiquement que... » Les controverses entre scientifiques loin d'être exceptionnelles sont monnaie courante même si elles ne s'étalent pas toujours sur la place publique. D'autre part, un ou une scientifique comme tout citoyen qui se respecte, a des goûts et des opinions, des idéaux et des grandes visions qui souvent les motivent dans le quotidien laborieux de la recherche. Enfin chacun d'eux a un savoir terriblement limité, d'autant plus limité qu'il est hautement spécialisé. C'est pourquoi le fossé qui semblait évident entre science et public n'est peut-être à y regarder de plus près qu'un archipel d'îlots de connaissance dans un océan d'ignorance.

Allons plus loin, ce fossé supposé a des effets nuisibles sur l'avancement des sciences comme sur la démocratie. L'idée que le progrès des sciences condamne le public à ne pas savoir, à ne pas penser, entraîne inévitablement une science autoritaire, dogmatique. La vulgarisation n'ayant pas d'autre solution que d'affirmer des résultats sans exposer les modes d'accès, les preuves, sans permettre au public de refaire la démarche pour vérifier par lui-même, les scientifiques s'habituent à imposer leurs raisons ou à faire vitrine sans jamais mettre en risque « leur » vérité. Une science autoritaire s'accompagne d'un

public passif, paresseux, abêti, et, du même coup, compromet l'exercice de la démocratie. L'opinion publique qui est l'instance politique garante des régimes démocratiques requiert l'exercice du jugement et de l'esprit critique. Contre la servitude volontaire du public paresseux, l'idéal des Lumières exprimé par Kant peut se résumer dans l'injonction *sapere aude*, oser savoir.

...

Oser transgresser la ligne sacrée et soumettre la science à la critique des citoyens, est-ce un crime contre la rationalité ? On entend encore parfois des scientifiques ou des industriels se plaindre des peurs irrationnelles du public devant les exploits de la science et de la technologie. Lesdites peurs peuvent occasionner de sérieux dommages scientifiques ou financiers comme ce fut le cas avec les OGM ou les centrales de retraitement des déchets nucléaires. Les scientifiques, ingénieurs et décideurs, ont ainsi pris conscience qu'une « solution techniquement parfaite » peut être non viable parce que socialement non acceptable. Et la question de l'acceptabilité des sciences et des techniques est aujourd'hui une priorité. Ainsi le développement des nanosciences et nanotechnologies s'accompagne aux États-Unis, comme en Europe, d'un effort pour poser les questions d'impact social, éthique, environnemental en amont de la recherche. Avant même qu'on passe au stade du développement et de la mise sur le marché, des chercheurs en sciences humaines et sociales ont à accompagner les recherches.

Se préoccuper d'acceptabilité sociale a incontestablement représenté un progrès par rapport à la situation antérieure où les citoyens étaient simplement mis devant le fait accompli. Cela se traduit par des consultations et des campagnes d'informations qui visent à plus de transparence. De plus, les liens étroits entre recherches scientifiques et technologiques et le climat de concurrence qui caractérisent bien des programmes de recherche actuels ne permettent plus aux chercheurs de prétendre à la pureté et de dénier toute responsabilité quant aux usages sociaux de leurs résultats. Non seulement ils ont à s'interroger sur les applications de leurs recherches mais aussi sur leurs implications sur la société et l'environnement au sens large. Cette attitude plus réflexive devrait sous peu enterrer définitivement le mythe de la neutralité de la science. Et c'est déjà un énorme acquis d'envisager les sciences et les techniques dans leur contexte social.

Mais formuler la question en termes d'acceptabilité des techniques est un piège dans lequel les citoyens n'ont pas intérêt à tomber. D'une part cela favorise chez certains l'idée que le problème est au niveau de la *perception* ou de « l'image » des sciences et des techniques. Que c'est une affaire de représen-

tation, voire de fantasmes dénués de fondement. Par exemple, les chimistes européens, alarmés par les sondages biannuels qui montrent une nette dégradation de la perception de la chimie, cherchent désespérément à reconquérir le public par un recours aux méthodes de marketing. Informez, communiquez, tels sont les mots d'ordre de cette nouvelle croisade. Comme s'il suffisait d'informer, de communiquer pour faire accepter. On renforce ainsi l'attitude des experts qui *éduquent* le profane, c'est-à-dire on en reste à une relation à sens unique, qui méprise les angoisses du public, au nom d'une rationalité supérieure. C'est une forme de repli sur une position dogmatique qui permet de ne pas se donner la peine de dialoguer et de chercher des produits ou procédés qui répondraient mieux aux attentes ou aux normes demandées par le public. La notion de précaution se réduit alors à une gestion de l'opinion : soit qu'on la méprise en la jugeant irrationnelle, ignorante ; soit qu'on la flatte en prenant des mesures démagogiques en périodes de crise (promesses ou mesures disproportionnées comme on l'a vu à propos de l'épidémie de vache folle). Certaines industries de pointe vont même plus loin et se font champion du principe de précaution car cela peut contribuer à leur image de marque et peut devenir un atout dans la concurrence.

Enfin, une politique d'acceptabilité sociale conduit au mieux à un compromis entre intérêts des différentes parties, entre compétitivité et réglementations, à du « politiquement correct ».

Bref on s'installe dans le schéma classique où l'opinion est une résistance passive, que l'on peut manipuler ou rééduquer.

•••

Pratiquement le souci de l'acceptabilité des sciences et des techniques conduit, dans le meilleur des cas, à ériger des normes visant à fixer les limites acceptables de toxicité ou de pollution. Mais il y a deux manières d'aborder la question des normes.

Soit la norme est un standard défini par rapport à une moyenne (ce qui correspond à l'équerre, à une distribution de valeurs entre hyper et hypo), soit la norme est l'affirmation d'une exigence collective pour faire droit, dresser ou redresser dans un contexte polémique, polarisé. Selon Georges Canguilhem dans *Le Normal et le Pathologique*, « normer, normaliser c'est imposer une exigence à une existence, à un donné, dont la variété, le disparate s'offrent, au regard de l'exigence, comme un indéterminé hostile, plus encore comme un étranger ».

Dans le premier cas, définir les normes est une question technique qui relève d'experts du calcul des probabilités de risques. On exige la transparence dans la communication des résultats d'expertise et ensuite on procède à une

concertation entre intérêts des parties. Au mieux on régule ou normalise le développement scientifique et technique en cherchant à faire une moyenne des opinions en présence. Ce régime s'incarne assez bien dans les conférences de consensus, instaurées au Danemark dès les années 1970 et 1980 et depuis reprises en plusieurs pays. L'intérêt est de confronter les points de vue de quelques citoyens volontaires et des experts sur une question donnée en vue d'émettre un avis consensuel. C'est une forme remarquable d'apprentissage mutuel mais qui tend à lisser les différences au lieu de les exalter.

Dans le deuxième cas, la norme est l'affirmation d'une préférence, d'une ligne d'action face à un état de choses jugé négatif, détestable. Par exemple les technophobes proclament leurs exigences face à celles qu'impose la compétition technologique. Alors que dans le premier cas, la norme se traduit par une règle ou une recommandation, dans le deuxième, elle se traduit par l'affirmation d'un principe d'action, qui constitue un repère abstrait, lequel ne dispense pas d'exercer le jugement au cas par cas.

Alors que dans le premier cas, on souhaite un développement pacifique sans heurt, sans stériles frottements (perte d'énergie et d'argent), dans le deuxième sens au contraire, on souhaite ne pas étouffer les conflits, mettre les acteurs et décideurs face à leurs adversaires, susciter le débat public. On se place dans un univers d'affrontement de valeurs, on accepte la confrontation entre experts et non-experts au profit d'un dialogue entre groupes concernés. C'est ce qui se passe dans certains cas où les associations de malades ou de parents handicapés sont représentées dans les instances de décision en matière de programmes scientifiques. L'instauration des forums hybrides, lieux de rencontres et de débats entre des acteurs très hétérogènes (administration, experts, syndicalistes, journalistes) qui mettent en commun des informations de diverses sources (données techniques, budgétaires, expériences vécues) avec des buts tout aussi disparates : non seulement pour produire des solutions mais aussi pour échanger, produire du nouveau savoir et renforcer des liens.

Il s'agit donc d'expérimentations sociales qui visent autant à repenser la production des connaissances scientifiques que le jeu de la démocratie. Elles reposent en tout cas sur un refus de la disqualification inhérente au jugement de celui qui détient la vérité. Elles obligent à reconnaître que l'opinion est une forme de connaissance adaptée à des intérêts spécifiques mais que la science elle-même n'est pas désintéressée et qu'elle ne saurait prospérer sans affronter le risque de la confrontation avec les opinions.

1 Dernier livres parus : *La Science et l'Opinion publique*, Les Empêcheurs de penser en rond ; 2004, *Faut-il avoir peur*

de la chimie ?, Les Empêcheurs de penser en rond, 2005.

Samuel Johsua

Professeur en sciences de l'éducation à l'université de Provence

Sciences et progrès, nouveaux regards sur la démocratie

Faut-il remettre en cause l'aspect « illimité » de la domination de la nature qu'autoriserait la technique, ou plus radicalement la science elle-même ? Comment penser ensemble la réalité de l'expertise fondée sur les procédures scientifiques et la nécessité du contrôle social de celles-ci et de leurs effets ? Le point de vue développé ici est que la réponse conduit à reprendre à nouveaux frais la question de la démocratie, en tenant compte de l'inévitable « incompétence » technico-scientifique de la grande majorité de la population, pourtant légitimement en charge de la compétence politique.

La révolution conceptuelle humaniste (dont les prodromes peuvent être situés aux ^x^e et ^{xii}^e siècles) a-t-elle donc une si grande importance ? La réponse est assurément positive, du moins si l'on prend la précaution de la resituer dans son environnement général. La manière nouvelle de concevoir la technique et la science qui prit jour à cette époque est un véritable *point singulier* dans l'histoire de l'humanité. Non qu'elle n'ait pas d'antécédents dans le passé, qu'elle ait surgi du néant ; mais elle a introduit des ruptures sans équivalents avec celles qui ont pu la précéder. Une fois Dieu expulsé de la nature (ou du moins expédié sur des sphères lointaines), on a pu exiger de celle-ci des réponses à des questions de plus en plus délimitées et précises. Une *exigence d'efficacité* s'est emparée de la technique, traduite par une volonté de systématisation, de mise à l'épreuve, puis d'évolution.

Nulle trace d'une telle exigence dans la plupart des sociétés humaines qui ont précédé cette époque. Non que des savoirs techniques n'y aient pas pris corps. Que l'on songe par exemple à l'ensemble de la domestication animale et végétale liée à la révolution néolithique. Ces savoirs pouvaient être fort complexes, nécessitant la formation de corps de spécialistes, comme l'arpentage dans l'ancienne Égypte, l'hydrologie en Chine ou chez les Mayas, et les exemples de ce type abondent. C'est ce qui a conduit nombre d'auteurs à sous-estimer la rupture historique dont nous parlions à propos de la Renaissance européenne. Car ces savoirs étaient d'un côté relativement localisés à certains domaines, et, de l'autre, ils apparaissaient comme très peu

évolutifs, au point qu'ils pouvaient presque être caractéristiques au sens propre des civilisations qui leur ont donné naissance.

Ainsi, certains savoirs décisifs étaient parfois connus, mais non utilisés. Les Égyptiens connaissaient la puissance motrice du feu : les prêtres s'en servaient pour faire ouvrir automatiquement (donc « magiquement ») les portes du saint des saints quand la fête du dieu se présentait. Mais durant les trois millénaires que compte – au moins – leur civilisation, on ne relève aucune trace d'une utilisation économique directe de ce savoir. Les Aztèques connaissaient la roue, mais semble-t-il, ne s'en servaient pas, etc. L'évolution des techniques agricoles a été incroyablement lente, des innovations décisives comme le remplacement de l'araire par la charrue à soc se perd, puis se manifeste à nouveau, se généralise à pas de tortue. Il n'est pas exagéré d'avancer qu'à échelle humaine, toutes ces sociétés paraissent immobiles du point de vue de la technique disponible : l'homme y met en œuvre les mêmes techniques que son père et son grand-père, l'évolution, quand elle a lieu se dispersant sur une gamme de temps hors de portée de la conscience.

À l'époque de Descartes, au contraire, va se généraliser peu à peu une exigence de mise en question des techniques apparemment les plus éprouvées – laquelle est entre autres à la source de l'explosion des corporations d'artisans – et va de pair avec une exigence de *pertinence* en ce qui concerne les savoirs scientifiques et techniques, dont *L'Encyclopédie* de Diderot sera la manifestation éclatante. À cette époque, techniques et sciences cheminent encore de manière relativement séparée, mais le mouvement d'ensemble est assurément le même. L'imagination brute, les « systèmes du monde » dogmatiques commencent leur descente aux enfers, qui se poursuit encore de nos jours. La froide exigence technique commence sa lente emprise.

Ce n'est pas tout. Une deuxième révolution va se produire, de moindre ampleur, mais dont les conséquences sont immenses. Tout d'abord, les savoirs techniques et scientifiques vont se rencontrer, et les premiers vont passer lentement, mais inexorablement, sous la prédominance partielle des seconds. C'est évidemment une condition indispensable pour la réalisation du programme cartésien d'appropriation rationnelle de la nature, considérée comme un matériau inerte dont les secrets sont percés jour après jour. De plus, le type même de méthodes utilisées pour la production des savoirs scientifiques a rendre ceux-ci *cumulatifs*. Là, en définitive, réside la différence radicale entre cette science (désormais « la Science » au singulier et avec majuscule), et les savoirs d'antan. Ceci est contesté par des épistémologues de grande envergure qui insistent sur le caractère conceptuellement « incommensurable » entre certains aspects des théories qui se succèdent. On peut comprendre cette affirmation, tout en soulignant une donnée capitale. En tendance, les savoirs

scientifiques ne sont plus jamais « faux », mais simplement pertinents à un domaine donné. N'en déplaie à la théorie ondulatoire de la lumière, on peut toujours utiliser les lois de Descartes pour comprendre l'essentiel du fonctionnement d'un appareil photo; ce sont les lois de Newton (et non celles d'Einstein) qui sont utilisées pour calculer les trajectoires des satellites...

C'est principalement cet aspect de la cumulativité des innovations qui est à la base de l'émergence de la notion de *progrès*. Comment celle-ci pourrait-elle surgir au sein de sociétés perçues comme immobiles par les hommes qui en font partie? La notion de progrès nécessite l'existence d'un axe temporel par rapport auquel les événements techniques prennent sens, c'est-à-dire sont commensurables les uns par rapport aux autres. À défaut, il s'agira de bouleversements plus ou moins dramatiques, de changements plus ou moins profonds, pas d'une évolution mesurable. Dans le programme humaniste, c'est le développement – réel ou fictif, peu importe ici – de l'appropriation rationnelle de la nature par l'homme, et donc l'aspect cumulatif de celui-ci, qui fonde l'idée même de progrès. On ne soulignera jamais assez à quel point cette idée est à la fois neuve et consubstantielle aux autres idées humanistes.

Dans la description précédente, la perspective est bien sûr complètement écrasée; elle fait abstraction des grandes différences individuelles entre tel ou tel auteur (la « naissance » de la science moderne tient plus à Galilée qu'à Descartes), elle entrechoque cavalièrement les siècles, et elle tient beaucoup d'une rationalisation *a posteriori*. Mais au total, il est sans doute vrai, *que l'énoncé du programme cartésien – se rendre comme maître et possesseur de la nature – et plus généralement du programme humaniste, est bien lié à une rupture historique capitale*. Néanmoins, les marxistes sont bien placés pour savoir que ce programme ne s'inscrit pas seulement – ni principalement – dans la sphère éthérée de l'histoire des idées. Il accompagne bien sûr l'établissement de rapports sociaux tout à fait particuliers qui sont ceux du *capitalisme*, qui à la fois rend possible ce programme et s'enracine en lui.

À ce point, la cause est entendue: si ce mouvement est parallèle à celui du capitalisme, un point de vue complètement nouveau sur l'évolution des sociétés humaines paraît nécessaire dans une perspective communiste. L'humanisme, voilà le pelé, le galeux d'où vient tout le mal! Un petit signal sémantique devrait suffire pourtant à nous mettre en garde. Sauf sous les coups des religieux – et encore –, la critique de l'humanisme, de la raison, du progrès, de l'appropriation de la nature vont rarement sans des adjectifs restrictifs. On critiquera la prétention à la domination *indéfinie* de la nature, la croyance en un progrès *linéaire*, la confiance positiviste dans le règne *absolu* de la raison, etc. Ce tour littéraire masque le raisonnement de contrebande. Nous devrions être particulièrement prévenus contre une mise en relation trop

stricte, de cause à effet, entre des options philosophiques et un devenir social concret. L'adage populaire veut que l'on juge un arbre à ses fruits; mais on sait bien que les fruits sont le produit d'un écosystème complexe, de plus évolutif, dont la nature, disons génétique, de l'arbre n'est qu'un des éléments. S'il est malhonnête de faire comme si une philosophie donnée devait par méthode être exonérée des actions humaines menées en son nom, il l'est tout autant de réduire celles-ci à celle-là.

On comprend alors que ce qui apparaît comme un modérateur de vocabulaire dans les formulations condamnant l'humanisme n'est qu'un moyen détourné de trancher sans débat sur l'ampleur des modifications théoriques à lui apporter. Faut-il remettre en cause l'aspect *illimité* de la domination de la nature, ou tout simplement le fait que l'homme se conçoive comme dominant la nature, quel que soit le degré de cette domination? Faut-il rejeter la prétention *scientiste*, ou considérer plus radicalement qu'il n'y a aucun moyen rationnel de départager les modèles scientifiques (« Tout marche », n'importe quelle façon de penser est valable, comme l'énonce le chantre du relativisme scientifique, Feyerabend)? De la même manière, faut-il classer la notion de progrès au rang des armes sanglantes du capitalisme triomphant ou mettre en cause son aspect *absolu*?

Poser ces questions, n'est pas y répondre. Répondre à l'une dans un sens n'est pas répondre à toutes dans le même sens. Il faut seulement plaider pour un abord prudent et méticuleux de ces questions fondamentales entre toutes, et refuser une bonne fois le terrorisme intellectuel en la matière.

Marxismes, productivisme, et progrès

Les rapports de production, dit Marx, sont les rapports que les hommes tissent entre eux en vue de s'approprier la nature. De ce genre de définitions, et d'autres semblables, il est facile de déduire que, non seulement Marx n'a pas négligé les relations avec la nature, mais qu'elles sont en fait au cœur de sa méthode. C'est même ce qui le rattache au courant matérialiste.

Mais si l'étude des relations avec la nature comme moteur de l'évolution humaine est présente dans maints ouvrages des pères fondateurs, cette question s'éteint presque dans celle du fonctionnement du capitalisme. Dans *Le Capital*, Marx décrit en quelques pages les conséquences, destructrices quant à la nature, de l'établissement du capitalisme. Mais il s'agit surtout d'une charge morale, très loin en tout cas de la mise en relation avec un éventuel déséquilibre systémique, ou encore moins avec la finitude des ressources terrestres. On peut même soutenir qu'en réalité, dans *Le Capital*, les contradictions du capitalisme tiennent bien sûr à la lutte des classes, *mais surtout à la réalisation de la plus-value, et ne sont en tout cas pas du côté des facteurs de*

la production. D'un certain point de vue, le fait que le capitalisme produise pour l'échange et non pour l'usage l'exonérerait pour ainsi dire des difficultés liées à la production matérielle. Autrement dit, si celles-ci existent bien – elles sont d'ailleurs l'enjeu même de l'innovation visant à abaisser le temps de travail nécessaire à la production – elles ne sont jamais par elles-mêmes à l'origine des contradictions majeures du système.

Rosa Luxemburg a développé encore plus nettement la même conception. Elle ne voyait – sans doute à tort – de possibilités de fonctionnement du capitalisme que dans la soumission sans fin de systèmes non capitalistes en vue de la réalisation de la plus-value. Quand Marx sort de la description « idéale » du système capitaliste, et s'attaque au côté de la production, il le fait, de façon magistrale d'ailleurs, en étudiant une question non pas matérielle, mais sociale, à savoir le mécanisme de la rente foncière. Dans tout cela, la relation à la nature ne cesse bien sûr d'être présente, mais toujours comme facteur quasi externe, en tout cas jamais comme facteur décisif.

Ceci est, non pas atténué, mais renforcé quand on considère la question plus générale du développement des forces productives. Dans le *Manifeste* déjà, puis d'une manière éclatante dans *L'Introduction à la critique de l'économie politique*, il est clair qu'à ses yeux ce développement est le principe organisateur qui donne sens (à la fois comme signification et direction) au développement des sociétés humaines : la succession des modes de production vient scander les avancées puis les stagnations des forces productives. *Comme d'un côté ce développement n'a pas de limites théoriques et que de l'autre la succession des modes de production est symboliquement assimilée au « bien », puisqu'il mène au communisme, on peut à bon droit se demander si Marx (ou au moins ce Marx-là, dans ces écrits-là) n'est effectivement pas un productiviste.*

Il me paraît indispensable d'abandonner désormais à la fois cette périodisation, contraire aux connaissances historiques et ethnologiques actuelles, et toute pétrie de positivisme historique dans sa conviction de tenir « la loi de l'histoire des sociétés humaines ». De plus, *cette périodisation a le défaut de banaliser à l'extrême la rupture radicale que constitue le surgissement du capitalisme dans l'histoire de l'humanité.* « Point singulier » ai-je dit dans ce texte en traitant certains aspects de la question. Si ce que j'avance est vrai, alors il faut aussi admettre que des problèmes qualitativement nouveaux de rapports à la nature peuvent surgir avec le capitalisme.

Il s'ensuit aussi que le communisme est fils du capitalisme. Non du point de vue banal que « ce qui vient après » dépend de « ce qui vient avant », mais d'un point de vue tout à fait fondamental. La révolution communiste, en détruisant le règne de la marchandise, donnera les moyens de placer l'homme face à son autonomie. Nul ne peut à l'avance être certain du contenu comme de l'ampleur

exacte des changements qui en découleront sur les rapports des hommes entre eux et avec la nature. Les historiens du « temps long » ont montré par exemple que « le point singulier », que j'ai fixé par commodité du propos à l'époque de Galilée, ne se manifeste dans toute son ampleur qu'à la fin du ^{xix}^e siècle dans les mentalités des campagnes (Braudel note l'existence de crises de subsistances « d'Ancien Régime » encore à la veille de la Première Guerre mondiale dans certaines régions françaises). Quant à déterminer la nature *in fine* des changements que provoque le mouvement des sociétés, la prudence de marxistes note que si les hommes produisent bien leur histoire, ils le font dans des conditions qu'ils ne dominent pas (pas toutes, faudrait-il préciser) si bien que les résultats obtenus ne correspondent pas à leur projet conscient. La rupture humaniste est bien allée de pair avec la rupture de la représentation d'un temps cyclique opposée à un temps linéaire. La physique, en son second principe, paraît assurer la domination définitive du second. Dans les théories du Big Bang, le temps naît et se développe selon une flèche à sens unique, du moins pour encore quelques bons milliards d'années... À l'échelle des temps géologiques, il en est de même ; tout bouge, évolue, les espèces vivantes comme les continents. Mais sans que la nature daigne nous faire savoir d'une quelconque manière quel est son fameux point d'équilibre. Les travaux du paléontologiste Stephen Jay Gould (dans sa fameuse théorie des équilibres ponctués) montrent de plus qu'il est vain de chercher une quelconque réalisation d'un programme préétabli (un « progrès » donc en ce sens) dans les mécanismes évolutifs darwiniens. La proximité de cette remarque avec ce que nous enseigne la théorie physique du chaos est aveuglante. Dans beaucoup de cas, on peut calculer avec une certitude raisonnable l'évolution d'un système sur un certain terme de temps, sans rien pouvoir prévoir sur son évolution au-delà de ce terme. Les théories physiques du chaos ne nous assurent une stabilité de l'orbite terrestre que pour quelque misérables cent millions d'années !

Incertitude et relativisme

De ce qu'on ne puisse disposer d'une « loi de l'histoire », donc d'une flèche du temps et du progrès univoque, certains en déduisent que l'on est privé de tout outil rationnel de comparaison et de classement des événements et des théories. C'est le relativisme, de plus en plus revendiqué par les penseurs post-modernes, auquel conduit l'approche dite de la « sociologie des sciences », dont son « programme fort » était encore plus ambitieux, puisqu'il visait à « déduire » de l'environnement social le contenu même des théories scientifiques. Si ce point du « programme fort » de la sociologie des sciences du milieu des années soixante-dix a été abandonné, les auteurs relevant de cette école ont conservé surtout le « principe de symétrie », qui refuse tout ana-

chronisme dans l'histoire des sciences. Un même traitement doit être appliqué pour le vrai et le faux, et il faut refuser de convoquer la suite de l'histoire « jugée » quand on s'interroge sur la manière dont se closent les « controverses scientifiques ». Ce point de vue s'est révélé extrêmement fécond, rompant avec une vision d'une science qui se déroulerait dans le strict domaine des idées, et avec une vision idéaliste d'une pratique sociale en fait bien concrète, qui est celle de la production des faits scientifiques. Le scientifique a pu être saisi dans cette sociologie dans son lieu de production, le laboratoire, dans le réseau serré qui le lie aux collègues (ou concurrents), aux instruments, aux textes, aux financements, aux pressions politiques et sociales, etc. Cette séduisante approche matérialiste laisse pourtant échapper deux questions décisives. Tout d'abord, si elle nous dit comment le scientifique produit des faits scientifiques, elle ne nous dit rien sur le contenu (ce que permettrait le principe de « causalité », selon lequel le contenu d'une théorie est « explicable » par le contexte, principe présent dans le programme « fort » initial, abandonné de fait par la suite comme on l'a dit, mais qui fait un retour idéologique dans le durcissement postmoderne récent). À quel problème répond donc une production scientifique ? Admettons que ce problème lui-même soit produit par le réseau des rapports sociaux du scientifique. N'y a-t-il donc aucun critère extérieur au réseau qui permette de juger de la pertinence à la fois du problème et de sa « solution » ? Le silence sur cette question est assourdissant en sociologie des sciences, bien qu'une petite musique se fasse entendre désormais avec insistance pour suggérer qu'effectivement tout est interne au réseau, ou à des réseaux de réseaux.

Bruno Latour affirme : « Certes l'Occidental peut croire que l'attraction universelle est universelle même en l'absence de tout instrument, de tout calcul, de tout laboratoire », et il a raison de critiquer le positionnement idéaliste que cela suppose. Mais il ajoute « ...ce sont là des croyances respectables que l'anthropologie comparée n'a plus à respecter ». Et là, il a tort. « L'attraction universelle » n'est pas une description de la nature prise en bloc, mais un *modèle théorique pour un problème abstrait*. Chaque fois que ce problème abstrait pourra être repéré, ce qui suppose sans doute « instrument, calcul, laboratoire », mais *où que ce soit et quand que ce soit*, le modèle sera bien universellement valide, jusque dans ses limites mêmes. Ainsi que les conséquences techniques qui peuvent lui être rattachées : le vol de l'avion change-t-il selon qu'il survole Paris ou une tribu navajo ?

L'autre question, plus importante pour le sujet qui nous occupe, concerne la *nouveauté* de ce type de fonctionnement scientifique. Le relativisme de plus en plus revendiqué par les « postmodernes » va souvent de pair avec la négation acharnée du changement, et encore plus de la *révolution*. Véritable obsession

chez les auteurs conservateurs, cette négation est toujours fortement présente chez les autres. Foin de tous ces fantasmes de « révolution scientifique » nous dit Latour. Tout est affaire de réseaux. Tout au plus consent-il à reconnaître que les sociétés « occidentales » sont marquées par l'existence de « réseaux longs » (par lesquels transite l'influence scientifique), *i.e.* plutôt en chaînes linéaires, qui ont tendance à se prolonger partout. Les autres sociétés ont plutôt des « territoires », *i.e.* plutôt des réseaux bouclés sur eux-mêmes. Voilà tout.

Voilà tout ? C'est évidemment décisif. Il n'y a pas différence de nature entre les deux dit Latour. Argument on ne peut plus forcé ! Aussi solide que de dire que, puisque nous partageons plus de 99 % de nos gènes avec les chimpanzés, il n'y a pas de différence « qualitative » entre nous et eux. C'est vrai que d'un certain point de vue – paléontologique par exemple – nous sommes fort proches. Mais il est absurde d'opposer cette évidence à ceux qui cherchent ce qui nous en différencie ! De la même manière, les humains restent des humains, par-delà les temps, les montagnes et les océans. Et leurs sociétés sont bien plus proches que différentes. Ce qui, par parenthèses, explique qu'elles puissent communiquer entre elles, ce que les relativistes « culturels » n'admettent que du bout des lèvres, comme on peut le voir chez Tobie Nathan quand il affirme : « Il faut favoriser les ghettos, afin de ne jamais contraindre une famille à abandonner son système culturel. » En quoi cette humanité partagée, cette proximité manifeste, règlent-elles l'interrogation sur la portée des différences introduites par l'approche scientifique moderne, différences dont l'existence propre ne peut être niée, et ne l'est d'ailleurs pas par Latour ? N'y a-t-il rien dans les contenus scientifiques qui leur permettent de s'imposer en « réseaux longs » ? Nous n'avons jamais été modernes, dit Bruno Latour. Pas de modernité, pas de révolution qui lui soit attachée, ni scientifique, ni idéologique, ni sociale. Alors, juste quelques soubresauts, sanglants et inutiles peut-être, ici ou là ?

Comme chez tous les relativistes, cette position fait irrésistiblement penser à la *dénégation* en psychanalyse. Cette volonté farouche, parfois fortement et finement élaborée au plan intellectuel, de nier l'existence même de ce qui effraie. En tout état de cause, si Latour avait raison, inutile de s'interroger plus avant sur le contrôle d'une pratique sociale sans efficacité particulière. Le surgissement des sciences ne poserait aucun problème social nouveau. Qui peut admettre une telle conclusion ? Latour lui-même consacre des pages entières à ce problème. La *dénégation* se traduit ainsi classiquement par des symptômes irrépressibles de prise en compte de ce que l'on s'attache à nier avec acharnement.

Les sciences et la société

C'est bien ce qu'a mis en évidence le débat ouvert par le canular de Sokal. On se souvient que le physicien nord-américain avait réussi à faire paraître dans

une revue « postmoderne » un texte d'un relativisme exacerbé fondé sur des élucubrations dont le ridicule pouvait être éventé par un simple étudiant en physique. Avec son collègue Bricmont, il a ensuite développé une attaque en règle contre le relativisme postmoderne, souvent fort efficace. D'où vient alors que le livre de Sokal et Bricmont ait provoqué aussi un certain malaise chez ceux qui ne sont guère suspects de sympathie pour le postmodernisme ? Cela tient sans doute au mélange des genres. Ils affirment haut et fort qu'ils n'ont pas compétence pour juger globalement des écrits des auteurs qu'ils critiquent, au-delà justement des emprunts indus aux sciences. Malheureusement, leur livre est rempli de commentaires de biais, de notes, de phrases assassines, qui indiquent sans risque d'erreur que c'est bien le contenu d'ensemble qui est visé. Le problème n'est pas ici dans leurs charges parfois bienvenues contre les « postmodernes ». Elle est dans la méthode, qui non seulement regroupe dans la critique des auteurs fort divers (parfois d'une manière simplement injuste, comme dans le cas de Derrida), mais surtout qui prétend le faire au nom d'une saine (et unique ?) méthode « scientifique ». Comme si les voies d'accès à la connaissance que représentent les sciences de la nature, qu'ils défendent avec raison et ardeur contre le subjectivisme à la mode, étaient les seules possibles, les seules à pouvoir faire étalage de leur pertinence. Sans vouloir jouer au jeu commode des miroirs, on peut avancer qu'ils succombent là, peu ou prou, aux mêmes facilités que leurs adversaires.

Mais là n'est pas encore le principal. Il est sans doute dans la question suivante : existe-t-il une propriété exclusive des sciences par leurs producteurs ? Sokal répondait négativement, en tolérant par exemple des emprunts « poétiques ». Mais on est loin du compte. Si l'on veut bien laisser de côté le cas des grands intellectuels, qui se servent de ces emprunts comme de la poudre aux yeux, il reste le problème bien plus important de l'impact social général des sciences. Nous sommes confrontés à un problème nouveau : celui de la projection de la science comme ingrédient principal d'un débat social majeur, qui dépasse les questions traditionnelles de son financement et de son application, mais exige inévitablement une incursion dans leur contenu même. C'est ce que sous-estimaient Sokal et Bricmont, et qui apparaît clairement dès que l'on aborde par exemple des questions de santé, d'écologie, de climatologie. Jusque-là en effet, quoi qu'on ait pu en dire, le contenu des sciences est resté marginal dans le débat social. La plupart du temps, sa présence, même massive, était liée à un rôle d'appoint pour des questions qui le dépassaient largement. Toutes les nouvelles théories scientifiques ont donné lieu à un renouvellement de la réflexion philosophique, ont tenu lieu de bases arrières dans des polémiques idéologiques féroces, mais elles ont été sans influence directe sur les choix sociaux. Jamais comme aujourd'hui la réponse à des questions scientifiques n'a été si directement liée à

des choix décisifs engageant l'avenir d'une manière globale. Or, si l'approche scientifique qui gouverne les domaines dont traitait Sokal ne couvre qu'une toute petite partie de la pratique sociale, il est dangereux de demander à cette approche seule la réponse aux questions qu'elle pose pourtant réellement à la société. Il n'y aura pas de contrôle « scientifique » de la science. Ce contrôle, s'il existe, devra prendre des références, des points d'appui, en dehors d'elle.

C'est ce que Sokal et Bricmont, tout à leur lutte contre la haute intelligentsia, négligent. S'ils « interdisent » à cette dernière le droit de dire des bêtises au plan scientifique (c'est vrai qu'elle a tendance à en abuser...), ils « interdisent » à tout le monde. Est-ce bien ce qu'ils souhaitaient ? Que certains, tout à leur furie de destruction des idoles et à force de vouloir montrer qu'il n'y a rien de particulier aux savoirs scientifiques, en arrivent seulement à montrer qu'ils n'y connaissent particulièrement pas grand-chose est un aspect seulement de la question. Il ne doit pas masquer le problème, bien plus aigu et contradictoire, de l'imbrication des sciences et de la société.

Le débat scientifique comme débat social

Cette question est tout sauf simple. Même si le contrôle des sciences ne fait pas partie des sciences *es qualité*, il est aisé de comprendre que la question de son impact social serait grandement facilitée si la maîtrise des contenus scientifiques était plus répandue. Une société composée de citoyens de haut niveau scientifique, voilà l'idéal. Il est aussi aisé de se rendre compte qu'on en est loin, et pour des raisons qui ne tiennent pas toutes aux difficultés à améliorer l'enseignement scientifique de nos écoles. La première tient à l'explosion des productions scientifiques. Il y a aujourd'hui plus de scientifiques au travail que le nombre cumulé de scientifiques décompté depuis le début de l'humanité. Cela se traduit par une production que personne ne peut dominer d'un point de vue intellectuel. Cela va de pair avec une spécialisation toujours accrue des disciplines. Il y a là une tendance lourde, constante depuis quatre siècles, et qui tient à la nature profonde des démarches scientifiques lesquelles multiplient les découpages théoriques des objets étudiés. Elles y gagnent en pertinence, mais y perdent en maîtrise d'ensemble. Les auteurs ne manquent pas, parmi les plus respectables et les plus prestigieux, qui appellent de leur vœu un retournement de tendance, et la fin de l'émiettement sans fin. Ce retournement, s'il se produit un jour, n'est pas pour demain. Il est pourtant vrai que les exigences scientifiques elles-mêmes conduisent à des points de vue plus globaux dans tel ou tel secteur. C'est le cas pour l'écologie à ses origines, ou pour la physique dite du chaos, par exemple. On croit alors tenir ce retournement de tendance, pour s'apercevoir bientôt que des disciplines nouvelles sont tout bonnement venues s'ajouter aux anciennes, évoluant vers une

haute technicité, une grande spécialisation. L'hyperspécialisation croissante des sciences rend difficilement imaginable une maîtrise technique universelle de chacune de ses parties (il n'y a qu'à voir les exemples plaisants épinglés par Sokal). Si bien que nous voilà rendus au point suivant : il y a un enjeu social fondamental à la maîtrise des sciences. Cette maîtrise ne peut s'exercer de l'intérieur des sciences seules ; elle exige une acculturation que l'école donne déjà, et pourrait donner encore mieux, en étant malheureusement assurée toutefois de perdre la course de vitesse engagée avec l'explosion de la production scientifique et sa spécialisation apparemment sans fin.

D'un autre côté, il est exclu de laisser aux « experts », et à leurs « réseaux », pour parler comme Latour, la responsabilité des choix à opérer. N'en déplaise aux spécialistes, non seulement nul ne peut empêcher le peuple de se saisir d'une question scientifique, surtout si elle le concerne directement, mais c'est une nécessité démocratique fondamentale. Mais ici, on bute sur une difficulté immédiate : *le principe du débat démocratique n'est pas celui du débat scientifique*. On ne décide pas de la validité d'une théorie par le vote d'une Assemblée. Il en découle une deuxième difficulté : dans ce domaine, *le doute est la règle ; la certitude absente*. D'où la conclusion qui paraît s'imposer : *quand des questions scientifiques sont constituées en questions sociales – ce qui arrivera de plus en plus souvent dans l'avenir – la responsabilité du choix doit être remis à des citoyens incompetents dans le domaine précis où doit s'exercer leur choix, avec le risque permanent de se tromper*.

Le doute est la règle. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait pouvoir disposer de critères de choix d'un niveau de certitude plus élevé que celui de la question en discussion considérée en soi. Où trouver ces critères ? Certainement pas dans la science seule. Dans la morale ou dans l'éthique, alors ? Pas plus, au moins pour deux ordres de raisons. Le premier type d'arguments tient en ceci, qu'il faudrait déjà que puisse être produit un système de valeurs « morales » autosuffisant. On ne le trouvera nulle part. Ou alors, il faudra supposer un système social peu mobile, assez stable, pour que cette stabilité apparaisse comme « naturelle » et permette de dégager un espace où se déploie une morale *per se*, justement parce que le consensus social préexiste. Or, c'est le deuxième ordre de raisons, le développement des sciences conduit à un renouvellement permanent et rapide du cadre où doit se déployer ladite morale. Si bien que la base que l'on croyait assurée à partir de laquelle porter jugement sur les sciences apparaît au contraire elle-même mouvante, en partie déterminée par les sciences, c'est-à-dire par l'objet du jugement à porter. Il y a donc peu ou pas d'espoir à fonder dans la morale prise comme cadre de règles fixes de jugement. Que reste-t-il alors ? La *politique*. La prise en charge par les hommes et les femmes de la vie de la Cité. Le conflit entre des groupes

de non compétents, ou, pour être plus précis, avec des niveaux de compétence différents, puisqu'il est nécessaire de répéter ici avec force que « tout ne se vaut pas ». Des groupes qui débattront à partir de leurs intérêts propres, de leurs points de vue propres, de leurs conservatismes et de leurs espoirs. Qui créeront les critères de leurs jugements à partir de leur *être social*, des critères légués par le passé d'un côté, et de ceux issus du débat lui-même, toujours renouvelé.

C'est ici que la question du « progrès » peut être reprise à nouveau frais. L'abandon d'une voie unique et universelle qui conduit au « progrès » peut laisser subsister les espaces sociaux où se manifestent des « progrès » le long d'une chaîne temporelle propre à ces espaces (que ce soit dans le domaine de telle ou telle science ou technique ou dans d'autres œuvres humaines), avec des éléments de rationalité spécifiques et des modes de validation propres. La question, nouvelle au regard d'une certaine tradition marxiste (et certainement en tout cas au regard de l'humanisme cartésien et de ses successeurs), est qu'il n'existe pas de niveau « métasocial », d'où une combinaison, une articulation de ces espaces pourrait être pensée à coup sûr. Seul l'espace politique (et, si l'on suit Castoriadis, ses capacités institutantes) peut être le lieu où se construit momentanément une mise en jonction. On comprend alors que toute unidimensionnalité (celle de la science ou celle du marché), en détruisant par principe la question même de la mise en jonction, détruit aussi l'espace démocratique, le privant alors inévitablement de la possibilité d'une jonction des pans entiers de la société, comme des actions et des œuvres humaines.

Quelques commentaires doivent accompagner cette pétition de principes. Premièrement, cette position repose sur l'espoir qu'une démocratie généralisée ne conduira pas à une explosion des rapports entre groupes sociaux, selon leur répartition géographique, générationnelle, sexuelle ou autres, et, partant, ne conduira pas à l'imposition d'un choix exogène à la société. C'est ce qui renforce la nécessité d'une réflexion quant à l'organisation d'un espace politique qui rende cette démocratie possible.

En ce qui concerne plus spécialement le rapport aux sciences, il faut aussi espérer que dans le cours même du débat, les experts ne seront pas dominants, du seul fait de leur expertise. Pour cela, il faut d'abord compter sur la confrontation déjà entre groupes « d'experts » différents (issus des « réseaux » décrits par les sociologues des sciences), ce qui est une façon d'admettre que l'expertise, bien que tout à fait réelle, puisse n'être pas synonyme de vérité, et donc d'autorité sans appel. Il faut de plus que l'incompétence inévitable des citoyens ne soit pas considérée comme synonyme d'inculture. D'où l'importance décisive de l'acculturation produite par l'école, et d'un changement culturel dans le rapport aux sciences et aux techniques. Cela conditionne le fait que l'incompétence puisse s'amenuiser dans le cours

Isabelle Stengers

Université libre de Bruxelles

Quand le progrès scientifique
risque de devenir farce¹

Critique des corporatismes scientifiques

On n'arrête pas le progrès. Aujourd'hui les ténors de la science en marche l'ont annoncé, l'heure serait venue de régler la question de la conscience, le dernier « grand problème » qui résiste à l'avancée scientifique. Cette annonce triomphale ne répond pourtant pas à une piste spécialement prometteuse : la conscience est définie en fait comme la nouvelle, et sans doute la dernière, frontière.

C'est celle à laquelle les vrais scientifiques n'avaient « pas encore » prêté l'attention qui convient. Plus précisément, elle est ce dont le problème avait été laissé à une version inférieure de la science. Ainsi, le test de Turing, impliquant qu'une machine « pense » si ses réponses peuvent être confondues avec celles d'un humain, mais aussi les ambitions de l'intelligence artificielle se contentaient de « sauver les phénomènes », de produire un « tout se passe comme si » mettant entre parenthèses la question de la conscience. Il s'agit maintenant qu'une avancée proprement géniale en perce à jour les mystères : les « vrais scientifiques » vont enfin prendre la question en main, en avant pour une nouvelle révolution.

Les candidats se pressent sur la ligne de départ, depuis les microtubules de Penrose, censées conserver les effets quantiques au niveau du fonctionnement cérébral jusqu'aux memes et à la machine darwinienne de Daniel Dennett, en passant par les cognitivistes qui ne jurent que par le traitement de l'information. De plus, l'imagerie cérébrale comme aussi la neurochimie autorisent désormais une foule d'énoncés de type « maintenant nous pouvons », ou « maintenant nous savons ».

Mon point de départ est certes quelque peu polémique, mais il faut, me semble-t-il, se risquer à la polémique lorsqu'on a affaire à un type de mise en scène qui nous renvoie, tous autant que nous sommes, aux poubelles de l'histoire. Nous sommes d'ores et déjà jugés : nous sommes des bavards qui proférons des opinions, occupant le terrain avant que la rationalité scientifique ne s'en empare,

même du débat, au moins sur les problèmes en discussion. Loin d'être une utopie, c'est bien la réalité manifestée par tous les mouvements sociaux qui se sont saisis en profondeur de questions où les modèles scientifiques apparaissent comme éléments centraux du débat.

Troisièmement, il faut tenir compte du fait que ce genre de débats agit comme un *ralentisseur* des prises de décision. Évidemment, il y a des cas où l'on souhaiterait légitimement plutôt une rapidité maximale. Mais il n'est pas toujours acquis que la pression démocratique n'aide pas à un meilleur positionnement des préoccupations, même dans l'urgence, comme le montre le cas de la recherche multiforme contre le sida. De plus, les cas d'urgence véritables sont plutôt rares. Le ralentissement provoqué par le contrôle démocratique des sciences devrait alors être considéré comme un moyen, en même temps qu'un symptôme, du refus de l'accélération anarchique du développement de la maîtrise de la nature.

Quatrièmement, la question se pose de savoir si ce fonctionnement démocratique est encore possible, alors que la « loi des marchés » et l'idéologie libérale se font universelles. La réponse, on le voit tous les jours, est manifestement négative, pour que l'on ait une vision ambitieuse de la question. La contradiction entre incompétence obligée du plus grand nombre et développement des sciences, est recouverte, sans s'annuler pour autant, par les contradictions socio-économiques. De cela, on peut déjà tirer la conclusion que la disparition de la toute-puissance de la logique marchande ne signifierait ni la fin de l'histoire, ni la fin de la politique, du moins en ce qui concerne la question abordée dans cet article. Le reste nous fait entrer de plain-pied dans le débat général sur la place de l'extension des espaces de démocratie pour la subversion du système dominant. Sans la mythifier en aucune manière, il paraît clair qu'elle y participe pleinement. Mais qui en a jamais douté ?

- Bensaïd D., 1997, *Le Pari mélancolique*, Paris, Fayard.
- Callon M. (Dir.), 1989, *La Science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*, Paris, La Découverte.
- Feyerabend P.K., 1979, *Contre la Méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Paris, Le Seuil.
- Latour B., 1991, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte.
- Nathan T., 1994, *L'influence qui guérit*, Paris, Odile Jacob.
- Pestre D., 1995, « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques », *Annales Histoire et Sociologie des Sciences*, 3, pp. 487-522.
- Sokal A. et Bricmont J., 1997, *Impostures intellectuelles*, Paris, Odile Jacob.
- Stengers I., 1993, *L'invention des sciences modernes*, Paris, La Découverte.

comme c'est son droit. Nous sommes d'ores et déjà, en droit, identifiables à tous ces vaincus, les astrologues, les chimistes qui adhéraient à la doctrine phlogistique, les vitalistes, etc., dont les dépouilles sont déterrées chaque fois qu'il faut faire taire ceux qui oseraient douter. Nous serons balayés. Seuls survivront ceux qui accepteront de reformuler leurs questions de manière à préparer et à justifier l'entrée en science de la conscience annoncée.

J'irai donc au bout de la polémique, jusqu'à l'impolitesse, et j'évoquerai, afin d'approcher cette situation, l'analyse célèbre de Marx qui ouvre *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. On le sait, reprenant la thèse de Hegel selon laquelle les grands événements se répètent toujours deux fois, Marx ajoute : la première fois sur le mode de la tragédie, et la seconde sur celui de la farce. La Révolution française, puis Napoléon ont répété l'histoire romaine, les rois chassés, la République, l'Empire. Les protagonistes se sont drapés dans la rhétorique romaine, ils en ont magnifié les héros, ils ont tenté d'en faire resurgir les grands. Mais, de 1848 à 1851, date de la prise de pouvoir de Louis Bonaparte, c'est une farce qui fut jouée. « *Louis Bonaparte, l'aventurier, dissimule ses traits d'une trivialité repoussante sous le masque mortuaire de fer de Napoléon².* »

On l'aura compris, je vais risquer le parallèle. Nous en sommes à la farce. Pour ce faire, pour construire le parallèle, il faut bien sûr commencer par se demander quelle est l'histoire répétée, l'équivalent de l'histoire romaine. À titre d'hypothèse, je proposerais ce moment important dans l'histoire européenne qu'on appelle globalement la Renaissance. Ce moment comprend la naissance de ce que l'on nomme l'humanisme, mais aussi la mise en branle de cette mutation radicale des technologies intellectuelles que constitue l'imprimerie, sans oublier la violence des guerres de Religion et les bûchers des sorcières. Cette histoire est aussi compliquée que celle de Rome, je ne m'y attarderai pas. Ce qui m'importe, c'est que se joue là une modification profonde des rapports au passé et au futur. La figure d'un passé pesant, obscur, dont il s'agit de se libérer, et d'un avenir lumineux orientant un présent conquérant, audacieux ne suffit pas, bien entendu, à définir la Renaissance ; pas plus que l'expulsion des rois, la République et l'Empire ne définissent d'ailleurs l'histoire romaine. En revanche, me semble-t-il, c'est cette mutation que répètent depuis, sur un mode « tragique », les révolutions scientifiques.

Tragique, ici, doit bien entendu s'entendre au sens propre, tragédie se déroulant sur une scène, pour un public conquis. Les imprécations peuvent bien fuser, les révolutions scientifiques font peu de morts. Comme l'a souligné Whitehead, dans *Science and the Modern World*, « *Dans une génération qui a vu la guerre de Trente Ans et se souvient d'Albe aux Pays-Bas, la pire chose qui soit arrivée aux hommes de sciences, c'est que Galilée ait subi une détention*

honorable et une douce réprimande, avant de mourir tranquillement dans son lit³. » Les violences sont rhétoriques et institutionnelles, les vaincus peuvent perdre de leur crédit et de leurs subventions, mais à l'exception des généticiens de l'époque stalinienne, ils ne risquent pas leur vie. Pourtant, encore et encore, résonne la même rhétorique, la rupture d'avec le passé (en l'occurrence les collègues avec lesquels on n'est pas d'accord), l'audace face à de terribles adversaires (les philosophes ou ces spectres que sont les préjugés), la lutte implacable contre les tentations séduisantes (ce que Bachelard appelait les « intérêts de la vie », dont les « intérêts de l'esprit » doivent s'arracher). Bref, le combat titanesque permanent de la Lumière contre l'Obscur...

Le moment où la répétition tourne à la farce correspond alors à celui, distinct selon les champs, où la révolution scientifique devient un droit. Elle est désormais ce qu'on annonce, ce sur quoi on mise, ces bulles spéculatives qui font et défont des fortunes scientifiques. Et le public, parfois un peu désorienté, ne sait plus à quel génie se fier, quitte – horreur !, montée de l'irrationalisme ! – à fabriquer un joyeux *melting pot* avec des Indiens rêvant de double hélice d'ADN et des explications quantiques de la voyance.

J'accepterais donc de Marx ce double point : les « Louis Bonaparte » de notre époque n'ont aucune importance, leurs envolées, leurs grands récits, leurs spéculations pseudo-métaphysiques sont une triste farce ; ce qui importe, c'est ce qui, éventuellement, se déguise derrière la tragédie, puis la farce, ce qui est dissimulé par les scènes jouées et rejouées devant un public toujours prêt à s'entendre confirmer qu'il est dans l'opinion. C'est-à-dire, comme le disait Bachelard, qu'il pense mal, ou pas du tout. Ou, comme le disait Freud, qu'il est défini par un narcissisme infantile, et doit accepter la succession des blessures imposées par l'épopée scientifique.

La question beaucoup plus délicate maintenant est celle de savoir ce que l'on peut faire de ce parallèle. Si ce qui importe est ce qui est dissimulé, qu'est-ce qui est dissimulé ? Pour Marx, l'affaire était entendue. Les déguisements, de la tragédie comme de la farce, dissimulaient une différence radicale. À l'époque romaine, écrit-il, la lutte des classes était restreinte à une minorité privilégiée : libres citoyens riches et libres citoyens pauvres. Au XIX^e siècle, elle est généralisée, et c'est elle qui commande la pensée de l'avenir. « *La révolution sociale du XIX^e siècle ne peut tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution du XIX^e siècle doit laisser les morts enterrer les morts pour réaliser son propre objet. Autrefois la phrase débordait le contenu, maintenant c'est le contenu qui déborde la phrase⁴.* » La phrase débordait le

contenu : la phraséologie romaine ennoblissait et magnifiait la tâche prosaïque de l'époque, à savoir l'éclosion et l'instauration de la bourgeoisie moderne. Le prolétariat comme force de l'avenir débordait l'ensemble des vieilles syntaxes. Les mots de ceux qui n'ont jamais eu la parole sont alors inouïs, inimaginables.

J'ai cité Marx annonçant la « révolution sociale » afin d'indiquer le point où, en tout état de cause, une divergence doit être créée. Celui que je cite parle en vrai fils de la Renaissance. Il ne répète pas sur une scène l'opposition entre le passé et l'avenir, il la produit là où il n'y a ni public ni acteur, mais de la misère, de la violence, de la mort. Mais, d'une manière ou d'une autre, le parallèle qu'il s'agit de construire va me situer autrement ; car nous, qui avons à penser le devenir farce du progrès scientifique, nous ne sommes pas en risque de mort. Seulement en risque d'être submergés par la bêtise qui se drape dans les certitudes de l'avenir. Résister à la bêtise implique de résister, non à la répétition déguisée d'un passé d'ores et déjà débordé, mais d'abord à la référence à l'avenir au nom duquel passé et présent définis d'avance comme ce qui sera balayé par la « révolution scientifique » en gésine.

Comment donc penser le devenir farce du progrès scientifique ? Que déguise la notion même de « révolution scientifique » ? Une première réponse se présente, très séduisante. Mais à laquelle je m'emploierai à résister. On dira que les scientifiques croient répéter le geste héroïque de la pensée libre se dégageant des pouvoirs traditionnels (geste héroïque qui ne concernait en effet qu'une minorité privilégiée). Or, depuis la fin du XVIII^e siècle, époque à laquelle la notion de « révolution scientifique » est devenue un thème en soi – Lavoisier se présente à ses collègues sur ce mode, et les collègues en question commencent à se doter des institutions professionnelles qui les définiront face au « public » – ces scientifiques accomplissent la tâche qui en fait est la leur : l'instauration généralisée de la technoscience, la mise en opération systématique des savoirs et des choses.

Que les révolutions scientifiques dissimulent l'instauration technoscientifique permet, en tout état de cause, de comprendre qu'avec la grande ambition de « percer l'énigme de la conscience », la référence à la révolution puisse se transformer en leurre, et que la montée irrésistible du progrès sanctionnée par l'événement révolutionnaire puisse devenir farce. Du point de vue de l'instauration de la technoscience, cela importe peu. Ce qui importe est que table rase soit faite de tout ce qui pourrait faire obstacle à la prise en main, à la redéfinition technique de ce qui compte. Le savoir, ici, ne découle pas d'un événement, comme c'est le cas des révolutions scientifiques, de la création réussie d'une « prise » risquée, à partir de laquelle pourra être attribué ce à quoi le scientifique a affaire, la capacité de devenir partie prenante et exigeante d'un

savoir susceptible de satisfaire les risques de la vérification⁵. Car, pour pouvoir transformer les comportements et les consciences en fonction des techniques, il n'est aucun besoin de percer leur énigme, il faut et il suffit qu'aient été adéquatement différenciés ce qui compte et ce qui, au nom de l'énigme à percer, peut être renvoyé au magasin des illusions bavardes.

Cette réponse séduisante ne me convient pas, car elle met celui qui la propose en position de dénonciation, non d'invention. Elle met en scène une avancée technoscientifique indifférente à ce qui fait la différence entre tragédie et farce : dans un cas comme dans l'autre, ce qui importe est le pouvoir de la redéfinition ; il importe peu, de ce point de vue, que celui-ci provienne de cette réussite qu'on appelle « preuve scientifique » ou d'un processus de transformation qui disqualifie ce qui lui fait obstacle. En ce sens, elle rejoint un certain cynisme auquel peut porter l'analyse marxiste, pour qui la différence entre les inventeurs de la révolution française et les acteurs de la farce aboutissant à la prise de pouvoir de Louis Bonaparte importe finalement assez peu par rapport à l'inouï de l'avenir. Mais, à la différence de l'analyse de Marx, elle ne désigne aucune pensée, aucune pratique susceptible de résister à la toute-puissance de la redéfinition que masquent la tragédie et la farce. Ce qui est mis en scène a alors l'allure d'un destin inexorable. Nous avons quitté l'opposition entre passé pesant et avenir lumineux, certes, mais l'horizon des possibles est bouché. Il n'est pas question pour autant de céder à la tentation de transformer la différence entre les « vraies révolutions » scientifiques et la farce sinistre de leur répétition en site à partir duquel pourrait prendre sens une pensée qui résiste. Ce serait prendre fait et cause pour les sciences expérimentales, en attendant qu'une « vraie » révolution vienne un jour balayer les faux prétendants. L'opposition entre ce qui appartient à un passé pesant et dépassé et ce qui ouvre à un avenir lumineux resterait ainsi de mise. Il ne convient pas non plus de dresser entre les sciences « objectives » et les domaines où elles tournent à la farce, une frontière infranchissable, ce qu'ont, depuis plus d'un siècle, tenté les phénoménologues ou les partisans de la différenciation entre « sciences de la nature » et « sciences de l'esprit », entre « cause » et « raison » ou entre « explication » et « interprétation ». La célébration du « sujet » a pu nourrir de hautes pensées mais elle ne peut être la ressource pour une invention de résistance, seulement, ici encore, de dénonciation.

Que signifierait en revanche s'intéresser aux techniques en tant que telles ? Avec la même attention, par exemple, dont les physiologistes et les éthologistes sont capables, lorsqu'ils sont intéressants, attention prêtée à la multiplicité positive des corps et des ethos. Pour ceux-là, chaque corps, chaque ethos est, en tant que tel, l'invention incomparable d'une manière d'exister « pour un monde ». Comme le dit Stephen J. Gould, « *le monde à l'extérieur passe à travers une fron-*

*tière en une vitalité organique intérieure*⁶ ». Les plantes ont « inventé » la lumière comme telle ; les oiseaux, la portance, et les animaux territoriaux, le contraste puissant entre mien et non mien. De telles inventions se célèbrent, elles permettent à beaucoup de biologistes de résister à la farce adaptationniste qui ramène l'histoire des vivants à la morale monotone des gènes égoïstes.

Tenter de penser les techniques, et de rencontrer la pensée des techniciens, c'est donc, peut-être, apprendre à résister au geste de purification qui fait la différence entre le passé pesant et l'avenir lumineux, tout en résistant aussi bien à ceux qui assimilent ce geste à une prise en main technoscientifique. C'est apprendre à résister, en amont de la grande bifurcation moderne : techniques « objectivantes » d'une part, de l'autre, la voie de l'authenticité, de la culture du rapport à soi, responsabilité, liberté, respect contemplatif, retrouvailles avec les choses elles-mêmes, critique de l'artifice, méditation quant au sens...

Une telle approche permet de reformuler autrement le contraste entre « révolution scientifique » et « farce ». Les sciences expérimentales seront comprises alors non pas à partir d'un régime général de vérité ou de connaissance adéquate mais par ce qui les singularise effectivement : leur symbiose avec des techniques qui, comme disait Marx, libèrent les forces productives. D'autres scientifiques, comme Stephen Gould, biologiste-historien de l'évolution, pratiquent une science qui exige la rencontre avec un terrain semé d'indices souvent trompeurs. On pourra dire que ce qu'ils prolongent en les réinventant, ce sont les anciennes techniques des « limiers », pisteurs et enquêteurs. Dans ces deux cas, la prise technique n'a pas été expliquée par un savoir théorique, au contraire tous les savoirs s'expliquent à partir d'elle. Mais cette prise a été réinventée par ce qui lui est désormais demandé : conférer à ce à quoi s'adresse le scientifique le pouvoir de « prouver », de faire la différence entre ce qui est autorisé par le lien créé et ce qui n'est que fiction.

De ce point de vue, le contraste avec la plupart des sciences dites humaines (psychologie, sociologie) est frappant. Contrairement aux sciences expérimentales, marquées par une symbiose innovante, on peut les caractériser comme « abaissant » leur objet : l'objectivité que visent ces sciences, signifie en effet que le scientifique sait mieux, qu'il est celui qui pose les questions, celui qui est capable de définir ce que pense et sent son sujet, c'est-à-dire de l'interpréter comme un effet – de son inconscient, de sa culture, de sa position sociale, de son habitus, etc. S'il y a une prise technique, dans ce cas, elle ne peut être célébrée, car c'est celle des bourreaux qui interrogent pour détruire. Je mettrai ce contraste sous le signe d'une pensée de la preuve, comme puissance pharmacologique, susceptible aussi bien d'être remède ou poison. La preuve, dans les sciences expérimentales, est un événement. La possibilité de cet événement fait agir, inventer, créer. Corrélativement, on peut associer les

opérations grâce auxquelles ce à quoi s'adresse l'expérimentateur peut devenir un « fait qui prouve », un « témoin fiable », ce sont des verbes positifs : magnifier, élever, rendre important, faire importer, savoir convoquer... Ou instaurer un « faitiche », comme le propose Bruno Latour⁷, qui reprend à propos de l'« être » des faits expérimentaux l'énigme qu'opposèrent les fétichistes aux missionnaires. Bien sûr, nous fabriquons les faits. L'activité expérimentale n'est pas une cueillette de faits observables, c'est une création d'observable. Mais, non, ils ne sont pas « notre » fabrication, humaine seulement humaine ; leur production est ce qui nous fait penser et créer...

Le terme convoquer est, à cet égard, intéressant. Il désigne bien le rôle humain : l'initiative de la convocation et l'apprentissage de ce qu'elle demande renvoient à ceux qui convoquent. Et la convocation n'est pas un terme neutre. Elle désigne le risque qui accompagne l'initiative. Si un malfrat, convoqué au bureau de police y vient armé, accompagné de ses complices, et tue tout ce qui bouge, on ne peut parler de convocation réussie. Lorsqu'il s'agit d'expérimentation, les exigences définissant la réussite renvoient à la création d'un rapport, d'un *logos* : à la fois, lien intelligible (ce qui vient se manifester sur un mode que le dispositif expérimental avait pour finalité de susciter), et lien fiable (vérifié par des conséquences faites pour le mettre à l'épreuve). Par contraste, s'agissant des sciences dont la démarche abaisse leur objet, la convocation n'est pas conçue comme risquée. Le scientifique compte bien que le sujet sera disposé à répondre aux questions les plus mal élevées, sous-tendues par la distance établie entre celui qui croit et celui qui sait. Mais la bonne volonté de celui qui se rend à la convocation est une facilité empoisonnée. Lorsque le scientifique, qui croyait avoir affaire à un témoin fiable, est convaincu de s'être laissé renvoyer l'écho de ce qu'il voulait par un sujet jouant le rôle qui lui est prêté, c'est la catastrophe. En psychologie sociale, où l'on a pris l'habitude de mettre en scène des situations qui fonctionnent « à l'insu » des sujets, les « faits » ont une durée de vie assez courte, liée à une précaire solidarité entre collègues compétents à l'encontre de l'objection : peut-être vos sujets n'ont-ils pas compris exactement ce que visait la situation, mais ils savent très bien que qui entre dans vos laboratoires sera trompé ; ils ont joué le jeu de la crédulité, et ce jeu contamine l'ensemble de leurs réponses. Bref, l'impératif de la preuve expose le scientifique à une hantise paralysante : et si le sujet convoqué « me » répondait, au lieu de se comporter sur un mode qui réponde à ma question ?

Cette version du « 18 Brumaire du progrès scientifique » a une dimension « politique ». Car le poison de la preuve n'est pas une explication, ou plutôt n'a le pouvoir d'expliquer que dans la mesure où il traduit une vulnérabilité, voire même un rapport de redondance : la soumission que présuppose la

démarche des sciences humaines (pas toutes) vient s'ajouter, et ratifier ; elle ne fait pas scandale. Si nous vivions dans une société où intéresse, au moins autant que le « développement des forces productives », le devenir-capable de penser, de sentir et d'agir des personnes, il importerait peu que quelques farfelus identifient à de la « vraie science » les situations qui affaiblissent, voire insultent, ceux qui sont convoqués : jamais cette définition ne se serait imposée, et les sujets eux-mêmes, loin de se soumettre, de penser que le scientifique sait mieux, auraient ri et claqué la porte du laboratoire. La soumission des personnes, la disqualification de ce qu'elles pensent et sentent au nom de la science, conviennent aussi bien, pour caractériser notre société, que le développement des forces productives. Et cela jusqu'à la farce pleinement déployée : jusqu'à la question de la conscience définie comme dernière frontière : ce qui reste lorsque plus rien de ce que font les hommes et de ce que leurs techniques leur font faire ou les rendent capables de faire n'est censé poser problème. La conscience, mise sous le signe du « n'importe qui », pose le problème de sa pure existence au sein d'une réalité réduite à des fonctionnements objectivement intelligibles.

Contrairement à la dénonciation de la technoscience, la version que je propose n'identifie pas du tout « technique » et « prise en main qui asservit ». Bien au contraire, on pourrait dire : non, « malheureusement », la psychologie n'a rien à voir avec une « technique » ; ou alors, c'est avec celle des techniques qui est la plus étrangère à toute possibilité d'apprendre, celle des bourreaux qui détruisent leurs victimes en leur faisant perdre prise par rapport à toutes les ressources qui nourrissaient leur capacité à résister⁶. Mais elle met directement en question le grand récit que véhiculent les savoirs modernes, celui d'un progrès déterminé d'abord par l'abandon des superstitions et des croyances. La Renaissance, dont les révolutions scientifiques ont répété jusqu'à plus soif le geste émancipateur, devient aussi, sur un mode extrêmement problématique, cette époque où, nous le savons, les sorcières furent pourchassées, sans que les humanistes voient là autre chose que croyances et superstitions détestables, tant chez les bourreaux que chez les victimes.

Apprendre à différencier la symbiose originale entre savoir et technique, qui a donné naissance aux sciences modernes et la « tragédie » de l'Homme sommé de se libérer des illusions et des croyances qui le protégeaient, ne signifie pas que tout ce que nous avons jugé « superstition ou croyance » était bon. Mais, c'est savoir que le jugement tout terrain porté sur ce qui a été détruit est ce qui n'a cessé de se répéter jusqu'à la comédie d'aujourd'hui. Et c'est savoir aussi que, si un jour des symbioses intéressantes doivent se produire entre techniques et savoirs sur les humains, ce sera parce que la question qui « élève », « de quoi pouvons-nous devenir capables ? », aura ouvert des lignes

d'apprentissage là où la question de la preuve, de la différenciation à produire entre ce qui est prouvé et ce qui ne serait que fiction, fabrique des savoirs qui empoisonnent.

- 1 Ce texte s'inscrit dans une recherche menée dans le cadre du Pôle d'attraction interuniversitaire (PAI – V/16) « Les loyautés du savoir financé par la politique scientifique fédérale belge ».
- 2 Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions sociales, 1969, p. 17.
- 3 A.N. Whitehead, *Science and the Modern World* (1925), New York, The Free Press, 1967, p. 2.
- 4 Karl Marx, *op. cit.*, p. 18.
- 5 Il est bon d'entendre « vérification » non au sens logique mais au sens pragmatique de William James : la vérification d'un savoir renvoie à l'ensemble des différences qu'il est susceptible de faire. En l'occurrence, cet ensemble de différences à explorer renvoie au collectif des collègues compétents, qui œuvrent à ce qui est indissociablement mise à l'épreuve et progrès : art des conséquences. Voir aussi I. Stengers, *L'Invention des sciences modernes*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1995.
- 6 S.J. Gould, « Cardboard Darwinism », in *An Urchin in the Storm*, Penguin Books, 1990, p. 50.
- 7 B. Latour, *Petite réflexion sur le culte moderne des dieux faitiches*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 1996 et *L'Espoir de Pandore*, Paris, La Découverte, 2001.
- 8 Voir Françoise Sironi, *Bourreaux et victimes. Psychologie de la torture*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1999. Ceci n'a rien à voir avec les personnes, mais peut éclairer certaines pentes, non seulement celle qu'a dévalée l'expérimentation en matière de « psychologie animale », mais aussi celle dont témoignent la participation avérée de psychologues à la mise au point de techniques de tortures effectives, voir celle de psychosociologues et de sociologues à des opérations visant à « responsabiliser » ou à « motiver » les chômeurs et les pauvres.

Jacques Testart

Directeur de recherche en biologie à l'INSERM (CEA, Fontenay-aux-Roses), membre de Sciences citoyennes, président d'Inf'OGM, membre fondateur de Ral'Front et membre du Conseil scientifique d'ATTAC.

Recherche et chercheurs en mouvement

ContreTemps : **Depuis 2003, la recherche est en lutte.**

Comment as-tu vécu cette mobilisation ?

J'ai vécu cette mobilisation avec *Sciences citoyennes*, c'est-à-dire avec une vision critique. Il est vrai que l'état de la recherche en France est lamentable et tous les membres de Sciences citoyennes ont signé le fameux appel¹ pour demander des sous et des postes. Mais on a estimé que cet appel de type syndical n'était pas suffisant et qu'il fallait profiter de cette prise de conscience des chercheurs de leur situation catastrophique, pour les amener à se poser la question « à quoi sert la recherche² ? ».

Quelles sont les spécificités de ce mouvement ?

Une chose frappante, qui devrait amener les chercheurs à se poser des questions, est que ce mouvement était dirigé par les patrons (pas au niveau administratif mais au niveau scientifique). Ce sont les « parvenus de la recherche » qui ont piloté le mouvement. D'ailleurs, sans faire un procès d'intention, réclamer que les précaires soient respectés et que les laboratoires aient plus de postes, c'est gentil, mais c'est aussi une façon de renforcer le pouvoir des patrons (avoir plus de publications, plus d'aura).

Autre point significatif, ce sont les secteurs les mieux pourvus de la recherche (la génétique notamment) qui ont été en pointe, et non les sciences humaines et sociales (anthropologie, histoire,...), qui sont à l'agonie.

Penses-tu que si ça a explosé en 2003 c'est justement parce que les disciplines phares commencent à être touchées ?

Il est vrai que les patrons eux-mêmes commencent à être précarisés et sont inquiets des orientations obligatoires qu'ils doivent donner à leurs recherches en fonction des pressions de l'industrie, relayées par les institutions. Même si

les chercheurs sont tous un peu dans le business, ils ont encore la fibre héroïque du savoir et ce boulot-là n'a rien à voir avec de la science libre.

Ce qui a permis le mouvement de 2003, c'est que les disciplines phares ont une position privilégiée par rapport aux médias et à l'opinion publique. La génétique, par exemple, a introduit toute une mystification avec la thérapie génique, les OGM, qui sont du pipeau total mais qui donnent aux chercheurs une aura. Cela leur a permis de taper un gros coup, en s'appuyant sur leur travail « pour la santé des gens » et pour le « bien de l'humanité ». Évidemment, des historiens ou des anthropologues ne peuvent pas faire cela.

En médecine, on retrouve aussi des « patrons » en colère car leur pouvoir est remis en cause par des industriels (qui fournissent le matériel et imposent les objectifs). Est-ce qu'on ne pourrait pas comparer ces conflits à l'arrivée du capitalisme dans le féodalisme ?

Effectivement. Mais, pour les chercheurs, c'est encore plus marqué car ils bossent directement pour produire des brevets et monter des start-ups, contrairement aux médecins qui travaillent pour la santé des gens, même s'ils dépendent pour cela du système économique.

Les états généraux de la recherche qui ont suivi le mouvement de 2003 ont été organisés sous le patronage de l'Académie des sciences. Quelle a été la position de Sciences citoyennes ?

À *Sciences citoyennes*, on est pas des copains de l'Académie des sciences. On a même écrit des textes pour dire qu'elle s'est toujours trompée (sur l'amiante, la vache folle). Le rapport qu'elle a écrit sur les OGM est d'un niveau scientifique lamentable. Le travail a été confié à un ponte (directeur d'une unité mixte CNRS/Aventis) qui l'a sûrement sous-traité. Pourtant, tout le monde signe car c'est un collègue : ils sont tous des « sommités de la science » et se font confiance les uns les autres. Avec un tel système de lobbying et de délégation, ils se plantent tout le temps, car ceux qui rédigent les études sont les plus proches du système et sont nourris par le sujet qu'ils expertisent. Et puis il y a aussi la volonté de rassurer la population. La présence de l'Académie démontrait que les dés étaient pipés. Surtout avec la présidence de Baulieu, toujours scientifique et suffisant. *Sciences citoyennes* a néanmoins tenté d'apporter la contradiction de l'intérieur dans cette assemblée de bonzes.

Malheureusement, notre participation n'a pas été très loin, vu que dans le rapport final, nous avons été complètement marginalisés. La position de l'Académie des sciences et de SLR (Sauvons la recherche) a été de ne pas nous contrer ouvertement, mais de faire ce qui avait été prévu depuis le départ, c'est-à-dire de rendre un rapport de « vrais scientifiques » pour que la science

soit « compétitive ». Et quand on voit apparaître le mot compétitivité dans la recherche, c'est la preuve qu'elle est dans le business général.

Penses-tu que ce mouvement puisse repartir sur de nouvelles bases ?

Pour rebondir, il faudrait que des nouvelles têtes apparaissent, parce que tant que le mouvement sera conduit par des biologistes moléculaires, c'est-à-dire le « gratin » de la recherche, il sera forcément limité. Moi j'aimerais bien voir apparaître les gens des sciences humaines. S'ils arrivaient à faire une percée aussi médiatique que l'ont fait les généticiens, il pourrait y avoir des choses nouvelles. Autrement on restera dans des discussions techniques : plus de moyens pour ceci ou pour cela, mais rien sur le sens de la recherche.

Public/privé

Le brevetage est un phénomène qui prend de l'ampleur en science...

Il n'y a pas de différence public-privé sur les brevets. Les organismes de recherche (CNRS, INSERM, etc.) font prendre des brevets à leurs chercheurs et ce n'est pas nouveau.

Mais est-ce nouveau cette volonté de s'approprier le savoir ?

Y a-t-il des changements qualitatifs ou quantitatifs ?

Les deux. Quand on dit aux gens qu'on va breveter des gènes humains, ils ne comprennent pas bien ce que ça veut dire mais ils sont inquiets. La nouveauté c'est aussi l'ampleur qu'a pris l'invasion du fric dans le processus de recherche. Il n'y a plus de recherche gratuite : une recherche doit être rentable et doit rentrer dans un système déjà à peu près quantifié, où on est sûr qu'il y a un marché. Autre exemple : Daniel Cohen, un patron du généthon, a monté une boîte aux USA où il peut breveter des trucs, y compris ce qui est découvert dans son labo en France. Là on ne sait plus si on est dans le public ou dans le privé... Il n'y a pas de différence, c'est « business ».

Que penses-tu des politiques européennes de recherche ?

C'est là que se fait l'essentiel du lobbying. Celui-ci est relayé par les « institutions » (INSERM, CNRS, ministère de la Recherche et autres). Ce qui est frappant, c'est que partout au niveau international et au niveau européen, les thématiques prioritaires sont les mêmes. On peut y voir l'effet de la compétition, mais il y a aussi le poids des multinationales qui partout essayent de faire travailler les gens sur leurs thématiques. Au final, si tout le monde travaille sur un sujet, ce n'est pas tellement parce que le sujet est pertinent, mais parce qu'il y a un marché et que ce thème va ramener des moyens très vite. À cela se rajoute la volonté de ne pas être dépassé : autrement dit ils ne sont pas

sûrs que ça rapporte des sous, mais ils ne peuvent pas prendre le risque d'être dépassé par les concurrents.

Et la compétition en recherche, ça semble contre-intuitif...

J'ai d'ailleurs dit à l'ancien directeur de l'INSERM, P. Lazar, que j'étais contre le fait d'être compétitif, que ce qui m'importait c'était d'être compétent. La compétitivité c'est la mort de la recherche fondamentale car on ne peut pas être à la fois compétitif et compétent, en tout cas pas longtemps...

Existe-t-il encore une recherche publique ou n'est-ce que de la technoscience partout ?

Il y a deux niveaux dans la réponse. Pour moi, c'est clair depuis des années qu'il n'y a pas de différence entre privé et public dans un système libéral. Tout ce qui est fait au nom de l'État est finalement donné au privé. C'est un point que SLR n'a pas compris. À la limite, il vaudrait peut-être mieux que cette recherche soit privée dès le départ, au moins le privé y mettrait des billes conséquentes. Actuellement on gaspille de l'argent public pour produire des choses qu'on va donner après. Pourtant, malgré ce poids du privé, le chercheur parvient encore à se débrouiller pour faire une recherche qui échappe à l'institution et à la programmation. C'est ce que j'appelle la « recherche buissonnière ». On utilise les moyens du laboratoire pour faire des trucs qui nous intéressent. C'est le seul moment un peu marrant où on se sent chercheur. Mais c'est de plus en plus rare car le chercheur passe la majorité de son temps à rechercher des contrats et à rédiger des comptes rendus.

Je crois donc qu'il existe encore dans tous les labos des îlots de recherche libre, mais qu'ils sont de plus en plus petits. Plus globalement, la recherche est dans un cadre de productivité, de compétitivité, si bien que la part fondamentale des activités s'inscrit dans une finalité décidée ailleurs : elle n'existe que pour mieux viser un certain but technologique.

Le pilotage par le privé peut étonner vu qu'on ne peut pas prévoir *a priori* les fruits de la recherche fondamentale.

Ce qui est étonnant, et ce contre quoi je me bagarre, c'est que mes collègues chercheurs laissent croire qu'ils font de la recherche fondamentale. En réalité, la recherche fondamentale ne correspond qu'au petit bout de la recherche buissonnière, et aussi aux préalables savants qu'il faudra valoriser pour répondre aux exigences des contrats.

Les scientifiques jouent là-dessus, car dire qu'on fait de la recherche fondamentale c'est gratifiant et en plus ça permet de se tenir à l'écart du regard du vulgaire. Il n'y a aucune raison qu'un citoyen quelconque vienne voir ce que vous faites dans le laboratoire. D'abord parce qu'il n'a pas les « compétences », mais en plus parce

qu'il n'a rien à dire étant donné « qu'on ne peut pas arrêter la soif de l'homme de connaître ». Et cette vision est encore très ancrée dans le mouvement SLR.

Certes, pour certaines disciplines, comme la physique théorique ou l'astronomie, il reste une recherche fondamentale forte, mais la recherche qui pèse le plus aujourd'hui, la biologie et plus particulièrement la génétique, n'est pas du tout dans cette optique-là. Ils feraient mieux d'avouer qu'ils sont dans un carcan et qu'ils sont des travailleurs de la productivité de la recherche et qu'ils demandent plus de moyens. Là, ils jouent un double jeu.

N'y a-t-il pas aussi une tendance à considérer que « tant que ça marche, c'est scientifique » ? Par exemple, les OGM.

Oui, sauf que pour les OGM ça ne marche même pas... sauf pour les unicellulaires. Dès qu'on est chez des pluricellulaires, c'est de l'aléatoire et ce n'est plus de la science. Effectivement, on ne regarde que le résultat. Et même quand ça « marche », c'est-à-dire quand on a la plante ou l'animal voulu, ça ne dure pas plus de deux ou trois ans car ensuite les nuisibles (mauvaises herbes, insectes,...) se sont habitués. On nous parle maintenant des OGM de deuxième génération (on ne les a pas encore vus). La méthode consiste à provoquer des mutations aléatoires (par des stress chimiques ou thermiques). Donc ils ne contrôlent rien et après avoir essayé de mettre un gène d'une espèce lointaine pour bénéficier d'un de ses caractères ils vont créer des mutants en abondance, cultiver tous ces mutants et repérer des plantes qui n'ont jamais existé. Ils miment ainsi l'évolution naturelle. Leur idée est qu'il n'y aura plus d'opposants obscurantistes pour dire que ce n'est pas naturel, car finalement la nature aurait pu le faire si elle avait eu le temps, s'il y avait eu des éruptions volcaniques, etc. C'est une méthode complètement aléatoire : on ne sait pas du tout ce qui va sortir du chapeau. Moi je trouve gonflé qu'on ose appeler ça de la science alors qu'on ne fait que constater des différentes réponses, variées et imprévisibles.

Que penses-tu des essais OGM ?

Je suis évidemment contre les essais OGM en champ : la recherche se fait en laboratoire (ou dans une serre pour les OGM). J'ai d'ailleurs déclaré à la commission Le Déaut il y a trois mois, qu'un pays qui a les moyens de faire un porte-avions nucléaire doit avoir les moyens de fabriquer une serre assez grande pour faire des essais. Tous les effets (température, eau, lumière, vent) peuvent être testés dans une grande serre... mais c'est plus cher !

Et quant aux OGM en général ?

Je ne suis pas contre la recherche sur les plantes transgéniques car il se pourrait par chance qu'on tombe sur un truc utile : des plantes exceptionnelles de

qualité, avec moins de défauts... Je ne suis pas borné. On ne peut quand même pas être *a priori* contre une plante. En revanche, ce processus qu'ils qualifient de « recherche » consiste simplement à avoir des résultats d'intérêt technologique et financier.

Que penses-tu de ceux qui disent que les essais en plein champ servent à contaminer les écosystèmes pour pouvoir ensuite imposer les OGM « classiques » ?

Tout à fait, c'est d'ailleurs pour cela qu'on lance les plantes-médicaments en France³. Si ce type de plantes OGM est cultivé en France (et non aux USA), c'est parce que c'est le pays de résistance aux OGM. Ils introduisent donc un cheval de Troie, sur le dos des « petits enfants qui souffrent », ou alors des « malades du cancer », alors qu'on sait fabriquer tous ces médicaments autrement, par exemple en fermenteur avec des bactéries transgéniques. Il se trouve même que ça coûterait moins cher (parce que la purification d'une protéine dans une plante c'est très compliqué). Autrement dit, il n'y a aucun avantage économique : c'est seulement idéologique et stratégique.

Et que réponds-tu à ceux qui disent que le chercheur doit être « libre de chercher » ?

La liberté du chercheur, on voit ça partout. Qu'est-ce que ça veut dire ? D'abord, elle n'existe pas vraiment parce que c'est l'industrie qui donne les thèmes des laboratoires (même si ça passe par le biais des ministères et autres appels d'offres). Mais je dirais après tout qu'il est normal que la liberté des chercheurs soit limitée, parce que si le chercheur faisait vraiment ce qu'il veut en étant payé, ça poserait problème. La recherche est au service de la collectivité. Maintenant qu'il faut des moyens énormes pour la recherche, il est intolérable que le chercheur puisse faire ce qu'il veut parce qu'il deviendrait vite un parasite. Le gros problème, c'est de trouver des procédures par lesquelles la société peut exprimer ses besoins de recherche et aussi donner son opinion y compris en amont (pas seulement au moment où la technique est en vente partout).

Quels sont selon toi les rapports actuels entre le monde scientifique et la société ?

Aujourd'hui le citoyen est traité comme un consommateur obligé. Sur les nanotechnologies, à Grenoble, s'est créé le laboratoire Minatéc. Ils ont recruté des sociologues, des psychologues et toutes sortes de gens dans le but de savoir, non pas ce que la population souhaite, mais ce qu'elle est prête à accepter au niveau des nanotechnologies. Ils ne vont pas s'emmerder, comme l'ont fait Monsanto et les autres vendeurs d'OGM, à sortir des produits dont les gens ne voudront pas. Ils vont fabriquer seulement ce que les gens peuvent accepter, donc seulement ce pour quoi le marché pourra être rapidement ouvert.

Le rapport de la technoscience avec le public est un rapport de domination avec bluff, mystification⁴. Cette technoscience avance de la même façon dans tous les domaines (génétique, nucléaire,...). Elle propose de l'utopie déguisée sous le nom de science, avec des « certitudes », des « experts qui affirment que ». C'est le cas pour les OGM, pour ITER, pour la thérapie génique : plus c'est fou, plus ça fait rêver les gens et plus ils ramassent de fric.

Est-ce une démarche rare pour un scientifique de tenter « d'ouvrir la recherche » ?

C'est complètement marginal. Pour le moment le citoyen consomme la science. Qu'il le veuille ou non d'ailleurs, car même si les Européens ne veulent pas des OGM ils vont en manger quand même. À *Sciences citoyennes*, on pense qu'il faut trouver des moyens pour que le citoyen, bien qu'il ne soit pas « expert », comme ceux qui font la recherche, puissent exprimer son point de vue. On pourrait envisager un programme quinquennal, soumis à une « expertise citoyenne », pour les grandes orientations de la recherche, en particulier en impliquant le mouvement associatif mais il reste des difficultés techniques. En revanche, pour ce qui est du jugement sur les technologies, je suis un chaud partisan des conférences de citoyens, qui montrent que n'importe quelle personne, pourvu qu'elle soit volontaire pour travailler et pour apprendre, est capable de devenir assez compétente pour donner un avis sérieux, intelligent et altruiste, profitable pour l'ensemble de la communauté humaine.

Comment contrôler le chercheur ? Car, si les conférences de citoyens sont un bon outil, elles ne peuvent être utilisées que pour des questions précises.

Pour ce qui est du contrôle, le gouvernement veut plus de relations entre la recherche et l'industrie. À cela on répond à *Sciences citoyennes* : « pourquoi n'y a-t-il pas la même chose pour le milieu associatif ? » Il y a l'industrie, la recherche et la société. La société est représentée par ces associations (ce qui ne veut pas dire qu'elles sont toutes légitimes). Pourquoi des membres d'une association ne pourraient pas être rémunérés pour travailler dans un laboratoire sur un sujet en liaison avec des chercheurs ? Pourquoi des bourses ne seraient-elles pas accordées à des étudiants pour fouiller une question posée par des citoyens ? Autrement dit ce « tiers secteur » pourrait intervenir dans le processus de recherche lui-même. C'est ce qu'on voit au Canada avec les ARUC (Alliance recherche universités communautés, communauté c'est citoyens ou société pour eux), qui ont un fric énorme. Et les laboratoires de recherche sont incités à travailler avec tout ce milieu associatif (par exemple sur les saumons transgéniques, la pollution de la mer...).

Ce ne serait pas seulement pour faire contrepoids au privé ?

Penses-tu que le chercheur y gagnerait aussi ?

Il est certain que les chercheurs bénéficieraient des opinions portées par ces associations sur des projets nouveaux et sur des analyses qui n'ont pas encore été faites. L'expérience récente de l'intervention des malades du sida dans la recherche le montre. Le risque, c'est que l'appui sur ce tiers secteur peut aussi être un moyen pour les dirigeants d'inactiver la réaction de la société. Mais je pense que si ça passe par des organisations un peu vigilantes, c'est plus délicat pour le pouvoir que de prendre n'importe quelle personne dans la rue et de lui demander de servir de caution.

Penses-tu que cette implication du citoyen dans les sciences est rendue nécessaire par les progrès qui s'accroissent ?

Ça a dû toujours être le cas, mais c'était moins dramatique. La société aujourd'hui vit au rythme de la technologie et ça va s'aggraver. Vient un moment où il est intolérable que les gens soient déconnectés de cette production-là.

Mais pour la recherche fondamentale, peut-on réellement la contrôler ?

Non effectivement. Moi je parle de recherche finalisée. Si la recherche fondamentale existait en génétique, je ne verrais aucune raison de la contraindre (mis à part une contrainte budgétaire car les moyens publics ne sont pas infinis). On dirait par exemple tant de pour cent de la recherche, c'est du fondamental et on ne regarde pas ce qu'ils font (on vérifie juste que c'est bien du fondamental) et le reste c'est de la recherche qui est sous contrôle puisqu'elle est faite pour produire un truc.

La fondation Sciences citoyennes parle d'une montée des aspirations citoyennes, n'est-ce pas juste une méfiance face à la science ?

Je pense que la plupart des gens sont assez confiants dans la science. Contrairement à ce que raconte SLR, le chercheur a une très bonne image. On dit « il y a des chercheurs fous » mais ça c'est encore un mythe qu'apprécient les médias. Un chercheur fou j'en ai connu un dans ma vie et il a été inactivé très vite car le chercheur fou nuit au groupe entier. En fait c'est la recherche qui est folle : le système officiel est fou car il va à l'encontre des intérêts de la société. Ce n'est pas un Frankenstein, c'est tout le système qui est frankensteinisé.

Un mot sur les « lanceurs d'alerte » ?

Ce sont des individus qui par leur situation professionnelle sont en position d'être informés avant tout le monde d'une dérive du système et qui le font savoir. Ils lancent une alerte publique et à ce moment-là tout leur tombe sur la

gueule. Sciences citoyennes a organisé l'année dernière un colloque avec toutes sortes de lanceurs d'alerte : ouvriers, chercheurs, vétérinaires... Et tous ont la même histoire à raconter. Ils ont repéré que quelque chose ne va pas et ils le disent à un média local. Immédiatement, le patron de leur boîte les convoque, leurs collègues sont ennuyés car ça donne une mauvaise image de la boîte, ou du service. Comme les lanceurs s'entêtent, ils y travaillent jour et nuit et leur vie familiale s'en ressent. On démontre souvent qu'ils sont fous. D'ailleurs, dans ce colloque, il y avait plusieurs lanceurs d'alerte dont la femme était partie, ou qui avaient été internés⁵. Il est vrai que certains semblaient paranoïaques quand on les a vus, mais je ne suis pas sûr qu'ils l'étaient avant. Ou alors peut-être qu'il faut des individus paranoïaques pour lancer des alertes...

Sciences citoyennes parle de protéger les lanceurs d'alerte ?

L'idée est de dire qu'il faut un statut du lanceur d'alerte, tel qu'il existe dans certains pays (comme en Australie). Évidemment on risque de protéger des gros fadas, mais de toutes façons on fait une enquête avec expertise et contre-expertise. Ce statut est important car à de nombreux moments dans la chaîne de production, des gens voient que quelque chose cloche mais n'osent rien dire, soit pour ne pas nuire à leur carrière, à leur institution, soit parce qu'ils ne sont pas assez entêtés... Il faut donc donner aux gens l'audace et les garanties nécessaires afin qu'ils puissent parler.

Jusqu'où s'exerce la responsabilité du scientifique selon toi ?

Déjà il n'y a aucune responsabilité pénale. Si un chercheur fait une faute, c'est l'institution qui est responsable. Du coup on doit se placer au niveau de la moralité et de l'idée qu'on se fait du bien public. Et là, il y a une énorme responsabilité. Selon moi, les chercheurs sont les gens les plus responsables du devenir du monde, car de plus en plus ce sont les technosciences qui vont modeler les façons de vivre. Et ces technosciences sont élaborées à un moment donné dans les laboratoires par des chercheurs. On a une responsabilité énorme et c'est pour cela qu'on ne peut pas revendiquer la « liberté du chercheur » et qu'on doit être sous contrôle. C'est légitime. Par contre il reste encore à inventer des procédures de contrôle adéquates.

Entretien réalisé par Samuel Alizon et Hubert Krivine

- 1 Sauvons la recherche (SLR), <http://recherche-en-danger.apinc.org>
- 2 La fondation Sciences citoyennes a rédigé une note disponible sur son site internet : <http://sciencescitoyennes.org>
- 3 voir « Du danger des OGM médicaux Posted », par Jacques Testart, Frédéric Prat et Thierry Raffin, *Libération*, 12 septembre 2003

- 4 voir « L'alibi politique des utopies technologiques », par Benjamin Dessus (président de l'association Global Chance), *Le Monde Diplomatique*, janvier 2005
- 5 voir « Alertes santé », d'André Cicoella et Dorothée Benoît-Browaëys, Fayard (2005)

Dominique Pestre

Directeur d'études à l'EHESS, directeur du centre Alexandre Koyré

À propos du nouveau régime de production, d'appropriation et de régulation des sciences

ContreTemps : **Dans un article récent publié par la revue *Le Débat*, tu estimes que s'est mis en place, au cours des trois dernières décennies, « un nouveau régime de production, d'appropriation et de régulation des sciences, un régime en rupture très profonde avec l'histoire du siècle et demi qui précède ». Production, appropriation, régulation, nous pouvons conduire cet entretien en suivant les transformations de la place des sciences selon ces trois approches.**

Je voudrais d'abord insister sur le mot de « régime » qui présente un intérêt pour l'historien que je suis. Il faut en effet éviter de parler des sciences comme s'il s'agissait d'une entité définie et immuable, qui traverserait l'histoire sans être affectée par son environnement. Ceci est une image pauvre et il est plus intéressant de penser les sciences comme toujours et déjà dans le social, comme définissant et constamment redéfinies par le social. À partir du moment où l'on comprend que les sciences ne sont pas de purs ensembles de savoirs, mais qu'elles sont aussi des institutions de pouvoir, on ne voit pas pourquoi elles devraient être traitées différemment des autres institutions sociales. Il est donc plus riche d'étudier les sciences dans leur rapport organique aux modes de régulation politiques et sociaux, d'examiner le rapport entre sciences, techniques et production. Par exemple, de comprendre comment les mathématiques pratiques, au xvi^e siècle, se structurent en tant que partie prenante de ce monde nouveau que nous appelons la Renaissance. Prenons l'exemple du nouveau régime de production et de régulation des sciences qui se met en place dans le dernier tiers du xix^e siècle autour de la chimie organique ou de l'électricité industrielle – appelons la technoscience ou technosavoirs. Dans le cadre de nations alors en phase de reconstitution/ redéploiement/extension, se met alors en place une nouvelle légitimité autour de l'acteur recomposé qu'est l'État. Cet État nouveau qui s'invente alors est un *État scientifique* préoccupé de technique et d'innovation pour le bien supérieur du pays, un *État guerrier* préparant la défense des intérêts économiques, poli-

tiques et impériaux grâce à la science, un *État-providence* qui vise à maîtriser l'intégration des « classes dangereuses », et un *État régulateur* qui entend maîtriser la croissance économique de la nation — à nouveau grâce à la science, à ses théories et aux indicateurs qu'elle construit. Ces dimensions émergent de conserve (sauf la dernière, un peu plus tardive) et sont constitutives de l'État *nouvelle manière*, elles constituent les diverses facettes d'une même nécessité visible de Berlin à Paris et Londres. Dans ce processus, la science passe au cœur de la croissance économique, au cœur des activités industrielles, au cœur du politique.

La Seconde Guerre mondiale puis la guerre froide introduisent dans ce modèle une accentuation. La science devient une composante de la « guerre totale » qui tend à mobiliser dans un même effort toutes les ressources. La rationalisation que doit alors opérer la nation en guerre permanente se traduit par une extraordinaire montée en puissance de cet État organisateur de la mobilisation de tous. Il s'agit certes d'un État guerrier, d'un État propagandiste, d'un État-providence mais aussi d'un État scientifique et technique qui est lui-même l'ordonnateur principal des crédits de recherche et le plus gros acheteur de produits *high-tech*. Il réoriente les sciences vers une forme de plus en plus pragmatique et l'instrumentation, comme la conception de techniques directement utiles, deviennent l'objectif et en même temps la ressource première du travail de laboratoire. C'est ainsi que les innovations stimulées par les besoins de la guerre (pensez aux radars) ouvrent de nouveaux champs de recherche (les résonances magnétiques) tandis que de nouveaux types de savoirs (le pompage optique) conduisent directement à des techniques (les lasers) qui sont aussi utiles à la guerre.

Cette logique n'est pas absente de la fin du xix^e siècle mais elle passe *au cœur* de la dynamique de la guerre froide. Les financements, qui sont très largement militaires aux États-Unis comme en URSS durant cette période, en viennent à redéfinir les pratiques légitimes des sciences, à favoriser certaines évolutions et à faire oublier certains champs. Réciproquement, par ce qu'elle produit, la science recompose la nature même de la guerre et de sa conception. Le dernier élément de ma thèse est que ce système, ce mode d'être des sciences en société et des sociétés en science, est abandonné dans les années 1970-1990, qu'un nouveau régime émerge alors – même si la pensée de la guerre, d'autres types de guerre en fait, ne disparaît pas.

Justement, qu'elles sont les transformations qui interviennent en ce qui concerne l'appropriation ?

On pourrait dire que les caractéristiques des Trente Glorieuses se résument par le privilège d'arbitre et d'organisateur donné à l'État, le primat de l'univers

industriel et de ses règles sur l'univers financier, et la reconnaissance d'une série d'échelles de valeurs d'ordre et d'autorité. Dans ce système, un certain équilibre est établi entre science publique et savoirs privés. L'idée de science publique repose sur une conception du savoir comme ouvert, libre, réappropriable, sans valeur marchande directe. Cela ne veut pas dire que tout est toujours disponible dans cet univers. Il ne faut en effet pas oublier les savoirs publics tenus secrets, pour des raisons de défense par exemple. Il existe donc une science publique rendue publique et une science publique tenue secrète et qui n'est réservée qu'à certains industriels, sous des contraintes bien particulières. D'autre part, il existe des savoirs qui sont conçus dans des espaces privés (industriels) et qui sont des biens privatifs. Cet univers est le plus important numériquement. Ainsi, dès la Première Guerre mondiale, la recherche produite dans l'univers industriel est plus grande que celle produite dans l'univers académique, tant en nombre de personnes qu'en quantité. Mais ce domaine privé de la science entretient un rapport « accepté » avec l'univers public. On peut prendre l'exemple des laboratoires Bell (ceux de la plus grande entreprise de télécommunications du monde qu'est ATT) et qui sont les plus productifs, y compris en recherche fondamentale. Dans ces laboratoires une grande partie des savoirs sont certes appropriés mais une part notable est publique, dans les deux sens précédents.

Ce à quoi on assiste dans les années 1980 aux États-Unis, c'est à l'abandon de cet équilibre, au passage à un régime qu'on peut qualifier de libéral à dominante financière d'une part, de régime de concurrence et de prédation tous azimuts de l'autre. Il s'accompagne d'une transformation des manières de produire les savoirs, de les réguler, de se les approprier – et de les définir d'abord comme bien financier. Les raisons sont de divers ordres. D'abord, les intérêts présents dans le champ de la recherche sont démultipliés et conduisent à une prolifération d'institutions nouvelles. Le capital-risque, le Nasdaq et les start-ups sont ainsi devenus décisifs dans l'orientation de la recherche, dans les formes qu'elle prend, dans ce qui est étudié et oublié. L'Université en revanche (et les valeurs qui l'ont historiquement constituée) ont perdu leur place de référent, et l'identité universitaire a été bousculée.

Pour sa part, la recherche industrielle s'est émancipée du cadre national et territorial qui demeure, par définition, celui des universités et des populations. La localisation de la recherche des grandes compagnies est maintenant définie à l'échelle du monde et le poids nouveau des actionnaires en change la logique. Au cœur de cette économie politique d'un nouveau type se trouve un changement structurant, celui des règles de la propriété intellectuelle et du brevetable. En bref, le brevet est devenu l'arme stratégique par excellence, l'arme de négociation la plus utilisée sur le marché des savoirs technoscienti-

fiques. La définition et les règles d'octroi des brevets ont été profondément modifiées dans les années 1980 et 1990 aux États-Unis, ce qui a conduit à des formes de privatisation et de parcellisation d'une part, de monopole et de judiciarisation des savoirs de l'autre, changements qui nous font entrer dans une *économie politique de la connaissance et de l'innovation* radicalement neuve. Des droits de propriété sont maintenant accordés sur des savoirs de plus en plus « fondamentaux » et vagues, les contraintes d'utilité justifiant traditionnellement du dépôt d'un brevet ont été rendues très lâches – ce qui explique qu'on puisse aujourd'hui breveter un gène, une méthode commerciale ou un « clic » de souris d'ordinateur.

La contradiction saute aux yeux, plus la production des savoirs est socialisée par le nombre d'interactions mises en jeu, plus on assiste à l'extension du domaine appropriable privativement, à contre-courant donc de l'évolution de l'intelligence générale et collective.

Je comprends que l'on puisse voir là une contradiction en quelque sorte éthique – et c'est d'ailleurs ce qui est au fondement de la création du monde des logiciels libres par Richard Stallman dans les années 1980. Pour ceux qui ont œuvré dans le sens de ces changements, en revanche, il n'y a pas contradiction : leur problème est simplement d'étendre le champ de l'appropriable, de faire de la science un bien comme un autre, de lui retirer cette propriété de bien public qu'elle avait souvent dans la période antérieure – en cohérence avec toutes les évolutions récentes du capitalisme.

Ce changement dans la définition du brevetable s'est principalement opéré à travers la jurisprudence américaine en matière de biotechnologies et de génie logiciel. Il convenait en effet, au début des années 1980, de légiférer sur des pratiques de sciences nouvelles qui s'inséraient mal dans les définitions courantes des droits de propriété (c'était le cas des manipulations sur le vivant). Il s'est toutefois aussi agi de placer les sciences au cœur de la nouvelle logique économique que nous connaissons tous, il s'est agi d'*une volonté politique*, aux États-Unis, d'user de l'arme du brevet pour restaurer une suprématie vécue comme menacée par le Japon. Les États-Unis étant alors très en avance pour les biotechnologies et les sciences et techniques de l'information et de la communication, une remontée en amont du droit des brevets avait l'avantage de réserver des champs entiers de recherche aux *start-ups* du pays, à enclore des territoires de recherche dont les bénéfices étaient réservés pour le futur.

Prenons le cas du brevet attribué à Agracetus en 1992 pour le développement de cotons transgéniques afin d'en comprendre l'enjeu. La chose extraordinaire est que Agracetus a non seulement obtenu un brevet sur le coton qu'elle a modifié mais aussi sur toute modification du gène du coton « en général ».

C'est-à-dire que l'idée même que l'on puisse modifier le gène du coton est brevetée et lui appartient ! Lors du premier jugement en 1981, qui portait sur une bactérie modifiée génétiquement et qu'on pouvait utiliser pour lutter contre les marées noires, la définition du brevet était encore limitée, dans la tradition antérieure. Plus on avance dans les années quatre-vingt-dix, en revanche, plus on voit se développer une logique d'*enclosure* globale – ce que reflètent les brevets détenus par Agracetus, ou ceux de Myriad Genetics.

Cette évolution a des conséquences majeures pour la recherche. Le nombre de brevets en matière de biotechnologies ou de logiciels est tellement monumental que si vous vous lancez dans une recherche dans ces domaines, vous êtes face à un champ quadrillé de brevets. Avant de commencer à agir, et si vous ne souhaitez pas vous retrouver soudainement face à une interdiction de poursuivre, il vous faut être prudent et prévoir des arrangements très lourds, des contrats anticipant la manière dont les bénéfices seront répartis – ce qui rigidifie le flux de la recherche. Bien évidemment une part de ces brevets sont pris de façon défensive, comme on dit, pour gêner les autres et se constituer des armes, voire des rentes. Détenir des brevets revient en effet à tenir des points de passage obligeant les autres à négocier avec vous sur les revenus à venir. Ce phénomène n'est pas nouveau – il est au cœur de la logique des brevets depuis le début. Ce qui est neuf est son extension aux savoirs, et aux savoirs les plus abstraits. Mais l'évolution a été tellement radicale qu'on a désormais un mouvement de recollectivisation des brevets dans le cadre de cartels qui mettent en commun leurs brevets pour éviter de devoir négocier en permanence et de ralentir les processus innovatifs. Les grandes compagnies s'autorisent ainsi réciproquement à utiliser le savoir des autres. Par contre, pour ceux qui ne sont pas dans ces cadres cartellisés, cela pose des problèmes complexes – dans les universités par exemple.

Dans le cas des logiciels, un autre problème apparaît. Un logiciel est une suite très longue de lignes de codes que personne ne lit. Les offices de brevets ne peuvent donc pas contrôler ce qu'on leur donne à breveter et il faudrait des équipes infinies d'informaticiens pour vérifier que ce que l'on propose n'a pas déjà été breveté sous une autre forme. En quelque sorte, le brevet est donné sur parole. Au début de la recherche, on se retrouve donc dans une grande obscurité quant à ce qui est breveté ou ne l'est pas. En revanche, à partir du moment où l'utilisation du brevet devient économiquement rentable, les détenteurs se préoccupent de faire jouer leurs droits devant les tribunaux. Faute de s'être exercé en amont, le contrôle s'exerce ainsi en aval, au moment de l'entrée sur le marché, et non plus par les offices de brevets mais par les juges. D'où la multiplication des tribunaux spécialisés en droit des sciences. Quand on n'est pas une grande entreprise, il devient dès lors compliqué d'in-

vestir dans la recherche car le risque est grand d'être bloqué, au moment de la mise sur le marché, par un brevet dont on ignorait l'existence. Face à ces politiques de remontée des brevets en amont de la recherche, on peut tenir plusieurs discours. On peut d'abord contester, en termes éthiques et politiques, la notion de justice qui est en jeu. Cela rejoint votre question de tout à l'heure et ma réponse : une grande part des brevets ainsi pris sont injustes et on peut mener la critique à ce niveau. On peut ensuite considérer la question de l'efficacité sociale de ce système. S'il est rentable pour les détenteurs de brevets, il constitue en revanche un obstacle au progrès global des connaissances. Enfin, si j'ai raison sur le fait que cette évolution est liée à une stratégie impériale américaine, on pourrait soulever la question d'une politique alternative en Europe et dans le reste du monde. Après tout, si cette politique de brevets vise à préserver des territoires et des rentes pour un pays donné, il me semble évident que les autres n'ont pas à s'y soumettre.

Tu évoques dans ton article la possibilité d'un « espace européen de propriété intellectuelle »...

Aujourd'hui il y a une bataille au niveau européen sur cette question. La Commission, avec le soutien de la plupart des États poussés par certains de leurs industriels, a fait passer une directive qui aligne le régime européen des brevets en matière de logiciel sur le régime américain – ce qui a fait l'objet de fortes protestations, notamment au Parlement européen, autour de Michel Rocard. Les alternatives sont nombreuses et il y a là un enjeu de politique internationale. Les choix pourraient se faire en faveur des logiciels libres ou d'autres formes, comme celles proposées par les industriels qui ne souhaitent pas le monopole de Microsoft et de quelques autres.

La situation est la même avec le vivant. De fait, c'est l'Office européen des brevets qui fait la loi en la matière. En dix/quinze ans, sa logique est devenue de plus en plus libérale – mais une décision politique pourrait parfaitement l'obliger à reconsidérer ses critères. On l'a vu par exemple avec l'affaire du brevet accordé à Myriad Genetics à propos des tests de dépistage du cancer du sein. Une série d'institutions européennes avaient développé des tests pour le moins aussi fiables et moins chers (un bienfait de la concurrence !) mais Myriad s'est opposé à leur commercialisation au nom de sa propriété sur les gènes de prédisposition et leurs usages. Par deux fois, toutefois, les plaintes ont été tenues comme recevables en Europe et l'Office des brevets a retiré à Myriad Genetics les privilèges qu'il lui avait accordé.

À mon sens, ce choix de revenir sur ces monopoles et des situations de rente est économiquement viable car ceux-ci tendent à freiner l'innovation au lieu de l'encourager. L'Europe est une puissance suffisante pour faire émerger un modèle

alternatif de propriété intellectuelle, un modèle qui réintroduirait plus de compétiteurs et de fluidité, et qui serait donc plus efficace que le modèle monopolistique américain. Si l'on raisonne en bon libéral, plus il y aura de concurrence, plus il y aura de chance de trouver des produits meilleurs et moins chers. Et l'économie qui s'appuie sur de tels mécanismes gagnera sur l'économie de monopole. Il n'y a donc aucune raison de s'aligner sur une politique de brevet américaine qui réserve des pans entiers à ceux qui ont été historiquement les premiers, c'est-à-dire essentiellement des compagnies locales.

Une des dimensions du changement de régime décrit semble être l'émergence de nouveaux espaces de production et d'appropriation des savoirs qui soient à la fois autonome vis-à-vis de la logique marchande et de la logique étatique...

Effectivement, c'est la question notamment soulevée par les acteurs des logiciels libres. Même si le mouvement n'est pas homogène dans ses considérants et ses objectifs, il s'agit d'une forme de vie extrêmement efficace par rapport au modèle d'*enclosure* des connaissances incarné par Microsoft. Le fait que les codes sources soient accessibles, que l'on puisse reprendre le travail des autres, le modifier, l'enrichir, le vérifier – en bref se l'approprier pleinement pour le redistribuer – relève d'une logique qui importe autant à l'entrepreneur libéral qu'à ceux qui promeuvent d'autres valeurs sociales.

Je suis relativement confiant à ce propos car Microsoft est devenu trop fort et donc inquiétant pour les autres grandes firmes du secteur. Par exemple, IBM a pris récemment un tournant remarqué et a décidé de rendre public une part importante de ses brevets – pour redéployer une autre logique économique, une économie de service. Et on peut le comprendre : ce n'est pas qu'IBM soit devenu un suppôt du communisme, mais c'est qu'ils veulent s'assurer qu'ils pourront continuer à développer leurs propres services et à construire des contre-alliances pour survivre face à Microsoft.

Ce qui est en jeu ne se cantonne pas seulement au domaine de l'informatique comme le montrent les affaires autour des échanges de musique *peer to peer*. Ici aussi convergent des valeurs qui relèvent de formes de mise en commun et de pratiques libertariennes qu'il convient de protéger. Je pense qu'il faut défendre cette variété d'échanges à partir du même argumentaire : parce que le monopole est dangereux économiquement et culturellement, parce qu'il est bon que coexistent des cités de justice variées, parce que le *web* tire sa richesse, sa créativité et sa force du fait d'être un réseau sans centre où la réappropriation libre et le détournement sont la norme – mais aussi parce qu'on peut établir des modes de régulations différents selon les pays et les régions du monde.

On parle de plus en plus d'affairisme professoral. Non que les présidents d'université ou directeurs de programmes de recherche soient nécessairement malhonnêtes et corrompus, mais à travers la quête de partenariats et de financements privés rendue obligatoire par la réduction des budgets publics. N'y a-t-il pas une confusion grandissante entre le bien commun et l'intérêt privé ?

Aux États-Unis, les instituts nationaux de la santé (NIH) ont récemment suspendu le droit d'établir des relations trop étroites avec les entreprises pharmaceutiques et ont remis des barrières très strictes entre la recherche qu'ils financent sur fonds publics et les partenariats avec les entreprises. Cette décision intervient à la suite d'une série d'affaires liées aux essais cliniques et qui ont montré que des résultats essentiels à la santé publique avaient été tenus cachés. Le problème des effets des liens trop étroits entre intérêts privés et besoin d'évaluation « objective » est donc posé – comme il l'est sur les effets de cette alliance sur les dynamiques de recherche et d'innovation. Le problème est certes un problème d'efficacité de la recherche lié aux multiples obstacles qu'impose la nouvelle politique de brevets mais il est aussi un problème de fond : ce mode de régulation de la production scientifique est éthiquement problématique.

Le paradoxe, c'est qu'on a l'impression qu'avec l'administration Bush, la poussée va dans le sens d'une défense inébranlable de la nouvelle économie politique que j'ai décrite.

Venons-en aux pistes que tu esquisses dans la partie finale de ton article du *Débat* pour répondre aux défis posés par le régime émergent.

L'esprit de ma réponse est pragmatique et réformiste au sens classique du terme. J'accepte de fonctionner dans le système tel qu'il est, mais je souhaite peser sur lui dans des directions qui ne sont pas celles qui sont dominantes. Je suis pour qu'un équilibre soit maintenu entre quatre types de macro-acteurs : les entreprises et les institutions financières ; les instances élues qui jouent un rôle central de régulation et de formation ; les producteurs de savoirs eux-mêmes, notamment dans les universités ; la société civile enfin, à travers les associations de tous types, des modes libertariens de travail, les organisations non gouvernementales ou les mouvements écologiques comme Greenpeace... Il faut imaginer une autre répartition des équilibres entre ces acteurs.

Le système français de pilotage par des élites centralisées prétendant au monopole de la bonne gestion au nom d'une rationalisation totale, ne marche pas. Cette forme là est peu souple et elle se trompe régulièrement. Ce qui est perçu est mal perçu et biaisé par les intérêts particuliers des individus dans les différentes couches de la strate bureaucratique. C'est en réalité une structure aveugle. De plus, le discours général sur le bien public s'accommode fort bien

d'alignements extrêmement forts sur les milieux industriels, avec des accords unilatéraux qui se font au détriment d'autres intérêts et valeurs. On notera d'ailleurs que la situation est différente aux États-Unis : la relation entre chercheurs et *business* étant acceptée comme banale, elle est beaucoup plus encadrée. Les intérêts des premiers sont donc mieux défendus qu'en France. Ceci m'amène aussi à dire que plusieurs agences concurrentes sont préférables. Une agence unique comme l'agence nationale de la recherche (ANR) sera toujours du bon côté du manche, ne favorisera aucune hétérodoxie et n'aura aucune souplesse pour envisager des programmes marginaux — alors que c'est essentiel et qu'il est bon de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. C'est pourquoi je suis pour une décentralisation des niveaux de décision. C'est pourquoi je souhaite aussi un renforcement des liens entre les universités et la société civile. Il faut pouvoir soutenir la CRIIRAD ou Act Up et des budgets doivent être débloqués pour financer ce type de partenariat. Il faudrait que certains universitaires soient spécifiquement chargés du rapport avec le tissu associatif, comme d'autres sont chargés du rapport avec les entreprises, afin que soient pris en charge les domaines qui ne sont pas rentables à court terme mais qui sont socialement essentiels et relèvent d'une forme de bien public. Je suis conscient que donner une importante autonomie aux universités aura comme effet de créer des spécialisations et de renforcer les asymétries entre les universités. Mais il peut y avoir d'autres formes de redistribution : s'il y a des bourses suffisantes, elles doivent permettre de financer la mobilité des étudiants.

Le problème, c'est que la décentralisation dans le contexte libéral, signifie mise en concurrence, effets inégalitaires (entre universités, entre régions), effets de dépendance envers les sponsors et les commanditaires, au détriment de la péréquation et de la continuité du territoire.

Telle que je l'imagine, l'organisation multipolaire de la recherche implique un effort budgétaire public en amont. C'est d'ailleurs le premier point mis en avant dans les propositions de réformes de l'article du *Débat*. L'écart des investissements dans la recherche entre la France et les États-Unis est énorme.

Mais j'insiste sur l'importance de sortir du mode uniquement *top-down* censé produire un développement optimal et équilibré — car il n'est pas vrai que le système fonctionne ainsi et qu'il soit efficace et juste. Il est préférable de parier sur un autre mode de développement, un mode qui insère les divers acteurs de la société civile dans le jeu de la recherche et de l'évaluation des politiques. À l'initiative des Verts, la région Île-de-France commence d'ailleurs à développer des crédits de recherche attribués à des partenariats entre universités et mouvements associatifs. C'est une initiative intéressante et le

renouveau démocratique est à ce prix. Certes, certaines universités seront favorisées, mais l'intérêt économique global, comme la possibilité de financer des programmes de recherche aux visées et aux valeurs différentes, sont à ce prix. Ce qu'il faut faire, c'est moins de refuser de changer un système peu efficace, injuste et dont les perversions sont de fait massives, que d'imaginer ce qu'il conviendrait d'ajouter à mes propositions pour réduire les effets inégalitaires nouveaux qui seront induits.

Le mouvement des chercheurs a fait l'objet de critiques portant sur son caractère défensif, au lieu de prendre l'initiative et de mettre sur le tapis les grands problèmes de société soulevés par l'évolution des savoirs et de leurs conditions de production et d'appropriation.

Je fais moi-même des critiques à ce mouvement qui n'a pas osé poser les questions qui fâchent mais qui sont essentielles (celle d'une autre politique des brevets par exemple, celle des rapports au social dans son ensemble, celle du rapport à la démocratie, etc.) Mais où sont les responsabilités premières ? Est-ce aux scientifiques de tout penser ? Qui d'autre s'en est préoccupé avec sérieux ? Certainement pas l'État ou les politiques, parfaitement silencieux sur ces problèmes, alors que cela relève clairement de leurs responsabilités. De même, les sciences sociales sont aussi restées bien silencieuses. Personne d'autre n'a posé les questions soulevées par ce mouvement auparavant — et il serait bien injuste de jeter la pierre au seul mouvement Sauvons la recherche. En revanche, la défense corporative de la recherche publique, au nom d'une science neutre et désintéressée n'ayant de compte à rendre à personne si ce n'est à elle-même, ne saurait constituer le cadre idéal de travail. Les questions que pose le nouveau régime de connaissance en société qui est maintenant le nôtre sont beaucoup plus vastes et importantes. C'est à y répondre qu'il faut s'atteler.

Propos recueillis par Cédric Durand et Daniel Bensaïd

- Dominique Pestre, *Science, argent et politique, un essai d'interprétation* (INRA, 2003)
- Amy Dahan & Dominique Pestre (sous la direction de), *Les Sciences pour la guerre, 1940-1960* (Éditions de l'EHESS, 2004)

Philippe Pignarre

Directeur de la collection *Les Empêcheurs de penser en rond*,
co-auteur avec Isabelle Stengers de *La Sorcellerie capitaliste*.
Pratique de désenvoûtement, Paris, La Découverte, 2005.

Le moment est venu d'être modestes

J'aimerais poser dans ce texte une série de questions pratiques relatives à ce que l'on a l'habitude d'appeler éthique, mais en essayant de construire une position que nous pourrions occuper de manière digne face aux autres cultures qui ont développé des traditions différentes de la nôtre. Nous avons un peu trop l'habitude de penser pour toute l'humanité, de parler un peu trop vite à la place des autres.

Il nous est arrivé deux choses étranges dont l'examen devrait nous permettre de mieux comprendre ce qui caractérise l'invention médicale occidentale et ses conséquences.

- 1 • La première chose sur laquelle il faut revenir est la question de l'« effet placebo ». C'est finalement quelque chose d'assez récent. Tout commence après la Seconde Guerre mondiale avec les essais de médicaments « en double aveugle contre placebo ». Dans les groupes formés de patients témoins qui reçoivent une substance inactive ayant la même forme que le candidat médicament, les taux d'amélioration et même de guérison dépassent ce que pouvaient prévoir les experts. Il y a des pathologies – comme la dépression ou l'ulcère d'estomac – dans lesquelles les industriels de la pharmacie savent qu'il est difficile d'obtenir une différence « statistiquement significative » entre le groupe qui reçoit une molécule active et le groupe qui reçoit un placebo. Plus important encore, toutes ces études (des centaines de milliers d'études de ce type ont été réalisées depuis les années cinquante) ne nous apprennent finalement rien sur ce qu'est l'effet placebo, sur ses variations impressionnantes d'une étude à l'autre, d'un pays à l'autre, d'une molécule testée à l'autre. L'effet placebo semble jouer à cache-cache et échapper à toutes les tentatives faites pour le qualifier définitivement. Ce n'est finalement pas étonnant si l'on considère que ces études ne peuvent pas rendre compte de cet effet puisqu'elles

constituent un appareillage technique qui n'existe qu'en assimilant l'effet placebo à un « degré zéro ». Certes, on a vite appris que cet effet zéro était très relatif et variable. Il n'en reste pas moins que l'effet placebo constitue un « angle mort », un degré zéro théorique que l'on acceptera de ne pas comprendre, de ne pas étudier en tant que tel afin de concentrer tout l'effort sur l'action même de la molécule active. L'effet placebo est justement ce qui est mis hors étude. Dire cela ne disqualifie certainement pas les études des candidats médicaments contre placebo. Mais, en revanche, cela aurait dû constituer une leçon de modestie pour la médecine occidentale. Nous ne savons pas de quoi un corps est capable. Si un effet placebo non spécifique, *a minima* (dans les conditions d'une étude clinique), met en danger la supériorité de nombreux médicaments modernes, ne peut-on pas penser que d'autres cultures, d'autres traditions, ont su développer, cultiver, des techniques pour augmenter ce que nous appelons effet placebo ? Mais alors ces techniques mériteraient certainement un autre nom que celui d'effet placebo.

Mais l'histoire n'a pas eu lieu de cette manière et nous n'avons pas appris, à cette occasion, la modestie. Bien plus, l'effet placebo a été retourné comme un gant et est devenu une raison d'orgueil pour la médecine moderne. Elle a cru avoir enfin trouvé la raison de la confiance que certains patients dans le monde portent à des thérapeutiques incompréhensibles par elle (de l'homéopathie aux cures chamaniques...). « C'est l'effet placebo » a été immédiatement suivi d'un autre cri d'orgueil : « nous aussi nous pouvons faire aussi bien que vous, par effet de notre puissance (de notre blouse blanche) ». C'est devenu un cri de guerre !

Les psychanalystes n'ont pas été en reste. Freud ayant fondé la psychanalyse contre les « techniques de suggestion » toutes mises, grâce à cette désignation, dans le même sac dévalorisant, il lui était facile de proposer une explication tout terrain à la médecine. Étonnante sainte alliance de deux « sciences royales » ! Combien de fois a-t-on entendu dire « l'effet placebo c'est l'efficacité symbolique ». Et on pouvait renvoyer tous ceux qui restaient sceptiques à l'autorité incontestable de Claude Lévi-Strauss auteur d'un article justement intitulé « L'efficacité symbolique¹ » publié en 1949.

Racontant une cure chamanique Lévi-Strauss écrivait : « Or dans tous les cas, la méthode thérapeutique – dont on sait qu'elle est souvent efficace – est d'interprétation difficile. » Et il terminait avec une remarque dont on ne peut pas ne pas remarquer toute l'ironie (et qui n'est évidemment jamais citée par tous les sectataires de l'effet symbolique) : « La comparaison avec la psychanalyse nous a permis d'éclairer certains aspects de la cure chamanique. Il n'est pas certain, qu'inversement, l'étude chamanique ne soit pas appelée, un jour, à élucider des points restés obscurs de la théorie de Freud. »

Autant dire qu'il pourrait être utile de prendre son temps, de déambuler avec les praticiens des différentes techniques de guérison, en se gardant des caractérisations qui dissimulent une intention guerrière du type « nous savons mieux que vous ce que vous faites et pourquoi cela marche ».

- 2• il faut aussi examiner le rapport que notre médecine moderne entretient avec les plantes utilisées comme médicaments². Cette question nous introduit plus généralement à la question des études cliniques. Nous affirmons aujourd'hui que, grâce aux études cliniques, nous sommes en mesure de savoir quelles sont les plantes efficaces et comment. C'est d'ailleurs là une vieille histoire qui s'est répétée plusieurs fois.

Pendant longtemps le savoir sur les usages médicaux des plantes a uniquement reposé sur les transmissions de savoirs populaires. À la Renaissance, la chasse aux sorcières coïncide avec la tentative de capter les savoirs populaires sur les usages médicaux (mais aussi contraceptifs et abortifs) des plantes. En Europe, on pourchasse les vieilles femmes (elles ont de meilleurs résultats que les médecins ce qui est la preuve de leur pacte avec le démon : on sait déjà mieux qu'elles pourquoi ce qu'elles font marche !) en même temps que l'on réclame le droit exclusif pour les médecins de pratiquer la médecine et que l'on crée des jardins botaniques dans les facultés de médecine (on essaiera même d'apprendre aux étudiants en médecine à herboriser mais cela ne semble pas avoir eu un succès significatif qui aurait pu être à l'origine d'une nouvelle tradition). Parallèlement, les ordres mendiants ramènent d'Amérique du Sud des plantes et des savoirs arrachés aux guérisseurs traditionnels.

Au XIX^e siècle, on va trouver enfin le moyen de détacher le savoir sur les plantes des savoirs populaires. C'est l'invention du laboratoire comme « un lieu clos, purifié, où tout est contrôlé³ ». On peut voir se constituer le laboratoire avec les études de Pasteur sur les micro-organismes, celles d'Ehrlich sur l'effet des colorants sur les tissus vivants et les cellules et, enfin, les études de Magendie, Caventou et Pelletier sur les plantes. Ce dernier laboratoire associe les chimistes héritiers de Lavoisier et les pharmaciens héritiers de savoirs sur les manières de traiter les plantes pour les conserver. C'est dans ce dernier laboratoire que l'on va apprendre à extraire les alcaloïdes des plantes (comme la coca), à les doser et à les tester sur des animaux. Pour la première fois, le savoir sur les pouvoirs thérapeutiques des plantes ne dépend plus des expériences et des récits accumulés au fil des siècles. C'est le mot d'expérience lui-même qui change de sens. Il est plus juste ici de parler d'expérimentation.

Mais cela a une contrepartie : il faut purifier, là où le savoir populaire avançait en complexifiant. Dans le laboratoire moderne, « il n'y a pas de place pour une co-construction qui exige du temps, de la patience, de la maturation⁴ ». Ce que

l'on trouve dans le laboratoire n'a donc rien à voir avec ce qui découle d'une expérience de savoirs accumulés dans le temps.

On pourrait apprendre ici beaucoup en se tournant vers l'expérience chinoise. Les savoirs sur les plantes n'y sont certes pas des savoirs populaires. La médecine chinoise traditionnelle est une médecine savante qui a accumulé ses connaissances sur plus de quatre mille ans. Mais ce que les chinois appellent le *jingyan* ne peut pas seulement se traduire par *expérience*. Il s'agit d'une expérience qui permet de toujours davantage complexifier les usages des plantes et de leurs mélanges et qui suppose des modes précis de transmission. Ce qui frappe dans l'art d'utiliser les plantes dans la médecine chinoise (comme dans la médecine ayurvédique) c'est l'art des mélanges. Ils sont bien évidemment incompatibles avec le modèle du laboratoire inventé au XIX^e siècle. Ils ne peuvent pas « y entrer » puisque le laboratoire ne fonctionne qu'en purifiant. Les deux « méthodes » avancent en sens inverses.

Alors que l'on prétend que la « captation » des connaissances sur les plantes est désormais rendue facile dans le cadre des pratiques académiques, on pourrait bien plutôt penser que l'on assiste à la répétition permanente de la même tragédie due à notre orgueil. D'abord, parce qu'à chaque fois que nous captons ce type de savoir, nous sommes tentés par l'interdiction et l'éradication guerrière de ceux que nous expropriions. Ce fut le cas avec les vieilles femmes accusées de sorcellerie, avec les guérisseurs au moment des grandes découvertes, et également avec la médecine traditionnelle chinoise. Aujourd'hui où on regarde de manière sympathique (et condescendante) la médecine chinoise, on a un peu oublié ce qui s'est passé entre les deux guerres mondiales :

« À cette époque (dans les années vingt), les médecins de formation occidentale considèrent la médecine chinoise comme non scientifique et comme un obstacle à une politique de santé publique et de mise en place d'un système médical national. Ainsi, lors de la première conférence de santé publique qui se tint en 1929, les médecins de formation occidentale votent à l'unanimité une résolution demandant l'interdiction de la pratique de la médecine chinoise. Pour bloquer cette résolution, les médecins chinois qui, pour la plupart, sont inorganisés, manifestent en masse le 17 mars 1929 à Shanghai, puis créent le Mouvement de la médecine nationale.⁵ »

L'opération est toujours la même : s'emparer des plantes qui constituent des médicaments en éliminant les thérapeutes qui en sont les dépositaires. Mais faire sortir les plantes du réseau dans lequel leur usage est codifié pour les faire entrer dans un autre réseau, où leur usage deviendra « scientifique », est une opération souvent impossible. Au cours du transfert, toute une partie de l'information sur l'usage sera éliminée, perdue : la même plante a des qualités différentes selon le moment où on la cueille, selon l'endroit où elle pousse et,

toujours, selon la manière dont elle est mélangée à d'autres substances. Et nous n'aurons bien souvent capté que du vent... Le résultat général est une perte régulière des savoirs expropriés, comme si une fois sortis du réseau qui les conservait et les entretenait, ces savoirs étaient condamnés à dépérir puis disparaître. Il est tout de même frappant que la masse des savoirs sur les plantes issue des traditions populaires et des grandes conquêtes aboutisse à une médecine occidentale qui ne dispose quasiment d'aucun remède efficace au ^{xix}^e siècle⁶, ce qui encouragera les partisans du nihilisme thérapeutique !

On nous dira qu'aujourd'hui les choses sont différentes. Nos études cliniques nous permettent, nous donnent le pouvoir de tout tester. Le problème, c'est que dans ce domaine les espoirs ont été déçus. Les études cliniques ont été imaginées comme un moyen de contrôler la mise sur le marché proliférante de médicaments dont on pouvait penser que la plupart étaient plus dangereux qu'utiles. C'est ainsi que les « réformateurs thérapeutiques » ont, avec l'aide de statisticiens, avant, pendant et juste après la Seconde Guerre mondiale, imaginé les premiers protocoles des études cliniques. Cela a marché incroyablement bien avec les premiers antibiotiques. Il n'y avait besoin ni « de temps, ni de patience, ni de maturation ». Toute la médecine s'est donc reconstruite autour du modèle des *magic bullets* dont les antibiotiques devaient être les précurseurs mais dont on pensait qu'ils allaient gagner tous les secteurs de la médecine.

Il se trouve que ce modèle a été l'exception et non la règle. L'ensemble des médicaments inventés depuis les antibiotiques n'ont pas été des *magic bullets* mais des substances agissant bien en aval des causes de maladies. Ces causes ont souvent été difficiles à identifier. Le modèle dominant des médicaments est celui des neuroleptiques (inventés en 1952) et des anti-hypertenseurs (inventés au milieu des années soixante) : des médicaments à prendre au long cours, quand ce n'est pas toute la vie.

Or que nous apprennent les études cliniques sur ce type de médicaments ? Une étude clinique dure généralement quelques mois, parfois un an, rarement davantage. Du coup, comment s'étonner que toutes les grandes crises que nous connaissons depuis dix ans sont liées à des déceptions liées aux études cliniques ? Régulièrement de grandes études de cohortes réalisées sur plusieurs dizaines d'années viennent contredire ce que nous croyions savoir grâce aux études cliniques. C'est le cas avec les traitements hormonaux de substitution de la ménopause, avec les anti-hypertenseurs, avec les antidépresseurs (ne favorisent-ils pas les suicides qui étaient une des principales raisons de leur prescription ?), et même avec des médicaments très modernes comme l'EPO (ne raccourcirait-il pas la durée de vie de ceux qui en prennent ?).

Pour des raisons pratiques évidentes (c'est dans leur définition même), les études cliniques sont faites sur des « critères biologiques intermédiaires »

mais rarement sur l'allongement de la durée de vie. Il apparaît de plus en plus que ces critères biologiques intermédiaires sont rarement fiables.

Nous ignorons donc, dans la majeure partie des cas, si les médicaments ont un véritable avantage bénéfices/risques ! Il n'est qu'à lire chaque mois une revue comme *Prescrire*. Dans l'immense majorité des cas « on ne sait pas » si les nouveaux médicaments sont utiles !

Et nous voudrions continuer à laisser croire que les études cliniques sont la forme adaptée pour toute connaissance des effets thérapeutiques d'une quelconque substance ? L'« expérimentation » ne se substitue pas sans graves problèmes à l'« expérience ».

Il n'y a pas de solutions simples et évidentes à cet état de fait. Sinon le développement d'une prudence la plus extrême dans la prescription des nouveaux médicaments (ce qui a été illustré par l'affaire récente du Vioxx). Mais cette prudence est totalement contradictoire avec les intérêts de l'industrie pharmaceutique. Adoptée comme règle générale de conduite, elle aboutirait à la ruine du modèle que cette industrie a adopté avec le soutien des États occidentaux.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de ces difficultés de la médecine occidentale moderne ? Il nous semble que nous sommes dans un des cas typiques sur lesquels la philosophe Isabelle Stengers essaie de nous amener à réfléchir⁷. Nous avons inventé l'universalisme qui nous amène à vouloir parler au nom de toute l'humanité. Et il apparaît que nous n'en avons pas les moyens, ce qui nous amène à alterner l'attitude guerrière et le mépris qui va avec la tolérance. Ici : « interdisons toutes les autres manières de soigner » (exercice illégal de la médecine) ou, « laissons ces malheureux vivre dans leurs croyances ».

La tradition universaliste qui est la nôtre a pourtant sa grandeur, même si celle-ci est masquée par cette alternative. Elle a sa grandeur quand elle ne nous met pas dans la position du juge. Finalement, on pourrait résumer les choses en disant que nous ne savons pas nous présenter : « voilà ce que nous avons inventé, et vous, comment vous faites ? »

Dans notre cas, cela suppose évidemment de ne jamais séparer les thérapeutiques des thérapeutes. C'est évidemment terriblement difficile. Amener une plante dans le laboratoire, en extraire des alcaloïdes, les doser et les tester sur diverses cibles biologiques puis sur des animaux et des humains, est une chose que nous savons faire. Quitte ensuite à déposer un brevet qui donnera à un industriel occidental un monopole d'exploitation exclusif sans aucun bénéfice pour ceux qui sont les héritiers d'un savoir transmis sur de multiples générations. Mais nos procédures même de défense de la propriété privée sont adaptées au modèle du laboratoire et non pas, par exemple, au *jingyan* des médecins chinois !

Créer des dispositifs dignes d'intérêt, où puissent se rencontrer des savoirs thérapeutiques qui ne soient pas détachés des thérapeutes, est autrement

plus compliqué, mais risque évidemment, sur le long terme, d'être moins source de déceptions. Comment faire ? Nous apparaissions bien dépourvus en la matière.

La prise en compte des « savoirs-thérapeutiques-non-détachés-des-thérapeutes » implique d'abandonner toute idée de captation, ou de disqualification. Elle implique, en revanche, d'inventer des modes de rencontres entre ce qui est devenu, du coup, des mondes différents. C'est mille fois plus compliqués. Les patients expérimentent déjà cette situation : dans beaucoup de pays – et même en Europe – les patients circulent de plus en plus entre univers thérapeutiques totalement étrangers les uns aux autres sans souci des moqueries (ou de la condescendance) éventuelles dont ils peuvent faire l'objet de la part de représentants de la médecine académique. C'est une liberté fragile chez nous en Europe (où plane toujours la menace des poursuites pour exercice illégal de la médecine) mais qui va de soi dans la plupart des pays du monde, en Chine, en Inde, en Afrique. Les patients font là une expérience « pragmatiste ». Leur problème est bien de ne pas se rallier à un critère absolu et définitif qui déterminerait une fois pour toute une logique décidant ce qui est bon et mauvais pour eux. Ils déambulent entre les mondes (de l'homéopathie à l'allopathie, des plantes aux médicaments chimiques, de techniques chinoises à la chirurgie, etc.). Comme le dit le philosophe William James, « Il n'y a qu'un commandement qui soit inconditionnel : c'est celui qui nous incite à diriger *en tremblant* nos paroles comme nos actes vers la production d'un univers qui contienne la plus grande somme de biens.⁸ »

Il pourrait appartenir aux médecins de fabriquer leur devenir en imaginant comment ils pourrait être aussi intelligents et exigeants que leurs patients qui déambulent. Peut-être que la fin des grandes illusions sur les progrès de la médecine pourrait être le bon moment pour s'atteler à cette tâche. Terminons par une proposition « clinique » : ce n'est pas l'effet placebo qui ouvrira la médecine occidentale aux autres mondes thérapeutiques. Peut-être les médecins devraient-ils s'intéresser aux guérisons inexpliquées qu'ils ont tous rencontrés dans leur pratique quotidienne, mais qui ne sont jamais mises en récit et l'objet de discussions. Comme si c'était un sujet dont il ne fallait pas parler, tout au moins, au grand jour et en public.

- 1 On retrouvera ce texte dans le volume : Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Plon, 1958.
- 2 Je dois reconnaître avoir longtemps ignoré l'importance des plantes dans notre *materia medica*. C'est en travaillant à un ouvrage commun avec François Dagognet que j'ai été amené à m'y intéresser. Cette importance nous est certainement cachée par toutes les histoires des médicaments faites par des médecins. François Dagognet, Philippe Pignarre, *100 mots pour comprendre les médicaments. Comment on vous soigne*, Les Empêcheurs de penser en rond, 2005.
- 3 Isabelle Stengers, Bernadette Bensaude-Vincent, *100 mots pour commencer à penser les sciences*, Les Empêcheurs de penser en rond, 2003.

- 4 *Idem*.
- 5 Sean Hsiang-lin Lei, « Du changsan à la mise au point d'un nouveau médicament contre la malaria. Récupération d'un remède chinois et mise à l'écart des médecins chinois », *Ethnopsy*, 2, mars 2001.
- 6 Voir François Dagognet, Philippe Pignarre, *100 mots pour comprendre les médicaments. Comment on vous soigne*, Les Empêcheurs de penser en rond, 2005.
- 7 En particulier dans Isabelle Stengers, *Cosmopolitiques 7. Pour en finir avec la tolérance*, La Découverte / Les Empêcheurs de penser en rond, 1997.
- 8 William James, *La Volonté de croire*, Les Empêcheurs de penser en rond, 2005 (à paraître).

Alan Sokal

Professeur de physique à l'université de New York, co-auteur avec Jean Bricmont des *Impostures intellectuelles*, Paris, Odile Jacob, 1997.

Sciences et marché des savoirs

ContreTemps : **Avant d'aborder les questions qui nous occupent aujourd'hui concernant les problèmes de la recherche scientifique, peux-tu revenir brièvement sur le bilan que tu tires de la polémique déclenchée il y a neuf ans par ton texte publié dans la revue *Social Text*, puis par le livre *Impostures intellectuelles* ?, Paris, Odile Jacob, 1997.**

À mon avis c'est une polémique secondaire par rapport aux importants problèmes abordés dans votre dossier. En effet, cette polémique m'évoque un peu une remarque du physicien Steve Weinberg, qui estime que l'utilité de la philosophie pour les scientifiques est comparable à celle de l'État-nation pour ses citoyens avant que n'existe la poste : il servait à les protéger contre les prédateurs des autres États-nations. De même, la philosophie aide parfois à protéger les scientifiques contre les mauvaises idées proposées par d'autres philosophes. D'une manière analogue, la principale valeur de notre livre est hygiénique. À terme, je crois qu'il devrait être oublié, de même que les textes que nous y critiquons. Si notre livre contient des idées positives, la plupart d'entre elles sont tout à fait banales : ne pas accepter des idées en fonction de la réputation de leur auteur ; ne pas céder à la séduction du style, etc. Ces idées simples ont pu paraître nouvelles seulement parce qu'elles avaient été en partie oubliées.

Emportés par la vivacité de la controverse, n'avez-vous pas cédé parfois à la tentation d'ériger la rationalité scientifique issue de la physique, avec ses catégories de causalité, de conséquence en modèle absolu de la raison scientifique, à l'exclusion de toute autre forme de pensée rationnelle possible ?

Non. Nous avons essayé de défendre des canons de la clarté, de la rationalité et de l'honnêteté intellectuelle qui sont (ou devraient être) communs à toutes les disciplines. Notre principale cible était l'intimidation exercée sur le lecteur par le jargon et le style, voire l'obscurité délibérée, et par l'importation de concepts techniques d'un domaine à un autre sans qu'aucun raisonnement justifiant leur pertinence ne soit donné. Pendant que j'étais à Paris pour le lancement du livre, un penseur français hautement réputé — je ne vais pas donner

son nom — donnait une conférence à New York, que malheureusement j'ai dû rater. Un de mes amis en est sorti ébloui, tout en admettant qu'il n'avait rien compris. Il y a alors trois possibilités : soit mon ami n'était pas équipé de l'appareil conceptuel lui permettant de comprendre cette conférence, soit le conférencier était mauvais pédagogue, soit enfin il avait servi des non-sens ou des banalités bien costumées. À mon avis, aucune des trois hypothèses ne doit être exclue *a priori* ; le problème difficile est de savoir, dans un cas concret, laquelle est la bonne. Dans notre livre nous avons essayé de donner une réponse à cette question dans un contexte limité. Avons-nous, en voulant démystifier ce genre de discours, soutenu une forme sectaire et exclusive de rationalité ? Je ne le crois pas. Il faut distinguer la question de fond, qui est vaste, du problème restreint que nous pensons avoir réglé : des cas bien précis d'appropriation illégitime de notions (ou termes) scientifiques appliquées hors de leur champ de validité et sans aucune justification de leur pertinence.

Ce faisant, n'exercez pas une forme de censure sur le recours à la métaphore, voire à la métaphore poétique, pourtant fréquent chez les scientifiques, et hautement revendiqué par Niels Bohr comme indispensable à la formation et à la communication de la pensée scientifique elle-même ?

Absolument pas. Mais il faut demander, devant l'utilisation prétendument métaphorique de terminologie scientifique hautement technique, quel est son but. Il y a plusieurs fonctions valides de la métaphore : pédagogique, heuristique, etc. On peut utiliser pédagogiquement des métaphores afin d'expliquer du peu connu en termes du familier. Mais tout dépend de qui parle, et à qui. Je ne vois pas l'utilité d'employer une analogie avec la relativité einsteinienne pour expliquer la sociologie de Latour à d'autres sociologues. Et encore moins lorsque Kristeva se sert de l'hypothèse généralisée du continu pour expliquer sa théorie du langage poétique à des lecteurs qui ne sont évidemment pas des mathématiciens. Ça, c'est ridicule. Elle précède d'ailleurs un énoncé très technique en logique mathématique par la phrase « on le sait » : c'est du terrorisme intellectuel envers le pauvre lecteur. Même lorsqu'une métaphore pédagogique est vraiment utile, il faut prévenir le lecteur que la métaphore n'est pas la même chose que la théorie elle-même. Également, les métaphores sont parfois utiles pour stimuler l'imagination scientifique : elles ont alors une valeur heuristique. Mais il faut se souvenir qu'elles n'ont pas de valeur démonstrative.

Ce recours métaphorique au vocabulaire scientifique n'est-il pas inévitable et en partie justifié ? L'idéal scientifique (rapports de causalité mécanique, quantification, prédictibilité, probabilité) sur lequel se sont construites les sciences humaines, comme la sociologie, la psychologie, l'économie, à la fin du XIX^e et au début du XX^e est

inspiré de la physique classique. N'est-il pas inévitable, par conséquent, que des chercheurs dans ces disciplines soient tentés aujourd'hui de tester les incidences sur leur domaine des évolutions considérables de la physique contemporaine ? Au risque d'analogies discutables ou carrément erronées, confondant parfois le souci pédagogique et l'intimidation ?

Lorsque les sciences humaines s'inspirent, d'une façon très générale, des succès des sciences exactes, c'est bien ; mais dès lors qu'elles essaient d'imiter trop étroitement telle ou telle théorie en physique, elles risquent de commettre des bêtises. Les détails d'une théorie en psychologie ou en économie doivent être déterminés par les réalités psychologiques ou économiques qu'on cherche à expliquer ou modéliser, non par les « paradigmes » régnant dans d'autres disciplines scientifiques. Ainsi, même si les lois physiques au niveau atomique sont actuellement exprimées dans un langage probabiliste, cela n'empêche pas que des théories déterministes puissent être valides (avec une très bonne approximation) à d'autres niveaux, par exemple en mécanique des fluides ou même éventuellement (et plus approximativement encore) pour certains phénomènes sociaux ou économiques. Réciproquement, même si les lois physiques fondamentales étaient parfaitement déterministes, notre ignorance nous forcerait à introduire des modèles probabilistes pour étudier les phénomènes à d'autres niveaux, comme les gaz ou les sociétés. Pour toutes ces raisons, nous conseillons dans notre livre aux chercheurs dans les sciences humaines de ne pas singer les sciences exactes.

Dans sa préface à l'édition française du livre de Sheldon Krimsky sur *La Recherche face aux intérêts privés* (Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2004), Isabelle Stengers, qui fut l'une de vos critiques impitoyables, relativise la controverse d'alors au regard des problèmes soulevés par les conditions actuelles de production du savoir scientifique et par leur évolution sous l'effet de la privatisation et de l'explosion des brevets : « Lorsque, en 1994, le biologiste Gross et le mathématicien Levitt dénoncèrent l'hostilité envers la science nourrie par la "gauche académique", lorsque Sokal, puis Sokal et Bricmont reprirent le flambeau, n'étaient ils pas un peu comme celui qui, alors qu'il est sous les griffes d'un tigre, ne se préoccuperait que d'écraser à grand bruit la mouche qui a osé le piquer ? »

Je suis d'accord avec Stengers que la croissante privatisation de la recherche constitue un gros problème et menace sérieusement l'objectivité scientifique. Mais pour en parler, il faut tout d'abord avoir une conception de l'objectivité scientifique, du moins comme idéal auquel nous devons aspirer même si nous ne l'atteignons qu'imparfaitement. Or ses écrits antérieurs semblaient nier l'objectivité, même comme idéal, en soulignant toujours l'aspect sociologique des théories scientifiques.

Bruno Latour a publié il y a environ un an et demi, dans la revue *Critical Inquiry*, un essai que beaucoup, dont moi, ont perçu comme partiellement autocritique (bien que certains partisans de Latour contestent cette interprétation). Il se demande si les sociologues qui, comme lui, ont insisté depuis des décennies sur le fait que la science serait surtout une construction sociale, ne risquent pas de conforter les thèses des milieux réactionnaires américains – ceux qui, par exemple, veulent nier les fortes indications du réchauffement global en exagérant les incertitudes. Le style de Latour n'est pas tout à fait clair, mais le fait qu'il écrit cet article est toutefois un bon signe. Il commence à apercevoir ce que Bricmont et moi avons essayé de dire, et qui fut la principale motivation de notre critique du relativisme : si l'on nie globalement et philosophiquement toute différence entre la fiction et les résultats scientifiques, alors on nie la possibilité de critiquer les déformations de la science, qu'elles viennent de Bush et de ses amis, des fondamentalistes chrétiens ou musulmans, ou de qui que ce soit. Bricmont et moi avons toujours été en faveur de critiques locales et circonstanciées des résultats prétendus scientifiques : on a toujours le droit de soutenir que telle ou telle théorie scientifique n'a pas le statut de vérité ou de vérité probable à laquelle elle prétend, et de donner des raisonnements spécifiques pour étayer ce point de vue.

En tout cas, moi qui crois à l'objectivité scientifique comme idéal, je suis très préoccupé du fait que la recherche soit de plus en plus financée par des organismes privés. D'une part des intérêts privés pèsent de plus en plus sur les orientations et les priorités de recherche : par exemple, les laboratoires pharmaceutiques peuvent encourager les recherches sur des maladies rares dans les pays riches, au détriment de recherches sur des maladies répandues dont les patients sont trop pauvres pour constituer un marché intéressant. C'est un problème social qui existe depuis longtemps. Il est actuellement en train de s'aggraver. Mais il s'agit là du choix d'étudier une partie de la réalité et non pas une autre ; l'objectivité des résultats de la recherche n'est pas mise en cause. Or il y a un problème bien plus grave lorsque les sponsors économiques de la recherche ont un intérêt particulier à ce qu'elle donne tel résultat plutôt que tel autre – par exemple, que notre médicament marche, qu'il n'a pas d'effets secondaires dangereux, etc. Certaines recherches sont désormais financées non pour innover en inventant de nouveaux produits, mais simplement pour démontrer la supériorité d'un produit d'une marque sur celui d'une autre marque. Tout cela a de graves conséquences sur l'objectivité scientifique et sur les publications rendant compte des recherches. Pire, il arrive souvent que des chercheurs entreprennent des méta-analyses parce qu'aucune étude n'a d'échantillon suffisant pour donner la signification statistique par elle-même. Mais le problème c'est qu'il y a déjà eu des sélections. Toutes les études ne

sont pas publiées. Même sans intention de fraude, il y a des sélections tout simplement parce que les chercheurs et les éditeurs publient les résultats qu'ils estiment intéressants. Intéressants pour qui, selon quels critères ? Cette sélection biaise déjà l'échantillon statistique qui sera la base d'une méta-analyse ultérieure. Mais c'est pire encore si cette sélection est intentionnelle, par exemple quand des firmes pharmaceutiques ne publient que les résultats désirés et jettent les indésirables à la poubelle. Il semble que certaines revues de médecine aux États-Unis vont exiger que toutes les études cliniques soient inscrites dans un registre avant le début de la recherche, et que tous les résultats — positifs ou négatifs — soient rendus publics, de sorte qu'on ne puisse plus publier sélectivement les données et ainsi biaiser la littérature scientifique. C'est un sérieux problème et je suis heureux qu'on cherche des solutions de ce type. Mais le problème ne peut même pas être posé par quelqu'un qui douterait globalement de la possibilité d'une certaine objectivité scientifique. Il s'agit précisément d'essayer d'empêcher des assauts contre l'objectivité scientifique. Si l'on croit que c'est un simple leurre, que tout savoir est une fiction ou une pure construction sociale, alors il n'y a rien à faire.

Les savoirs scientifiques sont aussi une production sociale, tributaire d'institutions, de financements, de relations avec les domaines économiques et militaires, etc. Quels sont les dangers que peut faire courir à la recherche scientifique l'évolution du rapport entre public et privé ? Alors que la production du savoir est de plus en plus socialisée, implique des équipes importantes, mobilise sur une même recherche plusieurs disciplines complémentaires, utilise une accumulation de connaissances passées, la logique de privatisation devient un frein et porte préjudice à la recherche elle-même.

Aux États-Unis, au Canada et probablement aussi ailleurs, il a existé des cas assez graves de financement privé de recherche universitaire, où le contrat de partenariat inclut des clauses de confidentialité. La firme qui subventionne s'assure ainsi une exclusivité au détriment de la circulation de la connaissance au sein de la communauté scientifique. Ces clauses de confidentialité ne sont pas nouvelles, mais le plus souvent elles étaient limitées à six mois ou un an, afin que la firme puisse faire la demande d'un brevet — et cela je le trouve acceptable — mais on n'envisageait jamais la confidentialité permanente. Quelque chose a changé. Il y a eu un cas choquant à l'université de Californie, où une firme pharmaceutique a subventionné une recherche pour démontrer la supériorité de son produit par rapport à un concurrent moins cher. Or le résultat de l'étude a été que les deux médicaments sont équivalents ; et la firme a interdit la publication de la recherche, sous peine de poursuites judiciaires, s'appuyant sur la clause de confidentialité. La vérité n'a été connue

que dix ans plus tard. Après les protestations à l'époque de la guerre du Vietnam contre la recherche secrète militaire conduite au sein des universités, beaucoup d'universités américaines avaient adopté des règles stipulant que toute recherche, quel que soit son financement (public, privé, ou militaire), devaient être publique, ce qui excluait les clauses de confidentialité permanentes. Toutes les universités devraient adopter une telle politique.

À l'occasion du mouvement des chercheurs en France, certaines critiques se sont élevées contre les limites du mouvement. À défaut de prendre à bras le corps les problèmes sociaux et politiques posés par les rapports nouveaux entre privé et public, par la formation d'un complexe sciento-militaro-industriel, par l'essor de l'appropriation par brevets, ce mouvement aurait été incapable de politiser ses griefs, se contentant pour l'essentiel d'une revendication budgétaire dès lors corporatiste, et d'une défense de l'indépendance des chercheurs au nom d'une illusion idéologique sur la neutralité de la science. La remontée de la brevetabilité vers le vivant, le brevetage d'une molécule d'ADN ou d'une séquence de gène s'inscrit en effet dans la logique de privatisation généralisée du monde. Mais on semble constater de plus en plus les effets pervers de la privatisation de la recherche scientifique, par rétention de connaissance, par multiplication de conflits d'intérêt, par les obstacles mis à la circulation des connaissances, par les effets de monopole, par la judiciarisation de la controverse. Finalement, au lieu de stimuler l'innovation comme le prétendaient les libéraux, on finit par l'inhéber.

Je ne connais pas à fond ces débats, surtout ceux français, mais ils sont très importants. Je viens d'évoquer les dangers des clauses de confidentialité et, plus généralement, de la censure privée opérée sur la littérature scientifique. Pour ce qui est des brevets des gènes, évidemment je ne suis expert ni en droit ni en biologie. Mais je trouve ridicule l'idée de breveter la séquence d'un gène. Il ne s'agit pas là d'une invention mais d'une découverte. On ne peut pas breveter quelque chose qui existait déjà dans le monde naturel ou était inventé auparavant par quelqu'un d'autre. Breveter une séquence de gène, c'est un bouleversement radical du droit traditionnel des brevets.

Mais, précisément, l'argument de ceux qui soutiennent cette extension de la brevetabilité, c'est que l'évolution de disciplines comme la biologie, et la révolution des biotechnologies brouillent cette distinction classique entre le vivant et l'artefact, entre le naturel et le fabriqué, entre la découverte (non appropriable) et l'invention (appropriable). Le cas est désormais célèbre du test sur le cancer du sein monopolisé en vertu d'un brevet alors que d'autres tests, possiblement aussi efficaces, pouvaient être commercialisés, à un moindre coût.

Le test, c'est autre chose que la molécule, parce qu'on a toujours pu breveter des processus nouveaux inventés. Je comprends que l'on puisse breveter des

tests, du moins dans l'esprit du capitalisme. On peut évidemment envisager d'abolir le brevet ou d'abolir le capitalisme, mais je ne suis pas étonné par le brevetage de tests. D'ailleurs tout le monde reste libre d'inventer un nouveau test, éventuellement plus efficace ou plus économique, et de le breveter. Je suis en revanche choqué du brevetage d'une séquence de gène. On ne peut pas résoudre ces problèmes à partir de généralités, en disant qu'il n'y aurait plus de différence entre l'invention et le monde naturel. Cette façon de parler n'éclaire rien. Il faut entrer dans les détails, parler de cas concrets et spécifiques. Après avoir éclairci ces cas, on pourra peut-être parvenir à dégager des conclusions de portée plus générale. Je connais mieux les problèmes de l'informatique — c'est-à-dire à propos du brevetage des logiciels et des algorithmes — que ceux touchant au domaine des biotechnologies. Il existe un vieux problème relevant de la philosophie des mathématiques. Un algorithme est-il une invention ou une découverte ? Bon nombre de mathématiciens sont en fait platoniciens : il considèrent que toute structure mathématique, y compris un algorithme, est une découverte et non une invention ; elle traduit quelque chose qui était déjà présent quelque part dans une sphère platonique. Mais, même s'il s'agissait d'une invention, le brevetage pourrait avoir des effets de monopole pervers sur des produits socialement utiles. Considérons par exemple l'inventeur d'un algorithme de cryptage employé dans toutes les transactions électroniques, c'est-à-dire chaque fois que quelqu'un quelque part dans le monde utilise sa carte de crédit. C'est évidemment une invention socialement utile et l'inventeur mérite d'être rémunéré. Mais mérite-t-il des redevances illimitées ? Ce problème se posait déjà pour les inventions traditionnelles, mais il devient plus pressant pour les algorithmes, car ceux-ci sont reproductibles à un coût quasiment nul. Il faut peut-être ajouter deux choses. D'une part, les brevets constituent une exception à la règle normale de la libre concurrence capitaliste. Leur justification originelle fut qu'en récompensant les inventions par l'attribution d'un monopole strictement limité dans le temps, on favorisait non seulement l'innovation mais aussi la libre circulation des savoirs. Car sans les brevets, les découvreurs garderaient à jamais leurs inventions secrètes afin de les exploiter. Donc, dans le principe du brevet, la contrepartie, c'est que la découverte soit rendue publique : il faut déclarer publiquement ce que l'on pense avoir inventé. Mais le droit du brevet constitue, en tout cas, un compromis entre diverses valeurs sociales qui entrent en conflit — l'innovation, la libre circulation des savoirs, la libre concurrence — et les détails de ce compromis ne sont pas éternels. Selon les réalités économiques actuelles on peut envisager des modifications des règles du brevet : par exemple en réduisant sa durée ou en interdisant le brevetage de petites modifications d'une invention antérieure dont le principal but n'est autre que d'étendre la durée du

brevet. Il semble malheureusement que les règles changent dans la mauvaise direction, en allongeant la période au lieu de la réduire. Pire, on procède à des extensions rétroactives des brevets, ce qui est tout à fait inadmissible même du point de vue de la justification originelle capitaliste du brevet.

Plus que sur la conséquence de la privatisation de segments de savoir, le problème c'est la contradiction entre le fait qu'aujourd'hui, le nombre de chercheurs, la dimension des labos, etc., signifient une socialisation sans précédent des savoirs. La connaissance elle-même est de plus en plus socialisée alors que la privatisation des savoirs introduit des obstacles à leur circulation, au préjudice du travail scientifique lui-même.

C'est vrai, mais il existe aussi d'intéressantes expériences qui vont dans l'autre direction, c'est-à-dire contre la privatisation des savoirs. Je pense surtout au mouvement pour les logiciels dits *free*, mot anglais qui signifie à la fois « gratuit » et – ce qui est plus important ici – « libre ». Il s'agit de la coopération volontaire de milliers de chercheurs de par le monde qui ne songent pas à devenir riches – probablement, la plupart d'entre eux ont déjà un emploi bien payé dans le secteur informatique privé – mais qui sont heureux s'ils réussissent à créer quelque chose que les gens trouvent utile. Ces logiciels libres sont distribués sous une licence (GNU General Public License, www.gnu.org) qui autorise leur reproduction et leur incorporation dans des logiciels ultérieurs (même si ces derniers ne sont pas gratuits) pourvu qu'on distribue aussi le code source, c'est-à-dire les instructions contenues dans le logiciel. De cette manière tout le monde est libre d'étudier le fonctionnement du programme, de l'améliorer, et de l'incorporer dans des futurs logiciels libres – exactement le contraire de ce qui se passe avec les logiciels et les formats secrets comme ceux de la Microsoft. Le plus fameux exemple d'un logiciel libre est le système opératif Linux, qui est devenu le principal concurrent du monopole Microsoft. Il s'agit donc d'un cas réussi de la coopération anarchiste à l'échelle mondiale. D'ailleurs c'est un cas où les motivations non matérielles semblent peser plus fort que les motivations matérielles — un apport au vieux débat entre les partisans du capitalisme et du socialisme. Bien évidemment, ce qui marche pour les logiciels n'est pas forcément transférable aux produits physiques traditionnels. Mais ça incite néanmoins à penser. Même un prestigieux porte-parole du capitalisme tel que la revue britannique *The Economist* a jugé que c'était un développement intéressant et positif.

Roberto Di Cosmo

Enseignant-Chercheur en informatique.

Co-auteur avec Dominique Nura de *Le Hold-up planétaire*, Calmann-Lévy, 1998.

Aidez-nous à protéger le logiciel libre du brevet

Cela fait un certain temps qu'on nous explique qu'il faut absolument « se mettre à l'informatique », ou au moins s'assurer que nos enfants s'y mettent, sans quoi il seront exclus du futur mirobolant qui nous attend dans le Cyberspace. Le logiciel est devenu aujourd'hui un composant essentiel de notre vie quotidienne, au point que ceux qui ne savent pas ce qu'est un ordinateur en sont des utilisateurs acharnés : les baladeurs, les télévisions, les appareils ménagers, les voitures, les guichets automatiques, les lecteurs de DVD et bien d'autres objets d'usage courant en contiennent. Les actes de la vie quotidienne sont aujourd'hui très dépendants de l'outil informatique : trouver un numéro de téléphone, consulter le solde du compte en banque, déclarer ses revenus, payer des cotisations sociales et bien d'autres actes (et non des moindres), deviennent des actes virtuels, effectués par le biais d'ordinateurs grâce à la généralisation des accès à l'Internet haut-débit.

On nous encourage pour cela à avoir un ordinateur à la maison, et si possible plusieurs, on pousse nos enfants à s'endetter sur trois ans pour acheter un portable (opération du ministre de l'Éducation nationale pour « un ordinateur à un euro par jour pendant trois ans », soit plus de mille euros). Dans le même temps, on nous explique que l'informatique est difficile et compliquée. On nous pousse à apprendre à utiliser un navigateur web, un moteur de recherche ou une feuille de calcul, mais on nous interdit de choisir nous-mêmes nos logiciels, choisis pour nous par des « experts » dont on ne saurait mettre en doute la grande qualité et la bonne foi. Afin d'être sûr que nous utilisons les « bons » logiciels, ils sont préinstallés sur l'écrasante majorité des ordinateurs vendus en France et en Europe. Leur prix ne nous est jamais communiqué, pour nous éviter de nous interroger sur l'intérêt de payer si cher des logiciels qui vont remplir notre vie électronique de bogues, de virus, de vers, de mises à jour payantes, autres perversions qui, bien que virtuelles, sont à l'origine de désagréments quotidiens très réels.

Un nombre toujours croissant d'utilisateurs de base, d'ingénieurs, d'enseignants, d'étudiants, d'hommes politiques, de simples citoyens, d'adultes et

d'adolescents, ont refusé cette infantilisation, ont refusé qu'on leur interdise de comprendre ce qu'est un logiciel, et ont entrepris de partager librement leur connaissances à travers des logiciels « libres » comme le système GNU Linux et des documents « libres » comme Wikipedia. Ces derniers offrent aujourd'hui une alternative tellement puissante aux logiciels propriétaires préinstallés sur nos ordinateurs.

Des monopoles archaïques ont décidé de tout tenter pour freiner cet essor et défendre leur position. La plus dangereuse de ces attaques, la généralisation dans le monde des brevets logiciels à la mode nord-américaine, est portée en ce moment même au cœur de l'Europe par le biais d'une directive européenne visant à introduire en Europe les brevets logiciels (interdits jusqu'à présent par la convention de Munich de 1973 et par une directive de 1991). Cette histoire a défrayé la chronique à plusieurs reprises depuis plus de quatre ans. Malheureusement, sous prétexte de technicité (encore elle !), l'affaire n'a pas suscité chez les citoyens le débat qu'elle mérite.

Un brevet logiciel permet à un inventeur d'obtenir, pendant quelques décennies, le monopole d'exploitation d'un procédé informatique quelconque supposé novateur, en échange de la publication des détails de son invention. Vu comme ça, c'est un procédé assez sympathique permettant de rémunérer un inventeur (et c'est d'ailleurs comme cela que ses partisans essayent de nous l'imposer). Si l'on regarde ce que cela signifie en pratique, la réalité est moins rose. Tout d'abord, on a autorisé un grand nombre de brevets sur des procédés absolument triviaux qui sont évidents même pour qui n'a pas une grande expérience de programmation (par exemple, le célèbre brevet « one click » d'Amazon). Ensuite, on a autorisé les brevets sur des formats de données, ou sur des protocoles de communication (comme le CIFS). Enfin, on a autorisé des brevets sur à peu près n'importe quelle idée à partir du moment où un ordinateur intervient dans sa réalisation.

Un exemple concret : imaginez la vie dans un pays où l'on autoriserait une personne à posséder l'exclusivité sur tous les documents avec un titre en gras et des sous-titres en italique (ceci est un exemple de « format de document »). Personne ne pourrait alors écrire un document avec une telle mise en page sans l'autorisation du détenteur du brevet, quel que soit le contenu du document. Si cette personne était aussi propriétaire de toutes les imprimeries de ce « pays imaginaire », elle pourrait exercer une censure absolue sur toute publication en imposant à toutes ses imprimeries d'imprimer seulement des documents avec le format breveté. Elle pourrait ensuite concéder une licence d'utilisation du brevet sur le format aux auteurs qu'il aime bien.

Vous trouvez cet exemple farfelu ? Pas si sûr : en ce moment même, Microsoft dépose en Nouvelle-Zélande un brevet sur certains documents XML utilisés par

sa suite Microsoft Office (l'imprimerie que l'on vous oblige souvent à utiliser). Grâce à ce brevet, toute imprimerie concurrente, et notamment la suite libre OpenOffice, pourrait se voir interdire de lire et de modifier des documents sortant de l'imprimerie monopolistique.

Ce n'est qu'un exemple, mais la situation réelle est extrêmement grave car de ces brevets dépend le futur de l'industrie informatique européenne (et des millions d'emplois qualifiés dans toute l'Europe), ainsi qu'une bonne partie de nos libertés et de notre indépendance, au sens le plus large. J'invite les lecteurs à se rendre sur le site de la campagne contre les brevets logiciels où de nombreuses informations sont disponibles.

Il est aussi très instructif de suivre pas à pas l'application de la procédure de codécision utilisée en ce moment pour introduire les brevets logiciels en Europe. Cette même procédure aurait été « gravée dans le marbre » si le projet de traité constitutionnel avait été approuvé. Asseyez-vous donc confortablement, reprenez votre souffle, et allons-y :

- En 2002, la direction du marché intérieur de la Commission européenne (dirigée par Frits Bolkestein, plus connu maintenant pour une autre directive dont il est aussi l'inspirateur) soumet la proposition de directive 2002/0047, visant à introduire en Europe les brevets logiciels (première étape de la codécision) sous prétexte de vouloir harmoniser les législations nationales sur les brevets. Le tout est entouré de déclarations de responsables selon lesquelles l'industrie informatique européenne est demandeuse de la directive ;
- En 2002 toujours, Jacques Chirac, candidat à la présidence de la République française, déclare : « Autoriser les brevets sur les logiciels mettrait l'Europe sous la coupe des entreprises américaines. Il faut refuser la vassalisation technologique vis-à-vis des États-Unis et soutenir le logiciel libre, la créativité de l'informatique française et européenne et notre indépendance technologique. »
- En analysant le document informatique fourni par la Commission européenne, des informaticiens découvrent qu'il a été rédigé avec l'aide matérielle de la BSA, une association privée regroupant essentiellement des grandes industries du logiciel nord-américaines.
- En peu de temps, des pans entiers de la société civile européenne se mobilisent contre la directive : économistes, universitaires, petites, moyennes et grandes entreprises européennes du logiciel, développeurs indépendants, acteurs du logiciel libre, hommes politiques, tous crient haut et fort leur opposition à une directive qui menace de détruire l'industrie logicielle européenne. La CEA-PME, organisation regroupant 22 associations de PME de 19 pays différents représentant en tout plus de 500 000 entreprises, proteste vivement et elle est rejointe par la CEDI (Confédération européenne des indépendants) et la ESBA (European Small Business Alliance), ce qui porte le nombre de PME

engagées à 2 000 000. Des appels signés par des scientifiques illustres sont diffusés, des dizaines de milliers de sites web sont temporairement obscurcis pour attirer l'attention sur ce projet de directive, le site NoEPatents recueille plus de 380 000 signatures, dont plus de 3 000 de PDG européens.

- Le 24 septembre 2003, cette mobilisation sans précédent porte ses fruits : le Parlement européen tout entier (en séance plénière) vote (deuxième étape de la codécision) par 361 voix pour, 157 contre et 28 abstentions, un ensemble d'amendements à la directive, ce qui la transforme en un texte qui interdit clairement les brevets logiciels.
- La proposition amendée est examinée par un groupe de travail nommé par le conseil des ministres, qui après plusieurs mois de négociations secrètes, produit un document de compromis (*sic!*) qui élimine les amendements du Parlement et réintroduit la proposition initiale de la Commission, durcie. Le 18 mai 2004, lors d'une réunion du conseil des ministres, est voté avec une courte majorité un accord politique sur une « position commune » qui reprend le document de compromis.
- Dans les mois qui suivent, différentes présidences (Irlande et Hollande) du Conseil essayent de transformer cet accord de principe en adoption officielle du texte sans vote (dans le jargon communautaire, cela s'appelle un A-item). Elles le proposent trois fois, dont une, en décembre 2004 pendant une réunion sur l'Agriculture et la Pêche (*sic!*). À chaque fois ces tentatives se soldent par un échec, grâce à l'intervention de la Pologne. Pendant ce temps-là les représentants français ne disent rien...
- La presse se fait écho d'une rencontre en novembre 2004 entre le Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen et Bill Gates (le fondateur de Microsoft) pendant laquelle ce dernier aurait menacé de faire cesser l'activité de l'éditeur Navision au Danemark (800 emplois, racheté par Microsoft en 2002) si la directive européenne sur la brevetabilité n'était pas adoptée. Toujours en novembre 2004, Bill Gates est reçu avec les honneurs usuellement réservés aux chefs d'État par Jacques Chirac, président de la République, qui avait déclaré en 2002 « le projet de directive européenne sur la brevetabilité des logiciels n'est pas acceptable ». En février 2005, Bill Gates s'entretient à Bruxelles avec des responsables politiques.
- Une commission du Parlement européen demande formellement à la Commission de retirer la directive. Cette demande est ignorée. Le 5 mars 2005, le Parlement danois vote une motion obligeant son gouvernement à bloquer la directive, si elle était proposée de nouveau.
- La présidence luxembourgeoise remet la directive à l'ordre du jour d'une réunion du conseil du 7 mars 2005, toujours comme point à adopter sans discussion, et passe en force en refusant de l'enlever de l'agenda quand le

Pierre Sonigo

Chercheur, INSERM U567, CNRS UPR 8103, Institut Cochin,

L'individu
et le finalisme en biologie

ministre danois le demande. Le représentant français ne dit rien. On est légitimement en droit de se demander ce qui s'est passé, comme tractation ou pression en novembre 2004.

- Maintenant, selon la procédure de « codécision », la directive va revenir au Parlement en deuxième lecture. Le Parlement peut encore proposer des amendements (d'ailleurs, la commission parlementaire dirigée par Rocard vient de le faire). Mais il faudra que la majorité des élus (des inscrits, pas des présents) du Parlement votent cette proposition (chose difficile avec des parlementaires qui font la navette entre Bruxelles, Strasbourg et leur propre pays), et surtout, le conseil peut toujours ignorer ces amendements !

Vous êtes perdus ? On peut résumer en quelques lignes. La Commission propose une directive contenant des propositions qui semblent issues de groupes de pressions nord-américains, mais que les commissaires présentent simplement comme une réponse aux demandes de l'industrie européenne. Des centaines de milliers de professionnels de l'informatique, et des associations regroupant plus de deux millions de PME européennes, concernés au premier chef par la directive, s'insurgent et déclarent qu'ils n'en veulent pas car elle menace de détruire l'industrie européenne du logiciel. Le Parlement européen entend ce cri de douleur et modifie la directive afin de retirer le brevet logiciel. La présidence du conseil des ministres décide d'ignorer les modifications du Parlement, les protestations de la société civile, l'opposition de plusieurs membres du conseil des ministres (Pologne, Danemark, etc.) et la demande de la commission du Parlement. Elle impose ce texte en force après des visites et pressions suspectes de PDG de grands groupes nord-américains. Le dernier recours officiel repose sur le Parlement qui peut proposer de nouvelles modifications ou rejeter le texte, mais à la majorité absolue.

Est-ce de la démocratie ? Absolument pas. Est-ce que cette directive va défendre les intérêts économiques européens ? Au contraire, cela ressemble beaucoup plus au succès d'un lobby industriel nord-américain contre l'ensemble de la société civile européenne. Et alors, me direz-vous ? Et alors, contactez immédiatement vos députés européens pour leur demander d'être présent au vote pour amender à nouveau cette directive scélérate. Et cessez de faire confiance aux « experts » qui tiennent des discours lénifiants et refusent de se pencher sur les articles précis d'un traité constitutionnel, ou sur les exemples concrets de brevets qui détruisent nos libertés et renforcent des monopoles qui ont déjà suffisamment saigné l'économie européenne et mondiale.

Les opinions contenues dans cet article sont celles de l'auteur et n'engagent nullement le laboratoire PPS, l'université de Paris 7 ni le CNRS. Ce texte est la propriété de l'auteur. Il est régi par les termes de la licence de libre diffusion des documents, version 1.

Comme celle de l'espèce, la question de l'individu est ancienne. Pourtant, cela semble aller de soi : ce que désigne les termes « espèce humaine » ou « individu Untel » : un humain n'est pas à l'évidence une girafe et M. X est clairement différent de M. Y. Dans le langage courant, il est évident que je représente un individu, c'est-à-dire une entité distincte et autonome. Cette idée est au cœur de notre fonctionnement social. Pourtant, lorsqu'il s'agit de biologie, il est très difficile de savoir ce qu'est une espèce ou un individu. Pour la reproduction des mammifères, un couple est requis, un individu au sens commun n'est pas autonome. Pour la nutrition, je dépends étroitement des plantes ou encore des bactéries qui peuplent mon tube digestif. Un homme moderne ne considère pourtant pas les bactéries digestives comme faisant partie de son individu. Autre exemple : à partir de quand peut-on considérer qu'un embryon initialement formé d'une seule cellule est un individu à part entière ? Définir une espèce comme définir un individu revient à appliquer un découpage, une classification, à partir d'une réalité continue. L'erreur consiste à croire que la science va permettre de répondre à ces questions une bonne fois pour toutes et de manière objective. Ce type de découpage repose avant tout sur l'arbitraire de celui qui découpe. L'éthique s'appuie pourtant sur des catégories arbitraires telles que l'espèce ou l'individu. « Peut-on sacrifier des individus de l'espèce humaine pour sauver des individus de l'espèce baleine ? » L'erreur n'est pas d'essayer de répondre à ces questions, mais de s'appuyer sur des données scientifiques réputées objectives pour y répondre. Il faut assumer que l'éthique correspond à des choix qui ne relèvent pas de la science. Les baleines n'auront certainement pas les mêmes conclusions que les humains sur cette question.

L'écosystème

L'écologie et l'évolutionnisme modernes ont produit le concept d'écosystème, qui n'est pas un individu, mais un ensemble d'éléments en interaction. Les interactions sont dictées, non par l'objectif de réalisation d'une structure globale, mais par la logique strictement locale de chaque élément. Dans cette

vision moderne, l'idée finaliste de « projet » est absente. Ainsi, l'arbre ne fait pas de longues branches « pour » permettre à d'autres éléments de l'écosystème, par exemple les oiseaux, de se nicher. Les branches poussent en fonction de la qualité de la terre ou de l'ensoleillement qui eux-mêmes dépendent de paramètres étrangers à l'arbre et à l'oiseau. Le fait que l'oiseau puisse se nicher seulement si les branches sont suffisamment longues n'implique en rien qu'elles aient été faites pour cela. Prétendre le contraire, reviendrait à un finalisme ancien. Dans le passé, une telle coordination semblait signifier que les choses avaient été prévues et construites à cette fin. La merveilleuse harmonie des différents éléments de l'écosystème reflétait la présence d'un concepteur omniscient ayant conçu l'ensemble.

Ce concepteur préexistant correspondait à une représentation virtuelle, non encore réalisée, du monde à venir. L'écosystème relevait d'une unité de conception, qu'on pourrait qualifier d'individu. C'est bien l'hypothèse d'une conception globale qui, dans les conceptions anciennes, individualise l'écosystème. La réciproque est-elle exacte ? L'hypothèse d'individualité ne se référerait-elle pas implicitement à une conception globale ? Dans ce cas, l'idée d'individu appellerait systématiquement une part de finalisme voire l'existence d'une représentation préalable du système à venir, avant qu'il ne se réalise ? Il semble que la biologie soit confrontée à cette difficulté. Nous ne nous posons pas la question de notre individualité, tellement elle nous semble évidente. Par extension de nos propres sensations, les animaux et les plantes sont aussi posés d'emblée comme des individus. Puisque l'organisme biologique est conçu comme un tout fonctionnel, il est difficile d'éviter l'idée qu'il est construit et gouverné par une représentation de lui-même qui lui préexiste : actuellement, ce rôle est tenu par le programme génétique contenu dans l'ADN des chromosomes.

Le dieu génétique

Ce programme génétique omniscient est censé être capable de construire et de réguler l'organisme. La régulation consiste à surveiller que l'organisme se conforme à une norme. Pour de multiples raisons, techniques ou éthiques, il est délicat de recourir à une norme même si elle se réfère seulement au concept de « bonne santé ». Dans la conception la plus répandue, la maladie n'est pas un état ou un équilibre différent, elle est un défaut de cette norme ou de la régulation qui la maintient. Le recours au Dieu moderne de l'ADN est certainement une solution de facilité. Il permet aux biologistes d'avoir réponse à tout. « Pourquoi un œil ? – C'est le gène de l'œil ! Pourquoi un cancer ? – C'est le gène du cancer ! Etc. »

De plus, l'identification d'un élément précis sur lequel on peut agir pour modifier le tout concentre le pouvoir de l'intervention technique. C'est précisément

le cas avec l'ADN. Même s'il n'est pas la cause de tout, cela nous arrange de le croire, puisque c'est sur lui que l'on peut agir. Cette molécule nous donne un point d'entrée technique, une prise sur le vivant. On peut certes manipuler l'ADN et modifier ainsi le vivant, mais le résultat n'est pas aussi prévisible qu'on le souhaiterait. Ainsi, la thérapie génique, convaincante au départ, se heurte à de nombreuses difficultés. L'explication par le déterminisme génétique paraît évidente de prime abord, mais elle introduit des questions bien plus difficiles que la question initiale. De même, Dieu était l'explication ultime de la création. Personne n'expliquera jamais d'où il vient ni comment il a fait. L'ADN apparaît comme la cause historique, le début d'une histoire, mais personne ne sait ni d'où il vient, ni comment il fait pour produire la vie. Sous l'hypothèse du Dieu ADN, le corps biologique n'a plus d'histoire, il est issu d'un acte de création. L'information génétique définit l'individu d'emblée, d'un seul coup, dès l'origine.

La force du Dieu ADN s'est substituée à l'intelligence. Avec un allié aussi puissant, il serait en effet devenu inutile de réfléchir. Il suffirait de lire le projet soigneusement consigné dans le livre de vie. Quelle que soit la question posée, la voie royale de l'ADN aurait dû apporter la réponse. Lorsque j'ai commencé mes travaux de thèse dans les années quatre-vingt, tous les projets de recherche se résumaient à identifier des gènes et à les séquencer. La question de l'origine des gènes et de leur histoire, qui est la vraie question de l'évolution, était glissée sous le tapis d'un mystérieux hasard. *Le Hasard et la Nécessité* de Jacques Monod avait popularisé cette conception et profondément marqué les esprits : les gènes apparaissent au hasard et gouvernent ensuite notre biologie. Les théories plus récentes du « gène égoïste » ont pour seul mérite d'avoir poussé cette logique jusqu'au bout. Selon cette conception, le hasard qui préside à la naissance de nos gènes est de l'ordre du miracle divin, des petites probabilités en langage scientifique. Tant pis si la probabilité était faible, nous sommes là quand même ! Au lieu du « hasard et de la nécessité » on aurait dû parler du « miracle et de sa reproduction ».

L'individu émergent

Finalement, l'opposition entre la programmation et l'autonomie dépend de ce que nous sommes prêts à considérer comme un tout. Schématiquement, seul le tout est libre, les éléments ont pour mission de former le tout. Ainsi, puisque nous partons de l'*a priori* que nous sommes un tout libre, nous retombons par la force des choses sur une conception finaliste et, si l'on peut dire, créationniste de notre individu. Le programme génétique, représentation préexistante de l'organisme, y joue le rôle d'un dieu moderne, à la fois concepteur et explication universelle. Pourtant, comme pour la branche de l'arbre,

l'usage que nous faisons de nos mains n'implique pas qu'elles aient été programmées pour cela. La biologie actuelle s'en tire par une pirouette qui consiste à attribuer la présence de la main au hasard et son maintien dans le temps à la sélection naturelle, c'est-à-dire à l'usage qui en est fait : « ce serait moins facile sans les mains, alors la sélection les a gardées ! » Traités ainsi, le hasard et la sélection naturelle ne sont pas dégagés du finalisme irrémédiablement attaché à l'*a priori* d'individualité attribuée à notre organisme.

La solution qui gagne actuellement du terrain passe par les phénomènes collectifs émergents. Elle permet de rendre compte du « tout », non par un phénomène global qui s'imposerait à tous les éléments, mais plutôt par une simultanéité, un couplage de tous les phénomènes élémentaires. L'image typique de cette émergence collective, c'est la construction d'une ruche par les abeilles. Aucune d'entre elles n'a le plan d'ensemble, elles ne reçoivent de personne les instructions pour construire la ruche. Chaque abeille obéit à des règles locales. Mais lorsqu'elles le font toutes ensemble, une structure collective apparaît : on parle d'émergence parce que l'architecture complexe de la ruche n'est pas déductible des règles locales. Les règles locales ressemblent à : « je pose ma cire le plus loin possible de celle de ma voisine », et non à « je construis un panneau hexagonal délimitant permettant l'accueil des œufs et l'aération de la ruche ». On peut presque se demander si le phénomène collectif émergent qui nous fascine est une réalité dont il faut rendre compte en tant que telle, ou simplement une façon de voir les choses ?

Le corps forêt

Quelles seraient les conséquences pratiques d'un renoncement à notre individualité fonctionnelle comme « point de mire » de l'explication biologique ? Le globule blanc, par exemple, paraît selon notre point de vue, dédié à la défense de notre individu contre les infections. L'immunologie a pour objectif de rendre compte de cette fonction précise. Mais si le globule n'était pas une simple pièce détachée dévouée à sa collectivité ? S'il était plutôt un animal à part entière. Il dévorerait les microbes parce qu'ils constituent la « nourriture » la plus accessible là où il se trouve. Autre exemple, la cellule du foie, voisine de l'intestin. Elle se spécialiserait pour exploiter les ressources qui lui arrivent du tube digestif, non pour assurer que nous aurons bien un foie. L'organisme bénéficie certes de ces spécialisations cellulaires et les re-sélectionnent à son niveau. Mais, le finalisme insidieux du programme génétique est évacué : la logique de l'organisme n'explique pas la mise en place des organes. Cela permet de rompre avec le finalisme panglossien de la physiologie : le rein n'est pas là pour l'urine, le cœur pour battre et le cerveau pour s'en féliciter. La relativisation de notre point de vue individuel pour adopter celui de nos cellules ou de nos molécules permet

d'aborder certains grands problèmes médicaux sous un angle nouveau. Chaque organisme traduit l'histoire unique d'une société de cellules. Les interventions thérapeutiques ne s'adressent pas à une machine à réparer, pour obtenir un retour instantané à une harmonie préétablie. Elles doivent intervenir sur le cours de l'histoire de l'organisme et en susciter une nouvelle.

La thérapie génique ne serait plus conçue comme une « re-programmation », mais comme une introduction d'espèce dans un écosystème : en fonction des avantages sélectifs, la nouvelle espèce peut s'installer de manière stable et permettre un nouvel état de l'ensemble. L'espèce introduite peut aussi s'éteindre, c'est le cas le plus fréquent en thérapie génique, ou au contraire proliférer et/ou provoquer un déséquilibre mortel. En écologie, la problématique de l'introduction ou de la préservation d'espèce dans un écosystème ne se résume pas à l'efficacité de la technique de transfert.

Le cancer ne serait plus conçu alors comme une violation du traité antiprolifération imposé par la toute-puissance génétique. Il serait un état de moindre spécialisation des cellules répondant à une nouvelle distribution des ressources dans l'organisme. Les relations entre le niveau de spécialisation des individus et le partage des ressources disponibles sont une problématique de l'écologie évolutionniste. Il serait fructueux d'importer ces outils et concepts et d'étudier sous cet angle les micro-environnements des cellules normales ou cancéreuses.

Le soi immunologique, inventé pour expliquer que les globules blancs ne s'attaquent pas au reste de l'organisme, ne serait plus une catégorie particulière de structures, issues d'un apprentissage. Les globules blancs du système immunitaire n'épargnent pas du tout notre organisme. On ne voit toujours pas comment ils seraient capables d'une telle capacité de discrimination. En fait, les globules blancs consomment leur environnement cellulaire, c'est-à-dire nos propres cellules et tissus, à la vitesse où ils se reproduisent, ce qui explique la stabilité de l'ensemble. Le soi correspond donc à un état *stationnaire* de la production et de la consommation des constituants tissulaires. L'auto-immunité survient lorsque le système immunitaire détruit anormalement les organes et tissus. La logique de l'auto-immunité serait donc recherchée au niveau des dynamiques de consommation des cellules entre elles, plutôt que dans les anomalies de la régulation postulée des défenses de l'organisme.

La plasticité des cellules souches, ces cellules capables de reconstituer de nombreux types cellulaires plus spécialisés, traduirait leur *adaptabilité* à des ressources environnementales diverses. Selon la théorie de l'évolution, le potentiel adaptatif résulte du taux de variation et de la taille de la population considérée. Inutile de chercher une propriété mystérieuse qui permettrait à coup sûr de reconnaître une cellule souche si c'est la vitesse de variation et la taille de la population qu'il faut mesurer.

Les grandes fonctions indispensables à notre existence (respiration, digestion, reproduction, etc.) résultent des interactions moléculaires et cellulaires, sans en être la cause. Les molécules et les cellules sont libres. L'individu n'est pas au centre de son monde intérieur.

Références

J.-J. Kupiec et P. Sonigo, *Ni Dieu, ni gène*, le Seuil, 2000.

P. Sonigo et I. Stengers, *L'Évolution*, EDP Sciences, 2004.

I. Stengers et P. Sonigo, « Les Biologistes ont-ils besoin d'un Dieu ? », *La Recherche* Hors série n° 14, janvier 2004.

Hommage à Pierre Naville, sociologue critique



Pierre Rolle

Sociologue, directeur de recherches au CNRS.

Les vies de Pierre Naville

Un colloque sur l'apport de Pierre Naville à la sociologie, s'est tenu à l'automne 2004. ContreTemps publie ici les deux communications faites à cette occasion par Pierre Rolle : celle qui, ouvrant le colloque présente la place de Naville dans la sociologie contemporaine ; et celle portant sur la pensée de Naville revisitée à travers son œuvre majeure, Le Nouveau Léviathan.

1 • Je suis très sensible à l'honneur qui m'est fait d'avoir à introduire ces journées consacrées à Pierre Naville. Cet honneur m'est revenu parce que j'ai fréquenté Naville pendant plus de trente ans, et que j'ai longtemps travaillé avec lui sur des questions de sociologie. D'autres l'ont connu dans des circonstances différentes, qui auraient pu également dire leur rencontre avec cet esprit si étonnamment libre, attester aussi bien que moi de son infatigable curiosité, et décrire d'autres étapes de son étrange parcours de solitaire au milieu de tant de groupes, de partis politiques, de comités de rédaction, d'équipes scientifiques qu'il a traversés, et bien souvent rassemblés lui-même. J'observe en passant que si Naville s'est vu appliquer bien des qualificatifs, de poète à militant, de psychologue à logicien, personne à ma connaissance ne l'a regardé comme un historien. J'attends donc avec beaucoup d'intérêt ce qui va se passer aux cours de ces journées. Comment va-t-on obtenir une image, ou plusieurs peut être, de Pierre Naville, et l'extraire des événements auxquels il a été mêlé depuis sa naissance jusqu'à sa mort ? Et comment va-t-on, en suivant Pierre Naville, composer une chronique de ce siècle qu'il a parcouru selon un itinéraire si personnel ? Comment va-t-on construire ce personnage en dehors de son histoire, et l'histoire de son monde en dehors de ce témoin ?

2 • J'ai eu la chance de rencontrer Naville au Centre national de la recherche scientifique, une institution d'après-guerre qui n'existe plus. On y était recruté, en sociologie tout au moins, pour développer une idée originale, qui pouvait être la visée d'une observation inédite, ou la mise à l'épreuve d'une théorie. On entrait donc dans ce CNRS-là sur un projet personnel, et l'on ras-

semblait ensuite les compétences pour le réaliser. Dans celui d'aujourd'hui, où Naville ne serait plus accepté, on entre sur ses titres académiques, pour travailler au moyen de contrats sur des projets étrangers.

De diplômes universitaires, Naville n'en avait guère, tout juste une licence de philosophie, peut-être ? On lui a reproché cette carence plus ou moins ouvertement, sans jamais pour autant prétendre qu'elle signalait une absence de savoirs. Comment l'aurait-on pu, d'ailleurs ? Transféré de la section de psychologie à celle de sociologie, il était devenu en quelques mois, grâce à une capacité et une vitesse de travail exceptionnelles, l'un de ses spécialistes les plus érudits.

Pour lui, il ne regrettait nullement d'avoir manqué quelques années d'université. Plus encore : il n'a pas choisi comme collaborateurs de jeunes diplômés, mais les a recrutés de préférence parmi des personnes qui avaient œuvré au sein d'institutions diverses, des syndicalistes, des politiques, des administratifs. Naville en effet ne concevait pas la sociologie comme une tentative de décrire la réalité, à l'usage des gouvernants qui cherchent à la modeler, ou à en tirer profit. Il donnait à cette science l'objectif premier de localiser et d'analyser les mécanismes qui produisent la configuration de notre présent sans doute, mais qui surtout construisent notre avenir, lequel se présente ainsi comme accessible, éventuellement, à une action collective. C'est pourquoi, il croyait utile d'employer des chercheurs avertis qui, ayant déjà expérimenté les détours et les pittoresques de l'existence sociale, ne s'en étonneraient pas, mais s'attacheraient à en identifier les ressorts. Leurs convictions politiques précises ne lui importaient guère. Il était d'ailleurs, dans son laboratoire, le seul représentant de son parti, le PSU, parmi des communistes orthodoxes, disons stalinien, des gauchistes, des sociaux-démocrates, et même des gens de droite. L'équipe ainsi constituée était en résonance avec les débats de cette époque de reconstruction. On n'y discutait pas seulement de l'évolution des postes et des gestes de travail, mais aussi de problèmes moins traditionnels en sociologie, comme la mesure de la qualification, la durée du travail, le salaire social, ou les migrations ouvrières.

On le sait, et Naville mieux que personne : toute assertion sociologique, par une diffraction nécessaire, entraîne des affirmations apparentées dans l'espace et le temps du politique, qui sont autres que celles de la science. Cette tension constitutive des sciences sociales, comment se manifestait-elle ? Les perspectives de Naville marquaient fortement sa pratique de sociologue, mais seulement par le refus délibéré d'inventorier les formes sociales telles qu'elles apparaissent cristallisées dans le présent, où elles ont l'air de réalités naturelles. Cette posture de recherche était originale alors, et peut-être l'est-elle encore en partie. Combien de notions qui nous sont communes affirment obscurément une cohérence essentielle des groupes, la convergence des actions, la primauté du

consensus sur la relation, la conformité des réalités à leurs codifications juridiques ? Combien se réfèrent à des espaces indéfinis, mais déclarés homogènes, et enfermés dans des frontières prétendument stables ? C'est ainsi que l'on parle de société, ou d'identités, alors que les nations se transforment chaque jour, que les cultures se confrontent et peu à peu se confondent, et que la sphère des échanges modifie sans cesse ses agencements, ses contours et ses acteurs. On décrit des marchés théoriques qui se répondraient à travers on ne sait quel territoire, alors que les marchandises cherchent leurs débouchés là où ne se trouvent pas leurs travailleurs, qui courent après le travail là où l'a ancré pour un temps le capital ? Il faudrait se demander dans quel monde se déroulent les rencontres et les négociations que les économistes imaginent entre les producteurs, les financiers, les consommateurs, alors que ces derniers sont dispersés sur toute notre planète ? On devra un jour admettre qu'en sociologie, l'équilibre innocemment supposé n'est en fait qu'un moment du développement et de la crise, et la totalité un artefact du mouvement. Sans doute peut-il y avoir sens à composer un tableau de notre actualité. Il y en a davantage à décrire les relations sociales entremêlées dans leurs durées propres, leurs cycles, leurs périodes, leur reproduction, et à restituer les tensions multiples instaurées entre elles. Allons plus loin : il n'y a aucune raison de supposer que ces formes temporelles s'accomplissent et se révèlent en totalité lorsqu'on les fait s'achever dans le présent où nous nous trouvons. L'analyse ne sera vraiment pertinente que lorsqu'elle englobera le futur au même titre que le passé.

- 3 •** Voilà, me semble-t-il, quel rapport à la fois essentiel et distant le souci du politique maintenait, selon Naville, avec la recherche sociologique. Cette perspective entretenait, dans notre laboratoire, le sentiment d'ouvrir des chemins inconnus et peut-être prometteurs, et suscitait un plaisir chaque jour renouvelé de la quête et de la découverte que, pour ma part, je n'ai jamais retrouvé ailleurs. Pourtant, c'est sans doute cette posture qui a provoqué la plus grave des méprises. Naville voyait dans l'action militante une source perpétuelle d'interrogations, alors qu'au vu des événements qu'il avait traversés, et des positions publiques qu'il avait prises autrefois, on le soupçonnait paradoxalement de dogmatisme. Peu de gens ont compris que l'initiative politique était pour lui une expérience sociale, au même titre que l'enquête sociologique, bien qu'avec des enjeux et des acteurs fort différents. Il faut sans doute dire plus encore. À savoir que ces tentatives diverses ne sont que des composantes d'une immense recherche collective en cours dans tous les domaines, par laquelle la société se met elle-même à l'épreuve, à travers l'art et la logique comme dans l'affrontement de classes, recherche qui se poursuit aussi bien dans l'insurrection surréaliste que dans les tâtonnements de la

révolution russe, dans les parlements et les laboratoires comme sur les champs de bataille du globe.

Qu'est-ce en fin de compte que la science, sinon la mise en forme économique des savoirs acquis par le groupe humain au cours de ses tentatives pour explorer, utiliser et maîtriser l'univers tant social que physique ? Ces savoirs doivent, au moins virtuellement, être ratifiés par tous les membres de ce groupe. Ils s'élaborent au cours de l'échange des expériences et de la combinaison des actions qui forment la trame de toute vie collective. Toutes les sciences, en conséquence, sont humaines, édifiées par la collaboration et la confrontation des observateurs. Si la sociologie doit être scientifique, elle devra à son tour suivre cette démarche. C'est pourquoi Naville a tenté sans cesse d'instituer des occasions de rencontre, le Groupe d'épistémologie par exemple, ou des revues que le CNRS n'acceptait que de mauvais gré, et supprimait aussitôt qu'il en trouvait le prétexte. Là encore, s'est développé le même malentendu. La curiosité de Naville, ses scrupules, son envie de connaître des pensées étrangères à la sienne qu'il se proposait d'examiner, d'adopter, de relativiser, ou d'écarter, tous ces élans se heurtaient à une règle implicite de la communauté. Sauf exceptions qui, aussitôt, faisaient événement, les sociologues ne mentionnaient les travaux de leurs collègues que pour les louer, ou, au mieux, pour les soumettre à des critiques mineures. Le souci d'information de Naville devait ainsi passer, auprès de beaucoup, pour une agression. Les débats qu'il organisait étaient vécus parfois comme des comparutions devant un tribunal.

Il faut dire que Naville, en même temps qu'il déconcertait des universitaires diplômés, avait de quoi inquiéter les bien-pensants, que ce soit ceux des vieilles élites ou les nouveaux venus, issus, à la faveur de la guerre, du mouvement ouvrier. Fils d'une famille irréprochable pourtant, Naville avait été membre de ce groupe surréaliste qui, horrifié par les massacres de la Première Guerre mondiale, voulait échapper à la raison administrative et marchande qui les avait provoqués. Avec ces gens, à la recherche d'une nouvelle définition de l'homme, il avait eu l'occasion d'accomplir bien des actions répréhensibles, prendre le parti de l'Allemagne vaincue, insulter un ambassadeur de France, louer des meurtriers pour la qualité de leur révolte, et, pendant l'insurrection du Rif, approuver les rebelles qui attaquaient l'armée française. S'en était-il tenu là ? Irrité des équivoques de la révolution surréaliste, il était entré au Parti communiste, qu'il avait à son tour jugé inefficace. En fin de compte il avait rejoint la phalange des révolutionnaires regroupés autour de Trotski, où l'on ne savait pas trop ce qu'il avait pu faire.

Cette suspicion, voire cette hostilité, qui entouraient Naville au CNRS, le poussaient à respecter au plus juste les procédures de l'institution, sans toutefois

y parvenir. J'ose le dire : ce mauvais sujet, qui fut mon maître pendant plus de vingt ans, était aussi un mauvais maître. Un mauvais maître selon les habitudes et les règles de l'institution, s'entend. Il ne savait pas comment se comporter dans une relation de subordination, qu'il ne voulait ni subir ni exercer. La position de l'enseignant, comme toutes celles des dirigeants universitaires, leaders d'opinion, homme d'influence ou homme d'État, où l'on jouit du privilège de celui qui sait et juge, tous ces rôles enviés répugnaient à sa courtoisie première et contraiaient sa conception de la recherche comme élaboration collective. De ce fait, travailler avec lui n'était pas chose aisée, et exigeait souvent beaucoup d'efforts, bénéfiques il est vrai. Il donnait à ses collaborateurs quelques indications sur ses projets et, comme en s'excusant, annonçait vaguement ce qu'il attendait de nous, nous proposait des lectures, et se justifiait en concluant : « comme vous le savez... » Mais, justement, nous ne savions pas. Et nous devions retrouver en tâtonnant ses intentions ultimes à partir de ces rares indices.

Au demeurant, il accueillait nos projets et nos tentatives de rédaction avec une grande indulgence, mais se refusait à donner un jugement d'ensemble. Tout au plus discutait-il une de nos assertions, ou le vocabulaire utilisé, et nous conseillait-il des livres qui manquaient à notre réflexion. Or, l'institution de recherche qui nous employait tous était déjà, à cette époque, pénétrée du besoin de contrôler, de classer, de hiérarchiser, d'évaluer, de sanctionner, et nous espérions en conséquence obtenir de Naville une estimation rassurante de nos travaux. Il fallait alors le forcer à prendre le rôle de précepteur, ou de censeur. Il le jouait avec tant de maladresse et de réticences qu'il en devenait brusque, et même blessant.

Il lui arrivait de réagir tout aussi rudement lorsqu'il jugeait que son interlocuteur, en dépit de ses dires, n'avait pas examiné soigneusement le sujet dont il prétendait débattre. De ces façons de faire, qui traduisaient d'abord un impatient désir de savoir, de comprendre et de rassembler, on lui faisait facilement grief. Et de bien d'autres méfaits encore. Pour s'en tenir au domaine de la recherche, on se souvenait qu'il avait tenté, autrefois, de remplacer la vieille et humaniste psychologie de la conscience par une science du comportement, c'est-à-dire de l'organisme en situation. On ne voulait paradoxalement y voir qu'une méprise, une application aveugle des schémas mécaniques. N'avait-il pas également troublé naguère la bonne conscience des agents de l'orientation professionnelle, lesquels, cherchant honnêtement à adapter les aptitudes à des emplois salariés, s'étaient vus accuser de soumettre la plasticité humaine aux besoins des employeurs ? Ces thèses, pour certains scandaleuses, n'ont guère été discutées, quelquefois dénaturées, et le plus souvent dénoncées sans plus d'examen.

On a voulu voir, dans cette recherche des conditions de la liberté, le déni de la liberté, et dans l'invitation au débat, la conviction d'un dogmatisme. Homme libre, au fond toujours solitaire, dans un milieu universitaire partagé en de multiples factions, on a soupçonné Naville d'appartenir à une faction lui aussi, mais mystérieuse. Ces malentendus, il dédaignait de les lever, ou s'en croyait incapable. Il se contentait de travailler la sociologie avec tant d'imagination et de rigueur que, étudiant aujourd'hui encore la qualification, les emplois tertiaires, ou l'automatisme, on retrouve nécessairement son apport, et l'on doit même bien souvent reprendre les termes mêmes qu'il a forgés alors.

- 4 • Je ne m'autoriserai nullement de cette familiarité avec Pierre Naville pour trancher les questions que nous allons devoir nous poser. Je ne l'ai connu, d'ailleurs, que dans quelques-unes de ses activités, mais bien peu dans ses engagements militants, que je ne partageais pas. Cependant, bien que l'on ne voie jamais les hommes comme les objets que partiellement, et toujours de profil, on a le sentiment de les rencontrer tout entier. C'est pourquoi, j'incline à croire que, dans d'autres milieux, Naville était le même être curieux, volontaire et sensible que dans son laboratoire ou sa maison.

Mais, précisément, était-il le même aux divers moments de son existence, dans ses interventions dans tant d'événements et d'institutions disparates ? Ou bien faut-il parler de ses multiples vies, s'interroger sur la cohérence de ses partis pris successifs ? On les connaît : le surréalisme, l'opposition communiste, les nouvelles organisations de gauche de l'après-guerre... Ou encore, dans un autre registre : la littérature, la politique, la science, l'art militaire. Il faudrait d'ailleurs ajouter la peinture, qu'il pratiqua toujours, et qui fut l'occasion de sa première dissension avec Breton. Dans chacune de ces disciplines, Naville adopta entièrement les contraintes qui la définissent, se plia à ses techniques, avant de s'autoriser bien des libertés. Est-il possible dans ces conditions de distinguer l'éventuelle constante d'une inspiration personnelle de ses opérations, et donc de la variété des logiques, des mises en ordre, des axiomatiques propres à chacun des domaines parcourus ? Est-ce que ce projet ne conduit pas à distinguer, parmi les situations et les incidents auxquels il fut mêlé, ceux qu'il aurait dominés, et ceux qu'il aurait subis, et à chercher des traits de son activité ou des instants où il aurait été plus Naville qu'à d'autres ? Sans doute convient-il, pour mieux les saisir, d'instituer l'un en face de l'autre et l'histoire, et les sujets de l'histoire. Mais ce n'est là qu'un artifice de méthode. Il semble que l'on puisse tout aussi légitimement présenter Naville comme un doctrinaire, modifiant perpétuellement ses thèses pour mieux préserver sa doctrine, ou comme un praticien apprenant des diverses disciplines qu'il découvre tout à tour, comme des péripéties du temps, ou un analyste

obstiné de l'automatisme, celui du comportement tout d'abord, puis celui de l'atelier industriel, ou un révolté rigoureux cherchant les moyens d'une liberté concrète dans tous les épisodes qu'il traverse... Il apparaîtra alors, selon le regard que l'on porte sur lui, un être un et multiple, comme tout le monde.

Bien entendu, nous ne nous posons pas une telle question, qui ne concerne que les morts. Les vivants, lorsqu'on les interroge sur les discordances de leurs comportements, répondent ordinairement par une justification inattendue qui ajoute encore à l'énigme. Impossible donc, sur ce point, de se référer à Naville lui-même. Tout au plus peut-on rapporter les jugements qu'il portait sur certaines représentations de lui-même, qui avaient cours alors. D'abord, s'il parlait toujours de Trotski avec déférence et une sorte d'affection, il refusait avec impatience la qualité de trotskiste, qui ne signifiait rien à ses yeux, ni pour lui ni pour les autres.

On ne s'étonne pas assez, aujourd'hui, que le terme de trotskiste soit si communément utilisé, pour désigner on ne sait trop quoi, il est vrai. Ce que l'on dit « trotskiste » est-il un mode d'organisation politique, une stratégie de prise de pouvoir, une doctrine, un parti ? Ou bien, comme il semble souvent, une posture qui consiste à surenchérir sur les revendications des autres partis, une sorte de social-démocratie extrémiste ? On conviendra que Trotski n'a pour sa part rien prétendu de tel. Quel principe d'analyse revendique-t-il, qui lui soit propre ? Ce que l'on appelle la théorie de la révolution permanente, n'est en fait que la mise en forme d'une analyse partagée par bien d'autres, Parvus, ou même Lénine. La révolution en Russie, pays où la structure de classe est difforme et incohérente, ne peut aboutir à aucun état stable, et doit, selon les circonstances extérieures, glisser vers d'autres configurations de pouvoir. En d'autres termes, la conquête de l'État tsariste n'offre pas l'occasion de réaliser un nouveau paradigme de société, ni d'effectuer ce saut bizarre de la nécessité dans la liberté promis par les anciens écrits. Les événements soviétiques composent seulement l'une des figures transitoires, et difficilement déchiffrables, que suscite la dynamique des sociétés contemporaines. Qu'est-ce alors que l'action politique ? Une expérimentation, où l'on éprouve, dans une situation chaque fois particulière, la capacité collective à chevaucher et à infléchir cette dynamique.

Il ne peut plus être question aujourd'hui de rejouer les scénarios de la révolution russe. Y-a-t-il sens à parier sur l'échec de la social-démocratie, et à renchérir sur elle, comme en 1917, où le gouvernement qui promettait la paix et le pain ne pouvait de toute évidence obtenir ni l'un ni l'autre ? On n'oubliera pas Trotski pour autant. Une analyse rigoureuse du présent, s'exprimant dans une stratégie, voilà ce qu'il préconisait à chaque période de sa vie. C'est pourquoi il conçoit un certain nombre de programmes politiques, dont aucun n'a de portée

de nos jours, mais seulement sa méthode peut-être, qui oblige précisément à abandonner sans regret les vérités d'hier, et les organisations surannées.

5 • Autre épithète que Naville refusait, alors même qu'on la lui décernait le plus souvent comme un compliment, celle d'encyclopédiste. Il recevait cet hommage équivoque avec mauvaise humeur, et même exaspération. Il y voyait un moyen encore d'éviter la discussion de ses propres thèses. L'évocation de la pléiade d'auteurs admirables rassemblés par Diderot pourrait être flatteuse, si elle n'était pas écrasante. Mais que désigne-t-on communément, de nos jours, par le terme d'encyclopédiste ? Un érudit, qui accumule des connaissances dans de multiples domaines sans souci de les proportionner à une problématique précise. Dans la mesure où il néglige les frontières et les logiques spécifiques à chaque étude, il peut être accusé d'ignorer ou d'annihiler le mouvement même de la science. Naville refusait de se reconnaître dans ce personnage de collectionneur, ou de lunatique. S'il franchissait constamment les cloisons entre les disciplines, c'est parce qu'il jugeait que ces découpages, loin d'être naturels, ont été élevés par d'anciennes théories trop facilement admises, qu'il faut soumettre de nouveau à un examen plus exigeant, et fixées par les traditions académiques. Selon lui, les découvertes à faire se trouvent évidemment dans les territoires disputés, ou oubliés, par les vieilles axiomatiques.

Parler à son propos d'encyclopédisme, alors qu'il se sentait toujours mal formé et insuffisamment informé, c'était aux yeux de Naville tenter de justifier l'ignorance de certains des chercheurs, et consacrer leur enfermement dans des spécialisations arbitraires. Comment peut-on prendre les départements administratifs des universités pour des théories scientifiques ?

6 • À tout le moins, il me semble que mon témoignage peut être de quelque poids auprès des historiens sur un point d'importance. On a souvent décrit Naville, dans cette période de sa vie, replié sur son laboratoire et y cherchant consolation, après de grandes fièvres et autant de déceptions. Rien de surprenant à cela, suggère-t-on. Après tout, l'aventure du surréalisme ne s'est-elle pas achevée assez mesquinement, par la fondation d'une école littéraire ? L'opposition de gauche ne s'est-elle pas révélée incapable de modifier le cours des événements en Russie ? Quant à la gauche française d'après-guerre, bien loin de chercher à conduire la décolonisation vers un monde plus uni où le communisme se serait dissous, elle a agi, honteusement, à l'inverse.

Cependant, il me semble que les choses ne peuvent être décrites ainsi. D'abord parce que ces engagements gardaient pour Naville leur signification essentielle après les faillites qui ont conclu certains de leurs avatars. Il arrive que les inspirations originelles, précisément parce qu'elles se développent au-delà de

ce que l'on imaginait, soient méconnues sous leur nouvelle forme. Jusqu'à la fin de sa vie, Naville s'est déclaré surréaliste. Et il a reconnu la leçon de Trotski, comme il a célébré la victoire cachée du behaviorisme en psychologie.

Il évoquait facilement les années où il accompagnait le « Vieux » (Trotski), et il les racontait d'une manière qui laissait croire que les moments où, de Prinkipo à Barbizon et au Danemark, on se protégeait, les armes à la main, des sicaires stalinien, étaient plus émouvants à vivre et plus captivants que ceux où l'on manipule des statistiques ou bien l'on observe des ateliers industriels. Sans doute Naville a-t-il pu croire, à certaines périodes de son existence, qu'il participait à de grandes actions qui influenceraient le destin des nations. Mais je ne l'ai jamais entendu exprimer en la matière ni regret, ni désillusion. En éprouvait-il pourtant ? Les cachait-il en vertu de ce stoïcisme naturel d'homme bien élevé, qui fut toujours sa règle ? Ou à cause de la fierté d'un militant qui répugne à concéder leur victoire à ses adversaires ? Mais quelle victoire, et quels adversaires ? À tous ceux qui l'ont vu inventorier les sociétés industrielles, en localiser la dynamique, au cours de recherches menées avec tant d'énergie, d'intérêt et même d'enthousiasme, il est difficile de s'en tenir à ces interprétations.

La réflexion scientifique explicite les formes et les processus qui se révèlent au cours des initiatives politiques, et les met en place dans les étagements du social. À mieux y regarder, on se persuadera ainsi que les bouleversements politiques ne sont en fait possibles et nécessaires, que parce qu'il faut bien que les collectifs humains essaient de suivre, d'embrasser et de dominer les révolutions du travail, lesquelles sont toujours en cours. Le communisme est à coup sûr sorti de l'histoire, en tant qu'il fut une tentative de fonder et d'industrialiser la nation russe ; sa fin réduit à l'insignifiance les luttes entre les prétendus trotskistes et les supposés stalinien, qui, dans le parti bolchevique, contribuèrent à lui donner sa figure définitive. Mais les poussées et les déséquilibres mondiaux qui ont animé ces scénarios successifs n'ont pas disparu pour autant. Sans doute seront-ce seulement l'analyse et la critique rigoureuses de l'expérience soviétique qui déterminera ce qui y était vraiment en cause, identifiera ce qui a triomphé d'elle, et nous ramènera par ce biais à l'étude de notre présent, qui pour l'heure paraît tout rempli encore de son immense chute.

Que signifie, en effet, cette disparition du communisme, où tant d'auteurs nous invitent à voir la clef de notre époque ? Démontre-t-elle l'irréductibilité des nationalismes, qui auraient eu raison de l'empire stalinien ? Ou bien, l'impasse du nationalisme économique, incarné par le plan ? Doit-on reconnaître la rationalité souveraine du marché, où toutes les rencontres sont des échanges momentanés, ou bien la puissance des relations de travail, qui déjouent toutes les codifications qu'on leur impose et débordent toutes les régulations ? La fin du régime communiste est-elle imputable à l'incapacité où il s'est trouvé d'in-

dustrialiser la Russie, ou bien au succès relatif de cette entreprise ? On ne saurait sans paradoxe interpréter le monde d'aujourd'hui à partir des péripéties de l'expérience soviétique tout en se dispensant d'analyser cette expérience.

- 7 • Il faut attendre encore le récit que l'on fera de notre époque, lorsqu'on refusera de la lire à partir des espoirs et des inquiétudes suscités par l'Union soviétique, et des leçons confuses que l'on prétend tirer de sa disparition. On ne se libérera de cette référence fallacieuse, que lorsque l'on saura distinguer dans le phénomène stalinien les différentes tendances qui s'y sont conjuguées, et qu'on apprendra à les suivre une par une dans leur temporalité particulière. Dans l'une de ces histoires, l'expérience soviétique sera une construction étatique, dans une autre, une étape du développement capitaliste, et dans une autre encore, l'expression d'une force de transformation qui ne peut plus être contenue dans les frontières de la Russie. Pour distinguer ces différents niveaux, on devra faire appel aux rares témoins qui ont su observer le régime en train de s'édifier, à partir de poussées collectives confuses, de s'ordonner autour de ses fractures, et de se défaire peut-être par l'effet de ses succès autant que de ses défaites. Les publications de Pierre Naville, ses prises de position, ses activités et ses analyses tout au long de la période seront alors un matériel des plus précieux.

Quelle étrange histoire du siècle fera-t-on à cette occasion ! On devra, à la suite de Naville, après la Première Guerre mondiale, traverser des arrière-boutiques, des cafés de province, des salles de réunion obscures, des caches dans les banlieues, tandis qu'en pleine lumière, dans les palais des capitales, se déroulent des événements éclatants, des conférences où l'on partage la planète entre les vainqueurs, et l'on décrète la paix éternelle entre les puissants, c'est-à-dire l'éternité de leur pouvoir. Mais où donc, en ces temps, s'élaborait vraiment l'avenir ?

Au début de son existence, on trouvera Naville entouré d'hommes célèbres, André Gide par exemple, et d'autres, moins visibles, bien que sans doute plus influents, comme son propre père, banquier international. Bientôt, il se mêle à ce petit groupe de forcenés et de traîtres, les surréalistes, que l'on aperçoit comploter dans un coin du tableau contre la victoire de la France, son empire colonial, et ses gloires littéraires les mieux établies. C'est la première après-guerre, et au centre, un groupe brillant d'hommes politiques, de militaires et d'écrivains, le meilleur de la civilisation sans doute, se félicitent les uns les autres que la civilisation ait enfin triomphé. À l'Est de l'Europe, cependant, grandit un pouvoir nouveau, qui se déclare ennemi résolu de cet ordre retrouvé. Pierre Naville s'y rallie bientôt, et il entre au Parti communiste, ainsi qu'une poignée de militants montrés du doigt par les bons citoyens et fichés par la

Pierre Rolle

La réception du *Nouveau Leviathan*

police, qui trouvent le moyen de s'opposer les uns aux autres, et le voilà dans la minorité de ce minuscule rassemblement. À retracer ces oppositions obstinées, ces publications méconnues, ces scissions dans des partis presque invisibles, on pourrait se croire égaré dans les lisières du siècle, alors que dans l'espace public apparaissent et disparaissent spectaculairement les systèmes étatiques et leurs potentats célébrés ou exécrés. Mais n'était-on pas, dans ces marges, plus attentivement à l'écoute des forces énormes qui tour à tour produisaient et supprimaient ces scènes, animaient les classes dans l'ensemble du monde, et entrechoquaient les nations ? Dans ces arrières-salles de cabaret et ces locaux syndicaux étroits, on annonçait la Seconde Guerre mondiale, prévision encore inconcevable et même scandaleuse. On déclarait intrépidement que l'Union soviétique était condamnée à disparaître. On rappelait que les marchés et les capitaux devenaient internationaux exactement comme les conflits, et l'on en concluait à l'hypothèse inouïe d'un pouvoir planétaire.

Ces militants de naguère ont-ils dû payer leur lucidité de leur impuissance politique ? Serait-ce une loi générale que, de plus en plus, l'histoire que nous analysons est autre que celle où nous pouvons agir ? Cette conclusion, si elle devait être la nôtre au terme de ces deux journées, confirmerait encore l'un des principes les plus constants de Naville, qui s'obligeait par méthode au pessimisme. Il y a aujourd'hui, en effet, quelques raisons de penser que le cours des choses planétaires échappe tant aux peuples qu'aux organes et aux acteurs politiques quels qu'ils soient.

Tels que nous pouvons les lire aujourd'hui, les sept tomes de cet immense ouvrage, *Le Nouveau Léviathan*, sont à la fois l'accomplissement d'un projet de longue portée de Naville, conçu dès l'après-guerre, et une œuvre de circonstance. L'objet en est d'examiner les organisations collectives nouvelles qui se mettaient alors en place, dont les États communistes offraient une version extrême, sans s'en remettre à aucune tradition, quand bien même elle se prétendrait trotskiste. Il convient de rappeler que Trotski avait lui-même prescrit une épreuve de vérification à ses analyses : si l'Union soviétique devait survivre à la guerre qui s'annonçait, alors il faudrait compléter, ou réviser, les interprétations qui avaient cours dans ce qui s'appelait « l'opposition de gauche ». Or, le système stalinien continue après la défaite du nazisme, mais désormais comme réalité impensée. On ne peut plus se dérober à cet événement énorme : il ne suffit plus, pour déchiffrer les formes et le mouvement de la société nouvelle qui s'est constituée en Russie, de la rapporter à ses origines révolutionnaires.

Ce constat ne vaut pas explication, évidemment. Admettre ce fait de grande portée conduit à abandonner les interprétations courantes du stalinisme par les contingences de l'histoire et les tactiques de ses acteurs, mais oblige à concevoir de nouvelles méthodes. Il ne suffira pas de déclarer que le régime soviétique est passé d'un stade « critique » à un stade « organique », selon le schéma saint-simonien ; ou encore, de constater que ce régime dément l'application qu'on prétend lui faire tant des théories politiques et économiques orthodoxes que des prévisions tirées de Marx. Par ce moyen, on aboutira forcément à décrire une nature sociale énigmatique, une mutation collective où les uns verront l'irruption d'un modèle d'avenir dans notre présent, et les autres l'intemporalité d'un accident monstrueux. A-t-on compris quelque chose, lorsqu'on a nommé la Russie un capitalisme bureaucratique (selon *Socialisme ou Barbarie*), une stratocratie (pour Castoriadis), un hybride de Parti et d'État (pour Morin), ou un socialisme dégénéré, ou un totalitarisme ? Il faut, selon Naville, suivre une tout autre démarche, et soumettre l'Union soviétique à une analyse spécifique, qui tout à la fois la réintègre dans l'histoire du monde et découvre la structure qui dirige son histoire propre.

Ce projet, bousculait le plupart des convictions ancrées dans les milieux universitaires aussi bien que politiques, et d'abord celles qui se réclamaient d'une filiation trotskiste. La planification, conçue comme un ordre économique supérieur à celui du marché, n'était-elle pas l'organe essentiel d'une nation réconciliée, celui qui permettait tout à la fois de satisfaire au plus juste les besoins collectifs, et de rétribuer les travailleurs à proportion exacte de leur contribution ? L'expérience d'un groupe indépendant, appuyé sur une revue critique, la *Revue internationale*, fut mise en danger lorsque Bettelheim, qui en était membre avec Naville, publia son livre sur les *Problèmes théoriques et pratiques de la planification* (1946). Il y soutenait que la bureaucratie soviétique détournait certes les mécanismes du plan et en monopolisait le contrôle, mais ne devait pas pour autant en dissimuler la cohérence essentielle. La discussion de ces thèses occupa le groupe quelques années, et aboutit à sa dispersion, ainsi qu'à la fin de la revue. Naville rédigea à ce propos, en 1946 et en 1950, des rapports très fournis sur les affirmations de Bettelheim, qu'il publia par la suite dans *Le Nouveau Léviathan*, et qui furent peut-être à l'origine même du projet. Il y cherche à montrer à son adversaire à la fois que les mécanismes soviétiques ne se coulent pas tout simplement dans les notions de Marx, la planification n'étant rien d'autre que l'association des producteurs, et le parti le pouvoir en acte du prolétariat, mais que l'expérience russe oblige à faire travailler les principes marxistes, c'est-à-dire à les éprouver, les approfondir et les rectifier.

Sans doute Naville se saisit-il, pour amorcer son programme, de l'obligation où il se trouva de présenter une thèse de doctorat. Dans la section de sociologie du Centre national de la recherche scientifique où il avait dû se transférer, il voulut obtenir le grade de Maître de recherche, seul titre qui lui assurait la totale indépendance dont il avait besoin pour développer ses conceptions, aussi originales en ce domaine que dans les autres. Dans ce but, il rédigea en quelques mois un ouvrage sur la trajectoire parcourue par Marx et Engels, depuis la philosophie de leur début jusqu'à la science de leur maturité, trajectoire dont il voulait retracer les étapes et retrouver la nécessité. Il lui est arrivé de se plaindre d'avoir été contraint à cet exercice, mais peut-être déploierait-il surtout la malveillance dont il s'était senti l'objet. L'occasion lui avait été donnée pourtant de préciser les notions essentielles de l'analyse marxiste du travail, souvent déformées dans l'usage occidental, et systématiquement dénaturées, selon lui, par les idéologues soviétiques. L'ouvrage cherchait en premier lieu à rectifier l'image alors dominante des apprentissages de Marx et d'Engels. Sans doute pour les disculper d'être à l'origine des brutalités staliennes, on voulait alors les voir comme des humanistes ordinaires, ou même des spiritualistes, attentifs aux opinions et aux valeurs subjectives. Il était

question de retrouver chez eux, dissimulés par leurs engagements ultérieurs, les philosophes hégéliens qu'ils avaient été. Naville, à l'inverse, décrit Hegel comme un observateur profond de l'histoire, préoccupé du mouvement réel des sociétés, un analyste donc à qui, pourtant, son époque a refusé la possibilité de saisir précisément l'activité négatrice et organisatrice qu'il pressentait, à savoir le travail. Un précurseur par conséquent de ce Marx qu'on déclare positiviste, faute de saisir la rigueur de sa démarche dialectique. Sa thèse de doctorat, publiée en 1957 sous le titre : *De l'aliénation à la jouissance*, proclamait l'inspiration fondamentale du livre, qui animerait l'immense ouvrage qu'il inaugurerait.

- 2 • Les autres volumes du *Nouveau Léviathan* nourrissent cette hypothèse primordiale, selon laquelle le mouvement qui entraîne notre société conduit, par de multiples canaux et détours, de la subordination du travailleur à la dissolution du salariat. De ce développement, le théâtre est bien sûr la planète.

Le programme des recherches à accomplir se trouve de ce fait fixé. Il est exposé en 1970 au début du second tome. Il faut d'abord examiner de plus près l'expérience soviétique, afin d'y découvrir les modalités cachées d'un rapport salarial qu'un simple décret du gouvernement, quoi qu'en disent les staliniens, n'a pu abolir. Ce point établi, on observera alors les contradictions qu'entraînent les tentatives étatiques de maîtriser la production et l'investissement. On vérifiera que l'exaltation du travail et la glorification du travailleur, qui semblent accomplir les objectifs traditionnels du mouvement ouvrier, n'aboutissent en Russie qu'à asservir l'individu au travail fétichisé, et à cacher une nouvelle figure de l'exploitation. La fin de l'histoire capitaliste, s'il y en a une, sera tout autre chose que ce salariat organisé, à savoir la libération de l'activité et des jouissances individuelles.

Derrière la planification, et la bureaucratie qui ordonne cette « mutualité de rivaux » qu'est devenue l'Union soviétique, il faut chercher le ressort caché, qui est l'échange. C'est encore l'échange, qu'on ne peut supprimer, ni même borner, qui bouscule les rapports entre les États socialistes, et livre le secret des conflits mystérieux, inextinguibles et pourtant sans enjeux apparents, qui les opposent tous les uns aux autres. Pour traiter des problèmes aussi nouveaux, il faut à coup sûr de nouveaux concepts, qui se forgeront, comme c'est la règle, en cours de travail, mais pourraient se révéler de plus grande portée, utilisables encore pour des recherches ultérieures. Le dernier volume devra donc vérifier la cohérence des méthodes en sciences sociales, et évaluer la possibilité de concevoir une formalisation d'ordre supérieur, capable de combiner les opérations dialectiques, d'éprouver les modèles ainsi obtenus, et de codifier leurs transmutations.

Cependant, les volumes tardaient à venir. *Le Salaire socialiste*, le deuxième, ne parut qu'en 1970. Pourquoi ce délai ? Naville avait été, pendant ces années, occupé par ses recherches sociologiques, qu'il effectuait scrupuleusement, en salarié conscient, encore qu'avec plaisir. Il avait été, cela va de soi, fortement mobilisé par les événements politiques assez spectaculaires de ce temps. Par ailleurs, son projet initial s'était encore accru et compliqué. Les volumes suivants ont été composés en réunissant des notes, des critiques et des observations rédigées à diverses époques avec des analyses nouvelles. Il se plaignait d'avoir entrepris trop tard cette rédaction, et de n'avoir plus le loisir de mieux fondre ensemble les différents matériaux qu'il utilisait. On peut penser que les obstacles principaux retardant la composition de l'ouvrage étaient l'absence presque totale de réponse aux thèses soutenues dans le premier volume, et la difficulté de trouver un éditeur disposé à imprimer des ouvrages aussi volumineux et aussi austères. Sans les conditions et les facilités qu'offrirent à Naville les éditions Anthropos et leur directeur Serge Jonas, *Le Nouveau Léviathan* aurait sans doute été tout autre, et à coup sûr plus mince. Serge Jonas avait adopté, parmi les premiers en France, la technique de la photocomposition, qui permettait de composer un livre dans un coin de bureau, et de conserver les matrices dans un tiroir. Ce procédé, ainsi que l'absence de tout dispositif de distribution organisé dans l'entreprise, autorisait l'impression des ouvrages quasiment à la demande. Les livres ne se trouvaient en rayon que dans les librairies du Quartier latin, et ils devaient ailleurs être commandés par les lecteurs qui en avaient appris l'existence dans la revue d'Anthropos *L'Homme et la Société*. Impossible, par conséquent, de savoir avec précision combien d'exemplaires des différents tomes ont été fabriqués. On a des raisons de penser que ce nombre a dû être relativement faible, même s'il ne l'était pas autant sans doute que le prétendait l'éditeur.

À partir du sixième tome, *La Guerre de tous contre tous*, en 1977, les volumes furent publiés par d'autres maisons. Naville, qui déplorait les carences d'Anthropos, vit enfin ses ouvrages produits et distribués plus régulièrement. En contrepartie, il fut obligé de se plier aux exigences et aux normes de ses nouveaux éditeurs. C'est ainsi que les volumes durent être plus ramassés, et que le tome final du *Nouveau Léviathan*, où l'histoire du siècle et les réflexions sur la méthode devaient se rejoindre, fut abandonné. Aucun éditeur n'étant disposé à accueillir cette imposante synthèse, il fallut en répartir la matière entre divers livres, *Sociologie d'aujourd'hui* (1981), et *Sociologie et logique* (1982) d'abord, mais aussi *Le Temps des guerres* (1987).

- 3 • La mauvaise distribution de bien des tomes, composés parfois à la hâte de textes de différentes époques, n'explique pas le peu d'échos qu'éveillèrent les

thèses du *Nouveau Léviathan*. Rares furent les auteurs, en général venus des cercles marxistes, qui prirent position à leur égard, et plus rares encore ceux qui s'en inspirèrent.

Naville fut affecté par cette indifférence, ou pour mieux dire ce rejet, qu'il ne comprenait pas. Il avait le sentiment en effet d'avoir formulé des questions que tout le monde se posait, et d'avoir proposé à la critique des réponses qui sauvergardaient l'espoir de comprendre l'évolution, et même celui de l'infléchir. La difficulté tenait donc, croyait-il, au mode d'exposition qu'il avait choisi. Aussi essaya-t-il d'exposer à nouveau ses conceptions sous des formes simplifiées, à propos d'événements marquants, ou des débats d'actualité : la révolution militaire au Portugal (*Pouvoir militaire et socialisme au Portugal*, 1975), les polémiques sur l'autogestion (*Temps, travail et autogestion*, 1980), les programmes de la présidence socialiste en France (*La Maîtrise du salariat*, 1984), et, en fin de compte, dans son dernier livre, la transition russe (*Gorbatchev et la réforme de l'URSS*, 1992). Les lecteurs qui s'intéressaient aux analyses remarquaient rarement l'originalité et la profondeur des principes sur lesquelles elles s'appuyaient. Tout porte à croire que le refus auquel se heurta *Le Nouveau Léviathan* tient surtout à l'originalité de la thèse soutenue, aux paradoxes que semblait receler sa méthode, et aux conséquences politiques choquantes qui en découlaient.

Des analyses qui, dans les années soixante-dix, avaient cours à propos de l'Union soviétique, aucune n'était ratifiée par Naville. Il ne s'en expliqua pas toujours ouvertement. Il ne prit pas la peine par exemple de discuter les doctrines qui se contentaient de voir dans le phénomène soviétique un accident de l'histoire, quelque chose comme une malformation sociale. Il ne discuta pas davantage les assertions qui faisaient de l'expérience russe une variété du « totalitarisme », ou bien un empire opprimant des nationalités potentielles, ou bien encore une société militaire. Si ces interprétations retenaient sans doute des traits saillants de la réalité soviétique, c'était pour les isoler, et non pour les référer à la puissance organisatrice de tout le système. Il est remarquable que beaucoup de ces théories négligées par Naville sont aujourd'hui en vogue, et passent pour confirmées, sous prétexte qu'elles ont laissé espérer la fin de l'Union soviétique, qui s'est effectivement produite. Nous savons, évidemment, que cette preuve n'en est pas une. On peut déduire le vrai du faux, et notre présent de n'importe quel passé ! D'ailleurs, l'épilogue de l'aventure bolchevique s'est accompli à travers des événements qui ont démenti tous les scénarios, au demeurant incompatibles entre eux, que l'on avait tirés de ces théories.

Comme quelques autres analystes qui se réclamaient de diverses traditions marxistes, Naville a toujours perçu l'expérience soviétique comme transitoire,

devant nécessairement s'achever par un certain mode de transmutation du national à l'universel. Les interlocuteurs et les adversaires qu'il s'était choisis étaient ceux qui posaient en principe que la naissance et la consolidation du régime communiste ne constituaient pas un accident de l'histoire mondiale, mais au contraire son résultat, et l'une de ses phases. Reste que la nouvelle analyse avait de quoi déconcerter des lecteurs même avertis : bien qu'immergé entièrement dans le développement planétaire, le régime stalinien devait être analysé dans ses constances et sa cohérence, comme la mise au jour progressive d'une structure !

Pouvait-on vraiment concilier des perspectives si discordantes ? Les débats de l'époque se concentraient sur les problèmes de la planification. Les économistes de Staline y voyaient la prédominance du collectif et la direction consciente de l'économie, surmontant les projets à courte vue des agents individuels, un système régi en dernier lieu par la volonté du corps politique. Leurs critiques occidentaux présentaient le plus souvent une version catastrophique des mêmes affirmations : l'emprise de l'État sur la société civile aboutit à interdire le libre choix des consommateurs, comme la créativité des producteurs, et réduit la productivité des travailleurs enrégimentés.

Les lois naturelles de l'économie, et l'échange lui-même, auraient donc été abolis en même temps que le capital. En conséquence, bien des auteurs recommandaient d'abandonner la recherche d'une quelconque consistance au sein d'un système soviétique qui, à l'évidence, ne se maintenait que par la contrainte. Le pouvoir bolchevique combinait en fait selon eux des formes sociales hétérogènes, constituées à divers moments de l'histoire russe. La violence originale de la révolution se continuait jusque dans la paix, et s'exacerbait à maintenir une nation difforme. Plus encore : la violence s'est incarnée dans un organe spécifique, la bureaucratie, laquelle est tout à la fois une administration et une catégorie interne de la population. S'est-elle formée, cette bureaucratie, comme un troisième terme inattendu, une classe parasitaire qui a conclu à son profit la lutte des travailleurs et des employés engagée pendant la révolution ? Ou bien représente-t-elle un avatar de la classe capitaliste, dont les fonctions n'ont pu être supprimées par le pouvoir bolchevique, mais seulement dissimulées ? Ou encore, la bureaucratie est-elle l'expression politique d'une nouvelle classe longtemps méconnue, engendrée par les modes modernes de production, celle des organisateurs, des administrateurs et des cadres ? Cette classe serait apparue en plein jour en Russie, où les institutions traditionnelles étaient en ruine. Mais on devrait s'attendre alors à ce que lui revienne bientôt la maîtrise de toute l'évolution sociale, puisqu'elle peut seule concilier l'antagonisme du capital et du travail, qui ne sont plus pour elle que des ressources.

Ces différentes hypothèses s'accordent évidemment à des prises de position politiques. La bureaucratie est-elle évitable en révolution, et comment ? Le mode de conquête du pouvoir, le type de parti qui l'entreprend, le fonctionnement du système étatique, la participation populaire, que doit-on mettre en cause ? Ou bien faut-il admettre que toute insurrection salariale devra en fin de compte abandonner le pouvoir à la seule classe qui puisse gérer l'économie en l'absence de capitalistes ? Il convient de s'en tenir alors à l'option social-démocrate, de lutter à l'intérieur de l'État de droit. Quant à ceux qui croient que la bureaucratie est déjà aux commandes derrière les gouvernements officiels, ils en concluent avec Bruno Rizzi (*La Bureaucratisation du monde*, 1939) que le mouvement d'émancipation des travailleurs doit affronter ce nouvel obstacle, ou bien avec James Burnham (*L'Ère des organisateurs*, 1940) que ce combat est sans doute déjà devenu vain.

C'est cet ensemble de thèses et d'analyses contrastées que Naville prétend renverser, en refusant leur point de départ commun. L'opposition, en partie arbitraire, de la planification et du marché, dissimule en fait, selon lui, celle de deux figures du salariat. L'Union soviétique s'est formée autour de la tentative de maîtriser, à l'intérieur d'un État et par son intermédiaire, l'ensemble des mécanismes de l'emploi et de l'investissement. C'est pourquoi il est nécessaire de l'étudier à partir d'un modèle formel où les cohérences du salariat se combinent aux contraintes de l'action administrative.

- 4 • La thèse de Naville s'exprime à travers un ensemble d'assertions qui devaient passer pour inquiétantes, voire scandaleuses. Selon lui, les dysfonctionnements et les oppressions qui ont accompagné l'histoire soviétique ne sont pas les signes d'une révolution manquée, ou détournée, mais tout au contraire les épisodes nécessaires, dans les circonstances de l'époque évidemment, d'un socialisme embryonnaire. « Ce que l'Europe a produit de plus inique et de plus monstrueux : un pouvoir d'État sans limite, Léviathan » (*La Chine future*, 1952), ne peut être démantelé immédiatement, par un décret d'État du gouvernement bolchevique ! La nation révolutionnée n'est pas plus capable de déclarer hors la loi les jeux de la valeur économique, quand celle-ci organise les rapports quotidiens entre les citoyens, qu'elle n'a la liberté de s'évader de la planète et d'ignorer les nations voisines qui voudraient commercer avec elle, ou l'asservir, ou l'envahir. La transition, au moins sous la figure qu'elle prend dans des territoires « où la civilisation technique est longtemps restée stagnante », risque d'être une continuation « légitime », ou même une exacerbation, du despotisme de l'État. Thèses désespérantes pour les « hommes de progrès » ? Elles sont souvent apparues telles à l'époque, parce qu'elles affirmaient le caractère rudimentaire des institutions russes, et annonçaient leur disparition. Elles

nous semblent aujourd'hui stimulantes puisqu'elles nous rappellent que le mouvement qui tend à déborder le capitalisme ne s'achève pas avec l'expérience soviétique.

Ce sont donc les mécanismes d'un système salarial qu'il faut, selon Naville, identifier derrière les néologismes et les déformations stalinienne. Le revenu individuel n'est pas devenu le partage de la richesse collective qu'on nous invite à voir, il est toujours la rétribution d'un travail effectif, mesuré par le temps. Pour être réglé centralement, l'investissement n'en reste pas moins un moment dans un cycle du capital encore reconnaissable. Le travailleur soviétique, conclut *Le Nouveau Léviathan*, est donc lui aussi exploité, au sens où son emploi est soumis à la nécessité de participer à l'auto valorisation d'un capital.

Cette affirmation est évidemment d'une énorme portée. Faut-il donc comprendre que la classe bureaucratique est bien devenue une classe, comme l'avait dit Rizzi, et même une classe oppressive, peut-être d'ailleurs une nouvelle figure de la classe capitaliste, dont il faudrait constater alors qu'on ne peut décidément l'expulser de notre histoire ? En aucune manière. Les bureaucrates n'ont, en tant que tels pas d'intérêt propre, ni de moyens d'action autres que ceux des institutions qu'ils mettent en œuvre. Cette fonction leur permet sans doute de mieux asseoir leur position de salariés privilégiés, mais non de se réunir autour d'un programme autre que celui de maintenir l'État. Il faut donc poursuivre l'analyse. Pour décrire au plus juste les mécanismes de l'exploitation en Union soviétique, on devra porter l'attention sur les changements provoqués par la disparition du pouvoir bourgeois, et avec lui des processus de redistribution des profits et des capitaux qui assuraient la cohérence de l'ancienne classe dominante, et par là de la société elle-même. Désormais, chaque travailleur ne participe à l'échange social et politique que par l'intermédiaire de l'entreprise et de l'administration qui le salarient. Il entre ainsi dans les luttes qui aboutissent non seulement à fixer les revenus dans l'espace national, mais aussi les taux et les formes de l'investissement. L'État se trouve ainsi divisé en de multiples factions. À travers les différentes administrations, elles agissent de façon à s'approprier une part du capital collectif, lequel s'est formé dans la production nationale et se concentre dans la planification. Ainsi, chaque entreprise, chaque groupe, et à la limite chaque individu, rencontre comme son financier ou son employeur l'ensemble de ses congénères, lequel lui dispute l'usage du produit accumulé. L'exploitation est donc mutuelle, elle est mise en œuvre par la totalité des agents à travers des institutions évidemment inégales, elle se développe en provoquant entre eux une multiplicité de conflits. Il revient alors à l'État, c'est-à-dire à la bureaucratie, d'arbitrer cette « guerre de tous contre tous », par l'intermédiaire des organismes régionaux, des ministères, des sections du Parti, des planifications, sans jamais parvenir à l'éteindre, ni même à

la tempérer. On comprend ainsi pourquoi, au contraire de l'opinion commune que tant de théoriciens ont repris à leur compte, l'Union soviétique, loin d'être la révélation continue d'une nature immuable, était en réalité le siège d'un réformisme fébrile par lequel le régime tentait de retarder sa désagrégation.

- 5 • Ainsi donc, le socialisme embryonnaire, dans lequel les mécanisme du salariat sont repris par l'État, serait encore un régime d'exploitation. Les organismes par lesquels la société soviétique cherche à dominer son propre développement sont aussi ceux qui réalisent et reproduisent cette exploitation. Conclusion déconcertante : les dysfonctionnements du système bolchevique ne sont donc pas les simples conséquences d'une erreur de tactique ou de l'usurpation de Staline ? Le programme des opposants communistes, qui voudraient retrouver l'inspiration authentique de la révolution, apparaît caduc. Celui des sociaux-démocrates est quant à lui équivoque. Ils ont en fin de compte accepté le schéma bolchevique, mais veulent le réaliser par un compromis entre les classes de la nation, de manière à tempérer l'exploitation du capital par l'oppression bureaucratique. Ils préconisent la planification, mais concertée, le pouvoir des partis, mais multiples, et en fin de compte l'arbitrage du gouvernement, mais légitime. La conclusion s'impose : quelle que soit la manière dont il s'établit, le socialisme élémentaire ne parvient à contrôler et à orienter les poussées du salariat qu'en leur opposant les contraintes de l'État, où il s'enferme. Les nations communistes sont ainsi devenues incapables de s'associer, et même de commercer entre elles, encore moins avec le reste du monde. Le mouvement qui transforme le régime capitaliste et le conduit à sa fin, s'il existe, devra donc démanteler ces cristallisations étatiques en multipliant et en réunissant des expériences variées. Si l'on appelle ce mouvement le socialisme, il faudra admettre que celui-ci a plus de chance de s'épanouir dans le système international que constitue l'ensemble des nations capitalistes que dans les ligues méfiantes où s'affrontent les États socialistes.

De telles affirmations pouvaient passer à l'époque pour déplacées, voire inconvenantes. Peu de gens ont alors tenté de suivre jusqu'à ce point les thèses du *Nouveau Léviathan*. Dès le premier volume, consacré à Marx et Engels, s'est d'ailleurs réactivée la vieille méprise, apparue au moment de la publication de *La Psychologie, science du comportement*, en 1942, et peut-être déjà lors des premières expériences surréalistes. La psychologie du comportement, telle que l'exposait Naville, voulait saisir l'activité de l'individu dans sa totalité spécifique. Elle fut interprétée paradoxalement comme un mécanisme, et les formes complexes de détermination qu'elle cherchait à présenter comme des causalités physicalistes. Ainsi était facilement restaurée la seule psychologie admise par l'université, la psychologie de la conscience et de ses

intermittences, c'est-à-dire une étude langagière et prétendument humaniste. À son tour, le Marx de Naville était accusé de positivisme, reproche d'autant plus redoutable qu'il restait fort vague, et se voyait préférer un jeune philosophe moraliste et hégélien découvert entre les deux guerres. Quant à l'analyse sociologique des sociétés capitalistes et socialistes d'aujourd'hui, même les auteurs les plus proches de Naville en ont souvent négligé tant les principes premiers qu'il se proposait que ses objectifs ultimes.

Aucun critique, semble-t-il, n'a remarqué la puissance de la méthode utilisée, consistant à soumettre l'observation à la logique d'un formalisme, sans autre source ni autre autorité que l'expérience. Recourir à l'abstrait pour mieux étudier la matière humaine, réputée singulière et imprévisible, cette démarche, dont nous sentons aujourd'hui la parenté avec celle de Peirce et du pragmatisme, passait alors pour une régression, eu égard aux derniers progrès que croyait avoir fait l'épistémologie sociologique. La tension dialectique en étant ignorée, on ne voulait y voir que l'opposition classique du général et de l'individuel, tout juste bonne à donner lieu à un syllogisme, selon Ernest Mandel, ou bien celle, tout aussi inerte, du modèle et de l'événement. Ce malentendu limita l'usage que certains firent des thèses du *Nouveau Léviathan*. Gilles Martinet reprit ainsi la théorie de l'exploitation mutuelle dans son livre sur *Les Cinq Communismes* (1971) mais il n'osa pas y affirmer clairement qu'en dépit de la variété des histoires nationales, il avait affaire à cinq variantes du même « communisme », travaillées des mêmes contradictions et promises à la même fin.

Aucun analyste, à ma connaissance, n'a examiné dans toute son ampleur l'hypothèse de Naville selon laquelle l'exploitation mutuelle est aussi le ressort caché des crises du salaire organisé en Occident. On s'en tient volontiers à l'image d'un progrès de la solidarité gagné contre l'individualisme marchand, progrès qui s'étend ou s'érode selon les rapports de force politiques. Peut-être faut-il pourtant, pour rendre mieux compte des soubresauts de notre histoire récente, compliquer ce tableau, et ajouter à la considération nécessaire de la lutte entre les groupes des salariés et ceux des investisseurs l'attention aux conflits internes à ces classes. Les organismes de la Sécurité sociale et la politique du travail sont le cadre et l'enjeu plus ou moins explicites de rivalités et de divisions entre des collectifs de salariés, réunis dans des mutuelles différentes et parfois antagonistes, même lorsqu'elles sont composées en grande partie des mêmes individus.

- 6 • C'est précisément cette expérience, où le citoyen se trouve pris dans des relations qui l'opposent à lui-même, que refusent de considérer bien des critiques du *Nouveau Léviathan*. La thèse de l'exploitation mutuelle a été la plus

contestée, parce que la plus décisive sans doute, mais aussi parce qu'elle semblait la plus fragile.

Parmi ces critiques, des anciens compagnons de Naville, révoltés par l'ensemble de sa théorie, où ils croyaient lire la condamnation rétrospective des opposants à Staline. À tort, sans doute. Car si Naville s'attachait à décrire le système soviétique pour y découvrir les contraintes fondamentales que soulèvent les tentatives de dominer le salariat, son analyse ne concluait nullement que ce système devait, dans on ne sait quelle éternité se constituer ainsi et s'enfermer sur lui-même. Par ailleurs, beaucoup de ces anciens militants, scandalisés par l'usage grossier que l'on faisait de Marx en Russie, s'étaient ralliés à une théorie où le sujet devenait premier, ce sujet que l'exploitation mutuelle semblait dissocier théoriquement, après que le stalinisme l'ait ignoré et attaqué pratiquement. Comment peut-on s'exploiter soi-même ? C'est à certains de ceux-là que Naville prit la peine de répondre (« Éclaircissements pour quelques critiques », dans le tome 4, *Les Échanges socialistes*, 1974), pour rappeler qu'il a en vue des relations à l'intérieur d'une classe salariale, laquelle, lorsqu'elle devient presque universelle, dans le communisme par projet, en Occident par l'effet du développement économique, doit bien prendre en charge les fonctions multiples d'un salariat national, et incarner ses contradictions.

Sans doute n'est-il déjà plus temps, conclut Naville, de se demander comment les formes de la production marchande peuvent être asservies aux institutions de l'État. Cet objectif, comme bien d'autres, a été en partie atteint, et, en même temps, dénaturé, dans le capitalisme programmé d'aujourd'hui (si c'est encore d'un capitalisme qu'il s'agit). Il faut donc abandonner les anciennes théories critiques, et prendre la mesure d'une nouvelle époque où il s'agira plutôt de comprendre et de combattre le pouvoir souverain, à la fois économique et politique, né de cette équivoque réussite, un pouvoir qui régènera sans partage toute la planète. De quelle époque parlait-il ? Il semble bien que ce soit déjà de la nôtre.

Lu d'ailleurs



Emmanuel Barot

Philosophe, université de Toulouse-Mirail

Les matérialismes (et leurs détracteurs)

Jean Dubessy, Guillaume Lecointre, Marc Silberstein (dir.)

Paris, Syllepse, 2004, coll. « Matériologiques », 792 pages.

Cet imposant ouvrage est issu du colloque du même titre qui s'est tenu à l'Institut Goethe de Paris en 2003 sous l'égide de la Fédération nationale de la Libre Pensée (commission « Sciences ») et de l'Association pour les études matérialistes. La masse des trente-trois contributions est regroupée en deux parties distinctes. La première déploie sur le large spectre des sciences contemporaines et de la philosophie, les problématiques régionales touchant l'objectivation des propriétés des diverses formes de matière, et consécutivement, les formes plurielles « du » matérialisme soit des scientifiques concernés, soit des philosophes qui se sont consacrés à des sciences particulières : cinq sections traitent des relations des matérialismes, respectivement, à la philosophie, la physique, la biologie, au problème « corps-esprit » des neurosciences et sciences cognitives, et aux sciences de l'homme. Le second « livre dans le livre » procède en revanche à l'identification et à la déconstruction des intrusions spiritualistes dans les sciences contemporaines, ainsi qu'à la dénonciation du journalisme pseudo-scientifique dont les dégâts dans le public sont sûrement pires qu'il n'y paraît. La conclusion de l'ouvrage est quant à elle essentiellement *militante*, et la colère dynamisante qui y transparaît n'ôte rien à sa rigueur : le flambeau y est porté sur le terrain des conditions matérielles et institutionnelles (et l'on aurait pu s'attendre à des développements sur la question pédagogique) de la recherche scientifique, actuellement grevée d'abord par une hyperspécialisation dangereuse par rapport à une information sérieuse du public, ensuite par une tendance à l'institutionnalisation de pseudo-savoirs (cf. Lecointre, 511 et suiv., sur ces formes d'antiscience et de « désinformation instruite ») savamment enrobés et reconduits comme tels par nombre de savants, parfois des plus connus (voir p. 732 sur le *Devenez savants, soyez prophètes* de Charpak & Omnès, 2004), qui font massivement le jeu des offensives religieuses et obscurantistes du moment, notamment aux USA.

L'introduction de l'ouvrage joue particulièrement bien son rôle : elle expose clairement la diversité des problèmes que celui-ci a l'ambition de couvrir, et donne maintes distinctions utiles sur la profusion des matérialismes, mettant le doigt sur leur absence d'unité conceptuelle précise et rigoureuse aujourd'hui. Je vais ici d'abord exprimer ce qui me semble essentiel dans cette problématisation, avant de faire un tour d'horizon évidemment sélectif.

1. Difficultés conceptuelles et méthodologiques : tour d'horizon.

La « position » matérialiste

L'élément clé de l'ouvrage, c'est que la question des matérialismes dans ses histoires comme ses attendus conceptuels n'est aucunement une simple question théorico-scientifique. Depuis le début, avec Épicure et Démocrite, elle surgit au sein d'un ensemble de rapports de force politiques, comme un type de *position*, ce dont les auteurs de l'ouvrage sont bien conscients, même s'ils ne s'accordent pas sur ses implications et complications. C'est d'abord une position *philosophique* dont il est difficile de penser, sauf pour Yvon Quiniou (55), qu'elle soit *démontrable* dans sa vérité, ou que la science puisse la *fonder*. En tant que position conceptuelle générique elle suppose des choix, des décisions, à l'image du « bateau de Neurath » (du nom du philosophe membre du Cercle de Vienne, Otto Neurath : Introduction, 6) : le matérialisme doit avancer tout en s'autocorrigant, mais sans pouvoir s'ancrer dans un socle fixe, nécessaire et universel. Ceci reconduirait une posture de type idéaliste, théoricienne, ou tout bonnement métaphysique dont l'ouvrage s'attache pour partie à montrer les apories (cf. Kremer-Marietti, Bitsakis, Paty, etc.). De là, jaillit le problème essentiel de la première partie de l'ouvrage : le rapport entre le matérialisme, comme type générique de position philosophique, et les matérialismes scientifiques, déclinés sur l'échiquier contrasté des diverses sciences, ce problème jaillissant dès l'étude du *mot* « matière » et de ses utilisations (Kremer-Marietti, p. 62-63).

Catégorie philosophique, concept scientifique, ou encore concept « quasi philosophique » assurant une médiation singulière entre science et philosophie selon E. Bitsakis, ses usages variés ne recueillent pas pour l'instant d'unanimité, selon que l'on se concentre sur la nature subatomique des interactions quantiques, les formes complexifiées propres à la matière organique, ou le type de détermination évolutionniste à prendre en compte pour rendre compte des comportements culturels humains dans des termes excluant tout sociobiologisme, mais rendant compte de la culture en terme de « dispositions sélectionnées » par l'histoire (cf. Machery, 351 et suiv.). Diversité des matérialismes, difficultés d'une unité conceptuelle mobilisable dans le champ des théories scientifiques, le cas

singulier des mathématiques est également évoqué par M. Paty (157-158) : il manque aujourd'hui une philosophie matérialiste des mathématiques qui ne se réduise pas à les considérer sur un mode purement instrumental inféodé à leurs vertus opératoires. Une telle philosophie devrait, selon M. Paty, s'attacher à rendre raison de la *nécessité* des mathématiques, en montrant que celle-ci suppose, au fond, une forme de « réalisme » délié de ses antécédents idéalistes ou platonisants, à l'image du réalisme foncier qui selon lui doit caractériser l'approche de la physique contemporaine. Ce qui rejoint l'injonction d'une « théorie matérialiste de la matérialité du symbolique² » (Introduction, 23).

« Constructivismes » et réalisme scientifique : sur la matière en physique

Ainsi que les contributions sur la physique le montrent, l'idée de « dématérialisation » de la matière, liée à la naissance de la mécanique quantique et à la mise en évidence des perturbations nécessaires que l'observation induit sur certains phénomènes quantiques (cf. les « inégalités » de Heisenberg), fit beaucoup d'émules, d'une façon extrêmement problématique (Bitsakis, 113 et suiv.). Ont été, dans la seconde partie du xx^e siècle, associés à ce processus théorique toute une gamme de questionnements sur le « déterminisme », la « causalité », la « nécessité », censés avoir été battus en brèche au profit d'un indéterminisme des processus quantiques, ce dont l'approche probabilitaire devrait être le témoin probant. Après E. Bitsakis et J. Bricmont, M. Paty rappelle au contraire qu'il faut distinguer entre la réalité matérielle dans ce qu'elle peut avoir de fort complexe voire *pour l'instant* d'inaccessible à la connaissance, et les limites intrinsèques à nos outils de connaissance, subjectifs, intersubjectifs, mathématiques et expérimentaux. Il ne faut pas confondre le caractère hautement abstrait et symbolique, certes *construit*, des théories physiques, dominées par un appareillage mathématique par lequel le réel est essentiellement appréhendé, avec l'idée que nous construisons le réel lui-même. Ce glissement théorique est annonciateur de tout un spectre d'impostures théoriques qui reposent sur le sophisme suivant : puisque nous n'avons plus d'accès direct à la matière, c'est que celle-ci *n'est pas*. Au contraire, ainsi que diverses contributions le réaffirment, le mouvement de la science « confirme » d'une part la pertinence d'un *réalisme* de principe, associé à la thèse de « l'aséité » de la nature : la nature existe indépendamment de nous, et est ce qu'elle est indépendamment de la connaissance que nous en prenons. Les auteurs militent pour associer à ce *réalisme*, qu'on peut qualifier d'*ontologique*, un *monisme* de la matière également ontologique, assorti de la thèse d'un matérialisme de type *scientifique* redoublé en *rationalismes régionaux*. Chaque domaine scientifique s'approprie une forme singulière de matérialité, et même si tout, en dernière instance, est formé de particules élé-

mentaires, on est en droit de rejeter le *réductionnisme* qui prétendrait nier la spécificité de ces diverses formes.

L'essentiel serait alors de mettre l'accent sur l'exigence de *nécessité* (Paty, 157 et suiv.), condition du maintien d'une orientation *rationaliste* et non relativiste (propice à toutes les divagations spiritualistes possibles) en sciences et au-delà. L'exigence de *cohérence* des théories renvoie à l'affirmation de cette nécessité : l'ensemble est à réinscrire dans l'unicité d'un monde dont les lois ne sont pas le fruit aléatoire de principes ou puissances invisibles. Réfléchir sur les relations entre matière et *immanence* des lois aux processus matériels (cf. Paty, 159, 162), de ce fait, serait un complément fécond à cet aspect de l'ouvrage.

Le problème corps-esprit et la question cognitive

Les développements de B. Andrieu et M. Kistler montrent que l'on peut défendre un matérialisme neuroscientifique qui ne soit pas « éliminativiste » comme les tenants de l'emblématique *Neurophilosophy* de Churchland (ou de Changeux en France) le prônent. Celle-ci consiste à faire disparaître (« éliminer ») dans l'explication scientifique toute référence au registre mental et à affirmer que la pensée *n'est que* de l'influx nerveux. Cela ne peut satisfaire l'exigence du respect du type d'autonomie que possèdent les processus intellectuels (et par extension, rajouterais-je, les processus culturels), et point n'est besoin d'arguer pour cela de la « singularité humaine » comme l'explique judicieusement E. Machery. Cela pourrait en effet donner prise à cet irrationnalisme qui consiste à revenir, au fond, à l'affirmation cartésienne selon laquelle l'homme, c'est un corps-machine *plus une âme immortelle provenant de Dieu*, ainsi qu'à divers titres, certaines théories comme celle de Eccles ou même de Gould y invitent (cf. Épilogue).

L'idée de ces deux contributions, c'est qu'au nom même du matérialisme, on peut être *finement* réductionniste : on « réduit » au sens où les propriétés cognitives sont *physiquement* expliquées par une réinscription des propriétés macroscopiques du cerveau dans les propriétés et lois de l'échelle microscopique, celle des particules élémentaires dont sont constituées atomes et molécules (sur les relations entre les niveaux d'organisation de la matière : cf. Cunchillos, puis Kupiec, 199 et suiv.). Mais est maintenue l'existence d'une causalité propre au niveau cognitif : les propriétés mentales et cognitives ont des pouvoirs causaux propres qui ne sont pas ceux des propriétés des neurones eux-mêmes (Kistler, 338-9). Cela induit des régimes différenciés de causalité qu'au sens large on pourrait ramener à l'idée selon laquelle un électron ne se met pas en grève ni ne se suicide pour un amour déçu. Ces textes sont particulièrement importants du fait que le champ des sciences cognitives, des

neurosciences et de l'intelligence artificielle (sur ce dernier point, J. Segal insiste bien sur les extrapolations indues que le concept d'*information* a provoquées, 593 et suiv.), est depuis vingt ans en plein essor, et gros d'enjeux médicaux, industriels, au-delà des questions conceptuelles qu'il réactive de façon aiguë.

L'anthropologie : marxisme et néodarwinisme

F. Athané (363 et suiv.) milite pour la reconstruction d'une anthropologie matérialiste scientifiquement féconde instruite des apports de ce champ cognitif. Et en effet, cela permettrait peut-être de trouver une perspective d'unité entre un néodarwinisme bien compris comme celui prôné par Machery (341 et suiv.), et un culturalisme également bien compris, comme celui d'un héritage marxiste³ délié de la tentation hyperculturaliste. Cette tension nature/culture traverse évidemment l'ouvrage. Mais dire simplement que la culture est un produit de la nature n'empêchera pas la religion et les nouveaux obscurantismes d'avoir des adeptes militant, comme la seconde partie de l'ouvrage s'attache à le rappeler pour en dénoncer la puissance aliénante, pour un magistère partagé entre les sciences pour le connaissable, la religion pour le « spécifiquement spirituel » en l'homme et en société. L'analogie avec le matérialisme adéquatement réductionniste présenté par Andrieu et Kistler peut effectivement être féconde : la culture marque le passage à un autre stade de l'évolution de l'espèce humaine, dont on peut de façon néodarwinienne rendre compte, en mettant en évidence, dans le principe, des universaux anthropologiques, tout en reconnaissant l'autonomie des rationalités collectives lorsqu'elles se fondent sur des processus de délibération et décision aux motifs propres au mode de vie humain. Ceci impliquerait entre autres de mobiliser les apports de la biologie lorsque celle-ci, à l'image des neurosciences qui en sont une spécification, étudie les processus de naissance des susdites propriétés de niveau « macro » *scientifiquement* réductibles au niveau « micro », mais *causalement* caractérisés par un ordre de lois propres. C'est la délicate problématique de l'*émergence* du supérieur à partir de l'inférieur qui jaillit alors (voir Kupiec, 233 et suiv.). Mais ce concept est tellement général qu'il faut rester prudent sur ses usages⁴.

2. L'enjeu central des nouveaux irrationalismes

Comme les auteurs et directeurs de l'ouvrage le rappellent à maintes reprises, la pensée matérialiste n'est bien sûr pas à même de répondre à toutes les interrogations et zones d'ombre produites par les sciences contemporaines. Les divergences entre les contributeurs, parfois fortes sur des choses sen-

sibles (ainsi le débat contingence/déterminisme), est de cela révélatrice. Mais ces divergences sont l'indice d'un *combat commun*, symbolisé par la seconde partie de l'ouvrage qui rassemble, symptomatiquement sans organisation en sous-sections, un ensemble d'exposés déconstruisant, les uns après les autres, diverses tentatives de récupérations et impostures foncièrement irrationnalistes opérant dans le champ philosophique et scientifique d'aujourd'hui. L'unité des matérialismes est plus, si j'ose dire, *réactive* à la façon dont Sartre disait qu'un « groupe en fusion » se forme à chaud, en situation, par des individus qui se reconnaissent comme des semblables et partageant un intérêt commun *contre un ennemi puissant*. Cet ennemi puissant qui soude nos auteurs, c'est l'irrationalité et le spiritualisme. Et cette unité dans sa forme *active* c'est la conviction qu'une science « matérialiste en postulats et en méthodes », nourrie par et renforçant un athéisme radical, constitue une « émancipation de l'intellect », puisque « les explications du monde peuvent dès lors s'affronter autrement que par la force ».

La seconde partie de l'ouvrage s'efforce ainsi d'identifier pour les dénoncer maintes prétentions des religions et spiritualités actuelles dans leur entreprise de récupération ou, encore pire, de colonisation de la science (voir la non-scientificité de certaines « raisonnements anthropiques » : Magnan, 493 et suiv.). Le thème des « efforts multiformes d'intrusion de la pensée religieuse à l'intérieur du discours scientifique » est particulièrement bien pensé, puisque sont analysées les causes institutionnelles, dans le domaine de la recherche comme celui de la vulgarisation, qui favorisent ces intrusions. La conclusion de l'ouvrage insiste en particulier sur la logique d'« asphyxie budgétaire » qui précarise les centres de recherche, et qui, par l'hyperspécialisation très positiviste du moment, met tout un ensemble de chercheurs dans une position de faiblesse intellectuelle et politique : abdications voire compromissions devant certaines incursions de l'irrationnel, journalisme scientifique trop général pour que le public puisse sérieusement et rigoureusement s'approprier les enjeux des sciences, sont entre autres des causes favorisant cette contamination spiritualiste des chercheurs. Si l'on rajoute à cela les têtes d'affiche comme E. Tessier (cas étudié par B. Lahire, 653 et suiv.), l'ouvrage co-écrit par Charpak déjà évoqué, dans toutes les ambiguïtés et facilités de leurs entreprises, on comprend effectivement à quel point la lutte est aussi urgente que difficile à mettre en place de façon efficace.

Est également rappelée à plusieurs reprises la stratégie commune à l'esprit du Vatican et à d'autres organisations religieuses, affine au discours de Gould, qui consiste à reconnaître, dans l'histoire, les erreurs et excès de la foi (cf. le procès de Galilée) au détriment de la science, pour mieux imposer en conséquence leur complémentarité. Ce sophisme est d'autant plus dangereux qu'il est recon-

duit sous des formes très variées, voire très laïques même dans l'institution française, dans le domaine de la philosophie. Les tout récents ouvrages insistant sur les liens organiques unissant les pensées de Heidegger et de Schmitt au nazisme ont au moins le mérite suivant, indépendamment des tensions qui leur sont propres : ils posent le problème des courants de pensée que l'université *éthère*, arguant d'un *comme si* la dissociation de l'homme et de l'œuvre était une solution évidente, en faisant donc fi du rôle institutionnel central de ces pensées dans la fondation intellectuelle de l'État nazi⁵.

Reconquérir la science en matérialiste

À titre de bilan, nous sommes enfin en présence d'une position « matérialiste » du problème du rapport entre matérialismes, sciences, et impostures spiritualistes. À l'image de ses contenus, l'ouvrage fait le lien entre le problème philosophique des matérialismes, sa déclinaison dans les sciences, les conditions institutionnelles de ce qui peut être bénéfique pour leurs développements ou au contraire leur être néfaste, les motifs et conséquences politico-idéologiques qui sous-tendent les choix théoriques et stratégiques opérés dans ces champs respectifs. Qu'une position matérialiste *critique* et non dogmatique soit reconduite en relation intime avec les matérialismes spontanés ou réflexifs des scientifiques (cf. le « ratio-empirisme » de M. Bunge, 75 et suiv.), voilà un premier objectif. Mais que les institutions de recherche soit défendues (ou pourfendues !) à l'aune de leur poids dans cette reconduction, avec un sens aigu des attendus politiques et religieux qui les traversent, voilà le *sens* et le *ton* de la conclusion de cet ouvrage. Celui-ci est donc salutaire : sorte d'annuaire renouvelé, il offre un panel problématisé, et unifié par cette problématisation, de la diversité des façons de prendre en charge le rapport *social* et *théorique* du matérialisme, des sciences, de l'idéologie, et des religions. Ample et bigarré, il ouvre des perspectives de travail et de dialogue : on ne saurait trop en conseiller la méditation.

L'enjeu des sciences, c'est celui des formes de rationalité qui pénètrent intimement et massivement l'univers social. Et s'en approprier le sens et les implications, par la pensée et par la démocratie, ne peut qu'être émancipateur. Même si personne ne contestera le fait que la science n'a besoin de personne pour être science, ni que sa fécondité traditionnelle est la plus sûre de ses garanties, cet ouvrage rappelle néanmoins avec force que le « faire science » est toujours aussi une construction conceptuelle socio-historiquement marquée et *marquante* qui ne s'explique pas comme telle et se laisse parfois aliéner par son autre, l'irrationnel. Ce « faire science » masque souvent indûment sa propre non-neutralité, au bénéfice des fort stratégiques obscurantismes et groupements d'intérêts qui l'instrumenta-

lisent. L'indispensable mot d'ordre transitoire brandi par cet ouvrage est donc : *reconquérir la science en matérialiste*.

emmanuel.barot@wanadoo.fr

Voir J. Dubessy & G. Lecointre (éd.), *Intrusions spiritualistes et impostures scientifiques en sciences*, Paris, Syllepse, 2001, dont cet ouvrage est une continuation élargie ; J.-C. Bourdin (éd.), *Les Matérialismes philosophiques*, Paris, Kimé, 1998, qui avait déjà remis en scène une dimension de l'entreprise ; et le récent D. Collin, *La Matière et l'Esprit. Sciences, philosophie et matérialisme*, Paris, Armand Colin, 2004.

- 1 Voir J. Dubessy (éd.), *Intrusions spiritualistes et impostures scientifiques en sciences*, Paris, Syllepse, 2001, dont cet ouvrage est une continuation élargie, ainsi que J.-C. Bourdin (éd.), *Les Matérialismes philosophiques*, Paris, Kimé, 1998, qui avait déjà remis en scène une dimension de l'entreprise.
- 2 C'est à cela, et en majeure partie à une telle philosophie matérialiste des mathématiques, que je consacre mon livre en cours *L'Aventure mathématique de la dialectique*.
- 3 On peut regretter qu'il n'y ait pas de contribution spécifiquement consacrée au matérialisme *dialectique*, quoique certaines contributions en traitent partiellement (cf. Quiniou, Bitsakis, et surtout Athané sur le cas de l'anthropologie, qui remet bien des choses en perspective).

- 4 Sur cette question, et corrélativement sur celle des niveaux de *complexité* du vivant, du matériel, du symbolique, l'ouvrage récent coordonné par L. Sève, *Émergence, complexité et dialectique*, Paris, Odile Jacob, 2005. Est poursuivi sur le cas de la non-linéarité mathématique et des paradoxes liés à ces systèmes complexes, ce que l'ouvrage dirigé par le même, *Sciences et dialectiques de la nature*, Paris, La Dispute, 1998, avait déjà commencé de formuler dans sa généralité au sujet des difficultés conceptuelles des sciences contemporaines (cf. aussi note précédente).
- 5 E. Faye, *Heidegger. L'Introduction du nazisme dans la philosophie*, Paris, Albin Michel, 2005 ; Y.-C. Zarka, *Un détail nazi dans la pensée de Carl Schmitt*, Paris, PUF, 2005.

Denis Guedj

Écrivain, Professeur de mathématiques à l'université de Saint-Denis.

Dernier livre paru *Les Cheveux de Bérénice*, Le Seuil, Paris 2003.

Derrière le rideau

Étonnement ! Voilà que ces mathématiques, idéal du savoir scientifique, de la raison, de la rigueur et de la logique, si exemptes, *a priori*, de croyances et de foi, auraient quelque chose à voir avec de la religion ! On savait les origines communes, nobles, des mathématiques et de la philosophie, on en découvre d'autres plus sulfureuses.

Fait historique incontestable, les mathématiques grecques, canon universel d'un type d'intelligence du monde et de production de certitudes, sont nées et ont été créées au sein d'une secte : les pythagoriciens. Scandale des origines souvent passé sous silence !

Y a-t-il une génétique des pratiques humaines qui révélerait ce qui, dans les conditions de leur naissance, constitue leur essence ? Le caractère « ésotérique » tant dénoncé, des mathématiques, y trouverait-il sa source ? En mathématiques, pourtant, on ne s'appuie que sur des vérités établies, tandis que dans le domaine religieux, sur des vérités révélées. Qu'y aurait-il de commun entre le caractère absolu de ces deux types de certitudes ?

Lever de rideau

Studeusement assis, ils écoutent. La voix claire et persuasive porte bien. IL parle. Ils l'entendent, mais ne le voient pas. Un rideau tendu les en empêche. Placés à l'extérieur de l'espace privilégié, ce sont les exotériques, cercle extérieur des adeptes. De l'autre côté du rideau, le Maître. D'autres adeptes l'entourent. Ils entendent Pythagore ET le voient. Ceux-là ont traversé le rideau, ce sont les ésotériques, cercle rapproché du Maître. Ce qui préside à cette distinction, concrétisée par le passage, effectif, du rideau ?

Les premiers, purs auditeurs, les acousmatiques, n'ont accès à la connaissance que par l'entremise des *akousmata*. Catalogue de doctrines auxquelles « on prête l'oreille » : elles ne sont transmises qu'oralement. Ce sont des maximes débutant par « C'est ainsi qu'il faut faire ». Ni explications ni sens ne les soutiennent ; elles se présentent comme de pures recettes dépourvues de démonstrations et d'arguments. Les seconds, eux, ayant été jugés dignes d'avoir accès aux démonstrations, travaillent à la *mathema*, la connaissance véritable. Ce sont

les mathématiciens, les véritables pythagoriciens. Hippase de Métaponte, Philolaos, Archytas de Tarente, sont les plus célèbres d'entre eux.

Pour expliquer cette distinction, on raconte que dès son arrivée à Crotone, Pythagore rencontra les personnes, âgées déjà, en charge de la cité. Comprenant qu'il ne pourrait les instruire à l'aide des mathématiques et de la démonstration, il décida de leur offrir les résultats mais pas les démonstrations permettant d'y parvenir. Par contre, lorsqu'il croisait des jeunes hommes qui pouvaient travailler dur, il les instruisait au moyen des démonstrations.

Tenir sa langue et retenir

Sévère sélection des membres de la secte. Choisis en particulier pour leur aptitude à « tenir leur langue ». Qualités exigées : le silence, le secret. Les adeptes commencent par garder le silence durant cinq années et ensuite ils sont tenus au secret le plus strict ; il leur est interdit de révéler à l'extérieur leurs connaissances. Ce qui a fait dire que Pythagore s'occupait plus du silence que de la parole. Ainsi, les acousmatiques sont-ils « aveugles » et muets. À proprement parler, ils sont en plein mystère. Différente est la situation des mathématiciens. Afin que leur savoir ne tombe pas aux mains de personnes extérieures à la secte, les pythagoriciens vont user d'un langage codé. Obscur pour les non-initiés, plein de sens pour les initiés, ces écrits mettent en jeu *sumbolo* et *ainigmata*, des symboles et des énigmes.

Les membres doivent donc posséder une faculté essentielle : la mémoire. Ne disposant pas de la démonstration des *akousmata*, l'acousmatique ne dispose que d'elle pour se les approprier. Une bonne mémoire se cultive chaque jour.

Hygiène. Un pythagoricien ne se lève jamais avant de s'être remis en mémoire les événements de la veille, ce qu'il a entendu, vu, fait. Quelle avait été la première personne rencontrée ? Quelles étaient les paroles échangées ?

Aux pythagoriciens, les mathématiques reconnaissantes

Une secte, qu'importe ! Ils ont inventé la démonstration ! Posant, et mettant en pratique, que les vérités mathématiques s'établissent dans leur absolue généralité par l'usage d'un mode inédit de preuve : la démonstration. Procédé argumentaire qui rejette tout autant les preuves numériques que l'évidence concrète. En arithmétique, ils ont établi des distinctions entre les nombres qui, au-delà de leurs identités propres, ont été rassemblés en des classes distinctes. Ces classifications, élémentaires mais jamais encore prises en compte, vont permettre d'établir des propositions générales, indépendantes des nombres particuliers : des théorèmes. Notion qui distingue radicalement les mathématiques grecques de toute autre.

Première distinction : pair-impair. Cette séparation qui met en jeu la plus simple des divisions, la division par 2, leur permet d'établir les premiers théorèmes de l'arithmétique, ceux concernant la conservation de la parité par addition et produit.

Deuxième distinction : simple-composé. On généralise à la divisibilité par n'importe quel nombre. Les nombres simples, non divisibles, sont dits premiers, les composés sont composés – par produits – de simples. Philolaos, l'un des plus anciens adeptes, aurait été le premier à affirmer que « un » est un nombre.

Impair et premier.

Les pythagoriciens ont labouré le champ fertile des proportions, moyenne arithmétique, géométrique, harmonique, double moyenne proportionnelle.

En géométrie, ils ont démontré le théorème de Pythagore, ou « théorème des trois carrés ». La propriété était connue des Égyptiens et des Babyloniens, mais non formulée de façon générale. Ils ont établi que la somme des angles d'un triangle est égale à deux angles droits, c'est-à-dire un tour complet. Ce qui revient à démontrer qu'il faut et qu'il suffit de trois segments pour enclore une portion d'espace. Dit autrement, le triangle est la figure rectiligne fermée la plus simple. Ils ont posé, et résolu certains problèmes de *quadrature* : construction à la règle et au compas (i.e. à l'aide de droites et de cercles) de carrés égaux à une figure donnée, rectangle, triangle, lunule, etc.

Ils ont voué un véritable culte au *Tétraktys*, la Décade, être parfait contenant toutes les dimensions de l'espace : 1, le point ; 2, la ligne ; 3, la surface ; 4, le solide, il est la somme des 4 premiers nombres : $1 + 2 + 3 + 4$. Figuré par un triangle équilatéral de côté 5, le *Tétraktys* comporte autant de nombres premiers : 1, 2, 3, 5, 7, que de nombres composés : 4, 6, 8, 9, 10.

Voir les maths

À propos, que voient les mathématiciens, de l'autre côté du rideau, que les acousmatiques ne voient pas ? Pythagore, bien sûr, mais surtout ils voient les mathématiques qu'il est en train d'écrire. Imagine-t-on des mathématiques purement mentales ? Purement orales ? Particulièrement celles-là.

La démonstration exige l'écriture. On doit laisser trace des différentes étapes empruntées, pouvoir mettre ses pas dans ceux du mathématicien et vérifier la justesse de l'assertion. D'autre part, pour les pythagoriciens, les nombres eux-mêmes sont des figures. Ils les associent à des figures géométriques constituées de points unités. Nombres carrés, oblongs, triangulaires. Quant aux nombres premiers, ils sont dit « linéaires » : ils ne peuvent être représentés que par une ligne. Et pas par une figure à deux dimensions, caractérisée par le produit de deux nombres, parce que justement ils sont indécomposables,

Cette présentation visuelle fait apparaître les propriétés arithmétiques des nombres : somme des n premiers nombres impairs, des n premiers nombres pairs. Tout ceci se VOIT. Bien entendu, ensuite, il faut faire passer par une démonstration. Démonstration dont le principe se lit directement dans l'évolution de la figure.

La divine surprise

Au cours de circonstances diversement contées, Pythagore fit une découverte capitale pour l'histoire de la connaissance. Entre les trois intervalles musicaux, il repéra des relations constantes, l'octave dans le rapport $2/1$, la quinte, $3/2$, la quarte, $4/3$. Ce fut la première loi physique. De là naquit la croyance que le cosmos, l'ordre de l'Univers, tenait dans la puissance des nombres. Le ciel tout entier est une gamme musicale, la célèbre musique des sphères. Ainsi tout est nombre. Plus tard, on dira que la Nature est écrite en langage mathématique.

Retenons que l'acoustique est née au milieu d'un groupe qui avait fait du silence, une vertu. Pythagore en profita pour bâtir une véritable mystique des nombres qui parfois fait sourire, mais qui recèle de jolies trouvailles. À Pythagore, un jour, on demanda : « Qu'est-ce qu'un ami ? ». Il aurait répondu : « Celui qui est l'autre moi-même comme sont 220 et 284. » Deux nombres sont amis si chacun est la somme de tout ce qui mesure l'autre. On ne comprendrait pas le sens de cette dénomination si l'on ne se souvenait pas que pour Pythagore l'amitié est une égalité et que la division est une mesure. Par exemple, « 3 mesure 12 » parce qu'il faut 3 unités de 4 pour faire 12.

Et certains nombres sont « parfaits » : ceux égaux à la somme de leurs diviseurs, 6 et 28, par exemple. Il s'agit bien des propriétés arithmétiques des nombres et non de calcul numérique ; celui-ci qui, éjecté du champ des mathématiques, celui-ci est relégué dans la logistique.

En affirmant que tout est nombre, Pythagore marque une différence radicale avec Thales qui lui avait déclaré que tout est eau. Car l'eau, même symbolisée, est un élément naturel, alors que le nombre est un concept. Toujours, cette avancée vers l'abstrait.

Le scandale

Après la magnifique surprise offerte par la musique, la terrible désillusion tapie dans les figures. La diagonale d'un carré n'est pas commensurable avec son côté !

Et voilà que ces nombres qui se prétendaient l'essence de toute chose, se révèlent incapables de dire la grandeur d'une ligne dont la réalité est hors de doute. Au cœur de la figure la plus simple, le carré de côté un, une grandeur

se révèle indicible, irrationnelle – *arrêton* : indicible, privée de raison commune (*alagon*), il n'y a pas de nombre pour la dire.

Comment oser affirmer une non-existence dans un ensemble non fini, sinon par l'emploi d'une démonstration ?

On pourrait le dire ainsi : le nombre (rationnel) dont le carré est deux n'existe pas, j'ai démontré que je ne peux pas le rencontrer. En Grèce, il n'y eut jamais de nombres irrationnels – tout le problème est là – mais des grandeurs, des lignes, irrationnelles.

Le scandale éclate. Le rêve de l'unification s'écroule. Le lien entre les nombres et les figures est tragiquement rompu par la révélation de l'existence de quantités irrationnelles. Il s'agit bien d'une révélation.

Le grand rêve des pythagoriciens s'écroule. C'est, dit-on, Hippias de Métaponte qui, violant la loi du secret, aurait divulgué le scandale. La morale sera sauvée quand on apprendra que selon la Légende, Hippias mourut peu après dans un naufrage.

Des vérités inoxydables

Les pythagoriciens ont dématérialisé l'arithmétique et la géométrie par une « vision » non empirique des êtres mathématiques, conçus comme de pures idéalités. Les pythagoriciens ont créé un univers inédit, les mathématiques, peuplé d'êtres idéaux, les idéalités, qu'aucune action concrète, matérielle, ne pourra altérer, mettant en jeu des vérités pures, transcendantes au monde, des vérités éternelles : ce qui a été démontré ne pourra jamais être infirmé. Ainsi en va-t-il de toute allégation religieuse, le temps ne fait rien à l'affaire. Ce qui n'est pas le cas des autres sciences : la physique, par exemple. La production de vérités n'est animée que par la croyance à la toute-puissance de la démonstration. Celle-ci se révélant capable de prouver jusqu'à la non-existence d'un nombre, dont pourtant la mesure s'affiche sur une figure. L'ambigüité parle de « science de la vérité des êtres, de ce qui est dépourvu de matière et qui est éternel », c'est-à-dire les incorporels. C'est l'honneur des mathématiques que de pouvoir démontrer une impossibilité.

Lu d'ailleurs

Antoine Artous

Membre du comité de rédaction de la revue *Critique communiste*

Une constitution
contre la démocratie.
Portait d'une Europe dépolitisée.

(Paul Alliès, *Climats*, 2005)

Professeur de sciences politiques à l'université de Montpellier I, Paul Alliès est également un membre du comité directeur du Parti socialiste qui s'est prononcé pour le nom au projet de Constitution européenne. Il s'est d'ailleurs exprimé à ce propos dans *ContreTemps* (n° 9). Ce livre se présente comme un essai, est à l'intersection de deux champs, « celui de l'expertise et celui de la politique », explique l'auteur. C'est pourquoi il a un intérêt au-delà de la bataille du référendum dont je ne connais d'ailleurs pas au moment où j'écris ces lignes. Il traite à travers un problème concret une question plus générale, mais combien actuelle : celle des fondements de la démocratie moderne. Une constitution est autre chose qu'un simple traité. Paul Alliès prend le mot au sérieux pour montrer que le projet de Constitution, qui se donne comme un acte fondateur de l'Europe, est en fait, « un acte révélateur d'un détournement historique et démocratique ». Historique : c'est une constitution, non seulement « sans constituant », mais sans une quelconque souveraineté populaire. Démocratique : c'est un acte qui « théorise » l'Europe politique comme une sorte de « dictature bienveillante¹ ».

Paul Alliès croise deux approches. La première revient sur l'histoire de la catégorie de constitution et des processus constituants, notamment à propos des révolutions américaine et française. Certes, il n'ignore pas que ces deux moments sont également des périodes de construction de l'État et de l'hégémonie de la bourgeoisie. Toutefois, parlant de la première Constitution américaine issue de la convention de Philadelphie (1776), il explique – avec raison – qu'il est possible de procéder, « sous l'angle de la dynamique d'un texte et de son interprétation qui dépasse l'intérêt de ses auteurs et le moment historique de son adoption » (p. 22). Cette dynamique c'est, notamment, celle d'une catégorie qui travaille toujours l'histoire : la construction de la souveraineté populaire. La seconde approche prend comme point de départ l'ana-

lyse de la construction politique de l'Europe que le projet de Constitution européenne entend formaliser.

Une Europe sans « souverain »...

« La construction européenne a mis silencieusement en péril la tradition de souveraineté » de deux façons, explique Paul Alliès. « D'un côté, le droit constitutionnel européen ignore le moindre souverain constituant ; si bien que les décisions des autorités sont imputées à une entité, l'Union, qui n'est pas une communauté politique. D'un autre côté, il est de plus en plus difficile d'imputer les normes nationales, déduites des normes européennes, au peuple que les Constitutions de chacun des pays membres proclament souverain. Nous entrons donc dans un système inédit où ni les traités en vigueur ni la Constitution ne mentionnent aucun "souverain" » (p. 60).

Cette absence de toute référence à un « souverain » n'est pas un oubli. Pour penser la construction politique de l'Europe, beaucoup proposent une autre catégorie : « la gouvernance ». Cette notion envahissante, est – y compris dans « le monde intellectuel » – en passe d'être érigée en catégorie politique. D'essence libérale, elle valorise le fonctionnement en réseaux : « c'est un mélange intime de subsidiarité fédéraliste et de culture d'entreprise, valorisant la diversité des coopérations négociées entre institutions, entreprises et associations », explique Jean-Pierre Gaudin². Les pouvoirs publics ne sont alors qu'un partenaire parmi les autres et le problème n'est plus celui de la souveraineté populaire mais de la « bonne gouvernance ». Non seulement les Eurocrates raffolent de la formule, mais, comme le souligne Paul Alliès, « l'Union est l'institution qui a formalisé le mieux la notion de gouvernance » (p. 171).

...mais avec une Cour suprême

Le second exemple caractéristique du type de construction politique européenne réside dans la place la Cour de justice « qui s'est érigée peu à peu en véritable Cour suprême de l'Union » (p. 121). En effet, elle détient le monopole de l'interprétation du droit européen en général et de son application obligatoire par les États membres. L'exemple est d'autant plus intéressant qu'il touche à la place centrale prise « l'État de droit », comme conception de la démocratie, et du rôle que jouent les cours constitutionnelles. « Aujourd'hui, écrit Paul Alliès, le pouvoir constituant semble ne pas pouvoir se montrer dans l'espace politique. Il se réfugie dans l'activité semi-clandestine des cours constitutionnelles, dont celle de la Cour de justice de Luxembourg » (p. 53).

L'enjeu de ce que l'on appelle le « constitutionnalisme », appliqué plus précocement aux États-Unis, est de garantir les droits de l'homme et du citoyen

contre un législateur. En Europe, il se répand après 1945, réactivant en fait une vieille notion de la fin du XIX^e siècle. Il se traduit par la création d'une Cour constitutionnelle dont la fonction est de contrôler si les lois respectent la Constitution. Il s'agit donc d'établir une garantie constitutionnelle des droits individuels, mais également de limiter les pouvoirs du Parlement. Cer n'est pas un hasard si ce mouvement est parallèle à leur perte de pouvoir au détriment des exécutifs et de la technocratie. La logique est celle « d'une dépolitisation de la volonté générale par les juridictions constitutionnelles » (p. 52).

On connaît la place exorbitante prise en France par un Conseil constitutionnel non élu qui énonce un droit très politique. Toute cela ouvre une série de débat sur la place de ce « constitutionnalisme » par rapport à l'expression de la souveraineté populaire. Pour l'Europe, la question est réglée : une Cour constitutionnelle dit le droit (la « Cour de justice »), mais il n'existe pas de « souverain » ! D'un côté la « gouvernance », pour les eurocrates, de l'autre l'énoncé d'un droit politique sans référence à un « souverain ». Le projet de traité constitutionnel y ajoute une sanctification du marché...

Depuis 1994, le recours à la Cour de justice est reconnu aux individus contre l'État. De nombreux acteurs privés et publics se sont engouffrés sur ce terrain inédit qui devient en fait l'axe principal de la Cour. Paul Alliès souligne le glissement d'importance en train de s'opérer. D'autant que cette procédure est souvent présentée comme le *nec plus ultra* d'une avancée démocratique : « Nous assistons, encore une fois à une judiciarisation des choix qui ressortent normalement de la politique » (p. 99). Dans ce cas, le droit s'inscrit dans une logique d'individualisation des relations sociales, caractéristique de la problématique libérale qui tend à dissoudre une autre logique : non seulement celles des droits collectifs, mais celle de la citoyenneté. « Tout se passe comme si le pouvoir dans l'Union pouvait se résumer à la défense de droits subjectifs alors même que leurs titulaires, les citoyens européens, ne peuvent pas peser sur les décisions prises à ce niveau » (p. 54).

État de droit et démocratie

Paul Alliès cite une étude sur l'évolution de la terminologie des discours programmatiques de l'Union qui montre comment une rhétorique « classique », liée à une problématique du peuple souverain, de la loi, etc., est remplacée par un corpus théorique tournant autour de la gouvernance, du partenariat, de société civile, de démocratie participative... C'est la marche vers la généralisation du système d'*accountability*, très en vogue aux États-Unis : ceux qui ont du pouvoir doivent rendre compte de leur action à leurs mandants en la référant à des normes morales et juridiques. Cette « gouvernance dépolitisée » (p. 200) est compatible avec des régimes non démocratiques.

Le jugement est sans appel : « Il n'y a pas d'assimilation possible entre État de droit et démocratie » (p. 206). C'est pourquoi Paul Allières se démarque clairement du « patriotisme constitutionnel » d'Habermas, basé sur une conception procédurale de la démocratie (« démocratie délibérative »), relativisant le moment de la référence à la souveraineté populaire et à l'élection³. Il le caractérise de « patriotisme juridique » d'essence postlibérale. En fait se joue une approche plus générale de la démocratie : « La démocratie ne se réduit donc pas à un régime parmi les autres [c'est] un idéal qui se poursuit dans l'institutionnalisation politique du social » (p. 207).

Reste à savoir comment à partir d'une telle problématique on peut tracer des voies vers une Europe démocratique⁴. Je me contenterai ici de quelques remarques sur l'Europe fédérale dont se réclame Paul Allières (étant entendu que pour moi la discussion reste ouverte) : « Aller plus loin, c'est résoudre la contradiction dans laquelle nous sommes : conserver un système étatique national qui ne correspond plus à la mondialisation financière et marchande sans construire une nouvelle autorité supra- ou post-nationale » (p. 9). Je suis d'accord, mais je préfère parler d'autorité trans-nationale. C'est la première raison pour laquelle, je suis réticent avec sa perspective d'Europe fédérale. Historiquement le fédéralisme est une forme de construction de l'État-nation. Or, la période historique a changé. Nous sommes bien dans une phase de crise de l'État-nation comme forme politique (ce qui ne veut pas dire la disparition des États nationaux). Je ne crois pas que les processus historiques puissent se répéter mécaniquement. Et que l'on puisse, par exemple, raisonner en terme de « peuple européen » en voie de construction à la façon dont cela a pu se passer aux États-Unis. De façon plus générale d'ailleurs, je ne crois pas qu'on puisse approcher la construction de l'Europe, en répétant des cadres d'analyse et des perspectives calqués sur la période de construction des États-nations.

À propos de l'Europe fédérale

C'est une approche présente dans de nombreuses discussions. Il faut préciser que ce n'est pas celle de Paul Allières. Pour lui, « le fédéralisme appelle une invention démocratique en Europe et une traduction institutionnelle originale » (p. 156). Il existe déjà trois fédérations en Europe (Allemagne, Autriche, Belgique). Dans les années 1970 des réformes constitutionnelles ont fait évoluer les profils de certains États ; ainsi a-t-on qualifié l'Espagne et l'Italie, d'« État autonome » ou d'« État régional » (p. 152). Depuis 1981, un État unitaire comme l'État français s'est engagé dans la régionalisation. Il faudrait également ajouter les évolutions au Royaume-Uni (Pays de Galles, Écosse). Bref, une réorganisation du territoire des États-nations est en cours. Elle pourrait servir de matériau pour inventer une forme originale de fédéralisme. Mais

ici, on rencontre un autre problème. Celui du télescopage de cette recomposition des territoires avec la mondialisation et, plus concrètement, avec les politiques néo-libérales qui valorisent fortement le local ou le régional comme cadre de la « gouvernance ». Les acquis de « l'État social » sont alors remis en cause par « le haut » (Europe) et par « le bas » (régions). Paul Allières n'ignore pas ce télescopage possible entre le libéralisme et un certain fédéralisme lorsqu'il note qu'en France, la gauche socialiste a développé une vision fédérale de l'Europe, « fût-ce au prix d'un certain libéralisme social » (p. 146). Je suis d'accord avec lui : « La confusion qui s'est opérée en Europe entre souveraineté et État national est un obstacle à une théorisation des changements et des innovations qui se jouent sur la scène de l'Union européenne. [...] La seule souveraineté qui vaille est celle du peuple » (p. 160). Reste que cette souveraineté n'est pas donnée. Elle doit être construite, en particulier en lien avec un territoire. Ici, les problèmes deviennent plus concrets. Soit, par exemple, à côté du Parlement européen, la deuxième chambre de ce qui serait un cadre institutionnel permettant d'aller vers l'Europe fédérale. Elle représenterait les communautés fédérées. Mais, quelles sont ces communautés territoriales, car l'exercice de la citoyenneté s'articule toujours à un territoire ? Pour moi, ce ne peut être celles des États membres (avec élection directe par les populations) ; étant entendu que, si un « peuple régional », membre d'un de ces États veut créer son propre État il en a le droit.

C'est pourquoi je préfère parler d'institutions politiques trans-nationales plutôt que supra- ou post-nationales. Il en va de même pour la citoyenneté européenne, qui ne doit pas être comprise comme une citoyenneté nouvelle dans laquelle vont peu à peu se dissoudre les citoyennetés nationales, mais comme une citoyenneté transnationale, fondée sur la résidence. Ce qui a l'avantage d'intégrer dans le processus démocratique de construction de l'Europe des populations immigrées venues d'autres continents.

Paul Allières a raison de dire que la formule de « fédération des États-nations » est un mot creux, contournant les problèmes. Il reconduit l'équation souveraineté = souveraineté nationale, et citoyenneté = nationalité. Cela dit, on ne peut se contenter, comme il le fait, de parler de réorganisation des territoires sans spécifier comment s'articulent politiquement ces territoires. Ce n'est pas le seul problème, mais ce n'est pas le moindre.

1 Paul Allières, « Constitution postlibérale », *Le Monde*, 3 juillet 2003.

2 Jean-Pierre Gaudin, *Pourquoi la gouvernance ?* Presse de Science Po. 2002, p. 136.

3 Dans « Souverainistes versus fédéralistes : la controverse française » (*Les Temps Modernes* n° 610, 2000), Paul Allières

concluait son propos en référence à la problématique d'Habermas. Voir mes remarques dans mon article « Europe, citoyenneté, souveraineté populaire », *ContreTemps* n° 9, 2004.

4 Pour plus de détail sur mon approche, voir mon article « Europe, citoyenneté, souveraineté populaire », *op. cit.*

Recensions critiques

Eustache Kouvélakis,

Philosophie et révolution. De Kant à Marx,

Paris, Presses Universitaires de France,

« Actuel Marx Confrontation », 2003, 427 pages, 27 euros.

L'ouvrage d'Eustache Kouvélakis, *Philosophie et révolution. De Kant à Marx*, n'est pas de ces livres qu'on rencontre tous les jours : de quoi s'agit-il ? D'un ouvrage d'histoire de la philosophie ? En apparence, puisque nous avons bien affaire au problème de la réception, dans la philosophie allemande, de la Révolution française. Mais le livre, soulignant la mise en crise de la philosophie par la révolution, a tôt fait de congédier cette classification hâtive.

L'un des intérêts premiers de l'ouvrage est son caractère ouvert et, pourrait-on dire, multiple, en ce qu'il expose, de manière délibérément non organique, les trajectoires parallèles et contemporaines de Heine, Moses Hess, Engels et Marx, principalement au début des années 1840. Kant et Hegel, à qui est consacré le chapitre inaugural du livre, définissent la « voie allemande » autour de laquelle va se structurer le nœud philosophie/révolution. Toutefois, s'ils marquent bien un commencement, et si les autres auteurs examinés ici s'inscrivent bien – et nécessairement – dans leur sillage, s'ils en sont d'abord les épigones, ils ne sauraient être tenus pour une homogène lignée conduisant paisiblement, d'une résolution de problème à l'autre, à l'avènement de Marx, entendu comme glorieux moment de leur « abolition » (*Aufhebung*, bien entendu). Car Kouvélakis met sa patience et sa méticulosité au service d'une dramaturgie de la contingence, parfaitement efficace en ce qu'elle produit un effet de suspense analogue à celui que peut produire un excellent film pourtant visionné plusieurs fois. À ceci près que, pour poursuivre la comparaison cinématographique, on souhaiterait pouvoir suivre, comme sur un écran par un procédé de *split-screen*, les parcours croisés de Heine, Hess, Engels et Marx. Contingence, immanence, singularité, semblent les maîtres mots de ce livre, qui tente de s'arracher au grand récit de la genèse des idées du jeune Marx. C'est que Kouvélakis, afin de nous délivrer des évidences de notre actualité, cherche à rendre à la Révolution à la fois sa puissance de séisme et son caractère haute-

ment problématique : ainsi, à montrer que la question « que faire de la Révolution ? » ne pouvait pas ne pas se poser, et comment elle a disloqué (au double sens de faire voler en éclats et de déplacer) la philosophie.

Ce talent dramaturgique se manifeste avec une particulière acuité dans l'exposition des « crises » constitutives du nœud philosophie/révolution : bien que Kant reconnaisse et salue l'événement de la Révolution française, il assujettit le politique à une instance juridico-morale. Mais l'histoire déborde la philosophie, et l'« installe durablement dans la crise ». La Révolution, Kant le reconnaît, ne saurait souffrir de fondement et est vouée à se répéter. Quant à Hegel, s'il critique la position spectatrice de Kant et s'il introduit en philosophie, par le biais du concept de *Sittlichkeit* ou moralité objective, la dimension non juridique et non institutionnelle du social, c'est pour mieux rejoindre Kant dans un réformisme définissant la voie allemande, celle d'un « changement graduel » conduit par le haut sous la houlette de la philosophie, et non celle d'une révolution par les masses. Cette ambivalente voie allemande se voit confortée sous d'autres formes avec Engels et Hess : l'éducation des masses, la conversion du prolétariat au communisme permettrait d'éviter de recourir à la lutte ouverte. Kouvélakis insiste ici sur la « divergence » première de Engels et Marx, écart maximal qui lui permet de marquer avec force le caractère « inouï » de la rupture constituée par le second ; la solution pacifique que préconise Engels, en tension avec son diagnostic de l'imminence de la révolution, équivaut, écrit cruellement Kouvélakis, à « désirer les résultats de la révolution avant la révolution, voire même sans la révolution ».

Certes, le Marx collaborateur à la *Gazette rhénane*, défenseur par le biais de la presse libre, d'une « spiritualisation » du combat matériel qui conduirait à la réalisation de l'État *sittlich* hégélien, s'inscrivait pleinement dans la voie allemande ; et bien que pour lui, à l'inverse de Hess et Engels, apôtres d'un principe social d'harmonie, la démocratie ne pouvait devenir effective qu'au sein du cadre politique de l'État, il ne jugeait pas pour autant que l'Allemagne fût mûre pour une révolution, que ce fût à la manière française ou belge : ainsi, si « la révolution est légitime », elle demeure « l'affaire des autres ». La voie allemande théorise, justifie, en un mot, déplace au plan philosophique un blocage et une impasse qui ne sont autres que celles de l'Allemagne elle-même. Crise, donc, de la philosophie, et crise (de la) politique.

Sur cette double crise vient s'articuler une troisième. Peut-être fallait-il (anticipation rétrospective dont Kouvélakis n'est pas dupe) la dissipation des illusions quant au libéralisme de Guillaume IV, et la radicalisation de la répression (opposition politique brisée, presse censurée), pour que Marx pût devenir Marx. La puissante crise intellectuelle et personnelle qu'il traverse au cours de l'année 1843 l'amène à revisiter de fond en comble « les statuts, les

lieux et les limites de la pensée politique moderne ». Dans le manuscrit dit « de Kreuznach » (inédit de son vivant), Marx réélabore la théorie/pratique politique, à partir du concept de « vraie démocratie », qui abolit la distinction entre social et politique pour faire du politique une instance immanente au social, et du même coup dépasser la notion d'État en montrant que l'État ne saurait se réaliser qu'à travers sa perte ou sa dissolution. L'État démocratique n'est donc pas (position cruciale à l'heure d'un renouveau de la philosophie politique où prime la définition juridico-morale de la démocratie) ensemble d'institutions mais « ensemble de procès constitutifs », processus de constitution plutôt que pouvoir constitué. Avec ce texte et ses lettres à Ruge de la même année, Marx règle ses comptes avec Hegel *ou* la Révolution française, pour leur commune incapacité à résoudre le problème du passage de la société civile à l'État. Est-ce à dire que Marx préconise encore la réforme plutôt que la révolution ? Tout au contraire : d'une part, la révolution allemande devient possible précisément parce qu'elle est impossible, parce qu'elle est refus d'une situation (telle est l'issue de sa « révélation à rebours » en Hollande) ; d'autre part, Marx poursuit l'*autocritique* de la Révolution, et s'inscrit donc pleinement dans la continuité de l'événement. Et de Heine qui le premier perçut le caractère impossible de la révolution et fit de l'autocritique la condition de la continuation du processus révolutionnaire, solution permettant d'échapper à l'amnésie et à l'imitation.

Marx se place dans la droite ligne de Heine, en un troisième sens, qui touche aux liens de la philosophie et de la pratique : Heine, dans *De l'Allemagne*, défendait la thèse selon laquelle la révolution philosophique allemande était révolue, et qu'elle devait céder la place à la révolution proprement dite afin que l'Allemagne, « pays-fantôme », puisse en finir avec ses morts. Marx pose à son tour les conditions d'un devenir-monde de la philosophie, d'abord à travers la médiation de la presse libre, puis à travers la critique de l'utopie, qui impose au monde un devoir être abstrait. La philosophie ne peut sortir d'elle-même qu'en s'installant dans l'immanence : comme Marx l'a écrit à Ruge, « nous apportons au monde les principes que le monde a lui-même développés en son sein ».

Le parallélisme et la convergence Heine-Marx est sans doute l'un des plus beaux achèvements du livre, et nous ne saurions en restituer ici toute la complexité. Nous voudrions simplement souligner la spécificité de ces deux auteurs dans l'économie de l'ouvrage – deux lignes de fracture qui reprennent, redoublent, et approfondissent la fracture révolutionnaire, en un mot deux « événements ».

Philosophie et Révolution offre une richesse et une densité inhabituelles dans un contexte français où l'on semble tant affectionner les dissertations de 400 pages présentées sous un titre ronflant. Ce livre qui pourrait être une banale

histoire de la philosophie, ou encore de la marxologie, n'est rien de moins qu'une généalogie et de l'irruption du présent sur la scène de l'histoire et de notre expérience du présent. Diagonalisant l'aujourd'hui par l'histoire, il pose cette question à notre sens cruciale : comment a-t-on pu basculer de la révolution comme actualité à la mise en doute de l'actualité de la révolution ? Il importait donc de rappeler que des hommes, comme Heine, comme Marx, ont fait le pari de l'impossible et ont pu être *fidèles* (pour prendre des accents badiouiens loin d'être étrangers à Kouvélakis) à la Révolution.

C'est pourquoi nous laisserons, pour finir, la parole à l'auteur (commentant ici Marx – mais n'est-ce bien qu'un commentaire ?) : « l'imminence de la révolution n'a pas valeur de prédiction positive d'une évolution « naturelle », elle désigne avant tout l'*urgence* de l'heure. En d'autres termes, la révolution apparaît comme « imminente » dans le mouvement qui révèle l'absence de ses conditions : ce sont donc des conditions à *créer*, et leur création débute au moment même où elles sont perçues et énoncées comme telles. »

Nicolas Vieillescazes

Groupe Marcuse,

De la misère humaine en milieu publicitaire.

Comment le monde se meurt de notre mode de vie,

Paris, La Découverte, 2004, 142 pages.

Ce livre ne rate pas sa cible. Avec une précision admirable, il va droit au cœur du système publicitaire, avec l'intention avouée de le **saboter**. Il s'agit de l'œuvre d'un collectif, le Mouvement autonome de réflexion critique à l'usage des survivants de l'économie, dont les initiales forment le nom « Marcuse », en hommage au grand penseur marxiste hétérodoxe de l'École de Francfort. Le collectif se réclame aussi de l'héritage de « Socialisme ou Barbarie » et de l'Internationale situationniste, bref des formes les plus radicales de la critique sociale.

Il ne s'agit pas du tout, comme c'est si souvent le cas, de mettre en question seulement les « excès » et les « abus » de la publicité : ceux-ci sont, comme le montrent les auteurs, consubstantiels à un mode de « communication » qui ne réussit à attirer l'attention qu'en choquant ou martelant son message. L'objectif des auteurs c'est de s'attaquer au **système publicitaire** lui-même, en tant que carburant de la marchandisation néolibérale, et en tant que pointe

visible de l'océan glacé de la société marchande – bref, en tant qu'instrument de l'accumulation capitaliste. La publicité est indissociablement un symptôme de la dévastation du monde – la destruction de l'environnement et l'atrophie des relations humaines – et un de ses moteurs.

La course aux budgets publicitaires – en France, 23 milliards d'euros, trente fois le budget du ministère de l'Environnement – résulte de la baisse tendancielle de leur efficacité, et de la surenchère permanente, l'escalade publicitaire entre les marques. Elle accompagne aussi la logique irrationnelle de l'accumulation capitaliste : l'expansion **sans fin**, dans les deux sens du mot, *i.e.* sans **but** – autre qu'elle-même – et sans **limites**. Productivisme et consumérisme sont les deux visages de cette logique infernale.

Avec le système publicitaire, la « main invisible » d'Adam Smith s'est transformée en matraque omniprésente, qui envahit tous les espaces publics ou privés. Nous vivons, écrivait Henri Lefebvre, dans une « société bureaucratique de consommation dirigée ». Comme le reconnaît cyniquement un des idéologues publicitaires, Bernard Cathelat, « la pub commerciale, après avoir emprunté ses schémas à la propagande politique ou religieuse, l'a techniquement surclassée » ; sa réussite c'est de « séduire l'inconscient » tout en « laissant l'illusion de la liberté de choix ». Profitant de la leçon de Pavlov et ses chiens qui salivent, certains publicistes (M. Bideau) rêvent de « faire pousser des réflexes conditionnés dans le cerveau des acheteurs ».

Le fétichisme de la marchandise, promu par la publicité, atteint son point culminant dans l'idolâtrie des marques. La marque devient un fétiche, un totem, un ersatz de sens et de lien, autour duquel une tribu se réunit. Il faut rappeler ici l'origine du mot anglais pour les marques : **brand**. **To brand** signifiait marquer au fer rouge le bétail pour en signaler le propriétaire. Par l'exhibition des marques, l'individu se transforme, par un acte de servitude volontaire, en homme-sandwich d'un type nouveau, en panneau-réclame ambulant.

La publicité finit par imprimer sa marque sur tous les domaines de la vie, y compris **la politique**. Le « marketing électoral » remplace de plus en plus le débat d'idées. Comme le dit le publicitaire Jacques Seguela, « l'acte électoral est un acte de consommation comme un autre ».

Les auteurs rendent hommage au mouvement de désobéissance civile antipublicitaire, qui a osé, en 2003, s'attaquer aux panneaux d'affichage du métro parisien, héritier d'une vieille tradition de légitime défense contre l'aggression capitaliste par le **sabotage**. Ces actions iconoclastes ont eu le mérite d'aller au cœur du capitalisme : le fétichisme de la marchandise. La lutte contre la publicité est donc « un point d'entrée intéressant pour une critique conséquente du capitalisme ».

Le seul reproche aux auteurs de cet excellent petit ouvrage publiophobe, c'est la faiblesse de leurs propositions alternatives. Si leur critique du prétendu « socialisme réellement existant » comme ersatz de capitalisme, comme simple variante du productivisme, est légitime, ils font fausse route en écrivant que « la question du caractère privé ou public plus ou moins socialisé de la propriété est au fond secondaire ». Elle est bel et bien décisive ! Si l'expropriation du capital n'est pas une condition **suffisante** pour sortir de l'impasse productiviste/consumériste, elle n'en est pas moins une condition **nécessaire**. « Socialisme ou Barbarie » ou l'Internationale situationniste l'avaient bien compris. En l'absence de perspective socialiste/révolutionnaire, les auteurs finissent par retomber dans une vision naïve du changement social par autocorrection des comportements consommateurs individuels : il nous faut, écrivent-ils, « **apprendre à vivre autrement** : [...] préférer, quand c'est encore possible, le marché au supermarché, les artisans aux industriels [...] les fripes et les puces aux centres commerciaux aseptisés ». Hélas, ce n'est pas avec cette méthode qu'on réussira à casser la machine capitaliste de dévastation du monde.

Cette timidité dans les perspectives contraste avec la **radicalité** de la critique sociale, qui traverse le livre comme un fil rouge. Malgré ses limites, ce brûlot mérite de figurer dans la grande bibliothèque des critiques radicales de la civilisation capitaliste.

Michael Löwy

Daniel Singer,

À qui appartient l'avenir?,

Complexe, 336 pages, 24,90 euros.

Ce livre a du souffle, puisqu'il nous conte l'histoire de deux siècles : celle du ^{xx}e, sur le point de s'achever lors de sa première parution en anglais ; et celle du ^{xxi}e siècle, qui reste à écrire. Le meilleur moyen de résumer ce tableau foisonnant est peut-être de signaler qu'il commence par une critique résolue du stalinisme (« Une tragédie marxiste ») et qu'il se conclut avec un chapitre appelant à une « utopie réaliste ». Daniel Singer y synthétise les principaux enseignements de la fresque qu'il a dressée tout au long des précédents chapitres. Le premier est la nécessité d'un projet alternatif radical qui oppose sa propre cohérence à celle du système capitaliste. Il y a là une exigence fonda-

mentale de tout combat pour l'émancipation humaine, dont la visée ne doit pas hésiter à revendiquer sa part d'utopie. La dimension réaliste renvoie quant à elle à cette idée essentielle : « le projet, loin de promettre la lune, doit se fonder sur les potentialités de la société existante ». Certes, la rupture avec l'ordre établi est nécessaire, mais, l'utopie ne peut prendre corps que si le projet lui-même « s'enracine dans les luttes actuelles ».

La seconde leçon à tirer des errements du xx^e siècle est qu'il faut mesurer « l'énorme distance qui sépare la situation actuelle du but ultime ». Le rejet de la « révolution instantanée » sur lequel insiste Singer n'est pourtant en rien un plaidoyer pour le gradualisme réformiste. Il développe au contraire une critique vigoureuse du « réformisme révolutionnaire » qui s'est embourbé dans la « gestion contre-réformiste », puis avance les contours d'une stratégie que l'on pourrait résumer ainsi. La possibilité de la crise révolutionnaire est ouverte quand celles et ceux qui se battent pour des objectifs précis et exigeants, mais non révolutionnaires en soi – comme le plein emploi ou la réduction du temps de travail – constatent que cette lutte ne les oppose « pas uniquement au néolibéralisme ou à tout autre avatar, mais au système capitaliste en tant que tel ».

Reste alors ouverte la question de la démocratie. Singer refuse le pari incertain sur l'émergence spontanée de « l'homme nouveau ». Les « producteurs associés » de demain ne seront pas des « héros prolétariens » mais des « gens ordinaires » qui, en cherchant à maîtriser leur destin, seront amenés à transformer la société et « seront eux-mêmes transformés au cours du processus ». C'est à une réflexion sur l'auto-émancipation que nous invite donc cet ouvrage passionnant, que le regretté Roland Lew aurait savouré en connaisseur.

Michel Husson

Maurice Godelier

Métamorphoses de la parenté,

Fayard, 700 pages

Ce livre de Maurice Godelier est une somme considérable et devrait devenir un ouvrage de référence. Du moins espérons-le. Tout d'abord, il réalise une synthèse des connaissances sur les rapports de parenté dans les sociétés « primitives » ; et voit la place qu'y occupe ces rapports sur le fonctionnement de ces sociétés

elle-mêmes. Maurice Godelier a « fait son terrain », comme l'on dit chez les anthropologues, en étudiant les Baruyas de Nouvelle-Guinée. Il en avait tiré *La Production des grands hommes* (Fayard 1982, nouvelle édition en poche 1996) qui a fait date sur l'analyse de la domination masculine dans ces sociétés. Mais également sur ce que veut dire une analyse matérialiste du social : son objectivité a toujours une dimension symbolique et idéelle. Dans son livre, il revient longuement sur les Baruyas, tout en faisant une vaste synthèse du savoir actuel sur ces sociétés, en présentant les études des autres anthropologues, notamment anglo-saxons. Cette accumulation de matériaux lui permet de relancer une série de discussions liées à l'étude de ces sociétés, mais qui ont une portée plus vaste : nature des rapports de parenté et de la famille, racine de la domination masculine, tabou de l'inceste... Cela débouche – et c'est la seconde partie du livre – sur des discussions avec Freud et Lévi-Strauss que je ne peux pas bien sûr résumer ici. Signalons simplement deux questions. Il reprend en détail une critique déjà esquissée ailleurs de l'analyse de Lévi-Strauss sur l'origine de l'oppression des femmes. Non pas pour nier la réalité de la domination masculine, mais pour souligner que sa forme et son poids ont pris des formes très diverses et, surtout, que les raisons profondes de cette domination ne relèvent pas de structures invariantes de la pensée symbolique. Sur le tabou de l'inceste, il affirme son existence universelle, tout en en donnant une vision plus large que la version traditionnelle. Sa problématique générale me semble convaincante : « Ce qu'imprime dans l'individu le tabou de l'inceste, ce n'est pas seulement que la sexualité doit se soumettre à la reproduction de la société. C'est, plus profondément, qu'elle doit être mise au service de la production de la société. Mais pour cela, il faut toujours l'amputer en quelque sorte d'une partie du polytropisme et de la polyvalence (hétéro- et homosexuelle) spontanés du désir » (p. 344). Enfin, dans sa conclusion, le livre fait le point sur la crise actuelle de la famille, notamment sous l'angle de l'homosexualité et, surtout, le problème de l'homoparentalité. On sait que certains anthropologues et psychanalystes tiennent des discours sur ces questions, au nom de leurs savoirs. Ce n'est naturellement pas le cas de Maurice Godelier. Et il est important qu'un des plus grands anthropologues contemporains montre la vacuité scientifique de ces discours normatifs. Sans toutefois laisser croire à la possibilité d'une existence sans normes. Nous avons beaucoup à apprendre de Maurice Godelier qui, hors des modes post-modernes, se reconnaît trois maîtres à penser : Marx, Freud et Lévi-Strauss.

Antoine Artous

Répliques et Controverses



Daniel Bensaïd, philosophe, université de Paris 8

Francisco Fernandez Buey, philosophe, université Pompeu

Fabra de Barcelone

Alex Callinicos, philosophe, université de York

Domenico Jervolino, philosophe, université de Naples

Stathis Kouvélakis, philosophe, King's College de Londres

Francisco Louça, économiste, député au Parlement portugais

À nos amis allemands

Dans une tribune parue dans *Le Monde* du 3 mai, des intellectuels allemands distingués

(dont Jürgen Habermas, Gunther Grass et Wolf Biermann), interpellent leurs « amis français ». Ils les exhortent d'approuver le traité constitutionnel. Bienvenus dans le débat français, nos amis allemands semblent bien mal informés de son contenu. Sans doute est-ce la conséquence du fait que la ratification parlementaire en Allemagne les prive d'une controverse publique féconde. Si la France avait adopté la même procédure parlementaire, on aurait ainsi retenu que 90 % des députés et sénateurs ratifiaient le traité, alors que l'issue du référendum reste à ce jour incertaine.

Pour nos amis allemands un « non » français trahirait le progrès et les Lumières (*sic*). Et pourquoi pas « le sens de l'Histoire » ? La gravité des propos appelle quelques précisions.

- 1 • Partisans d'un « non de gauche », nous sommes attachés à la perspective d'une Europe sociale, démocratique, ouverte, et non limitée aux frontières incertaines d'une civilisation judéo-chrétienne. C'est pourquoi nous rejetons un traité qui constitutionnalise une Europe libérale, poursuit la démolition des solidarités sociales et des services publics, confirme le mandat de la Banque centrale européenne hors de tout contrôle politique, favorise (faute d'harmonisation sociale et fiscale) le dumping social et le développement inégal.
- 2 • Une Union européenne sans programme social, livrée à la concurrence de tous contre tous, est forcément antidémocratique. Des libéraux déclarés, qui connaissent leur Montesquieu sur le bout du doigt, s'enthousiasment ainsi pour un Meccano institutionnel dans lequel l'exécutif (Conseil et Commission) et le judiciaire (la Cour de justice) légifèrent, alors que le législatif (le Parlement) est un ectoplasme consultatif. Nos amis allemands savent pourtant de quel poids a

pesé, dans l'histoire allemande, l'unification bureaucratique bismarckienne sur les décombres des révolutions démocratiques avortées. Élever au statut constitutionnel un traité concocté dans le dos des peuples, sans exercice effectif de leur pouvoir constituant, ne produira à terme que déceptions et ressentiments. L'idée européenne elle-même en sortira discréditée.

- 3 • Traité entre États drapé de solennité constitutionnelle, il eut été plus conforme à la réalité de le considérer comme un « règlement intérieur accommodant », selon la sobre formule de Michel Rocard. L'élever au rang de Constitution n'a cependant pas qu'une fonction symbolique. Il s'agit de constitutionnaliser des orientations (répertoriées dans le titre III) qui relèvent des pouvoirs élus, de sorte qu'une majorité peut défaire ce qu'une autre a fait. En les gravant dans une Constitution pratiquement non modifiable, tant la procédure de révision à vingt-cinq ou à trente est improbable, on corsète les souverainetés populaires dans un carcan, et on interdit, au nom de la concurrence non faussée, des politiques qui donneraient à la logique des besoins et du bien commun la priorité par rapport à celle impitoyable des marchés boursiers.
- 4 • Emportés par leur ferveur, les avocats du « oui » attribuent à un esprit bien-faiteur européen des pouvoirs magiques : la paix, les droits sociaux, l'Airbus, ce serait grâce à l'Europe. Les droits sociaux n'ont pourtant pas été octroyés par un spectre bienveillant, mais chèrement conquis par des luttes sociales réelles. La paix n'est pas un cadeau généreux de la Commission de Bruxelles, mais le résultat d'épreuves historiques tragiques et de rapports de forces issus de la guerre mondiale (sans oublier que la paix intérieure relative de soixante ans a pour contrepartie la participation à toutes les expéditions coloniales et impériales, en Afrique ou dans le Golfe). Quant à Ariane et Airbus, ils ne sont pas le fruit d'une Constitution à venir, mais le résultat de coopérations industrielles soutenues par des États réellement existant.
- 5 • Selon nos amis allemands, le traité constitutionnel serait nécessaire pour « équilibrer les relations avec les États-Unis ». Par l'acceptation de la tutelle de l'OTAN, il entérine pourtant la subordination européenne vis-à-vis de la puissance hégémonique étatsunienne. Son budget militaire est plus du double de celui de l'Union européenne. Prétendre réduire significativement cet écart conduirait soit à une relance vertigineuse des déficits publics, soit (c'est évidemment l'hypothèse la plus probable) à une réduction drastique des budgets sociaux. Si tant est qu'existe un nouveau « défi américain », il ne saurait être relevé en copiant son modèle libéral. Une réponse à l'hégémonie impériale devrait au contraire gagner la sympathie et l'amitié des peuples en présentant un véritable modèle alternatif de justice sociale et de paix.
- 6 • Si l'Union européenne est aujourd'hui malade, ce n'est pas de l'éventualité d'un « non » français (ou hollandais) au traité constitutionnel. C'est par un

défaut inscrit dans son logiciel de fabrication. Le scénario de l'Acte unique (en 1986) et du traité de Maastricht excluait trois événements majeurs. D'une part, la mondialisation libérale a entraîné une concentration des capitaux transnationale plutôt qu'européenne : l'Union compte autant et plus de partenariats industriels avec des firmes américaines ou japonaises que de champions proprement européens. D'autre part, l'effondrement soudain des régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est a précipité la question de l'élargissement, lourde de contradictions sociales, mais politiquement inéluctable. Enfin, la désintégration de l'Union soviétique, l'unification allemande, et la rupture des équilibres précaires de l'après-guerre ont mis à l'ordre du jour un nouveau partage du monde et une nouvelle distribution des alliances. Se sont ainsi mêlés les ingrédients d'une crise historique. Seul un changement radical de logique, donnant la priorité aux convergences sociales, démocratiques, et écologiques, par rapport au calcul égoïste des profits et des revenus boursiers, pourrait la dénouer.

- 7 • À en croire les plaideurs du « oui », ce serait ce traité ou rien : « Pas d'alternative », aimait proclamer Mme Thatcher ! Cette rhétorique de la résignation contribue à discréditer la politique. Nous sommes au contraire non seulement convaincus que des critères sociaux de convergence (en matière de salaire, d'emploi, de services publics, de protection sociale) constitueraient une mesure de justice sociale élémentaire, mais encore qu'ils seraient le meilleur moyen d'éviter le dumping social. Ils fourniraient la base sur laquelle pourraient se négocier les élargissements. De tels critères seraient, il est vrai, de nature à « fausser la libre concurrence ». Ils seraient donc en contradiction avec l'esprit et la lettre de l'actuel traité.

Nos amis allemands s'inquiètent d'un « non » qui « isolerait fatalement la France ». Leur sollicitude exprime une vision statique du monde. Nous pouvons imaginer au contraire qu'un tel « non » briserait le cercle vicieux des petits pas et du moindre mal qui aboutissent souvent au pire. Il inviterait les peuples européens à devenir acteurs de leur propre histoire. L'isolement redouté ne vaut en effet que par rapport aux gouvernements en place et non par rapport aux mouvements populaires contre la guerre, aux forums sociaux européens, aux marches des femmes ou des chômeurs. Les gouvernements passent, les peuples restent.

Nos amis allemands craignent un « non populiste à la Constitution » et un enfermement des « nationalistes de gauche dans un bunker ». C'est mal connaître les partisans du « non » de gauche. Ils sont, pour une large part, des militants altermondialistes, des initiateurs d'euro-marches, des animateurs des forums sociaux européens. Ce qui peut faire basculer le vote du 29 mai,

c'est au contraire la poussée d'un « non » social et solidaire, et non pas le « non » chauvin et islamophobe de la vieille droite.

Nos amis allemands conjurent leurs « amis français » de « ne pas faire subir à la Constitution européenne les conséquences de leur mécontentement envers leur gouvernement ». L'expérience et le bon sens des travailleurs établit cependant à juste titre un rapport logique entre les politiques suivies depuis vingt ans et le traité Giscard. Si la Constitution proposée est l'esprit du libéralisme, la contre-réforme sociale vécue quotidiennement en est la chair, et Chirac-Raffarin en sont le bras séculier. La principale ligne de partage oppose désormais un « non » de gauche à un « oui » œcuménique qui, de l'aveu du revenant Jospin, illustre l'euro-compatibilité entre la droite libérale et la gauche libérale. Si cette gauche volontairement asservie à la camisole constitutionnelle revenait aux affaires, elle devrait donc persévérer dans la voie de Maastricht, d'Amsterdam, et du pacte de stabilité.

Il y a trois ans, François Hollande faisait son pèlerinage à Porto Alegre où le Forum social mondial proclamait un autre monde possible. Il y a un an à peine, le Parti socialiste faisait campagne pour les élections au Parlement européen sous le slogan : « Et maintenant, l'Europe sociale ». Le « oui » au traité libéral signifierait aujourd'hui qu'une autre Europe (sans parler d'un autre monde) est impossible. François Hollande aura beau promettre l'Europe sociale pour Pâques ou pour la saint Glinglin, il ne pourra faire oublier que l'Union européenne comptait en 1997 treize gouvernements socialistes. Ni que Lionel Jospin, un an avant devenir Premier ministre, pourfendait le pacte de stabilité « absurdemment concédé aux Allemands » et dénonçait le traité d'Amsterdam comme « un super Maastricht ». Quant à Jacques Delors qui vient de jeter dans la bataille du « oui » tout le poids de son expérience, il confessait deux ans à peine après avoir porté le traité de Maastricht sur les fonts baptismaux, ne l'avoir pas « défendu avec ardeur » parce qu'il « n'en était pas follement amoureux ». On peut en conclure aujourd'hui, soit qu'il est tombé follement amoureux du traité Giscard qu'il défend avec ardeur ; soit qu'il n'en est pas plus amoureux que du traité de Maastricht mais qu'il nous le confiera que dans deux ans.

Le 13 mai 2005

Antoine Artous

Capitalisme sorcier?

(sur le livre de Philippe Pignarre et Isabelle Stengers, *La Sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenvoûtement*, La Découverte, 2005.)

Si, dans *La Sorcellerie capitaliste*, ils ne jettent pas Marx aux poubelles de l'histoire, Philippe Pignarre et Isabelle Stengers pensent qu'on ne peut faire « comme si, retrouver le “vrai Marx” créerait un point de départ acceptable pour tous » (p. 22). Ce constat n'est pas signe d'œcuménisme, mais c'est bien à partir de lui que je parle du livre *La Sorcellerie capitaliste* pour essayer de prendre langue avec les auteurs. Cela ne va pas sans difficulté car, plus on traite de problématiques générales – et non de problèmes politiques immédiats – plus j'ai des désaccords substantiels avec les auteurs. Pas seulement parce que je me dis « marxiste », mais – et tout autant, sinon plus – parce que je me sens éloigné de certains auteurs auxquels ils font référence (Deleuze/Guattari, Tobie Nathan...). Je voudrais juste indiquer au préalable ce qu'est la tonalité de « mon » marxisme par une citation de Merleau-Ponty dans les *Aventures de la dialectique*. Ma lecture de Marx a sans nul doute évolué avec le temps. Mais, certaines questions posées par Merleau-Ponty dans ce livre m'ont toujours accompagné : « Mais qu'est-ce que cette fin de l'histoire dont quelques-uns font tout dépendre ? On suppose une certaine frontière après quoi l'humanité cesse enfin d'être un tumulte insensé et revient à l'immobilité de la nature. [...] Les grands révolutionnaires, et d'abord Marx, [...] savent que l'histoire universelle n'est pas à contempler mais à faire, et ce qu'ils mettent d'eux-mêmes dans la révolution, ce n'est pas un vague fond de millénarisme, c'est une intelligence aiguë des événements. Marx ne parlait pas de fin de l'histoire, mais d'une fin de la préhistoire. Cela veut dire que, après comme avant la révolution, le vrai révolutionnaire, chaque jour, devant chaque problème, redécouvre ce qui est à faire ; qu'il navigue sans carte et à vue de présent. La connaissance des secrets de l'histoire ne donne pas celle de ses voies¹. »

Politique et prise de conscience

Je prendrai comme départ un accord avec les auteurs : il faut remettre en cause toute une tradition pour laquelle la politique révolutionnaire relève d'une pro-

blématique de la prise de conscience. La dialectique de la transformation sociale est alors pensée comme une dialectique de la conscience. À travers l'action, bien sûr. Mais cela n'enlève rien au fond du problème. Non seulement c'est un point d'accord, mais c'est une question importante si l'on veut faire un retour critique sur le marxisme révolutionnaire qui concerne directement l'histoire de la Ligue communiste. Ernest Mandel, par exemple, était fortement marqué par cette problématique. Le terme de « conscience » est monnaie courante dans le langage politique marxiste, et particulièrement « trotskiste ». On parle alors de l'articulation nécessaire des niveaux de conscience des masses, etc. D'où l'importance du « Programme de transition », consistant à avancer des revendications transitoires qui, justement, auraient pour fonction de faire progresser le niveau de conscience².

Le marxisme, le programme du parti révolutionnaire ne sont-ils pas « l'expression consciente d'un processus inconscient » ? Ici, la formule devient moins évidente à assumer, vu la prétention exorbitante que s'arrogerait alors le marxisme³. Pourtant, même si on ne la trouve pas chez Marx, elle a été souvent répétée. La politique révolutionnaire présuppose alors l'existence d'un sujet révolutionnaire préconstitué, mais inconscient de ses tâches historiques, auxquelles il va accéder à travers le développement des luttes de classe, pour fusionner avec le programme du parti.

Un marxiste comme Jean-Marie Vincent a fortement remis en cause cette problématique. La politique révolutionnaire ne peut « être assimilée à l'accession plus ou moins subite des masses à une conscience historiques de leurs tâches présupposées. Elle n'est ni révélation, ni illumination, mais elle est déplacement, à la fois continue et irrecevable, des axes de gravité des échanges sociaux entraînant l'établissement de nouveaux réseaux de communications et de nouvelles possibilités d'agir⁴. »

La politique révolutionnaire n'est pas de l'ordre de la révélation, mais d'une pratique collective visant à transformer les rapports et les échanges sociaux, afin de libérer l'agir et les possibilités de communication des individus. On peut parler bien sûr de conscience politique, de volonté d'avoir une maîtrise collective et consciente des rapports sociaux. Toutefois cette conscience n'est pas la révélation d'une mission historique, mais la construction collective d'un projet qui s'opère dans le clair-obscur du débat et de la lutte politique et non dans la constitution d'un sujet collectif porteur d'une imaginaire transparence de soi à soi. Et les revendications transitoires n'ont pas une fonction pédagogique permettant au prolétariat d'accéder à la « conscience de soi », via une série d'étapes déjà connues par le parti « expression consciente d'un processus inconscient ».

En fait se jouent deux approches de la fonction d'un programme. Dans le premier cas, il est censé exprimer la « rationalité » du processus historique. C'est

une attitude qui a souvent marqué les courants « trotskistes », en lien avec leur position marginale dans le mouvement ouvrier au moment de leur constitution. Dans le second cas, le programme a une fonction stratégique. Les revendications transitoires visent alors à fixer des objectifs permettant des avancées collectives dans l'émancipation à travers une transformation des conditions « objectives » et « subjectives » ; et pas seulement une prise de conscience.

On n'évite pas les « grandes questions »

Il faut donc remettre en cause une politique anticapitaliste comprise comme « pédagogie du dévoilement » car elle « suppose toujours un savoir constitué de manière transcendante et déposé entre les mains d'une avant-garde », pour reprendre des formules de Philippe Pignarre, dans un article de *ContreTemps* (n° 11) où il développe des thèmes que l'on retrouve dans le livre. Reste que pour combattre l'ennemi (le capitalisme), il faut bien produire des connaissances à son sujet. Donc, se heurter à la question : « Qu'est-ce que le capitalisme ? » Les auteurs ne se veulent ni « prophète », ni « théoriciens », mais simples « jeteurs de sondes ». En conséquence, « aux “grandes questions”, qui préoccupent les héritiers de Marx, nous ne pouvons répondre », ajoutent-ils (p. 146). En dépit de leur humilité équivoque, les auteurs n'en brassent pas moins ces « grandes questions ».

Ainsi, dans son article, Philippe Pignarre regrette ce qu'il appelle la « durkeimisation » du marxisme, en référence à « la sociologie de Gabriel Tarde qui aurait l'avantage de mettre l'accent sur la construction du social à partir de micro-événements dont il faut comprendre les mécanismes de généralisation ». C'est toute une méthode d'analyse qui est proposée. Elle éclaire, par exemple, la façon dont les auteurs récusent l'idée d'une « grosse machine capitaliste constituée une fois pour toute et qui surdéterminerait tout », préférant parler d'un fonctionnement du capitalisme « sur la base de flux réorganisateur mouvant qui vont du plus petit vers le plus grand » (p. 43). Cette approche générale éclaire la façon dont ils définissent la politique anticapitaliste, comme « une politique des interstices » (p. 152). On voit bien comment elle entre en écho avec cet accent mis « sur la construction du social à partir de micro-événements ».

Naturellement, le capitalisme n'est pas constitué une fois pour toutes. L'un des apports de Marx est, au contraire, d'avoir montré ses capacités dynamiques de renouvellement. Par contre, il fonctionne comme une « grosse machine », surdéterminant non pas « tout », mais la production/reproduction des rapports sociaux. Et l'image de machine ne vaut pas seulement métaphoriquement. Elle caractérise le fonctionnement de ce type de société par rapport aux sociétés passées. Pour les auteurs, dire que le capitalisme fonctionne

comme une « grosse machine », c'est laisser croire qu'il est manipulé par « l'intelligence sidérante de Grands Comploteurs » ou « organisé par des chefs capables de prendre collectivement des décisions » (p. 43). La théorie du complot, en quelque sorte...

Ce n'est pas l'approche de Marx dans *Le Capital*. Le capitalisme génère des formes d'objectivation du social (de construction du social) qui transforment les rapports sociaux en une machinerie sociale abstraite captant, justement, les « micro-événements ». Comme l'écrit Jean-Marie Vincent, « les rapports sociaux se coagulent en dehors des hommes, c'est-à-dire se placent en extériorité par rapport aux relations sociales les plus immédiates, parce qu'ils finissent par dépendre d'abstractions sociales comme la circulation monétaire, les capitaux, les marchés du travail, etc.⁵ » Marx l'indiquait dans les *Grundrisse*, « les individus sont désormais dominés par les abstractions alors qu'auparavant ils étaient dépendants les uns des autres » (Pléiade, t. 2, p. 217). Et c'est précisément parce que le capitalisme ne fonctionne pas comme les sociétés passées que la référence à la sorcellerie, pour en parler comme le font les auteurs, passe à côté de l'essentiel. Le monde enchanté de la marchandise dont parle Marx dans sa théorie du fétichisme de la marchandise n'a rien à voir avec celui de la sorcellerie. Il suppose, au contraire, le désenchantement du monde dont parle Max Weber.

Le capitalisme n'est pas « un système sorcier »

La référence au capitalisme comme système sorcier n'est pas une simple clause de style des auteurs ; c'est le point sur lequel je me sens le plus éloigné du livre. La référence à Tobie Nathan et à l'ethnopsychiatrie pose déjà un problème. En effet, ce qui caractérise son approche n'est pas seulement une capacité d'écoute vis-à-vis d'individus issus d'autres cultures que la culture occidentale. C'est une série de théorisations qui, sous prétexte de ne prendre en compte que les techniques mises en œuvre dans une thérapie, mettent sur le même plan le savoir des guérisseurs et celui produit par la psychanalyse. Pis. Tobie Nathan reproche à Freud de ne pas avoir conçu l'inconscient comme une chose « susceptible d'entretenir commerce avec les humains », alors que la force des guérisseurs est de médiatiser l'invisible et de commercer avec les esprits⁶. Philippe Pignarre et Isabelle Stengers radicalisent cette approche. Ils ne proposent pas seulement de prendre au sérieux la sorcellerie pratiquée par des populations « non occidentalisées », mais de faire référence à la sorcellerie « pour nommer le mode d'emprise du capitalisme ». Et cette référence à des « savoirs que nous avons disqualifiés » a valeur heuristique puisque, c'est en référence à eux que les auteurs entendent rendre compte des modes d'assujettissement des individus générés par le capitalisme.

Je ne suis en rien un rationaliste béat. Toutefois, il me semble que les auteurs ne font jamais la preuve de la valeur heuristique de cette référence à la sorcellerie pour comprendre « le mode d'emprise du capitalisme ». En parlant du capitalisme comme « système sorcier », ils jouent sans cesse sur un double registre : nommer un problème à résoudre et faire référence à des « savoirs » (la sorcellerie) qui permettraient d'apporter des réponses. On peut certes discuter du statut du discours scientifique. Il reste que l'on ne peut invoquer un savoir de façon seulement métaphorique : il faut argumenter sa pertinence heuristique. Non pas sa capacité à parler au nom du réel (comme le souligne Philippe Pignarre dans son article de *ContreTemps*, prétendre le faire, c'est se mettre à la place de Dieu), mais, simplement produire des connaissances sur l'objet étudié.

Par ailleurs, les auteurs ont une formule soulignant bien le mode de domination spécifique du capitalisme : « Que les choses soient définies comme manipulables et que les humains se prennent pour des sujets autonomes, voilà exactement ce qu'il lui faut » (p. 172). Si l'on y prend garde, la forme d'individuation et le rapport aux choses ainsi décrit impliquent une rupture avec la sorcellerie qui saisit les choses et les individus de façon radicalement différente : les premières ne sont pas « manipulables », comme de simples objets techniques, et les secondes ne sont pas « autonomes », mais assujetties à des puissances invisibles. Par contre, les caractéristiques dont parlent les auteurs sont bien présentes dans les analyses de Marx sur la marchandise comme forme sociale et sur la forme d'individualisation qui s'articule au fétichisme de la marchandise. Plus concrètement, les auteurs introduisent la référence à la sorcellerie à partir du constat que « l'exploitation économique ne définit vraiment que très partiellement le capitalisme. Il faut affirmer que le capitalisme travaille en permanence à réduire l'intelligence de ses agents, à la remplacer par des automatismes » (p. 45). Qui donc est visé par cette remarque ? Marx, un certain marxisme « économiste » ? Pour Marx, une des caractéristiques centrales de l'exploitation, non pas « économique », mais capitaliste est, justement, de « réduire l'intelligence de ses agents ». Plus exactement de la capter pour la cristalliser dans le machinisme et, plus généralement, dans des systèmes automatisés de production ; étant entendu qu'il faut entendre production au sens large (biens, services, prestations intellectuelles, etc.). Cette captation de l'intelligence et de l'agir des individus ne s'effectue pas seulement au sein du procès de production immédiat, mais structure les conditions de production/reproduction de la force de travail tout au long de l'espace social⁷.

Pour rendre compte de la façon dont ce qu'ils appellent joliment « les petites mains » participent au fonctionnement du capitalisme, les auteurs refusent de faire référence à la notion d'idéologie (et donc de domination idéologique) qui

renverrait à une thématique d'aveuglement, produit d'une « fausse conscience » (où l'on retrouve la dialectique de la prise de conscience). Ainsi précisé, je suis d'accord : la thématique de la captation de l'agir et de l'intelligence des individus pour les soumettre aux besoins du procès de valorisation est beaucoup plus pertinente. Reste que, même métaphoriquement, tout cela n'a rien à voir avec des systèmes sorciers, avec des systèmes dans lesquels, non pas une machinerie sociale abstraite, mais des sorciers concrets, médiateurs avec le surnaturel captent les « âmes » des individus. Au contraire, cela passe par la disparition de ces systèmes.

Bien entendu, ce détour par Marx ne vaut pas argument d'autorité. Si je le fais c'est simplement pour montrer qu'il est possible, à partir de lui, de traiter de certains problèmes. Il existe d'ailleurs ici une difficulté dans le dialogue avec les deux auteurs qui, sans se dire marxistes, font beaucoup référence à Marx. Ainsi : « Nous sommes des héritiers de Marx au sens où, pour nous, le capitalisme existe » (p. 28). Cela dit, la discussion serait sans doute facilitée, si l'on savait ce que pensent Pignarre et Stengers de la fonctionnalité de certaines de ses analyses pour l'approche du capitalisme. Notamment de son analyse du procès de production capitaliste comme procès de valorisation car elle est décisive pour éclairer les remarques que je viens de faire⁸.

La politique comme fabrication du possible

Cette discussion sur la caractérisation du capitalisme comme système sorcier a des conséquences sur la façon d'approcher une politique anticapitaliste. En parler comme « pratique de désenvoutement » est totalement hors de mon horizon. Je me sens incapable de discuter du dernier chapitre du livre, intitulé « Reclaim », où il questionne des pratiques des « sorcières néopaïennes » que les auteurs présentent comme des « pragmatiques » : « de vraies techniciennes expérimentatrices » (p. 186). En fait, il y a un problème plus général sur la façon dont les auteurs parlent des dispositifs expérimentaux mis en œuvre dans les sciences et la façon dont, par analogie, ils mettent au centre d'une politique anticapitaliste la notion d'expérience. On ne peut totalement autonomiser les techniques mises en œuvre dans une expérience des savoirs qui les portent (on trouve un problème analogue chez Tobie Nathan). Pour le dire lapidairement : pour inventer des pratiques d'émancipation anticapitalistes, il n'est pas utile de réactiver les techniques de fonctionnement de groupe que les sorcières pratiquent lorsqu'elles commercent avec le surnaturel et l'invisible.

Je prendrai un autre point de départ pour traiter de ce que les auteurs appellent la nécessaire rupture avec les « alternatives infernales ». C'est-à-dire, l'alternative entre la soumission au système, au nom de prétendues contraintes technico-économiques, ou une simple politique de dénonciation du système

qui, la mobilisation des masses aidant, permettait de dévoiler sa vraie nature. Comme l'écrit Philippe Pignarre dans l'article de *ContreTemps* : « La politique n'est pas un travail de révélation du vrai mais de fabrication du possible. » D'autant que, pour citer leur livre, « la réfutation de la possibilité d'une régulation progressive qui empêche les "excès du capitalisme", qui le mette au service des humains, ne vaut pas confirmation du possible rival, la nécessité d'en passer par la "révolution" » (p. 20). Je souscris à ces formules.

Et je soulignerai un paradoxe. Alors que les auteurs se méfient comme d'une peste de la transformation du « cri (de Seattle) en programme », je crois que ces deux affirmations rendent au contraire nécessaire l'élaboration d'un programme. Non pour exprimer la rationalité à venir d'un processus historique dont les « masses » n'auraient pas encore conscience, mais pour définir une perspective stratégique d'émancipation. La politique comme stratégie est un moment décisif d'une politique anticapitaliste. Comme l'a souligné Henri Maler, une des critiques à adresser à Marx est sa tentative récurrente, dans la mise en perspective de l'avènement du communisme, de transformer des nécessités stratégiques en nécessités historiques⁹. Fabriquer du possible c'est, entre autres, fabriquer des stratégies.

Politique et stratégie

Il faudrait revenir sur ledit « léninisme », c'est-à-dire la tradition marxiste ouverte par octobre 1917, qui a été un des moments clés de l'introduction stratégique dans le marxisme ; en soulignant son intérêt, mais également ses tentations d'avoir une approche purement instrumentale de la politique (la politique comme simple technique de lutte pour le pouvoir)¹⁰. Ainsi compris, un programme ne fonctionne en rien comme un transcendantal, il est au contraire un élément clé d'une politique tout entière pensée dans l'immanence. Des gens (un courant, un parti, un groupe, etc.) se réunissent et, en lien avec leurs pratiques, la vision qu'ils ont des expériences passées de lutte d'émancipation, l'analyse des luttes actuelles, etc., élaborent collectivement un programme (ou des éléments de programme) visant à tracer des perspectives d'émancipation. Et il les propose à la discussion publique, à côté d'autres programmes. Point barre. Comment pratiquer autrement dans un monde irrémédiablement humain, c'est-à-dire sans dieu, ni elfe, ni déesse ?

Au demeurant, lorsque les auteurs traitent de problèmes concrets auxquels est confrontée une politique anticapitaliste, c'est bien dans une réflexion « programmatique » – au sens où j'en parle – dans laquelle ils s'engagent. Soit le chapitre sur les trusts pharmaceutiques, d'autant plus intéressant qu'ils renvoient à un autre livre de Philippe Pignarre sur la Sécurité sociale¹¹. J'ajoute à la liste un article du même auteur sur le même sujet dans *Critique communiste*

(n° 173). Cet ensemble représente une réflexion programmatique assez classique dans la façon dont elle fait le va-et-vient entre un savoir précis (trusts pharmaceutiques, médicaments), la tradition programmatique du mouvement ouvrier et les questions pratiques posées par le mouvement altermondialiste et les associations de patients victimes du sida. On connaît cette histoire dont le point de départ est le procès intenté en 2001 par l'industrie pharmaceutique au gouvernement Sud-Africain à propos de la question des brevets sur les médicaments pour le sida. L'exemple est d'autant plus intéressant qu'il a valeur plus générale par rapport à certaines évolutions du capitalisme concernant la propriété intellectuelle¹² et l'émergence de nouveaux terrains de lutte. Globalement l'argumentation est pertinente. Comme l'affirmation des auteurs : « Les mouvements locaux n'ont pas servi à "ouvrir les yeux" de ceux qui étaient "aveuglés" par leur illusions : ils ont fabriqué le problème d'une manière qui ne préexistait pas à leurs efforts. Mais ce au prix de ne pas faire de la dénonciation générale du droit de propriété ce vers quoi toutes les luttes devraient remonter pour être efficaces » (p. 112). Avec une précision près : cette affirmation n'est en rien contradictoire au fait qu'un programme, au sens où j'en parle, ne peut éviter de souligner qu'une perspective générale d'émancipation ne peut contourner la remise en cause du droit de propriété capitaliste. Non pas au nom d'un savoir transcendantal, mais de l'expérience historique, d'une analyse actuelle du capitalisme, etc.

Au fond, comme Philippe Pignarre le signale dans son article de *Critique communiste*, les problèmes dont je viens de parler relèvent de ce que, classiquement, on appelle la question d'un « programme de transition ». Il préfère parler de « pratiques de transition », car la formule de programme pourrait laisser croire qu'il s'agit de revendications fixées une fois pour toutes. J'ai indiqué comment la référence à un « programme de transition » visant à « élever le niveau de conscience des masses » pouvait devenir le *nec plus ultra* d'une politique révolutionnaire comprise selon le modèle de la prise de conscience. Cela dit, se contenter de parler de « pratiques de transition » traduit bien les réticences par rapport à la notion de programme qui fixe des cibles. Pourtant, les pratiques se cristallisent dans des objectifs – et vice-versa. L'important est de comprendre qu'une problématique de transition ne relève pas d'une simple politique de dévoilement de ce qui est déjà, mais passe par une transformation, tout à la fois, des conditions « objectives » et « subjectives », pour employer une terminologie « marxiste » que je n'aime pas trop. Par « un trajet d'apprentissage » pourraient dire les auteurs du livre.

Hospitalité et « universalisme »

Bien d'autres questions seraient à discuter. Notamment l'insistance mise par les auteurs sur le « local » comme terrain privilégié de ces « trajets d'apprentissage », comme s'il fallait suivre – mais en développant des pratiques critiques – le même chemin que le capitalisme censé fonctionner « sur la base de flux réorganisateurs, mouvements qui vont du plus petit au plus grand ». Les choses ne se passent tout à fait ainsi. La politique n'est pas seulement généralisation progressive de « micro-événements ». Elle a son épaisseur et sa temporalité propres.

Je voudrais terminer par des remarques qui ont sans doute à voir avec cette valorisation du « local ». Pour employer une vieille formule, elle porte sur « l'émancipation universelle du genre humain ». Critiquant Bruno Latour et Isabelle Stengers, Samuel Joshua souligne dans un article de *ContreTemps* (n° 1) que les luttes d'émancipation doivent se situer dans une perspective « universaliste », « en termes de communauté humaine partagée » et en « termes de communauté de destin à bâtir ». Cette affirmation me semble essentielle. Sinon, on laisse libre cour à « l'universalisme » unidimensionnel de la marchandise qui, par ailleurs, sait faire bon ménage avec la valorisation des « différences ».

Cette préoccupation – formulée en termes de perspective « universaliste » ou d'universalisation – est absente du livre. La seule question que posent les auteurs, est : « comment faire la place aux autres » (p. 89). Cela en référence à l'ethnopsychiatrie de Tobie Nathan. Or, pour ce dernier, ce problème n'existe pas, car « l'universalité de l'homme est une évidence, une donnée immédiate¹³ ». L'universalité de l'homme est au contraire une construction historique, sociale, culturelle, jamais une évidence, une donnée brute. Cela dit, Tobie Nathan est un thérapeute. Et pour un thérapeute – qu'il se réclame de l'ethnopsychiatrie ou de la psychanalyse – le problème de l'écoute, hors toute vision normalisatrice, est décisif. Il reste qu'une politique d'émancipation ne traite pas seulement du devenir individuel, elle l'inscrit dans un vivre ensemble. Il ne s'agit pas seulement de faire place aux autres, il faut inscrire cette hospitalité dans une perspective d'universalisation de la condition humaine. Soit, par exemple, l'égalité homme/femme comme élément clé de construction du genre humain comme genre universel. Elle n'est pas une donnée immédiate, mais le produit d'une évolution historique liée, tout à la fois, aux transformations « objectives » des rapports sociaux et à des luttes. Et cette évolution est un progrès. C'est une norme laïque (« humaine »), pourtant elle a bien une dimension « transcendante », au sens où, dans une perspective d'émancipation, elle surplombe les différentes cultures.

Sorcières ou citoyenneté ?

Manifestement ce type de dialectique ne préoccupe pas les auteurs. Ainsi, s'ils appellent à réactiver les pratiques des sorcières, celles de la citoyenneté les intéressent peu : « L'idée d'un citoyen pensant responsable et désintéressé, figure d'une légitimité inaliénable, aujourd'hui confisqué mais qu'il suffirait de récupérer, est une assez peu intéressante fiction » (p. 147). La bataille autour de la citoyenneté moderne semble pourtant un moment indispensable d'une politique d'émancipation qui ne peut être dissoute dans « l'émancipation sociale¹⁴ ». Il ne s'agit pas de laisser croire à un âge d'or de la citoyenneté aujourd'hui « confisquée ». Dès le départ, la citoyenneté moderne a été un enjeu de batailles. Et le reste. Pour les auteurs, « les mouvements de citoyens » actuels procèdent surtout « d'une fiction étatique » (p. 162). Au contraire, ils déstabilisent partiellement l'ordre étatico-technocratique. Pour employer le langage des auteurs : l'égalité citoyenne relève d'une forme d'expérience. « Il ne s'agit donc pas d'une règle morale, traduisant un idéal auquel chacun devrait se soumettre, mais d'une règle pragmatique, dont la valeur tient à ce qu'elle fait exister » (p. 177). En l'occurrence la possibilité (mais seulement la possibilité) de construire une « communauté de destin » sur la base d'un universalisme démocratique. Elle inscrit radicalement la politique dans l'ordre de l'immanence. Tout simplement parce – dans son principe – l'égalité citoyenne s'appuie sur des procédures qui présupposent que les humains décident entre eux de leur destin en pratiquant la citoyenneté dans un espace public, débarrassé de toute présence du surnaturelle. Cela, sur la base d'échanges argumentés rationnellement. Je ne crois pas que les échanges humains relèvent (ou puissent relever un jour) du seul échange de paroles raisonnables entre individus ! Simplement, si l'on veut essayer de définir ce que pourraient être les conditions d'expériences d'une politique démocratique permettant de vivre ensemble, c'est de ce côté qu'il faut chercher. Bien entendu, ces conditions d'expériences ne sont pas construites dans un laboratoire, elles sont imbriquées dans l'ensemble des rapports sociaux. Sans émancipation sociale, l'émancipation politique reste non seulement corsetée, mais elle est sans cesse captée par la machinerie sociale abstraite du capitalisme.

1 Maurice Merleau-Ponty, *Les Aventures de la dialectique*, Gallimard, 1955, p. 10.

2 Je reprends ici des développements de mon article « Retour sur le marxisme révolutionnaire », *Critique communiste*, n° 173, été 2004.

3 Dans son article de *ContreTemps* n° 11, Philippe Pignarre ajoute que, ce faisant, les marxistes empruntent à la psychanalyse. Je ne crois pas. Cette vision fruste de l'inconscient a peu à voir avec l'apport freudien qui, au contraire, permet

de rompre avec les philosophies de la conscience. Ainsi, dans *Marx l'intempestif* (Fayard, 1995), Daniel Bensaid a parfois recours au vocabulaire freudien pour justement, essayer de penser la politique en rompant avec la problématique de la prise de conscience.

- 4 Jean-Marie Vincent, *Critique du travail. Le faire et l'agir*, Puf, 1987, p. 158.
- 5 *La Postérité de l'École de Francfort*, sous la direction d'Alain Blanc et Jean-Marie Vincent, Syllepse, 2004, p. 30.
- 6 Tobie Nathan, *Nous ne sommes pas seuls au monde*, Les Empêcheurs de penser en rond, 2001, p. 150.
- 7 Sur ces questions, voir, par exemple, mon livre *Travail et émancipation sociale. Marx et le travail*, Syllepse, 2003.
- 8 On peut se réclamer de Tarde et brasser une « grande question » comme la théorie de la valeur. Voir Maurizio Lazzarato, *Puissances de l'invention. La psychologie économique de Gabriel Tarde contre l'économie politique*, Les Empêcheurs de penser en rond, 2002.

- 9 Henri Maler, *Convoiter l'impossible, L'utopie avec Marx, malgré Marx*, Albin Michel, 1995.
- 10 Voir mes remarques dans « Retour sur le marxisme révolutionnaire », *op. cit.*
- 11 Philippe Pignarre, *Comment sauver (vraiment) la Sécu*, La Découverte, 2004.
- 12 Voir, par exemple, Claude Serfati, *Impérialisme et militarisme : actualité du xx^e siècle*, Éditions Page deux, 2004, chap. 2.
- 13 Tobie Nathan, *Nous ne sommes pas seuls au monde*, *op. cit.*, p 108
- 14 Voir mon article « Citoyenneté, démocratie, communisme », *ContreTemps* n° 3, février 2002.

Répliques et Controverses

Joan Nestor

Sociologue

Le meilleur et le pire

Retour sur les conditions actuelles de l'engagement communiste révolutionnaire à partir d'une expérience à Lutte Ouvrière

Dans cet article, nous tentons de revenir sur une expérience militante avec le regard distancié du sociologue. Car il s'agit d'une longue période de militantisme (dix-sept ans), rythmé par des phases différentes : stagiaire, militant organisé, opposant exclu, membre fondateur d'un groupe extérieur (*Istrati*, entriste au PCF puis intégré à la fraction de *Lutte Ouvrière*), membre dirigeant, critique puis opposant de cette fraction, et exclu à nouveau. Et il s'agit également d'une longue période de regard objectivant, commencée avec divers mémoires universitaires en histoire, philosophie et science politique sur le militantisme et le marxisme (« La SFIO et le marxisme dans les années 1920 » ; « La philosophie de l'histoire chez Marx d'après les marxistes » ; « Les jeunes militants communistes en entreprise dans les années 1980 »). Notre thèse de sociologie politique a porté sur les nouveaux syndicats SUD (« La contestation pragmatique dans le syndicalisme autonome », 1945-1997). Encore sont-ce là des travaux universitaires, qui résument mal le souci d'objectiver que peut avoir un militant : « *un œil dedans, un œil dehors* », dit Lénine, se distanciant de l'expérience du pouvoir qu'il conduisait. D'après le sociologue et philosophe Simmel, il s'agirait là de l'expérience sociale normale : les hommes interagissent entre eux tout en étant observateurs de leurs interactions. Simplement, le degré de distanciation est variable selon la conjoncture politique et les trajectoires individuelles.

Quand on m'a proposé de travailler sur le côtoiement du meilleur et du pire dans le militantisme, je n'ai pas embrayé de suite. Non que j'en méconnaisse l'intérêt, au contraire, l'ayant connu au quotidien. Par exemple, le dévouement et la fraternité des militants faisaient le charme quotidien du Parti communiste, grâce à ceux-là mêmes qui acceptaient les exclusions de leurs camarades sans broncher. Et il devrait être évident, pour qui connaît l'extrême gauche trotskiste, que des trésors de courage, de dévouement et de culture, côtoient la

rouerie et les pires méthodes d'appareil, y compris et surtout dans ses propres rangs. En particulier, ceux qui ont critiqué tel ou tel aspect du fonctionnement ou de l'orientation LO, étaient accusés de menacer l'intégrité de l'organisation, en introduisant une fissure dans le bloc, et l'ont payé de nuits blanches, somatisation et autres joyeusetés, sans parler de l'ostracisme encouru et des sanctions. Ceux qui ont bien connu la LCR peuvent témoigner des mêmes excès à certaines périodes – et c'était pire encore au PCI lambertiste.

Le meilleur et le pire : une évidence communiste. Alors, pourquoi y revenir, après *Les Possédés* de Dostoïevski, où des idéalistes tuent pour leurs idées ? Après la Révolution et Thermidor, après les omelettes et les œufs cassés – la discussion sur la fin et les moyens ? Ce sont de vieilles lunes, qu'on ne peut résoudre dans l'abstrait. Nous avons cherché ici à présenter une typologie des contradictions, avant de nous interroger sur leurs causes et de nous efforcer de prendre position. Aujourd'hui des militants placent la conscience individuelle au plus haut, mais sont hermétiques à l'argumentation ; se dévouent, mais sans pitié pour leurs opposants, parlent au nom du peuple ouvrier à une poignée, encensent la discipline mais veulent faire vivre des collectifs autogérés. Chemin faisant, ces contradictions nous sont apparues largement constitutives de l'extrême gauche et non sans lien avec les caractéristiques de la société actuelle. D'où l'interrogation conclusive sur la légitimité d'organisations contradictoires et composites : « centrisme » temporaire, condamné à basculer dans un camp révolutionnaire ou réformiste, ou « hybridation » légitime ?

Bonheur collectif et solitude de la conscience

Le meilleur, c'est d'incarner une espèce d'idéal, de vivre selon des convictions débordant d'humanisme, de vivre le bonheur d'être humain parmi les humains (le bonheur d'être communiste), de se placer au-dessus des vicissitudes et des petites misères de la vie sociale, voire des pires difficultés de la vie politique, pour littéralement rayonner de bonheur, comme ce pâtissier trotskiste drôle et frappant de vérité d'un film de Nanni Moretti, dansant et chantant avec tous ses employés au plus fort des années 1950 et donc du stalinisme. On dit parfois des militants qu'ils ont la « grâce », et que si la société idéale n'arrivera jamais, leur croyance fait d'eux les meilleurs des hommes. En interne, on « sait » qu'on est du bon côté, non seulement celui de l'histoire, qui nous donnera raison, mais encore de l'humanité tout entière, avec entre autres les artistes et les savants, qu'ils le veuillent ou non, car ils expriment à leur façon une humanité égalitaire et libre.

Par rapport aux staliniens, les trotskistes avaient un sentiment supplémentaire de cohérence intellectuelle. Mais ceux-ci le leur rendaient bien, car leur parti de masse les rendait plus proches du peuple ouvrier, ils communiaient

d'avantage avec lui – donc avec la vérité. Ce vis-à-vis exprime d'ailleurs bien la double composante du meilleur : le bonheur d'avoir raison, d'être lucide sur les défauts de la société, voire prophétique (façon Trotski), raison prophétique qui faisait dire à Michel Foucault qu'il était d'accord avec le communisme pour sa partie critique sur la société actuelle (1978). Et il y a la chaleur humaine des milieux populaires, le réalisme populaire partagés au quotidien dans la culture ouvrière et véhiculés par les canaux politiques communistes, plus sensible chez les staliniens que dans « l'avant-garde de l'avant-garde » désincarnée, moins au fait des réalités quotidiennes.

Et le pire ? Le pire, dans une logique de conviction, c'est d'abandonner sa conscience. Un communiste n'abandonne pas ses idées, sous peine de trahir, un trotskiste ne fait pas taire son jugement critique dans l'intérêt supérieur du parti, ne se comporte pas avec des militants comme un vulgaire bureaucrate. Le rudoïement peut se comprendre, d'autant que l'on est dans l'action : il ne faut pas traîner, ni regarder à la dépense d'énergie. Il faut de l'efficacité, ce n'est pas parce que l'on est bienveillant que l'on doit être moins bon. Le discours au mérite, sans ménagements, se justifie par les nécessités de l'action organisée. Pourtant, ces pressions conformistes ! Cet unanimisme jamais démenti ! Ce respect de la hiérarchie au point qu'il faut toujours, même à deux, savoir qui est plus « compétent » que l'autre... Cette incapacité à échanger des arguments, cette capacité à se légitimer en incarnant l'autorité de l'organisation... Contredit dans sa confiance dans son groupe, le militant interpellé pensera dans son for intérieur que « derrière tout cela », il y a un manque de bonne foi de son interlocuteur, un manque de responsabilité, un manque de conviction, etc. Au fond, le pire, c'est d'être *mal* inspiré par une morale commune dans laquelle le jugement personnel ne compte pas. *Qui* est-on, en effet, pour contredire le sentiment général ? C'est bien le thème des repentis, dans les romans de Koestler sur les mécanismes des procès staliniens.

Les trotskistes vivent avec le souvenir de Léon et de quelques autres, martyrs de la cause, connus pour leur opposition individuelle au sein du parti. Mais la force collective du groupe renverse la donne : au lieu que la raison puisse être individuelle, c'est l'individu qui incarne la raison de tous, le « camarade compétent ». Est guide celui qui a « fait ses preuves ». A fait ses preuves, celui qui est cru par les membres du groupe. Le raisonnement est circulaire : comment être cru par le groupe, c'est justement le point de départ.

Le doute, bien sûr, s'insinue malgré tout, à la longue. Mais l'on diffère. Nombreux sont les militants qui vivent avec, l'acceptent comme une composante de l'engagement, comme les croyants peuvent douter de l'existence de Dieu – les « mystères » de la foi ont même été institutionnalisés. Ils l'acceptent, mais ils ne lui laissent pas libre cours, surtout pas en interne – tandis que l'on peut se lâcher

avec un confident extérieur. Bien que matérialiste porté sur la science, on s'interdit d'objectiver le groupe auquel on appartient. Cela introduit une mise à distance contraire avec l'engagement mutuel, le partage des convictions, le rejet du dilettantisme et du scepticisme... Il faudrait pour cela utiliser des concepts de preuve suspecte : comment parler par exemple de « charisme », de « bureaucratie rationnelle » ou de « légitimité légale-rationnelle » ? Max Weber n'est pas marxiste. Sa conception des sciences sociales lui faisait dire que ses schémas n'étaient que des « types idéaux » n'épuisant pas la réalité. Selon sa célèbre distinction, on ne peut « expliquer » objectivement les faits sociaux, on ne peut que « comprendre » les représentations des acteurs. Non seulement un idéologue bourgeois, donc, mais un sceptique devant la science et ses lois...

Le drame du jeune militant, puis du vieux « fidèle à sa jeunesse », c'est que le mouvement d'adhésion ou de renforcement des convictions paraît opposé à celui de la distanciation critique. Ce n'est qu'une impression, du point de vue doctrinal : il suffit de voir le travail critique effectué par les grands auteurs marxistes. Mais en pratique, cela suppose un affranchissement par rapport à autrui qui est comme une injure à la fraternité, à la cohésion, à la confiance, à la fidélité – et donc à soi-même, si l'on accepte que la reconnaissance par autrui est un moyen de se construire soi-même, de gagner la confiance en soi, puis le respect et l'estime de soi (Honneth, 2000). Car l'intersubjectivité, si vitale pour s'épanouir, n'est pas toujours synonyme d'émancipation, dans un contexte communautaire.

On peut se demander d'ailleurs si au lieu d'être un choix – n'en déplaise à Raymond Boudon – l'indépendance d'esprit ne serait pas plutôt le fruit d'une expérience particulière, le produit de « forces » contraires : ceux qui ont navigué, qui ont côtoyé divers milieux auront plus de distance. Triste idée matérialiste d'un individu ballotté par les vents... Nous optons en définitive pour une solution médiane, entre liberté et déterminisme : la diversité des expériences produit ses effets sur l'individu, encore faut-il qu'il se lance à l'aventure (« on est ce qu'on devient », *dixit* Sartre), sans trop d'inhibitions psychiques, avec un minimum de confiance en soi, de bagage socioculturel et d'opportunités. Disons pour couper court au balancement de l'œuf et de la poule que la moyenne des militants a les dispositions et les occasions, mais il faut éviter de se leurrer soi-même et ne pas être trop manipulé par une pression à la cohésion savamment entretenue. Pour échapper à celle de LO, il faut plus d'une « force » extérieure que l'organisation prend justement un soin tout particulier à neutraliser en déconseillant les autres appartenances.

Conservatisme d'avant-garde

C'est à la sociologie des organisations qu'il nous faut recourir plus précisément, pour penser les unanimismes et les dissidences. S'agissant de notre dis-

sidence, elle avait évité la critique trop intellectuelle, condamnant l'action par la théorie, de ces opposants faciles à grimer pour une organisation militante. Il s'agissait d'une opposition légitime du point de vue du « boulot », du recrutement ou de l'activisme, donc apte à prendre la parole. Ce qui est bien, mais qui ne vaut pas, en interne, un dixième de ce que procure le loyalisme, l'esprit de parti, ou l'allégeance aux chefs, dans un contexte socio-organisationnel donné. Car il y a un affrontement sourd entre les « *marginiaux sécants* » sur la frontière du groupe, pour reprendre les notions du sociologue Michel Crozier, et ceux qui ont le « *contrôle de la règle* » et/ou de la « *communication* », soit, en termes moins croziériens, le *back* et le *front office*, les acteurs extérieurs (assurant le « rayonnement »), les acteurs internes (le « secrétariat » et les mystères de la transmission). Tous revendiquent cette autre ressource qu'est « *l'expertise* », la compétence professionnelle ; mais en réalité leurs compétences sont différentes et correspondent à des séquences temporelles : faire des contacts ne signifie pas les inféoder à l'organisation, il y a encore loin entre les idées et l'organisation. Diriger un mouvement n'est pas recruter pour l'organisation, s'adresser aux militants n'est pas s'adresser aux électeurs, etc.

La différence organisationnelle est le degré d'indépendance à l'égard de l'organisation : tandis que les uns font l'expérience de leur capacité autonome de fixer la loi par eux-mêmes (excusez la redondance, utile au demeurant), les autres font l'expérience au contraire de l'excellence des jugements de la direction, dont ils sont les coauteurs ou les traducteurs. Souvent, dans la vie des partis communistes, l'opposition s'est traduite entre parlementaires ou syndicalistes d'un côté, et militants du noyau dur de l'organisation de l'autre, attachés à la doctrine, à l'organisation et à ses réseaux propres. Le combat est inégal entre les deux, dans la course au pouvoir. Tout dépend de la légitimité des différentes ressources en interne, mais il y a des chances qu'en interne on croit davantage à la fidélité au parti qu'à l'audience à l'extérieur, à moins d'y être contraint par les événements. Dans le cas de LO, le *type extérieur* ne peut percer que s'il est très *internalisé*, comme par exemple un militant ouvrier chevronné, à l'instar d'Arlette Laguiller, porte-parole de l'organisation inféodé à sa direction. Le danger du type extérieur est bien connu : ce sont de possibles scissionnistes, voire même de dangereux concurrents capables d'arriver à leurs fins plus vite que prévu. L'organisation a besoin paradoxalement de ces développeurs pour assurer un rayonnement minimal, ne serait-ce que pour compenser les démissions. Mais elle se sent fragilisée par eux. Car les exemples de chambardement organisationnel ne sont pas rares dans la jeunesse des organisations ouvrières, quelles qu'elles soient, d'une décennie à l'autre :

- dans les années 1930, radicalisation de la jeunesse socialiste vers le trotskisme ;
- dans les années 1960, radicalisation de la jeunesse communiste vers le trotskisme ;

- 1968-1970, prise de la direction de la LCR par jeunes issus des JCR ;
- 1984-1986 ralliement de la jeunesse lambertiste (AJR) au PS.

La jeunesse a représenté le secteur du mouvement social le plus mobilisé de ces dernières décennies, dans les pays développés. Au-delà des jeunes, tout militant faisant preuve de capacités d'intervention dans le mouvement social devient potentiellement dangereux, et cela moins en raison de son origine sociale que de sa capacité concurrentielle : *des militants ouvriers confirmés ont pu être en porte à faux avec leur organisation autant que des intellectuels*, dès lors qu'ils montraient une tendance fâcheuse à contester le bien-fondé du jugement du chef (Hardy), quelle que soit leur position dans ladite organisation (membre du CC, du bureau exécutif, dirigeant du journal, de l'organisation de la fête de LO, élu local...). Ouvrier ou non, la *fidélité au collectif* est un critère plus légitime que le *mérite personnel*, mieux : l'obéissance compte davantage que l'utilité.

Ainsi, on peut dire que la continuité d'une organisation d'avant-garde suppose de se limiter en tant que telle. Le conservatisme comme meilleure chance de durer des organisations révolutionnaires... selon les militants eux-mêmes, loin d'ignorer toutes leurs contradictions.

Sectarisme et agitation ciblée

Comment, dès lors, des militants si apparemment sectaires peuvent-ils vivre comme des poissons dans l'eau dans le mouvement social ? La logique (binaire) voudrait que des militants d'appareils servent bien l'appareil et mal les mouvements. Pour reprendre les types idéaux de Max Weber, un bureaucrate n'est pas fait pour guider les masses, ni un leader charismatique pour diriger l'appareil dans l'ombre, ni un militant légal-rationnel pour incarner la tradition. Selon le précepte de Taylor (*the right man at the right place*), un sectaire ne pourra pas guider les masses, animer des AG et un mouvement démocratique, (mal) inspiré qu'il est par son autoritarisme *sui generis*. Et les détracteurs sont les premiers à prédire que les organisations trotskistes « fossilisées » comme LO ne sauraient jouer aucun rôle dans les mouvements sociaux.

Est-ce que le mouvement des professeurs en 2003 ne montre pas le contraire ? Pour qui l'a suivi, on y a vu le rôle positif joué par ces militants, leur capacité à animer des AG, à organiser le mouvement, à faire participer. Selon les grévistes eux-mêmes, ceux qui ont suivi les coordinations hebdomadaires, il n'y a pas trop à redire sur le rôle des militants de LO, ou pas tellement plus que pour d'autres, par exemple de la LCR (les uns pas assez formalistes, les autres trop ; les uns omniprésents, les autres pas assez). Pas plus qu'il n'y avait à redire, apparemment, sur le rôle de la CGT du spectacle dans les mouvements d'intermittents – dont le jusqu'au-boutisme a d'ailleurs inquiété la confédération.

Dans le mouvement social, des militants sectaires peuvent avoir une grande influence, s'il s'agit de leur base sociale. J'entends ici par base sociale leur lieu de socialisation professionnelle réelle. Il ne s'agit pas de base convoitée, mythique, mais de lieu d'existence sociale. Si LO a eu une influence dans le mouvement des professeurs, c'est du fait de la spécialisation professionnelle de ses militants dans l'Éducation, de façon à avoir du temps libre pour « s'occuper des boîtes ». On connaît d'autres spécialisations, comme celle des militants du PCI à la Sécurité sociale, ou ceux d'un plus petit groupe comme l'Organisation politique dans les foyers africains. Si sectaires soient-ils, les courants politiques peuvent ne pas l'être avec le milieu social dans lequel ils travaillent à se socialiser, car l'implantation n'est pas contradictoire avec le sectarisme.

Par ailleurs, ils peuvent avoir d'autant plus d'influence qu'ils sont plus détachés des mécanismes de la représentation. On collera en effet davantage à l'humeur de la base qu'on est moins investi dans les structures représentatives professionnelles. C'est la différence d'un syndicat corporatiste de conducteurs à la RATP, à Air France ou à la SNCF avec les confédérations. Les syndicats corporatistes sont craints des directions pour leur comportement incontrôlable, imprévisible, « trop » calé sur celui de la base. C'est aussi en principe l'apanage des révolutionnaires d'avant-garde, censés « coller » à la base pour déborder les appareils en surfant sur la vague des mouvements, quoique l'orientation traditionnelle de la LCR pour la construction du mouvement ouvrier l'ait souvent conduit à assumer des responsabilités syndicales pouvant limiter cette orientation « basiste ».

Mais comment jouer ce rôle dans une organisation conservatrice ? La seule présence de militants dans un milieu social ne permet pas forcément de prendre les rênes des opérations, fussent-ils éloignés de toute représentation. À Renault, des militants LO sont restés l'arme au pied dans plusieurs occasions de débrayage. *Idem* dans bien d'autres endroits, à bien d'autres occasions – c'est un élément récurrent de la critique de LO. Il est difficile d'animer un mouvement sans avoir au minimum la neutralité bienveillante de son organisation. Trois éléments permettent de rendre compte de cette agitation des professeurs :

- il s'agit d'un mouvement local, faisant corps avec l'organisation (exemple du mouvement des foyers africains, limité en nombre et en concurrence politique) ;
- l'organisation y trouve un intérêt particulier, changeant de braquet dans une situation conforme à ses intérêts organisationnels ;
- les militants interventionnistes prennent leur distance avec l'organisation.

La direction engage son image de marque en soutenant les mouvements de professeurs forts et pionniers en Seine-Saint-Denis, département pauvre, populaire, lieu d'implantation communiste et de vote communiste (vote LO

compris), où LO est bien implantée à l'école. La recherche par LO d'une relation privilégiée avec les militants du PCF est bien connue. On peut ajouter des motifs internes : ne pas désavouer ses militants, donner des gages ou répondre à son opposition, réputée plus « interventionniste », ou participer à un mouvement qu'elle est en capacité de contrôler. Toujours est-il que *des* professeurs militants ont le feu vert (suivis par la direction). Mais comme le mouvement fut long, à répétition, ces militants prennent goût à l'initiative, à l'élan des « masses », deviennent des fidèles du mouvement. Et le jour où la direction s'en écarte, ils manifestent leur humeur, des tensions apparaissent : suite au refus de la direction de reprendre le slogan de la grève générale, on a eu, sans doute pour la première fois de l'histoire de LO, une manifestation spontanée des militants profs devant le stand direction de la fête de LO (2003). Six mois plus tard, illustration de la confrontation des contraires, c'est le *compromis* : le congrès entérine l'arrivée de nouveaux militants professeurs dans les instances dirigeantes de l'organisation.

Sectarisme et popularité : l'hybridation des révolutionnaires

On peut être encore plus surpris de l'audience de masse d'une organisation « secrète ». Cela n'est pas limité au seul exemple d'Arlette et de Lutte Ouvrière. Mais ce dernier peut nous faire toucher du doigt le problème. Ce faisant, nous sommes conduits à déborder un cadre analytique pour entrer dans la prospective, tant le sujet est actuel, sans nous départir d'une position relativement agnostique sur l'avenir de l'extrême gauche française.

Le succès électoral renvoie à l'implantation : si Arlette parle si bien aux « chaudières », c'est qu'elle bénéficie de la vieille habitude du groupe à faire passer ses idées au quotidien dans les milieux ouvriers (notamment avec la contrainte hebdomadaire ou bimensuelle des bulletins d'entreprise), d'en épouser les préoccupations pour s'en faire les porte-parole, jusqu'à en diriger les mouvements. C'est ce que l'on nomme *implantation*, condition nécessaire mais non suffisante pour l'agitation, comme on l'a vu.

La coexistence d'une organisation « secrète » avec son électorat n'est pas non plus de tout repos : comment continuer à dire à un électorat croissant que les élections ne changent rien et qu'avoir des élus (locaux ou nationaux) ne sert à rien ? Le mécanisme léniniste de la tribune et du relais des préoccupations des masses laborieuses suppose des préoccupations révolutionnaires larges : si les masses ne sont pas (pré) révolutionnaires, comment relayer leur point de vue ? Si elles croient dans les institutions, les révolutionnaires doivent-ils relayer ce point de vue ? L'adéquation entre révolution et intérêt de classe rencontre des limites en période non révolutionnaire et en régime démocratique. Le cas s'est même présenté de confiance des masses dans des partis réfor-

mistes en période révolutionnaire – dans l'Allemagne de 1919 – situation qui avait inspiré justement la célèbre critique du gauchisme par Lénine et fait discuter les militants allemands jusqu'à aujourd'hui : les masses étaient-elles *vraiment* révolutionnaires en 1919 ?

La résolution de ces tensions peut se faire dans le *repli sur soi*, au nom de la révolution à venir et du rôle d'agitation du groupe, ou bien dans l'*adaptation* à la société ambiante. L'engagement de longue haleine de LO dans le processus électoral, et son absence de pari sur les luttes en cours ou à venir, rendent *a priori* difficile la première hypothèse. Il y a certes une dose de sectarisme nécessaire à la protection de l'organisation. Mais il faut compter aussi le facteur humain, celui du groupe dirigeant : après une traversée du désert de toute une vie, on voit mal comment, au soir de sa vie militante, retrouver l'énergie de repartir à zéro, sans penser que des ressources exceptionnelles, celles de la révolution, nous attendent au coin de la rue. Cette espérance – celle du « *flamboyant Trotski* », isolé contre vents et marées, mais branché sur l'époque des révolutions et contre-révolutions – n'est pas celle de la maison, avec son profil bas, sa patience, son goût de la construction lente et graduelle, méthodique, sérieuse et réaliste, ses interactions avec un petit public, la fidélisation réciproque avec un petit « courant d'opinion », comme elle dit, bref son profil d'organisation, ses croyances et ses pratiques.

La seconde solution de l'adaptation permet au contraire de comprendre bien des évolutions du discours et des inflexions de la pratique, y compris d'ailleurs les rapprochements chroniques avec la LCR (ne pas tomber en dessous des scores précédents, limiter la concurrence pour incarner le vote protestataire). Le rôle de l'État, des syndicats et des élections ont été ré-évalués dans les nombreux discours électoraux de LO. Y a-t-il un double discours, le discours interne permettant de rester imperméable aux influences extérieures ? L'histoire n'a pas retenu l'usage du double discours comme garde-fou de la vérité (révolutionnaire). Simplement, la formule LO de l'adaptation à la société a ses spécificités – comme celles du PCF par rapport au PS – notamment un attachement sincère aux ouvriers, de style plutôt sentimental, misérabiliste et nostalgique. Cet attachement est beaucoup moins ambigu que ne l'a été celui du PCF, arrimé plusieurs fois au pouvoir, il est cependant moins offensif qu'aux débuts, moins raisonné et moins confiant.

Les solutions politiques pour des organisations révolutionnaires ne sont pas faciles dans notre société occidentale « surmoderne », où les problèmes traditionnels de la société industrielle sont différenciés, où les opportunités croissent autant que les risques (Beck, 2000). Stimulée par la radicalité des événements, une organisation révolutionnaire est portée d'abord par un pari sur un sujet de l'histoire. Hanté par le pronostic défaitiste de son fondateur

Barta, Barcia-LO s'est plutôt fixé comme tâche de résister à la période non révolutionnaire qui s'ouvrirait après la Seconde Guerre mondiale, en attendant le retour dialectique de la lutte de classe. Les « trente malheureuses » ont certes fini par atteindre la superbe réformiste, mais les bataillons de prolétaires révolutionnaires ne sont toujours pas à l'horizon.

« En attendant ce jour », des groupes peuvent rester purs, à l'abri de la contamination des masses – à condition de rester très petits... La solution présentée par la LCR est différente : jouer de l'agitation pour garder la forme. En même temps, les pratiques antérieures de celle-ci, comme celles du PCI, l'ont conduite depuis longtemps à une certaine schizophrénie interne, entre les acteurs de la construction du « mouvement ouvrier », avec ses organisations syndicales, associatives, partisans et leurs relais locaux, et les acteurs de la « construction du parti », les plus marqués par les luttes, nationales ou internationales, la doctrine et « l'orga ». Le moindre paradoxe n'est pas, dans la dernière période, que les élus étaient les plus proches de l'organisation et les « mouvementistes » les plus lointains – liés qu'ils sont à d'autres organisations, comme SUD ou ATAC, avec qui par exemple un manifeste a été signé sur l'autonomie du mouvement social. C'est que les mouvements actuels sont assez éloignés de la lutte de classe révolutionnaire, ils sont plus « pragmatiques » (Sainsaulieu, 1999), voire plus ou moins républicains. Même la jeunesse, moins perméable à certaines pressions sociales, a des aspects radicaux très éparés, pas forcément « objectivement » révolutionnaires...

« L'originalité » de la LCR pourrait être de se transformer en petit parti populaire hybride, plus proche d'un PSU que d'un parti marxiste ouvrier et moins autoproclamé que le PT. Ainsi donnerait-elle un nom au processus en cours depuis quelque temps, tandis que LO se draperait dans le rouge, au lieu de caractériser une évolution non seulement de ses discours électoraux, dont elle reconnaît volontiers qu'ils ne sont pas révolutionnaires, mais sur la réalité de ce qu'elle devient : une « petite social-démocratie », partagée entre un programme minimal et un programme maximal². Tous deux font désormais des élections un processus décisif pour leur perspective de gauchissement de la gauche, les uns à tonalité « pluraliste » (groupes radicaux, PS et mouvements sociaux), les autres à tonalité « communiste » (PCF). Le contexte post-électoral de 2004 ralentit cependant la naissance d'une nouvelle gauche et perpétue le provisoire, l'inachevé, l'inabouti – entre réforme et révolution.

Combinaison ou analyse des genres ?

En conclusion, on peut s'interroger sur la signification de ces contradictions et leur devenir. Sont-elles propres aux communistes ? Ces évolutions sont-elles fatales ? Les ingrédients des contradictions organisationnelles sont les mêmes

partout (*back et front office*). Mais pour le parti de la révolution, les rapports avec la société sont plus tendus. Si les militants de base du RPR peuvent se sentir floués par leur direction, la frontière entre cette dernière et les élus est plus floue. Ils se disputent les places au pouvoir, pas les moyens d'y accéder. Au PCF par contre on voit encore les tensions entre élus et dirigeants du parti, les écarts des élus étant rarement sur la gauche. Cela dit, ces contradictions évoluent au fil du temps et le sens de l'évolution n'est pas fatal. L'adaptation à la société est certes favorisée par l'absence de présence politique des travailleurs, dans un contexte de faible conscience de classe. Cette faiblesse ne repose pas sur rien. Non seulement un affaiblissement structurel du nombre d'ouvriers, mais aussi un certain standing : la moyenne des ouvriers des grandes entreprises a des salaires plus élevés que la moyenne nationale et leurs revenus ne baissent pas forcément. Tandis que la dégradation frappe des secteurs plus que d'autres, les sans travail plus que les travailleurs, les étrangers plus que les Français, les femmes plus que les hommes, une génération plus qu'une autre. Ces évolutions pèsent de façon contradictoire sur les organisations en France : si elles ne peuvent faire fleurir toutes leurs idées dans les luttes, elles ne peuvent pas non plus s'intégrer comme leurs aînées, au beau temps du réformisme. Car c'est à la fois la lutte de classe et la croissance économique qui ont nourri le réformisme, tandis que la révolution vient de la lutte de classe et de l'incapacité politique à gérer la condition ouvrière.

En fait, ni réforme ni révolution ne sont vraiment d'actualité – ni totalement inactuelles. La société développée « occidentale » noie les enjeux de classe dans un enchevêtrement de progrès et d'archaïsmes. D'où un espace pour des formations hybrides³, où coexistent des contradictions atténuées, comme dans l'altermondialisme. On ne peut que constater dans le cas de l'extrême gauche française, combien les contradictions se sont privatisées, tandis qu'elles scindaient le mouvement ouvrier en deux blocs réformiste et révolutionnaire. On peut certes vouloir tirer parti de cette impuissance des deux gauches, en puisant des forces des deux côtés pour qu'elles se renforcent mutuellement, dans une perspective sinon révolutionnaire du moins radicale (Corcuff, 2003), voire transitoire. La période est au syncrétisme, comme dans un programme électoral : on tient compte d'un peu tout. La combinaison d'éléments divers repose sur un effort synthétique louable.

Encore faut-il avoir une stratégie, révolutionnaire (actualisée), ou réformiste (récupérée)... Bien affaiblies, ces perspectives restent des repères dans une société qui reste moderne, à défaut d'autre chose. Le mouvement ouvrier a-t-il fini son rôle historique ? C'est impossible à affirmer, vu le maintien d'un rapport social travail salarié-capital voire l'industrialisation en cours dans d'autres régions du monde. Certes, la révolution industrielle et sociale s'est

déplacée au Sud (Chine, Inde, etc...), tandis que le Nord est protéiforme. Mais à l'inverse, si l'on pense que la dialectique révolutionnaire est dépassée, il faut en faire la genèse. Habermas a tenté de mener cette entreprise à bien. Selon lui, la démocratie s'est renforcée, son « espace public » est désormais assez large et fort pour se permettre toutes les audaces par des voies pacifiques⁴. C'est Voltaire qui aurait eu raison, « l'opinion gouverne le monde ». On va peser sur les débats et sur les institutions pour faire changer les choses, en s'appuyant également sur le mouvement social, comme le préconise le PCF depuis longtemps. Pour cela, il a fini par réviser la conception marxiste de l'État, en conférant à ce dernier plus de neutralité et de défense de l'intérêt général. On peut donner corps à cette conception réformiste avec l'idée du développement de l'État social, du passage d'un prolétariat sauvage à une classe ouvrière domestiquée, comme dans le panorama socio-historique réalisé par Robert Castel (1995). Il reste à expliquer pourquoi et comment la panne réformiste est passagère.

Si l'on n'adhère pas à cette vision stabilisée du monde, du fait de l'imprévisibilité du capitalisme, la tâche ne consiste pas non plus pour autant à se cantonner à Marx. Il faut encore montrer comment poursuivre sa perspective révolutionnaire aujourd'hui, en intégrant son héritage – comme nombre de sociologues le font avec celui de Pierre Bourdieu. Negri et Hardt (2001) ont essayé de réactualiser une vision du monde révolutionnaire, mais sans dégager des perspectives très claires : le concept de « multitude » reflète d'ailleurs le mélange des genres actuel qu'il ne l'éclaire. Le travail d'analyse reste vital, sinon pour choisir une option de principe éthique, philosophique et politique, du moins pour s'inscrire dans une lignée de pensée rationaliste dans laquelle la science et la critique jouent un rôle de levier indispensable. Notre préférence pour les idées révolutionnaires a une composante mythologique et comporte des marques de dégénérescence. Le rayonnement du marxisme révolutionnaire était dû à une capacité d'analyse créatrice qui compte davantage que toute fidélité dogmatique. Le caractère composite, hybride et contradictoire des formations d'extrême gauche n'est certes pas sans rapport avec la société actuelle, tellement différenciée que tout devient possible et où les menaces prolifèrent (Beck, 2000). Pour autant, le mélange des genres ne peut se valider que par un dépassement théorique de l'opposition classique entre réforme et révolution, sous peine de confusion des esprits, d'obscurantisme et d'illégitimité des devenirs organisationnels.

- Beck, U. (2000), *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Alto-Aubier.
- Boudon, R. (2002), *Raison, bonnes raisons*, PUF.
- Castel, R. (1995), *Les Métamorphoses de la question sociale*, Fayard.
- Corcuff, P. (2002), *La Société de verre*, Belin.
- Crozier, M., Friedberg, E. (1977), *L'Acteur et le Système*, Le Seuil.
- Foucault, M. (1978), *Dernières conférences au collège de France*, « Les quatre parler vrai de l'Antiquité », Diffusion sur France Culture, 1989 (?).
- Habermas, J. (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, Fayard.
- Honneth, A. (2000), *La lutte pour la reconnaissance*, Le Cerf.
- Latour, B. (1991), *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, La Découverte.
- Negri, T., Hardt, M. (2001), *Empire*, Exils.
- Sainsaulieu, I. (1999), *La Contestation pragmatique*, L'Harmattan, Logiques Sociales.
- Weber, M. (1966), *Économie et société*, Plon.

1 Marx, malgré toute sa finesse, n'a établi de distinction entre « loi » et « tendance » que pour la baisse du taux de profit, pas pour la lutte de classe, analysée avec tous ses méandres dans *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, mais aussi parti pris philosophique sur l'avenir de l'humanité dans le *Manifeste*.

2 Cette caractérisation est le fait d'un militant de LO chevronné, recueillie auprès de son stand PTT au début des années 1990 : « la fête, les bulletins, les élections, les cotisations : on est une petite sociale démocratie ».

3 L'hybridation correspond à un mélange pour le sociologue B. Latour, pour qui les objets hybrides se sont multipliés dans la société actuelle (1991).

4 Pendant tout un temps, il excluait néanmoins l'entreprise de cet espace public démocratique.

Flâneries politiques



Sophie Wahnich

Soixante ans après la Libération, le sol touristique de l'Europe

Attendus, Mars 2005

1. Harmonie

Franco Frattini commissaire européen italien a proposé le 3 février 2005 que soient prohibés en Europe, le port de la faucille et du marteau au même titre que celui de la swastika et des symboles nazis. Il s'agit, dit-il, d'élaborer une première « harmonisation pénale des limites légales de la liberté d'expression ». L'évocation de l'histoire communiste comme histoire monumentale serait ainsi criminalisée.

Cette idée n'a pas surgi dans le subtil cerveau de ce commissaire dans la solitude de l'étude. Elle provient d'une demande de Vyautas Landsbergis, député européen lituanien, ancien président de Lituanie, et de Jozef Szajer député européen hongrois. La proposition a été créditée par de nombreux autres députés d'Europe de l'Est qui entendent assimiler nazisme, stalinisme et communisme. L'ensemble a fait l'objet d'une conférence de presse relayée par *Voice of America*. Le récit historique proposé était le suivant : « la Seconde Guerre mondiale était le fruit du pacte germano-soviétique et les États-Unis ont vaincu à la fois le nazisme et le communisme ».

Le 26 février 2005, le Conseil européen a jugé bon de laisser aux différents pays constituant l'entité européenne la possibilité ou non de légiférer en ce sens. Pour le moment il n'y a donc pas encore d'« harmonisation pénale des limites légales de la liberté d'expression » dans l'espace de l'Europe élargie.

2. Élargissement

1. « action d'élargir, fait de s'élargir, agrandissement, « peu de menton, peu de crâne ; entre les deux un élargissement progressif » (Jules Romains) ;
 2. action de rendre plus ample, fait de s'étendre, « un élargissement de l'âme et de la sensation » (Guy de Maupassant) ;
 3. Mise en liberté, (d'un détenu), libération, relaxation. »
- Une définition du *Petit Robert* ouvre toujours des horizons, des connexions. À nous de jouer.

Depuis mai 2004, l'Europe s'est élargie.

1. Où est le menton, où est le crâne ?
2. De nouvelles destinations touristiques ont fait leur apparition dans les catalogues des agences de voyage. Dubrovnic en particulier a été une destination très prisée l'été 2004 par les amateurs d'art et d'histoire. Tous les espoirs sont permis pour l'été 2005.
3. L'Europe se libère et annonce très clairement la couleur de cette libération.

3. La Libération

La délivrance d'un pays occupé, d'un peuple asservi est une « libération » depuis 1870. Mais en Europe, *La Libération* c'est celle des territoires occupés par les troupes allemandes durant la Seconde Guerre mondiale.

Enfin pas tout à fait dans toute l'Europe.

Il existe quelques nations irréductibles (par exemple la Hongrie et la Lituanie) qui, maintenant qu'elles sont européennes, peuvent bien dire leur point de vue : il n'y a pas eu de Libération en 1945 et il y a eu libération dans le sillage du 9 novembre 1989.

Un tourisme de la terreur

4. Tee shirt et logo



Il existe à Budapest un musée situé au 60, bld Andrássy qui s'appelle « maison des terreur ». Il a ouvert dans les années 1990 et valorise un lieu de mémoire. Ici la police politique nazie puis la police politique communiste ont sévi. Ici un seul insigne permet d'intriquer les deux mémoires, de les mettre en équivalence. L'étoile communiste est devenue indissociable de la croix fléchée des nazis hongrois. Le musée en fait son logo.

Le tourisme de la terreur, ça ne rigole pas mais, il trouve pourtant de multiples arguments de ventes, invente des produits dérivés, même des tee-shirts...



5. « Double occupation » à Budapest

La première salle de l'exposition chronologique de la maison des terreur porte le nom de « double occupation ». Montage cartographique : depuis 1919 la petite Hongrie peine à maintenir sa souveraineté. Sur un mur de séparation de l'espace qualifié d'un côté par la croix fléchée et de l'autre par l'étoile rouge, défilé d'images de la Libération en boucle sur une série de petits écrans vidéo. Des archives sont exposées pêle-mêle. Certaines portent sur la Libération, d'autres pas. En vrac les terribles images de Bergen-Belsen tournées par les Britanniques en avril 1945, le drapeau soviétique hissé sur le Reichstag par un soldat soviétique radieux, les foules nazies à Nuremberg. Des soldats allemands décrochent un aigle et le donnent à des soldats soviétiques. Des foules en liesse à l'arrivée des soldats soviétiques, des foules en liesse devant les soldats nazis, des villes détruites, des violences dans les

rues entre civils et soldats, des batailles de rue entre soldats, l'armée allemande à Moscou, des soldats allemands prisonniers de guerre. Aucun commentaire. Rien d'explicite sur Budapest, une Libération qui ne concerne pas la Hongrie. Des formes interchangeables : une armée entre dans une ville, transforme l'espace symbolique, des foules l'acclament. L'extermination nazie comme reste, des images comme des icônes.

Ici il n'y a pas eu de Libération, il n'y a eu que des occupants qui ont manipulé les foules. La confusion comme élise de la Libération.

À la fin du trajet de l'exposition permanente, donc plus de 30 salles plus tard on retrouve des images vidéo avec des hommes en liesse, ils fêtent le départ des soldats soviétiques et la fin de la terreur. Les images sont en couleur. Une autre libération...

6. Marges

Exposition temporaire de la même maison des terreur : l'extermination des juifs hongrois. Un bon produit touristique d'appel. Deux salles lui sont consacrées. Un écran présente des témoignages de rescapés. L'un d'entre eux était un petit garçon à Budapest en 1945. Il raconte sa peur en voyant arriver un soldat soviétique, un large sourire accroché au visage et un couteau à la main. Il s'approche de l'enfant figé d'effroi et s'accroupit devant lui. Avec son couteau, il tranche les fils qui reliaient l'étoile jaune à son paletot...

Un historien hongrois m'a expliqué son aversion pour cette maison des terreur dans laquelle défile tout le public scolaire du pays. À la fin du trajet, est présentée une liste des bourreaux de la terreur communiste. Les noms sont souvent à consonance juive et d'après lui, l'anticommunisme trouve ses ressources encore aujourd'hui dans une politique antisémite dont les racines ont été volontairement oubliées, refoulées par le musée.

« De 1932 à 1936 Gömbös premier ministre [...] entretient des relations étroites avec Hitler et Ludendorff. Proche collaborateur de l'amiral Horthy, il fait figure de leader de l'aile fascisante du parti gouvernemental. Il oppose le capital chrétien créatif et juste au capital juif injuste et exploiteur. Il reprend les idées de Gottfried Feder utilisées par Hitler. Il affectionne les grands rassemblements de masse, les défilés des milices nationalistes, les acclamations scandées par la foule. Dès les années 1920 il avait proposé une réforme agraire radicale qui exproprierait les couches possédantes israéliques. C'est à cette époque qu'il songea à une marche sur Budapest. Mais Gömbös devint ministre de la guerre en 1929, sa formation ayant été dissoute et lui-même ayant rallié le parti gouvernemental. Une centaine de mouvements se réclament alors du national-socialisme. Gömbös meurt en 1936. Cette fascisation des esprits a été suffisamment forte pour créer à la veille de la Seconde Guerre mondiale un

mouvement d'opinion dont bénéficie la plus importante des formations fascistes hongroises : le parti des croix fléchées de Ferenc Szalasi. 150 000 adhérents en 1938 et 31 sièges à la chambre des députés aux élections de 1939¹... » Voici ce que nous apprend la lecture de Pierre Milza, un classique de l'historiographie des années 1980 en France, passé en poche en 1991.

7. L'allée infinie des monuments de la Libération

Le parc des statues de l'époque communiste est vanté dans tous les espaces d'information touristique de Budapest. Les témoignages des touristes sont sollicités et produisent l'argumentaire de cette autre face du tourisme de la terreur. « Nous avons été pris dans une atmosphère étrange, il n'y a pas d'endroit similaire [...] quarante ans de communisme, nous pouvions encore sentir le souffle de l'enfer. Une expérience formidable », « Eh bien c'est exactement pour voir cela que ça valait la peine de venir des États-Unis. C'est un endroit formidable, fantastique, très impressionnant. »

Ont été réunies ici les statues déboulonnées que l'on souhaitait malgré tout conserver. Un choix parmi toutes celles qui ont été mises au rebut a été fait par les habitants des quartiers d'où elles venaient. Il est bon de ne pas brûler les livres avait affirmé l'architecte du futur parc... Certaines statues ont eu moins de chance que d'autres et ont bel et bien disparu.

Ce parc est loin du centre-ville, il est pauvre, inachevé, un peu triste, installé dans un environnement qui le rend un peu dérisoire. Les pylônes électriques rivalisent avec le réalisme socialiste. Mais, ici, la Libération est de retour. On lui consacre même une allée infinie... de dix monuments : monuments aux héros soviétiques, allégories de la Libération, représentations de l'amitié hongrois-soviétiques, une pierre commémorative de la Libération posée par des pionniers.

« Gloire éternelle aux héros tombés dans les combats pour la liberté, l'indépendance de l'Union soviétique et pour la libération du peuple hongrois ». Ce genre d'inscriptions, qui accompagnaient les statues *in situ*, a disparu. Cependant le petit livret que l'on peut acheter à l'entrée réhistoricise la dérision. On apprend ainsi que « la Seconde Guerre mondiale s'est terminée pour la Hongrie avec l'entrée de l'armée soviétique. Il est certain que les forces fascistes qui occupaient le pays ont pu être battues grâce à cette intervention, mais en même temps la Hongrie devenait à nouveau territoire occupé ; c'était le début de quarante cinq années d'influence communiste. Le 4 avril 1945, les dernières troupes allemandes ont été chassées du pays ; le jour de la Libération est restée fête nationale jusqu'en 1989 ». Pour chacune des statues le même guide explique les tribulations subies (statue renversée, décapitée, recouverte de graffitis, resculptée, nettoyée, déplacée, remplacée, etc.) en

1956, en 1989 et en 1991. Le déboulonnage de la Libération est une énième tribulation. Mais si le communisme a été une impasse, le sol de l'histoire est bien une allée infinie explique l'architecte de ce parc.



8. Euro-nostalgie, détour par Berlin Est

En Europe, il y a d'autres jeux de cache-cache touristiques avec le héros soviétique, le soldat communiste : « Il reviendra le soldat, il reviendra. »

Ce soldat est celui du cimetière soviétique de Berlin-Est. Il est le retournement du temps annoncé par un riverain interrogé par Sophie Calle dans ses *Souvenirs de Berlin-Est*. Ici aussi la ville a été débarrassée de sa statuaire communiste et certains habitants y ont perdu leurs repères intimes.

« Toute cette situation c'est comme si on vous réaménageait votre maison. L'ennui c'est que des décisions affectant la conception et le climat de la ville dans son ensemble sont prises par des gens qui n'habitaient pas ici avant. C'est le problème des Wessis qui ne veulent rien nous laisser². »

Sophie Calle a photographié les monuments absents et interrogé les habitants présents. Le touriste doté de son livre peut saisir la ville dans le bougé de ces deux rives du temps. Un parc des statues portatif avec les habitants en plus. L'intimité perdue avec ce soldat soviétique est à double sens : « Ce n'est pas qu'il me manque. Ce qui fait défaut, c'est le repère. Il se tenait pile au milieu de la place. Pour s'orienter, il suffisait de regarder de son côté, de chercher du regard le drapeau rouge³ ».

La nostalgie de la présence militaire communiste et soviétique et de l'imaginaire antifasciste peut encore être plus explicite : « autrefois se tenait ici la garde d'honneur de l'armée nationale du peuple. Des uniformes gris ardoise. Pas le gris de terrain de la Wehrmacht allemande – une couleur entièrement nouvelle. Un ruban d'honneur blanc avec une boucle plaquée argent, une boucle ronde. Et un cordon d'honneur. Le casque en acier habituel mais de forme ovale, légèrement aplati, pas comme le *stahlhelm* allemand. Une carabine automatique K-44 de fabrication soviétique. Ils repéraient un point au loin, le fixaient et ne bougeaient plus⁴ ».

L'horizon... Le progrès passait par la dénationalisation de l'armée. « Il reviendra, le soldat reviendra⁵ ». L'horizon d'attente est bien cerné. Comme pour les Maori, le futur est derrière. Une autre définition de la révolution des astres, par les astres ? étoile...

Vacances romaines

11. Martyrs et héros européens

À Rome les jeunes d'Allianza nazionale sont dans une perspective européenne. Ils ont à défendre la mémoire de « martyrs européens ». Une grande soirée commémorative a rendu hommage à Mikis Mantakas, mort dans un attentat des terroristes rouges, il y a trente ans. Le jeune Grec venait à Rome consolider les relations internationales qui unissaient « les étudiants qui avaient le courage d'organiser la résistance européenne au communisme ». Les mêmes affirment « Années de plomb, nous voulons vérité et justice » sur fond de flamme qu'on ne s'y trompe pas ce n'est pas « vérité et réconciliation » mais « vérité et justice ». Faire la vérité sur les attentats des gauches communistes pour leur faire payer, se venger en d'autres termes... mais pour la République de Salò, il faut réinclure tous les héros parce qu'ils ont été héroïques quels que soient leurs camps.

Une affiche des jeunes fascistes apparemment non contemporaine paraît tout droit sorti de cet univers :

« **J'ai choisi** d'être moi-même, individu absolu, d'aimer mon orgueil, ma solitude, d'aimer la fatalité, la joie et ma mort.

J'ai choisi la beauté, ce qui est difficile, l'ordre naturel des choses, le dépassement de ce qui encore en moi humain, le symbole solaire d'une impersonnalité active ; l'intransigeance et la solidité inébranlable et cristalline d'une forme intérieure au-delà du bien et du mal, le mépris de ce qui est petit, mesquin, servile, laid, craintif, conformiste, bas, vil, normal.

Le fait de me mesurer à moi pour les vaincre ; l'obéissance totale à mon propre code d'honneur et de mettre un écran face à la morale, à la loi du profit, aux gens [...]

J'ai choisi l'action et le défi, le militantisme national populaire pour la construction de l'Europe une, nation libre, aristocratique, socialiste, payant de ma personne quand il le faudra.

J'ai choisi de vivre dans l'idée, d'être l'idée.

J'ai choisi la lutte comme vie, la vie comme jeu, le jeu comme lutte

Front national des jeunes ».

Deux autres éléments ornent cette affiche, une image de jeune homme en chemise blanche les manches retroussées et un graffiti post-scriptum rajouté au stylo : PS. Je veux être ce que je suis : une tête de con.

Certes il y a la résistance des graffitis, des électeurs qui ont rejeté à Rome les fascistes et les post-fascistes et malgré tout des parlementaires. Lorsqu'un projet de loi a été présenté par le gouvernement pour transformer l'anniversaire de la chute du mur de Berlin, le 9 novembre, en fête nationale italienne, puisque l'Italie c'est l'Europe et que ce jour l'Europe a été libérée du communisme, le projet a été mis en minorité.

12. Rois et reines

La même semaine, la Villa Médicis, haut lieu de la culture française en Italie, présentait une exposition de l'artiste allemand Anselm Kiefer. La commande qui lui avait été faite consistait à représenter dans une création, les femmes européennes présentes dans le bâtiment de la villa.

Des séries de femmes ou des figures de femmes singulières l'ont conduit à proposer des tableaux, des sculptures, des installations. Les reines de France présentées par leurs noms s'offraient avec en clin d'œil, une rose rouge commémorative pour cette pauvre Marie-Antoinette (qui sera bientôt l'héroïne du dernier film de Sofia Coppola qui tourne en ce mois de mai à Versailles). Les pauvres républicaines et autres femmes françaises révolutionnaires ou de la période révolutionnaire puisque Charlotte Corday côtoyait Lucie Desmoulins ou Louise Robert, bénéficiaient quant à elles de tombeaux métalliques. Ils prenaient parfois des allures de bassins où l'eau ferrugineuse laisse des traces brunes, ou encore des cristaux verts, ou simplement prenait cette allure un peu croupie de ce qui n'est plus entretenu ou qui ne mérite plus de l'être. Dans le grand jeu du journal *Le Monde*, sur qu'est-ce que nos grands ancêtres auraient voté au référendum sur le traité en vue d'une constitution pour l'Europe, Louis XVI aurait voté « oui ».

13 Mémoires et enfances

Giovanna Marini présentait au même moment un spectacle intitulé *La tour de Babel* au théâtre Eliséo. Dans ce spectacle produit par Lausanne, elle racontait que son petit-fils ne savait plus rien de précis sur ce qui s'était passé en Italie dans les années quarante en général et dans les fosses adréatiques en particulier, alors elle voulait reprendre la narration. Raconter que c'était un Italien qui avait dressé la liste des prisonniers qui seraient fusillés et qu'il avait pris l'initiative de choisir les juifs en l'absence d'ordres précis...

Au musée du Risorgimento, (ouvert à tous dans la fameuse « machine à écrire », monumental monument à Vittorio Emmanuel...) un film documentaire fasciste sur la guerre de 1914 et ses suites est présenté comme un document sur l'histoire des techniques du cinéma documentaire sans autre forme de procès. Les scolaires sont nombreux. Bribes de conversation entre petits garçons : « Ils étaient forts les Italiens, je comprends qu'ils aient gagné ! »

Voyages diplomatiques

14. Désir russe

Le président russe Vladimir Poutine a invité les principaux dirigeants du monde à fêter à Moscou le soixantième anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie.

15. Refus balte

Les États baltes souhaitent que la Russie fasse acte de « *repentance* » pour les années d'occupation qu'ils ont vécu jusqu'en 1991. Le président russe a refusé de faire plus que ce qui a été fait dans ce domaine en 1989, lorsque le Soviet suprême de l'époque avait condamné la conclusion du pacte germano-soviétique de 1939, par lequel l'Allemagne et l'URSS s'étaient attribuées des zones de domination sur le dos des Baltes. Un an après avoir été annexées par Moscou, la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie ont été occupées en 1941 par les troupes du III^e Reich.

Le ministre russe dénonce une nouvelle tentative de déformer l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et affirme que la thèse d'une égale responsabilité de l'Union soviétique et de l'Allemagne nazie ne peut être qualifiée que d'absurde. Les présidents de Lituanie, Valdas Adamkus, et d'Estonie, Arnold Ruutel, refusèrent alors de se rendre aux commémorations du 8 mai 1945. Seule, la présidente lettone, Vaira Vike-Freiberga, a choisi d'accepter tout de même l'invitation mais en précisant son intention de rappeler que la capitulation de l'Allemagne nazie n'a pas signifié une libération pour l'ensemble des pays européens.

Mais,

« Aujourd'hui encore ces pays tardent à reconnaître leur complicité dans l'exécution des juifs et des nostalgiques inaugurent des monuments aux leurs qui se battaient pour le Reich », peut-on lire dans le journal *Libération* du 4 mars 2005. Le 16 mars 2005, « jour de la légion », a eu lieu à Riga un défilé qui rendait hommage aux soldats lettons engagés dans la Waffen SS contre l'armée Rouge. Les contre-manifestants furent matraqués.

Le 21 avril 2005, lors de la réunion des ministres des pays de l'OTAN à Vilnius en Lituanie, Condolezza Rice appela au renversement du pouvoir à Minsk en Biélorussie. L'exemplarité convoquée était celle des pays Baltes.

16. Bush s'en mêle

Les trois pays baltes, Lettonie, Estonie, Lituanie, mais aussi la Géorgie, font partie de ces pays tournés vers l'Ouest avec lesquels les États-Unis entretiennent d'excellentes relations. Ces États ont d'ailleurs apporté leur soutien à Washington dans l'intervention militaire en Irak.

Avant son passage à Moscou, Bush décide de passer à Riga. Et là, le 8 mai, il rencontre la présidente lettone et prononce un discours.

« Nous vivons une époque extraordinaire et les trois pays baltes sont en mesure d'aider la Russie et d'autres pays de cette région du monde à prendre conscience des avantages qu'offre la vie dans une société libre », a dit le président américain.

« Je reconnais que pour l'Ouest, la fin de la Seconde Guerre mondiale a signifié la paix mais dans les pays baltes cela a amené l'occupation et l'oppression communiste [...] La défaite de l'Allemagne nazie a mis un terme à la guerre en Europe. Malheureusement, pour des millions de gens sur ce continent, la tyrannie est restée sous un autre uniforme [...] Les Américains n'oublieront jamais l'occupation et l'oppression communistes des Baltes [...] Le peuple américain n'oubliera jamais. Nous reconnaissons votre histoire douloureuse. » Il s'est aussi félicité qu'après « la vague démocrate » qui a déferlé sur l'Europe centrale et de l'Est en 1989, la victoire de la liberté soit finalement « devenue une réalité pour des millions de gens ».

17. Tribunes

Dans une tribune publiée samedi 8 mai 2005 par *Le Figaro*, le président russe rejette toute idée de « repentance » vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques. Les pays baltes, écrit-il, continuent « d'exiger une sorte de repentance de la Russie [...] J'aimerais souligner [...] que de telles prétentions sont sans objet, je pense qu'elles visent à attirer l'attention sur soi, à justifier la politique discriminatoire, répréhensible des gouvernements (baltes) envers une

partie considérable de leur propre population russophone, à masquer la honte de la collaboration passée avec l'Allemagne nazie ».

Dans une tribune publiée samedi 8 mai 2005 par le *Washington Post*, la présidente lettone Vike-Freiberga, déclare : « La Russie aurait immensément à gagner d'exprimer ses regrets sincères pour les crimes du régime soviétique [...] Tant que la Russie ne le fera pas, elle restera hantée par les fantômes de son passé et ses relations avec ses voisins immédiats resteront, au mieux, précaires. »

18. À Moscou

Vladimir Poutine après avoir déposé une gerbe en hommage aux 27 millions de Soviétiques morts pendant la guerre, le chef du Kremlin a répliqué en rendant hommage à une armée Rouge présentée comme la libératrice de l'Europe orientale. « Notre peuple n'a pas seulement défendu sa patrie, il a libéré onze pays d'Europe [...] La machine de guerre nazie a été brisée sur le champ de bataille de la mer de Barents au Caucase. C'est là qu'étaient situées les principales forces nazies, et c'est là que les fascistes ont subi leurs principales défaites. » Il en a profité pour rejeter les demandes d'excuses publiques formulées par la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie, dont il a rappelé que certains de leurs habitants avaient combattu l'armée soviétique aux côtés des forces nazies.

Jacques Chirac a pris la parole l'après-midi et a salué le peuple russe. « Aujourd'hui, ensemble, nous nous souvenons des sacrifices immenses consentis pour libérer nos nations du joug de la barbarie nazie. Et nous nous souvenons tout particulièrement, ici, à Moscou, de l'engagement si décisif du peuple russe dans la victoire finale. À Moscou, à Kursk, à Stalingrad, en imposant aux nazis leurs premiers revers, le peuple russe, avec un courage inouï, adressait au monde un formidable message de résistance et d'espérance. Dans ces combats, où la Russie a un rôle si essentiel, nos pays furent alliés. Ils furent frères d'armes, frères de sang, à l'image des hommes du régiment Normandie-Niemen. Tout à l'heure, j'ai tenu à rencontrer et à saluer ces héros qui ont écrit des pages historiques. Je leur ai dit notre fierté, notre admiration et notre reconnaissance. [...] Je veux remercier mon ami, le président de la Fédération de Russie, la mairie de Moscou, son maire, monsieur Youri Loujkov, ainsi que le sculpteur Zourab Tsereteli, qui ont tenu à rendre hommage à la mémoire du général de Gaulle. »

George Bush n'a pas pris la parole en public, ni rencontrer la presse pendant son séjour à Moscou, contrairement à la tradition des voyages présidentiels américains.

Dernières recommandations avant votre départ

19. L'Europe, c'est pas l'Amérique...

19. Choisissez bien votre guide touristique... Attention surtout aux contrefaçons historiques.

20. Bons voyages !

mai 2005

- 1 Pierre Milza, *Les Fascismes*, Le Seuil, coll. « Points », 1991.
- 2 Sophie Calle, *Souvenirs de Berlin Est*, Paris, Actes Sud, 1999, p. 20.
- 3 Sophie Calle, *op. cit.* p. 52.
- 4 Sophie Calle, *op. cit.* p. 65.
- 5 Sophie Calle, *op. cit.* p. 52

Les photos ont été prises par Sophie Wahnich à Budapest, boulevard Andrássy et dans le parc des statues en 2004.

